

Guide Arts et Spectacles

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

JEUDI 27 JUIN 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNÉ

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14435 - 6 F

Après la « dissociation » de la Croatie et de la Slovénie

La Fédération yougoslave au bord de l'éclatement

Confédération ?

C'est pas avec de l'an... Tel semble être le point de vue des deux Républiques yougoslaves, la Croatie et la Slovénie, qui ont proclamé, mardi 25 juin, leur souveraineté et leur indépendance. Une « dissociation » de la Fédération qui n'est pas, pour le moment, synonyme de sécession. Ljubljana et Zagreb ne se retirent pas en effet des négociations qui vont se poursuivre sur l'avenir du pays.

Les Occidentaux ont aussitôt réaffirmé leur attachement à l'unité de la Yougoslavie. Les États-Unis et les Douze sont fermes : il n'est pas question de reconnaître l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, qui constitueraient des micro-États en Europe. Seule l'Allemagne affiche une compréhension assez marquée envers les Croates, tandis que l'Autriche, pour tenter sans doute de retrouver un rôle en Europe centrale, fait les yeux doux à ses voisins slovènes. Il est bien beau d'adresser des mises en garde, mais proposer une solution est une tâche autrement plus ardue.

En soixante-troize ans, le concept « yougoslave » a subi déjà au moins deux échecs cuisants. Le « royaume des Serbes, Croates et Slovènes », né en 1918, s'est vite effiloché en raison de la propension des Serbes à vouloir dominer les deux autres peuples et à les réduire au rang de « provinces ». Au lendemain de la seconde guerre mondiale, le modèle « fédéral » imposé par Tito a tenu jusqu'à la mort de ce dernier, en 1980, grâce à un régime à poigne. Une fois le maréchal disparu, la confusion s'est installée : les six Républiques (Serbie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Slovénie, Macédoine et Monténégro) ont fait cavalier seul, et les deux régions autonomes (la Voïvodine et surtout le Kosovo) se sont rapidement émancipées.

DEPUIS plusieurs années déjà, ce qu'on appelle la « deuxième Yougoslavie » était condamnée. La montée des nationalismes a signé l'arrêt de mort du principe titoïste d'égalité des Républiques - et non des « nations », qui étaient sous son règne bariolées. Sous la direction du populiste Slobodan Milosevic, la Serbie fut la première à relever la tête, suscitant immédiatement chez ses voisins d'autres vagues nationalistes et hostiles à l'idée d'une Serbie voulant dominer une fois de plus le pays et remodeler ses frontières intérieures.

Pourtant, dans cette atmosphère électrique, qui risque à tout moment de devenir violente, recoller les morceaux de la Yougoslavie par des négociations entre les présidents des différentes Républiques ? Non, estiment les Croates et les Slovènes, car les données du jeu sont dépassées. Avant de construire une éventuelle confédération, il convient à leurs yeux de détruire préalablement les vieilles structures et de reconnaître le souveraineté des États qui pourraient la composer.

Ce processus paraît raisonnable, il suppose des concessions réciproques, mais c'est oublier une petite chose : dans les Balkans, le mot compromis est souvent assimilé à celui de capitulation...

M0147 - 0827 0 - 6.00 F

La surenchère des intégristes

Affrontements à Alger entre militaires et islamistes

De durs affrontements ont opposé, mardi 25 et mercredi matin 26 juin, dans différents quartiers d'Alger et dans la périphérie de la capitale, des militants du Front islamique du salut (FIS) et des jeunes aux forces de l'ordre, qui décrochaient les panneaux « Commune islamique » posés par le FIS sur le fronton des mairies qu'il contrôle depuis juin 1990. Le premier bilan de ces violences fait état d'au moins un mort et de douze blessés.

ALGER

de notre correspondant

Pour la seconde nuit consécutive, l'armée a tiré lors d'affrontements qui l'ont opposée aux manifestants islamistes bravant le couvre-feu. Dans la nuit du mardi 25 au mercredi 26 juin, vers 0 h 30, le bruit de longues rafales d'armes automatiques a retenti en plusieurs endroits d'Alger. Les tirs devaient continuer une bonne partie de la nuit, sans qu'il soit possible, à cause du couvre-feu, d'en déterminer l'origine. Des renforts de soldats et des convois de véhicules blindés se sont dirigés, en pleine nuit, vers l'est de la capitale.

GEORGES MARION
Lire la suite page 6

Le gouvernement face à la morosité boursière, à la hausse du chômage et aux sondages défavorables

Les marchés doutent

Taux d'intérêt trop élevés, cours des obligations et des actions en baisse, petites entreprises pénalisées : le marché financier est morose. « L'effet Cresson » a joué de manière négative, notamment sur les investisseurs étrangers.

par François Renard

Le marché financier de Paris est en pleine déprime : les taux d'intérêt montent, les cours des obligations baissent, et ceux des actions en font autant. Depuis le milieu de mai, à la veille du départ de M. Michel Rocard et de l'arrivée de M. Edith Cresson à l'hôtel Matignon, le rendement de l'État à court terme est passé de 9,25 % à plus de 10 %, et le rendement des emprunts d'État à dix ans, qui était retombé de 10 % en début d'année à 8,75 %, est remonté à plus de 9,30 %.

Sur le marché à terme des instruments financiers (MATIF), les cours sont en pleine déroute. Motif ? Les investisseurs étrangers ont revendu massivement une partie des emprunts d'État français qu'ils avaient achetés non moins massivement l'an dernier (114 milliards de francs en soldes nets) et dans les premiers mois de cette année, jusqu'à détenir plus de 25 %

du stock total de ces mêmes emprunts. La Banque de France, qui a perdu plus du tiers de ses réserves de devises depuis le mois de décembre (50 milliards de francs avoués), se refuse désormais à abaisser à nouveau ses taux directeurs, comme elle l'avait fait le 19 mars dernier. Elle est obligée, en effet, de défendre la parité du franc vis-à-vis d'une peseta espagnole notoirement surévaluée mais dopée par des taux d'intérêt très élevés.

Lire la suite page 36

Réforme des premiers cycles et de l'orientation

Les études universitaires réorganisées dès 1992

A peine annoncés, mardi 25 juin, ses projets de réforme pour le lycée, M. Lionel Jospin devait présenter au conseil des ministres, mercredi 26 juin, ses propositions de rénovation de l'enseignement supérieur.

La refonte des premiers cycles universitaires est au cœur de cet effort d'adaptation des formations. Confrontés à l'augmentation rapide des effectifs de bacheliers et minés par des taux d'échec ou d'abandon massifs, les diplômes d'études universitaires générales (DEUG) sont menacés par une dévalorisation grave.

Pour tenter de remonter la pente, le ministre de l'éducation nationale préconise une

simplification et un regroupement des diplômes, autour de sept grands domaines (sciences, technologies, médecine, économie, lettres-langues, sciences humaines, droit). Il introduit surtout une organisation des premiers cycles par niveaux, reposant sur un petit nombre de modules, et non plus par années comme aujourd'hui.

Dans la foulée, le ministère vient également de décider une augmentation sensible des droits d'inscription universitaires.

Lire l'article de GÉRARD COURTOIS page 14, le point de vue de LIONEL JOSPIN page 15 et nos informations sur l'augmentation des droits d'inscription page 13.

La gauche plonge

L'annonce attendue des statistiques du chômage et la publication de deux sondages, dont l'un porte sur les intentions de vote aux législatives, défavorables au PS, témoignent des difficultés croissantes du gouvernement Cresson.

par Jean-Marie Colombani

La nomination d'Edith Cresson n'a donc pas empêché la gauche de se retrouver en fâcheuse posture : cinq semaines

seulement après son arrivée à l'hôtel Matignon, il se trouve plus de Français pour faire confiance au couple RPR-UDF qu'au PS pour conduire les affaires du pays (33 % contre 29 % selon la SOFRES) ; en outre, les intentions de vote aux législatives établies par BVA pour Paris-Match indiquent clairement que la perspective pour 1993 est bien celle d'une nouvelle cohabitation.

Le handicap de la gauche est certes inférieur à ce qu'il était avant les élections de 1986 : la droite apparaît victorieuse plus par défaut que grâce à ses qualités propres, et n'échappe pas au scepticisme ambiant (1). Mais il est bien réel ; et il sera difficile à surmonter. Vingt mois nous séparent de l'échéance : le calendrier, notamment celui de la reprise, dont M. Bérézgovy aperçoit les premiers signes, a bien sûr un rôle important. Il y a, comme disent les économistes, une forte élasticité de la cote des gouvernements par rapport au niveau de l'activité économique et aux courbes du chômage.

De ce point de vue, le pouvoir vit probablement ses heures les plus difficiles.

Lire la suite page 7

(1) Selon la SOFRES, dans une étude réalisée du 11 au 13 juin pour plusieurs journaux de province.



Charniers sandinistes

La découverte de cimetières clandestins met en cause l'ancien gouvernement du Nicaragua

LOS ANGELES-DE-BOCAY

de notre correspondant en Amérique centrale

Fabio Vargas n'avait jamais osé ouvrir la tombe où avaient été enterrés ses parents et six autres membres de sa famille, dont deux jeunes enfants, exécutés par des troupes sandinistes en juillet 1985. « Nous étions terrorisés », dit-il, tout en reculant dans un grand sac en plastique les restes de son père qu'il reconnaît grâce aux lambeaux de vêtements encore accrochés au squelette.

« Les sandinistes, ajoute-t-il, nous avaient interdit d'enterrer notre famille dans le petit cimetière que nous avons là-bas sur l'autre colline. Ils nous ont obligés à les enfouir sous la maison où on les a assassinés. » Une dizaine de paysans et plusieurs jeunes enfants à moitié nus assistent, l'air grave, à l'exhumation des corps.

C'est dans ce décor idyllique de montagne, au nord du Nicaragua, à quelques kilomètres à peine du petit village de San-José-de-Bocay qu'une guerre fratricide a fait rage pendant plusieurs années entre les partisans de la révolution sandiniste, appuyés par l'Union soviétique et Cuba, et les rebelles, soutenus par les États-Unis. Les nombreuses carcasses rouillées de camions militaires, tombées dans des embuscades et abandonnées le long des pistes poussiéreuses, sont là pour confirmer l'apreté des combats, qui firent officiellement au moins treize mille morts.

La défaite électorale du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), le 25 février 1990, a eu pour effet de délier les langues dans les anciennes zones de guerre.

BERTRAND DE LA GRANGE
Lire la suite page 5

Les résultats du recensement

Dans une France qui continue de vieillir et où les femmes occupent une place croissante, le chômage a augmenté en même temps que l'emploi

page 12

Protestation de policiers

La FNAP appelle les inspecteurs et commissaires à « déposer les armes » le 28 juin.

page 40

Les réformes en URSS

Le projet de traité de l'Union soviétique de nombreuses questions.

page 3

« Sur le rif » et le sommaire complet se trouvent page 40

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

Juillet/Août 1991

Numéro spécial

LES RÉFUGIÉS

Face à la croissance irrésistible du nombre de réfugiés, le Haut-Commissariat, en pleine crise financière, reste désemparé. L'Occident, lassé de payer la facture, ferme ses portes. Les tragédies succèdent aux drames. *Le Monde Dossiers et Documents* fait le point sur une situation explosive.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Francia, 8 F ; Côte-d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 1,10 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 480 F CFA ; Suisse, 1,30 FS ; USA (NY), 2,5 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Immigration

Un entretien avec M. Daniel Cohn-Bendit

« Il faut accepter cette évidence que les immigrés vont rester en Europe. Alors, autant en faire de vrais citoyens » nous déclare l'adjoint au maire de Francfort

Membre de la municipalité socialo-écologiste de Francfort-sur-le-Main, Daniel Cohn-Bendit (élu sur la liste des Verts) est, depuis deux ans, adjoint au maire chargé des affaires multiculturelles. Il nous a précisé ses positions sur la question de l'immigration. Il souhaite en particulier que l'on accorde une citoyenneté européenne aux émigrés non ressortissants de la CEE.

« Vous avez organisé récemment à Francfort, sous le patronage du Conseil de l'Europe, un colloque réunissant les représentants d'une centaine de villes d'Europe. Quel était l'objectif de cette rencontre ?

— C'est très simple : montrer ou rappeler que tous les pays de l'Europe occidentale sont confrontés au même problème et que les solutions nécessitent une recherche commune. À l'exception de l'Irlande et de l'Islande, tous les États de la CEE — où vivent aujourd'hui environ douze millions d'immigrés — et de l'Association européenne de libre-échange sont soumis à des mouvements migratoires, d'une part en provenance de l'Europe de l'Est et du Sud, d'autre part des pays du tiers-monde, plus particulièrement d'Afrique du Nord et du Proche-Orient.

« En chiffres absolus, ce sont la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne que ce problème concerne le plus. Par rapport à la population nationale, ce sont les Pays-Bas et la Suède qui ont la plus forte présence de migrants extérieurs à la CEE. La concentration des immigrés dans les centres urbains est un point commun à tous les pays. Ce sont donc surtout les grandes villes qui se trouvent confrontées aux difficultés d'accueil, de logement et d'intégration en général.

Discussions de café du commerce

— Justement, n'est-il pas temps, comme certains milieux politiques le préconisent en France, de stopper net le mouvement ?

— C'est une ineptie de penser que la question sera réglée en fermant les frontières. Regardez ce qui se passe tous les jours. Le freinage qui est tenté depuis quelques années n'a qu'un seul effet : favoriser le développement de l'immigration clandestine qui joue un rôle prépondérant pour les personnes venant du sud de la Méditerranée. Qu'on se souvienne des politiques de retour au pays lancées un peu partout en Europe, elles ont toutes échoué, y compris en Allemagne. La vérité, c'est que,

les gouvernements européens n'ont pas à proprement parler de politique d'immigration. Ils sont prisonniers de leur opinion publique alors qu'il faut se soustraire aux discussions de café du commerce.

« Pour paraphraser Heine, lorsque j'entends les propos tenus à Orléans par M. Chirac, j'ai mal à la France. Je ne sais pas les raisons de son discours. A-t-il parlé par souci électoral ou par conviction ? Je ne suis pas son psychiatre, et je ne connais donc pas ses pensées profondes. Toujours est-il que le maire de Paris tente de doubler le Pen à droite. Sincèrement, accepter de prendre de telles positions signifie que M. Chirac aurait pu être premier ministre sous Vichy.

— Que peuvent faire les gouvernements européens ? Existe-il vraiment des solutions ?

— Il n'y a évidemment pas de solutions miracles, mais les États ne peuvent continuer de laisser les villes se dépatouiller alors qu'elles n'ont pas les moyens institutionnels ni les moyens financiers pour faire face à la situation. Les gouvernements nationaux doivent prendre leurs responsabilités en définissant une politique claire à l'égard des immigrés.

« Compte tenu de la suppression des frontières intérieures de la CEE, les Douanes ne pourront conserver des barrières, donc des contrôles, pour les seuls immigrés. Ce serait nier notamment les accords de Schengen, qui ont toutes les chances de s'étendre à d'autres pays qu'aux six États fondateurs de la Communauté.

« La seule solution consiste donc à donner la citoyenneté européenne à tous les non-ressortissants communautaires qui résident légalement dans un État membre pendant une période donnée (de trois à cinq ans par exemple) tout en gardant, s'ils le souhaitent, la nationalité de leur pays. Ainsi ils pourront bénéficier de la mobilité sur le marché européen du travail. Car avec quels bras va-t-on reconstruire l'ex-RDA ?

— Dans toute société, les droits demandent en contrepartie des devoirs ?

— J'y arrive. Comment voulez-vous responsabiliser des personnes qui ne peuvent intervenir dans la gestion de la chose publique ? Les législations européennes doivent leur accorder le droit de vote. Et pas seulement pour les élections municipales comme c'est le cas aux Pays-Bas, au Danemark, et en Grande-Bretagne pour les ressortissants du Commonwealth, mais pour tous les types de scrutin. Je

tien à préciser qu'ils ne pourraient voter ou être élus s'ils sont inscrits sur les listes électorales de leur pays. Il faut absolument accepter cette évidence que les immigrés vont rester en Europe. Alors, autant en faire de vrais citoyens !

— Ne serait-il pas plus simple qu'ils prennent la nationalité du pays où ils vivent ?

— Ce n'est pas aussi évident que cela. Aussi longtemps qu'ils ne seront pas intégrés, il est compréhensible qu'ils n'aient pas tendance à entamer des démarches. En outre, mis à part le cas de la France où la nationalité est liée à la naissance sur le territoire de la République, devenir citoyen dans un pays européen est très difficile en raison du principe du *jus sanguinis* qui tient compte de l'origine ethnique.

Oui aux quotas européens

— Votre scénario concerne les migrants qui vivent dans la CEE. Mais quelle politique faudrait-il appliquer pour ceux qui veulent les y rejoindre ?

— C'est aussi une évidence. Les populations du tiers-monde vont continuer d'être attirées par l'Europe et, d'une manière ou d'une autre, ils entreront chez nous. Il est possible que les habitants des pays de l'Est fassent de même, mais il est trop tôt pour dire si le phénomène prendra une ampleur comparable. Soit nos gouvernements continuent de refuser la réalité, et c'est à coup sûr, je le répète, le développement de l'immigration clandestine ; soit ils se décident enfin à élaborer une politique commune qui permettra, en concertation avec les pays d'émigration, d'établir les possibilités d'accueil et de travail des Douanes et des autres États européens qui veulent s'associer à ce programme.

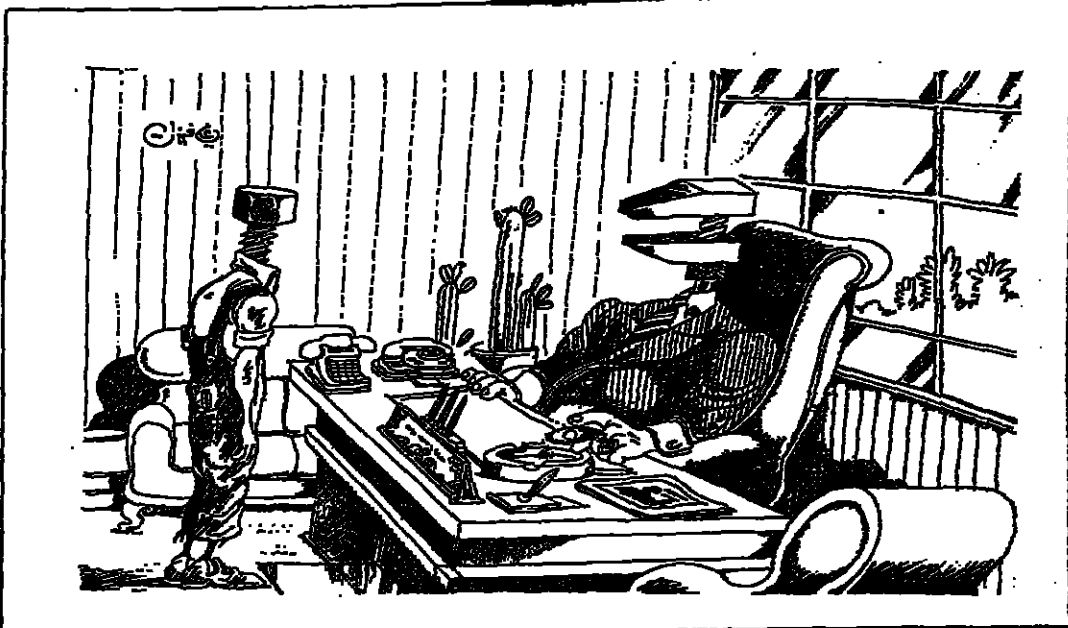
« En outre, la CEE devra établir un code unique sur le droit d'asile, étant entendu que le candidat à l'immigration économique ne pourra pas utiliser la filière de réfugié politique si sa première demande a été refusée et étant entendu aussi que le droit d'asile ne peut être contingenté. L'affaire Abdelmoumen Diouri est là pour nous rappeler, si nécessaire, que le statut de réfugié politique doit être défendu bec et ongles.

— Est-ce à dire que vous êtes néanmoins favorable à l'établissement de quotas européens pour les immigrés économiques ?

— Absolument. »

Propos recueillis par MARCEL SCOTTO

TRAIT LIBRE



Création

Pour une encyclopédie audiovisuelle

par Jean-Marie Drot

DURANT les dix années qui nous séparent de l'an 2000, pourquoi ne pas nous lancer, tous ensemble, dans la réalisation d'une encyclopédie du vingtième siècle pour et par la télévision ? N'en doutons pas, dans le cadre d'Eurêka, ce « corpus » pourrait constituer un des apports audiovisuels de la France à l'Europe, y compris, bien sûr, à celle de l'Est, si impatiente d'avoir accès à ce type de richesse.

Coproduction négociée entre les chaînes publiques, cette série, évidemment pluridisciplinaire, serait le cadre idéal pour continuer la restauration des innombrables trésors qui attendent de l'INA le jour de leur résurrection.

Mieux, l'INA devrait prendre l'initiative d'un tel projet : en créant une synergie entre la SEPT, FR3 et Antenne 2, en leur demandant d'étudier des programmes décalés, complémentaires. Ensuite, bien sûr, il conviendrait de compléter, peu à peu, cette fresque par de nouveaux tournages avec la participation des créateurs et des chercheurs d'aujourd'hui.

Dès le départ, suite à un accord passé avec les sociétés d'auteurs, le problème des droits de diffusion multiple serait résolu ; ainsi, rassemblés sous un générique commun, ces émissions seraient proposées : par voie hertzienne, par satellite, par l'ensemble des emprises françaises à l'étranger et même, franchissant le mur d'une longue indifférence, par les services du ministère de l'éducation nationale.

Ainsi, l'intense circulation de cette Encyclopédie du vingtième siècle, serait-elle organisée, concernant aussi bien les particuliers, ainsi que les établissements scolaires, par l'acquisition de vidéocassettes, que les télévisions étrangères, par la vente d'une telle série doublée en plusieurs langues. Est-ce un rêve, une utopie ? Sûrement pas, si les hommes de décision accep-

tent de donner sa chance à une telle aventure. En cette fin du vingtième siècle, il n'y aura pas de vraie diffusion culturelle sans l'utilisation préétablie et volontaire des réseaux de la télévision publique.

Chantier national

Pour la plupart, je les connais. Beaucoup d'entre eux, l'arme au pied, attendent, pointant souvent aux ASSÉDÉS, peu à peu dépossédés de leur travail, de leur métier par la mise en orbite d'une télévision de l'insignifiance et du profit. Au fil des ans, ils ont vu leurs émissions dériver vers les heures tardives de la nuit, puis, un beau jour, plus rien. Lassés d'attendre un geste, un signe amical, voire la reconnaissance de ses œuvres superbes, mon ami Jean Prat vient d'en mourir. Neanmoins sa disparition va contraindre ceux qui nous dirigent à nous proposer à nouveau ces films qui sont notre patrimoine. Faut-il donc se suicider pour être jugé digne d'être rediffusé sur les antennes de la télévision française ? Sentiment d'une insupportable injustice, d'un absurde gâchis.

Pourtant, ces réalisateurs, ces producteurs de la télévision française, ils ont cru, et ils croient toujours, que les programmes de l'audiovisuel peuvent et doivent être passionnants, populaires, généraux, afin de susciter un dialogue entre les hommes, un partage et, plus particulièrement, pour ceux qui ne possèdent rien.

Alors, à quand l'ouverture de ce nouveau chantier national ? A quand le lancement de cette Encyclopédie du vingtième siècle qui rime bien avec la « très grande bibliothèque de France » ?

► Jean-Marie Drot est réalisateur et directeur de l'Académie de France à Rome.

COURRIER

Le programme Chirac

J'écris cette lettre car dans quelques heures j'ai enseigné l'histoire à des collègues de la banlieue parisienne, à quelques kilomètres de Trappes et de Mantes-la-Jolie. L'histoire est ma passion et m'a conduit, grâce à l'école de la République, à l'agrégation. J'ai appris sur les bancs de l'école les mots conscience et dignité. J'appartiens à cette génération d'enfants d'ouvriers dont les parents étaient moqués lorsqu'ils accédaient au confort. N'allaient-ils pas mettre du charbon dans leur baignoire ? En ce temps, les Chirac s'appelaient Ponjard, et déjà Le Pen, j'ai fait de l'enseignement ma vocation et chaque jour dépense des trésors d'énergie et d'astuce pour donner à mes enfants le goût de savoir et d'être plus tard des hommes libres. Des milliers et des milliers d'enseignants s'échient de même, chaque jour, partout dans notre pays, à donner à cette merveilleuse substance les contours de l'esprit et du bonheur.

Vient M. Chirac et ses Bonhommes. En quelques secondes, en quelques mots, il déchire, plâtré, le tissu si fragile et si long à créer. En quelques coups de dents, ce carrossier qui prétend diriger notre pays apporte le désespoir et la révolte. Qu'un Le Pen, qu'un Pontalowski déballe leur étrange mixtures sur le même état, voilà qui, hélas, ne surprend plus. Mais que Chirac, le républicain Chirac, se fasse, et à bas prix, le grouillot de ses boutiquiers, voilà qui radicalise la situation.

Jeunes révoltés des banlieues construites par des promoteurs inéptes, immigrés clandestins happés par les profits de patrons indigents, chômeurs en fin de droits guettés par les faux pas du désespoir, vieilles gens et salariés chassés des villes par la spéculation, femmes éprises d'une vie libre et d'une société respectant les droits de chacun, vous avez une place de choix à partir d'aujourd'hui : vous êtes le programme de Chirac ! Vous êtes son fonds de commerce, vous le faites saliver. M. Chirac n'aime ni le bruit ni l'odeur. De silencieux et inodore je ne vois que l'argent.

PASCAL BUSSIÈRE
Professeur agrégé de l'Université
(Neuilly-sur-Seine)

Carton rouge pour la Carte orange

Résidant à Houilles, j'achète tous les mois une Carte orange « 4 zones » (zones 1 à 4) censée m'assurer durant sa période de validité un transport régulier et ponctuel. Or, de novembre 1990 à juin 1991 (je ne tiens pas compte de la période précédente), seul le mois de février 1990 s'est entièrement déroulé sans la moindre perturbation due à des « arrêts de travail » de « certaines catégories de personnels » de la SNCF ou de la RATP, ou des deux. A cause de la guerre du Golfe, sans doute.

Il en ressort que SNCF et RATP combinées n'ont « rempli leur contrat » qu'une fois sur huit. Si, chaque mois suivant un mois perturbé, les utilisateurs de Carte orange achetaient la leur avec une zone en moins, ou si tout le monde, bien qu'en règle, refusait systématiquement de se soumettre aux contrôles, peut-être directions et personnels commenceraient à réfléchir. Bien évidemment.

MARC VIGNAL
Houilles, Yvelines

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction : Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Frappat directeur de la rédaction Jacques Guille directeur de la gestion Jean-Louis Loubert secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jacques Amalric Jean-Marie Colombani Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferecchi Philippe Heryman Jacques-François Simon Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGUERE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 40-60-30-10

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 630 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout orléen, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-28-33

Imprimerie du Monde 12, r. M.-Grosbeug 94852 IVRY CEDEX

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président Françoise Hugot, directeur général Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin 75002 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 46-62-72-72 Télécopieur : 46-62-72-72

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composées 38-15 - Tapez LEMONDE ou 38-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS PAR MINTEL

36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Tél. : 261.311 F

Tarif	FRANCE	SUISSE, BELG., LUXEMB., PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 630 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Utilisez avec l'attention d'écrire tous les mots reçus en capitales d'imprimerie. PP Paris RP

ETRANGER

YUGOSLAVIE : la déclaration d'indépendance de deux Républiques

Le gouvernement fédéral a rejeté, dans la nuit du mardi 25 au mercredi 26 juin, les déclarations d'indépendance de la Slovaquie et de la Croatie. Dans un communiqué du premier ministre, M. Ante Markovic, les autorités fédérales déclarent « illégaux et illégitimes » ces actes « unilatéraux » adoptés « en marge d'une concertation avec les autres composantes de la Yougoslavie ». En conséquence, indique le texte, ils sont « nuls et non avenue ».

Le Parlement fédéral avait adopté également dans la soirée des « conclusions » aux termes desquelles il est demandé au gouvernement, à l'armée et aux forces de police d'empêcher le « dépeçage de la Yougoslavie et le changement de ses frontières ». Le gouvernement de M. Markovic estime « indispensable de reprendre, sans délai et dans un esprit démocratique », les discussions sur le règlement de la crise constitutionnelle et la future organisation politique du pays, et demande enfin à « tous les citoyens » de garder leur calme,

de s'abstenir de tout acte de violence. Selon l'agence officielle Tanjug, les unités de l'armée fédérale stationnées en Slovaquie ont été placées en état d'alerte et ont empêché des douaniers slovaques de mettre en place les emblèmes de cette République.

Le président du Parlement slovaque, M. France Bucar, a immédiatement dénoncé la menace d'une intervention militaire. Le vice-premier ministre, M. Andrej Ocvirk, a reconnu que « pratiquement aucun pays n'est actuellement disposé à reconnaître la Slovaquie ».

Les Etats-Unis ont « regretté » ces déclarations d'indépendance. Le secrétaire d'Etat James Baker s'était rendu à Belgrade vendredi dernier pour tenter de dissuader les représentants des deux Républiques. Aucun autre Etat ne paraît disposé à reconnaître pour l'instant les deux nouvelles nations. La Grande-Bretagne, la Suisse et le Canada estiment que ce serait prématuré.

Devant le conseil des ministres, mercredi, M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, a exprimé, selon M. Jack Lang, porte-parole du gouvernement, « les regrets de la France devant les décisions de la Slovaquie et de la Croatie de proclamer leur indépendance ». « Ces décisions, a ajouté M. Dumas, risquent de conduire à un éclatement de la Fédération yougoslave si de nouvelles dispositions institutionnelles n'étaient pas imaginées. La France ne reconnaît pas les Républiques de Slovaquie et de Croatie. »

Notant qu'il fallait « à la fois respecter la volonté des peuples quand elle s'exprime et l'ordre international », M. Dumas avait, auparavant, rappelé que la France avait « fait savoir, sur le plan bilatéral et à l'intérieur de la Communauté des Douze, qu'elle désapprouvait, dans la mesure du possible, cette orientation ». — (AFP, Reuters.)

URSS : pièce centrale des plans de réforme économique

Le traité de l'Union menacé par l'Ukraine

L'examen du projet de traité de l'Union, dont la signature est prévue cet été comme point de départ des plans de réforme économique de l'URSS, a commencé dans deux Parlements républicains, ceux du Kazakhstan et de l'Ukraine. Les deux ont élevé des objections.

Le Parlement ukrainien a voté, mardi 25 juin, une résolution demandant aux autorités de l'Ukraine le droit exclusif de percevoir les impôts dans la République. Cette disposition contredit la volonté de M. Gorbatchev de voir des impôts fédéraux prélevés directement dans les Républiques, mais le président soviétique semble avoir cédé sur ce point : le texte du projet de traité, distribué la semaine dernière aux Républiques, ne fixe pas les mécanismes de prélèvement (voir encadré).

Le président du Parlement ukrainien, M. Leonid Kravtchouk, mais aussi le président russe, M. Boris Eltsine et, celui du Kazakhstan, M. Noursultan Nazarbajev, exigent le contrôle du prélèvement des impôts dans leurs Républiques, qui reverseraient une quote-part au centre.

Plan « présidentiel »

Des milliers d'Ukrainiens avaient encore manifesté dimanche dernier devant le Parlement à Kiev contre le traité de l'Union, que M. Kravtchouk s'est engagé à ne pas signer avant l'adoption d'une constitution ukrainienne, ce qui n'est pas prévu avant la fin de l'année. Une élection présidentielle

en Ukraine au suffrage universel d'ici six mois a aussi été décidée vendredi dernier par le Parlement de cette République, qui fournit 25 % du produit national soviétique.

Au Kazakhstan, le président Nazarbaev a été chargé mardi par le Parlement républicain d'obtenir trois amendements au texte du projet de traité de l'Union portant sur le statut des entités territoriales autonomes, sur la notion de « propriété commune » aux Républiques et au centre, ainsi que sur le prélèvement de l'impôt fédéral. Le Parlement du Kazakhstan a cependant approuvé le projet de traité dans son ensemble.

La signature de ce traité constitue le point de départ des deux plans actuels de réforme de l'économie soviétique, le plan « anti-crise » du gouvernement et celui de l'économiste radical Grigori Iavlinski. M. Gorbatchev a déclaré vouloir en faire, une nouvelle fois, la synthèse et superviser actuellement la rédaction de son propre plan de réforme, a précisé mardi son porte-parole Vitali Ignatenko. Le président soviétique a rencontré à cet effet le même jour le professeur Graham Allison, de l'université de Harvard, qui a collaboré à la rédaction du plan de M. Iavlinski.

Ce dernier, ainsi que M. Evgueni Primakov, responsable des questions économiques au sein du Conseil de sécurité de l'URSS, ont assisté à l'entretien, mais la composition de la délégation qui accompagnera M. Gorbatchev à Londres le 17 juillet, pour présenter le plan « présidentiel » aux dirigeants du G7, n'est pas encore fixée, selon le porte-parole. — (Reuters, UPI, AFP.)

Le projet soumis aux Républiques soviétiques

Le journal indépendant *Nezavisimaya Gazeta* a publié le 22 juin l'intégralité du projet de traité de l'Union actuellement soumis à l'approbation des Parlements des Républiques soviétiques. Ce projet, dont certaines dispositions demeurent floues, révèle de multiples contradictions qui, si elles ont momentanément permis d'éviter le blocage du processus des « 9 + 1 », mettent en doute les possibilités réelles de fonctionnement d'une telle formule.

Dans sa première partie consacrée aux « principes fondamentaux », le texte affirme que chaque République signataire du traité est un Etat souverain. Mais l'Union des Républiques soviétiques (URSS) est aussi « un Etat fédéral, souverain et démocratique » (art. 1). De même, l'URSS « agit dans les relations internationales en qualité d'Etat souverain, sujet du droit international » (art. 7) ; mais, indique le même article, « les Etats formant l'Union sont des membres à part entière de la communauté internationale. Ils ont le droit d'établir des relations diplomatiques avec des Etats étrangers ».

La seconde partie traite de la structure de l'Union. L'épineux problème des sujets de l'Union (les Républiques autonomes, comme la Crimée ou le Tatarstan, sont-ils des sujets à part entière ?) est évacué d'une phrase : « Les Etats constituant l'Union en font partie soit directement soit dans la composition d'autres Etats. » Les Etats-membres de l'Union « se réservent le droit d'en sortir librement, conformément à une procédure définie par les participants ». Il existe d'autre part une « citoyenneté de l'Union », parallèlement à la citoyenneté de chaque Etat-membre.

Le partage des compétences entre l'Union et les Républiques est traité dans les articles 5 à 8, qui énumèrent d'abord les compétences de l'Union (art. 5) puis les compétences communes à l'Union et aux Républiques (art. 6). Comme le souhaitait la Russie, les compétences non énumérées dans les articles 5 et 6 relèvent alors des Républiques.

Dans les compétences de l'Union figurent « la protection de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Union, la défense et la direction des forces armées, des troupes frontalières et intérieures ; l'organisation et la direction de la conception et de la production des armements et du matériel militaire ; la garantie de la sécurité d'Etat de l'Union ; le commerce extérieur de l'Union et la coordination du commerce extérieur des Républiques » ; « l'adoption en fonction du budget de l'Union ainsi que d'annexes monétaires ».

Dans les compétences communes figurent « la définition de la politique militaire de l'Union, les mesures visant à organiser et garantir la défense ; l'établissement d'une procédure unique de conscription ; le règlement des questions relatives aux activités de troupes et aux installations militaires sur le territoire des Républiques ; la direction des entreprises du secteur de la défense ». Cette dernière disposition, très importante pour la Russie, paraît en conflit avec celle des compétences de l'Union sur « la direction de la production des armements ».

Les compétences communes prévoient également le « contrôle des décrets présidentiels ». Autre disposition importante, sur la propriété : « La terre, le sous-sol, l'eau, les autres ressources naturelles (dont le pétrole, etc.) sont la propriété des Républiques ». L'usufruit et le droit de propriété en est « défini par la législation des Républiques » (art. 8).

L'article 9 sur le problème crucial de l'impôt fédéral, qui refuse la Russie et l'Ukraine, est formulé de manière vague : « En vue de financer le budget de l'Union, des impôts et taxes de l'Union sont fixés, dont le montant est établi en concertation avec les Républiques ».

Enfin, les organes de l'Union consistent en un Parlement bicaméral, le Conseil des Républiques et le Conseil de l'Union. Le président de l'Union est élu au suffrage universel direct pour un mandat de cinq ans, renouvelable une seule fois (art. 14). Le conseil des ministres est formé par le président « en concertation avec les Parlements des Républiques » (art. 16).

S. K.

La Croatie et la Slovaquie veulent éviter une rupture définitive

LJUBLJANA

de notre envoyée spéciale

A une heure d'intervalle, la Croatie puis la Slovaquie ont proclamé leur indépendance, mardi 25 juin. Les deux Républiques du nord-ouest de la Yougoslavie n'ont donc pas attendu la date prévue du 26 juin pour se constituer en Etats souverains et se séparer du reste de la fédération. Deux décisions qui entraînent le pays tout entier vers un avenir incertain et dont les conséquences sont difficilement prévisibles. Déclencheront-elles un nouveau processus de négociation entre les Républiques qui, une fois leur identité affirmée, aspireront à s'intégrer sur des bases nouvelles, ou au contraire annuleront-elles la fin définitive d'une association de peuples qui avait vu le jour en 1918 ? Le gouvernement fédéral s'est réuni d'urgence dans la nuit du mardi 25 au mercredi 26 juin pour prendre une série de mesures visant à sauvegarder l'intégrité du pays.

Dans l'après-midi, le Parlement de Zagreb avait adopté un acte et plusieurs lois constitutionnelles définissant les principes de fonctionnement du nouvel Etat croate ainsi que la déclaration d'indépendance. Celle-ci est proclamée solennellement, peu avant 20 heures, par le président, M. Franjo Tudjman. Selon les termes du texte, la Croatie entame désormais un processus, d'une part de « dissociation du reste de la Yougoslavie », de l'autre de « reconnaissance internationale ». Les frontières actuelles sont transformées en frontières étatiques et la législation fédérale est abrogée.

Une charte des minorités

La Croatie reprend donc tous les pouvoirs qui avaient été transmis à la fédération, bien qu'assurant à coopérer avec les autres Républiques et à entretenir des relations économiques et financières. Le nouvel Etat s'engage à reconnaître, durant une période transitoire, les institutions yougoslaves fondées sur le principe de parité des Républiques. La Croatie compte ainsi poursuivre les négociations dans le but de former une alliance d'Etats souverains. Soucieuse de ne pas brusquer les choses, elle se donne un délai maximal de trois ans pour constituer sa propre armée et propose de reconnaître temporairement



l'armée yougoslave. Prenant le respect des droits de l'homme et des minorités, les autorités de Zagreb ont adopté également une « charte relative aux droits des Serbes et autres minorités ethniques ».

La Croatie a donc finalement décliné au maximum sa proclamation d'indépendance pour tenter de satisfaire « la volonté du peuple croate de réaliser son rêve millénaire » de fonder son propre Etat — et d'essayer de contenir la révolte des Serbes en leur garantissant le droit à l'autonomie culturelle. Le boycottage du Parlement de Zagreb par les députés serbes, mardi, indique pourtant clairement qu'une partie des 600 000 Serbes, qui représentent 11 % de la population, n'acceptera jamais de vivre dans un Etat croate indépendant.

D'autre part, les communistes réformés de Croatie se sont eux aussi opposés à la proclamation, estimant que le « processus de dissociation » devait s'accompagner simultanément d'un processus d'« association » en une alliance d'Etats souverains avec les autres Républiques yougoslaves. Parallèlement à Ljubljana, le Parlement slovaque adoptait une série de dispositions similaires. Tout juste avant 21 heures, cette petite République de près de deux millions d'habitants, située « sur le versant ensoleillé des Alpes », proclamait à une écrasante majorité (une voix

contre, et cinq abstentions) sa souveraineté et son indépendance. S'adressant aux députés, le président, M. Milan Kucan, a reconnu que la Slovaquie devrait affronter de graves problèmes après son indépendance, mais qu'elle courait encore plus de risques à rester dans une Yougoslavie telle qu'elle existe actuellement.

Pour les dirigeants slovaques, la fédération, dans sa forme présente, est génératrice de conflits. Elle ne respecte pas les droits de l'homme et les principes démocratiques. Elle est donc un facteur de déstabilisation pour l'Europe. La décision de la Slovaquie de nous en sortir et de survivre, a-t-il assuré, « aujourd'hui, nous venons d'achever la première phase de notre indépendance, maintenant nous devons entamer une nouvelle étape, celle du développement de l'économie de marché ».

Comparant la proclamation d'indépendance de la Slovaquie à « un acte de naissance », le chef du gouvernement slovaque, le président, a souligné que la République disposait désormais d'un instrument lui permettant d'être maître de son avenir. « La communauté internationale consentira à nous reconnaître si nous sommes capables de nous en sortir et de survivre, a-t-il assuré. (...) Aujourd'hui, nous venons d'achever la première phase de notre indépendance, maintenant nous devons entamer une nouvelle étape, celle du développement de l'économie de marché ».

FLORENCE HARTMANN

La République de Croatie

POPULATION. — La République de Croatie compte 4,5 millions d'habitants, dont environ 600 000 Serbes. Les Croates sont en majorité catholiques.

SUPERFICIE. — Avec ses 56 538 kilomètres carrés, la Croatie occupe un peu plus d'un cinquième du territoire de la Yougoslavie. Voisine, au nord, des plaines de la Hongrie, elle s'étend, au sud, dans les régions montagneuses bordant l'Adriatique.

ECONOMIE. — Avec une dette extérieure de 3,8 milliards de dollars et un nombre de chômeurs (220 000 personnes) qui menace de doubler d'ici la fin de l'année, l'économie croate se trouve au bord de la faillite. Plus de 1 800 entreprises, estimées insolubles, sont menacées de fermeture. Un habitant sur quatre est considéré comme au seuil de la pauvreté. Hormis le tourisme, en perte de vitesse, l'industrie pétrochimique, les textiles, l'aluminium, les chantiers navals, le bois de construction, les métaux et l'industrie alimentaire constituent les principaux points forts de l'économie croate.

La République de Slovaquie

POPULATION. — La République de Slovaquie compte environ deux millions d'habitants (à 94 % Slovaques), soit un peu moins de 9 % de la population de la Fédération yougoslave. Les Slovaques sont de tradition catholique et austro-hongroise. La Slovaquie est ethniquement la plus homogène des Républiques.

SUPERFICIE. — Avec ses 20 250 kilomètres carrés, la Slovaquie, limitrophe de l'Italie, de l'Autriche et de la Hongrie, est une des plus petites des six Républiques de la Yougoslavie.

ECONOMIE. — La Slovaquie est la plus riche et la plus occidentale des six Républiques yougoslaves. La production de matériel électroménager, la construction, l'électronique et la fabrication de machines-outils constituent ses principaux points forts. Elle fournit 22 % du produit national brut yougoslave.

Une équipe nationale de basket-ball sans problème...

ROME

de notre envoyé spécial

Le jour où la Croatie et la Slovaquie proclament leur indépendance, la sélection yougoslave, championne d'Europe en titre et grande favorite à Rome du championnat d'Europe des nations de basket-ball, faisait preuve d'une remarquable solidarité, mardi 25 juin, pour dominer la Pologne (103-61). (Lire page 10.)

L'équipe yougoslave comprend des joueurs croates (Kukoc, Radja...), quelques Serbes (Divac, Stretenovic...), un Slovaque (Zdovc) et un Monténégrin (Paspalj), l'ensemble étant dirigé par un entraîneur

serbe, Dusan Ivkovic. Paradoxe : à l'heure de l'éclatement du pays, la sélection yougoslave de basket semble faire l'unanimité. Quand elle est devenue championne du monde, en août 1990 à Buenos-Aires (Argentine), un supporter est entré sur le terrain en brandissant un drapeau croate. Vlade Divac, le pivot serbe, s'en est aussitôt emparé pour le remplacer par un drapeau yougoslave. A Rome, l'entraîneur Dusan Ivkovic ne cesse de répéter « Les rivalités régionales n'ont aucun sens dans le sport ».

Ph. Br.

cyclopedie ouelle

BULLETTIN ABONNEMENT

DIPLOMATIE

La préparation du sommet des Douze à Luxembourg

Le Parlement de Strasbourg devrait bénéficier d'un léger renforcement de ses pouvoirs

« D'une manière ou d'une autre, il faudra donner quelque chose au Parlement européen. » C'est de cette façon que l'équation est posée par un diplomate impliqué dans les négociations sur la réforme institutionnelle de la Communauté, et c'est sans doute celle qui correspond le mieux à la réalité. Au-delà des discours incantatoires sur le « déficit démocratique », il n'est pas question de donner à l'Assemblée de Strasbourg plus de pouvoirs que les apparences ne l'exigent. La perspective de compétences supplémentaires, même modestes, pour l'hémicycle européen, soulève en outre de sérieuses réticences du côté de la Commission de Bruxelles qui reste réfractaire à tout ce qui pourrait lui faire de l'ombre.

STRASBOURG
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Jusqu'ici, les multiples positions du Parlement européen n'ont rencontré un écho favorable à Bruxelles que sur un seul point : l'investiture de l'exécutif communautaire. Les députés de la CEE demandent à confirmer, à l'issue d'un vote en séance plénière, la nomination par le Conseil européen du président de la Commission. Celui-ci devrait ensuite soumettre à l'approbation de l'Assemblée le choix des autres membres du collège et son programme de « gouvernement ».

La majorité des Etats membres est favorable à une investiture « globale ». Cela est déjà un peu le cas puisque la désignation de chaque nouvelle commission donne lieu à un « débat d'investiture ». Une forte minorité de parlementaires plaide

pour un « *sans qualité* » en demandant que les chefs d'Etat ou de gouvernement présentent une liste de candidats parmi lesquels le président de l'exécutif serait choisi par le Parlement.

M. Jacques Delors - comment pourrait-il esquisser la moindre critique à l'égard de ce qu'il est convenu de considérer comme la pierre angulaire de la démocratisation de l'Europe? - n'a jamais dit un mot contre les revendications de l'Assemblée. Il se retrouve même souvent à ses côtés lorsque les circonstances l'exigent. Lors de la session de juin, le président de la Commission et l'hémicycle ont joint leurs voix pour dénoncer le projet de création d'un comité économique et financier (contenu dans le document de la présidence luxembourgeoise), lors du passage à la troisième étape de l'union économique et monétaire (UEM), qui accroîtrait le poids des Douze dans le processus décisionnel de la Communauté.

Il en va tout autrement quand il s'agit du dossier sur la « codécision ». Voilà la grande affaire qui a suscité l'irritation de M. Delors ces derniers mois et qui crée toujours des tensions entre les deux institutions européennes. L'idée de départ est d'augmenter les compétences législatives de l'Assemblée. Le projet luxembourgeois prévoit qu'en cas de différend avec l'autre législateur - le conseil des ministres des Douze - en fin de procédure il revient au gouvernement membres et au Parlement de trouver un compromis. De la sorte, la Commission serait éliminée de la phase finale, alors que dans les procédures législatives de l'acte unique elle est de bout en bout au centre du dispositif.

Bruxelles craint d'autant plus ce type de dérapage qu'il ne déplairait pas à nombre de députés de traiter directement certains dossiers avec le conseil des ministres. La Commission a attaqué avec acharnement ce projet, plus par principe que par crainte de voir l'Assemblée s'em-

parer d'une grosse partie de ses pouvoirs : sa stratégie consiste avant tout à préserver l'avenir. Le Parlement estime d'ailleurs que l'offre qui lui est faite est modeste, dans la mesure où seuls quelques domaines (environnement, énergie, recherche, coopération et développement) sont visés par les propositions de la présidence. Ce projet se heurte d'ailleurs à l'hostilité de plusieurs Etats membres, dont le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark.

Revendications tous azimuts

Autre sujet de divergence : le droit d'initiative. Il est question que le Parlement partage ce droit avec la Commission qui, jusqu'ici, en a le monopole. Pour Bruxelles, il s'agit d'une tentative visant à dépeupler l'exécutif communautaire de l'essentiel de ses attributions. Il y a encore quelques mois, certains tacticiens de Strasbourg prônaient l'abandon de cette revendication pour mieux se rallier les faveurs de la Commission dans la bataille sur la « codécision ». La pression des maximalistes de l'Assemblée a sans doute empêché son président, M. Enrique Baron Crespo, de disposer de la marge de manœuvre nécessaire pour jouer cette carte.

Les ambitions du Parlement ne se bornent pas à la vie quotidienne de la Communauté. Il demande également à ratifier, avant les chambres nationales, les traités négociés par les conférences intergouvernementales - c'est ce qu'on appelle à Strasbourg « donner l'avis communautaire ». L'objectif est de contraindre les parlements nationaux à ne pas approuver ces traités si l'hémicycle européen manifeste son refus. Malgré la position des Parlements belge et italien, qui acceptent la démarche de l'Assemblée de la CEE, on ne croit pas beaucoup dans les milieux parlementaires que cette tentative sera couronnée de succès.

Strasbourg veut en réalité couvrir la vie communautaire sous tous ses

aspects. Les parlementaires entendent ainsi obtenir des compétences nouvelles en matière de droit d'enquête notamment en ce qui concerne les dépenses agricoles qui, pour beaucoup d'entre eux, sont exemplaires de l'absence de contrôle démocratique. Plus fondamentalement, ils estiment devoir jouer un rôle dans l'origine des fonds consacrés au financement des politiques communales. Actuellement, l'Assemblée n'a voix au chapitre que sur les dépenses.

Mais, conscient de la responsabilité qu'il prendrait en votant les sommes à prélever sur les revenus des citoyens européens, le Parlement se retranche derrière une formule alambiquée : « Le développement d'un authentique système de ressources propres peut se concrétiser par le biais d'une relation directe entre la CEE et les contribuables, les mesures adoptées en faveur de ces derniers créant, de fait, le climat de confiance nécessaire pour qu'un pouvoir communautaire puisse lever des impôts ».

Reste la sécurité et la défense. Les textes adoptés par l'hémicycle européen ne manquent pas. Mais comme ceux votés sur l'UEM - qui donnent à l'Assemblée une place trop centrale pour être réalisés, voire crédibles - les résolutions parlementaires ne sont pas suffisamment solides pour mettre les Douze dans l'obligation d'un tel sérieux complet. Le dernier rapport en date revendique le droit pour le Parlement d'être « associé étroitement » à une éventuelle politique commune des Douze, sans pour autant évoquer les futures relations à établir avec l'OTAN, et tout en exigeant que la Communauté participe aux négociations START.

Au total, il est probable que la réforme en cours aboutira à un renforcement du rôle du Parlement au détriment, pour l'essentiel, de la Commission. En outre, les Etats membres ne concéderont pas facilement une partie de leurs prérogatives. Il est douteux toutefois que l'exercice ira aussi loin qu'on aurait pu le croire au moment de la dernière relance de l'Europe. Il faudra sans doute attendre la prochaine pour qu'un pas décisif soit franchi.

D'ici là, l'Assemblée devra bénéficier non seulement d'un mode d'élection plus efficace et plus démocratique (la liste nationale, comme en France, n'est pas un scrutin très convaincant), mais aussi d'une meilleure organisation de ses travaux dont les défaillances ne sont pas seulement liées à la question du siège.

MARCEL SCOTTO

A Salzbourg

Echec des négociations entre la CEE et l'Association européenne de libre-échange

La Communauté européenne et l'Association européenne de libre-échange (ALEE) n'ont pas réussi à surmonter leurs divergences sur la création d'un Espace économique européen couvrant l'Europe, lors de leur réunion ministérielle mixte, lundi 24 et mardi 25 juin à Salzbourg.

Les présidents en exercice de la CEE et de l'AEE, le ministre luxembourgeois des affaires étrangères, M. Jacques Poos, et le ministre autrichien de l'économie, M. Wolfgang Schüssel, ont simplement annoncé, lors d'une conférence de presse, que les questions en suspens étaient renvoyées à un groupe d'experts. A l'origine, la conférence de Salzbourg devait sceller solennellement la fin des négociations et permettre aux ministres de parapher l'accord sur un espace économique commun entre les douze pays de la CEE et les sept de l'AEE (Suisse, Autriche, Finlande, Suède, Norvège, Islande et Liechtenstein).

M. Wolfgang Schüssel, président en exercice de l'AEE, a rejeté la responsabilité de l'échec sur la CEE, qu'il a accusée de vouloir « défaire » l'accord politique obtenu la semaine dernière à Luxembourg, au niveau ministériel, notamment dans le secteur de la pêche. L'impasse totale sur le transit alpin a également pesé sur la réunion. Pour la CEE, il n'est pas question de signer un accord avant d'avoir réglé ce problème crucial pour les camionneurs européens. L'Autriche, sous la pression des écologistes et de la population du Tyrol, réclame une réduction du trafic sur ses routes alpines, ce que refuse la CEE pour des raisons économiques. - (AFP)

M. Kohl et M. Mitterrand souhaitent conclure les débats en décembre

D'un commun accord, le chancelier Helmut Kohl et le président François Mitterrand ont décidé de laisser six mois de répit au premier ministre britannique - confronté à la division du parti conservateur sur les affaires européennes - en ne l'obligeant pas à se prononcer sur l'Europe dès le Conseil européen, qui aura lieu vendredi 28 et samedi 29 juin à Luxembourg.

Au cours d'un petit déjeuner à l'Elysée, mardi 25 juin, M. Kohl et M. Mitterrand sont en effet convenus de conclure les débats des Douze sur le devenir de l'Europe d'ici à la fin de cette année, afin que le nouveau traité européen puisse voir le jour au sommet de Maastricht, en décembre.

A l'issue de cette rencontre, une source autorisée française a indiqué que les deux dirigeants s'étaient mis d'accord pour que le Conseil européen de Luxembourg « enregistre les accords et les acquis auxquels sont parvenus les deux conférences intergouvernementales sur l'Union politique et l'Union économique et monétaire de l'Europe », et qu'il « soient fixées les orientations sur les questions les plus lourdes et les plus difficiles pour parvenir, à l'espérer, à un accord à Maastricht ».

La visite du chancelier à l'Elysée intervenait au lendemain du som-

met franco-britannique de Douleur, au cours duquel le premier ministre britannique s'est vu promettre qu'aucune « embuscade » ne lui serait tendue au sommet de Luxembourg.

Recenser

les sujets d'accord

Parmi les questions qui ne trouveront pas de solution à Luxembourg, mais qui feront l'objet de discussions dans les six mois à venir, on cite, de source française, la politique de sécurité et de défense commune, les pouvoirs du Parlement européen, la cohésion économique et sociale et les problèmes de la monnaie. On insiste, à Paris, sur le fait qu'il n'est pas question de se mettre d'accord à Luxembourg sur tel ou tel article ou chapitre du futur traité, mais qu'il s'agit seulement de recenser les sujets d'accord et de définir les orientations pour les sujets litigieux.

Le premier ministre luxembourgeois, M. Jacques Santer, également reçu à l'Elysée mardi, a déclaré de son côté que « le Conseil européen de Luxembourg devra être une étape nécessaire mais importante ». « Nous comptons avoir une certaine perception de ce qui concerne les orientations fondamentales », a néanmoins précisé le président en exercice de la CEE. - (AFP)

M^{re} Thatcher apporte son soutien à la politique européenne de M. John Major

LONDRES

de notre correspondant

M^{re} Thatcher a décidé de ne pas se battre, au moins pour l'instant, contre tous ceux qui, au gouvernement et dans le Parti conservateur, ont une vision de l'Europe totalement différente de la sienne. Telle est l'impression que l'on retire de la première grande interview télévisée accordée par « la Dame de fer » depuis sa démission à l'automne dernier, qui devait être diffusée mercredi 26 juin par la chaîne de télévision privée par satellite, Sky, de M. Murdoch.

M^{re} Thatcher y fait son bilan du pouvoir et indique clairement qu'elle n'a pas l'intention de tenter un retour au 10 Downing Street. « Il ne sert à rien de ressasser tout cela. C'est fini. John Major est notre premier ministre. Je crois qu'il va remporter les prochaines élections, ce qui nous donnera à nous autres, conservateurs, un quatrième mandat historique pour gouverner le pays », dit-elle.

Pourquoi est-elle tombée, alors qu'elle avait été démocratiquement élue et n'a jamais été renversée directement par ses électeurs? La « Dame de fer » a une explication simple, qui est d'ailleurs la bonne : les dirigeants du

parti conservateur ont « paniqué » devant les sondages. « Ils ont eu peur, ça s'est passé comme ça, et je l'ai accepté. L'Europe également maintenant. » Elle oublie évidemment de dire que les « hommes en costumes gris » du parti lui ont fait une offre qu'elle ne pouvait pas refuser : démissionner ou être démissionnée par le groupe parlementaire conservateur lui-même.

Est-ce qu'elle en veut à M. Major et à ses ministres de pratiquer une autre politique européenne? Pas du tout. « Je ne veux pas la bagarre. John Major et Douglas Hurd se sont dressés pour empêcher cette chose, un destin fédéral, qui leur a été proposé brutalement. Ils se battent farouchement contre ça ».

Elle a quand même dans sa poche, à tout hasard, un discours pour le grand débat de mercredi aux Communes, sur le rôle du Royaume-Uni en Europe. Mais l'essentiel a été dit. M^{re} Thatcher n'attaque pas M. Major sur l'Europe. Tout au contraire, elle va en dire du bien. Et puisqu'on insiste tant, elle finira peut-être par abandonner son siège aux Communes et consentir à aller siéger à la Chambre des lords. Mais, comme la comtesse de Barry sur l'échafaud, elle demande encore un peu de temps à Monsieur le Bourreau...

DOMINIQUE DHOMBRES

Nominations d'ambassadeurs

M. Daniel Husson au Liban

M. Daniel Husson a été nommé ambassadeur de France à Beyrouth, en remplacement de M. René Ala.

[Né le 5 octobre 1928, M. Daniel Husson est entré au cabinet du secrétaire d'Etat aux affaires étrangères en 1957, après avoir été à la disposition de la résidence générale au Maroc (1951-1956) et du ministère de l'Algérie (1956-1957). Il a été en poste notamment à Khartoum, Lisbonne, Libreville, Niamey et Le Caire. Il a également occupé les fonctions de consul général adjoint à New-York (1973-1979), premier conseiller à Beyrouth (1982-1984) et inspecteur des affaires étrangères (1984-1988). Depuis 1988, il était ambassadeur à Nicotie.]

M. René Ala au Vatican

M. René Ala a été nommé ambassadeur de France au Vatican, en remplacement de M. Jean-Bernard Raimond.

[Né le 30 janvier 1934, M. René Ala est licencié en droit et ancien élève de l'Ecole nationale de la France d'outre-

mer. Il a été en poste à Lisbonne (1964-1967), Mexico (1967-1971), Alger (1971-1972) et Ottawa (1978-1981). Nommé ambassadeur à Managua en 1981, directeur des politiques de développement en 1984, puis inspecteur général adjoint des affaires étrangères en 1987, il était ambassadeur à Beyrouth depuis 1989.]

M. Jean-Louis Lucet en Israël

M. Jean-Louis Lucet a été nommé ambassadeur de France en Israël, en remplacement de M. Alain Pierrat.

[Né le 13 juillet 1933, M. Jean-Louis Lucet est diplômé de l'Institut d'études politiques et ancien élève de l'ENA. Il a été notamment en poste à Washington (1962-1965) et à Londres (1965-1969), chargé de mission au secrétariat général de la présidence de la République (1970-1974), puis à nouveau en poste au Caire (1974-1978) et à Rome (1978-1981), avant d'être attaché à l'administration centrale (1982-1986). Depuis 1986, il était ambassadeur à Dakar et, conjointement, à Banjul (Gambie).]

PROCHE-ORIENT

IRAK

Bagdad refuse de laisser inspecter l'une de ses installations nucléaires

Pour la première fois depuis la fin du conflit du Golfe, l'Irak a refusé à la commission spéciale des Nations Unies le droit d'enquêter dans l'une de ses installations nucléaires, située près de Bagdad et non signalée à l'ONU, a-t-on appris, mardi 25 juin, de sources diplomatiques à New York. La mission de l'ONU, arrivée à Bagdad samedi et comprenant notamment des experts de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), a donné jusqu'à mercredi aux autorités irakiennes pour revenir sur leur décision, a-t-on précisé de mêmes sources.

Interrogé à ce propos, l'ambassadeur irakien à l'ONU, M. Abdul Amir El Anbari, a minimisé l'incident et assuré que la célébration de fêtes religieuses en Irak avait empêché la mission de se rendre où elle le souhaitait. En tout état de cause, a-t-il assuré, « tous les sites non déclarés seront ouverts à quiconque à partir de mercredi ». L'affaire a néanmoins été jugée suffisamment sérieuse à l'ONU pour que le président de la commission spéciale des Nations Unies chargée du désarmement irakien, le diplomate suédois Rolf Ekeus, s'en entretienne mardi avec le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar.

Les ambassadeurs des cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité (Chine, Etats-Unis, URSS, France, Grande-Bretagne), se sont également réunis mardi à ce propos et décidé d'en informer leurs dix autres collègues du Conseil le plus rapidement possible. Ce qui devait être fait mercredi, lors de la réunion prévue pour fixer un plafond au prélèvement sur les exportations de pétrole irakien afin d'alimenter un fonds de dommages de guerre. Ce plafond devrait être fixé à 30 % des revenus pétroliers irakiens.

L'Irak a l'obligation de laisser inspecter tous ses sites de production et de stockage d'armes chimiques, biologiques et balistiques,

ainsi que toutes ses installations nucléaires, avant leur destruction ou leur neutralisation. Cette obligation découle de la résolution 687, adoptée en avril par le Conseil de sécurité et fixant à l'Irak les conditions générales d'un cessez-le-feu permanent. Du 14 au 22 mai, la mission de la commission spéciale de l'ONU chargée des installations nucléaires a commencé à vérifier les informations irakiennes communiquées à l'ONU. Elle a ainsi pu, notamment, inspecter une première fois le site de Tuwaitha, près de Bagdad. Samedi, une deuxième mission est arrivée à Bagdad avec comme objectif une nouvelle fois le site de Tuwaitha et l'inspection d'autres installations nucléaires dont l'Irak n'a pas officiellement fait état.

Un irakien réfugié aux Etats-Unis a récemment affirmé que Bagdad avait dissimulé à l'AIEA la présence de matières fissiles. Selon les conclusions de la première enquête, la majeure partie de l'uranium irakien est enrichie à 80 et 93 % et est actuellement entreposée intacte dans des bris près de Bagdad, le reste étant encore sous les décombres de réacteurs détruits. - (AFP)

o ISRAËL : le chef d'état-major justifie les révolutions sur les unités spéciales anti-palestiniennes. - Le chef d'état-major israélien, le général Ehud Barak, a justifié, mardi 25 juin, devant la commission des affaires étrangères et de la défense du Parlement, la diffusion d'un reportage télévisé sur des unités militaires spéciales opérant clandestinement dans les territoires occupés. Il a affirmé que l'information avait à la fois pour but d'accroître le sentiment « d'insécurité » des activistes palestiniens et de montrer au public israélien que la lutte contre l'Intifada pouvait être menée avec efficacité par de petites unités spécialement entraînées. - (AFP)

IRAN

L'accord sur le contentieux entre Paris et Téhéran sur le point d'être signé

Le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, actuellement en visite en Espagne, devait se rendre mercredi soir 26 juin à Paris « pour signer l'accord final » entre la France et l'Iran destiné à régler le contentieux entre les deux pays, a affirmé l'agence officielle iranienne IRNA.

Selon l'IRNA, le secrétaire général du quai d'Orsay, M. François Scherer, et le vice-ministre iranien des affaires étrangères, M. Mahmoud Vaezi, mettront, à Paris, « la dernière main à l'accord ». Le contentieux, qui empoisonne les relations entre les deux pays depuis douze ans, porte notamment sur le rachat et les intérêts d'une somme de 1 milliard de dollars - dont 630 millions déjà payés - prêtée par l'Iran au chah au Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et destinée au programme multinational Eurodif pour la construction d'une usine d'enrichissement d'uranium en France. - (AFP, Reuters)

KOWEÏT

La levée de la loi martiale doit marquer la fin des tribunaux d'exception

La loi martiale en vigueur au Koweït depuis la libération de l'émirat, il y a quatre mois, devait expirer mercredi 26 juin à minuit. Elle ne sera pas renouvelée, a annoncé le ministre koweïtien de la justice, M. Ghazi el-Samar. Cette décision doit marquer la fin des procès intentés dans le cadre de cette loi contre des personnes accusées d'avoir collaboré avec l'occupant irakien ; 29 d'entre elles ont déjà été condamnées à mort. « Etant donné que l'existence des tribunaux d'exception est liée à la loi martiale, les différents compétences qui en relèvent vont être supprimées et les juridictions ordinaires, a précisé M. Samar. Les peines capitales n'ont pas été exécutées pour le moment. Le ministre de la justice n'a pas été explicité sur le sort qui sera réservé aux condamnés. - (AFP, AP)

DIPLOMATIE

« L'Europe » des médias
ministre de l'Intérieur

Le ministre de l'Intérieur, M. Jacques Chirac, a déclaré mardi 26 juin que l'Europe des médias était « une Europe de l'imaginaire ».

« L'Europe des médias est une Europe de l'imaginaire », a déclaré M. Chirac, « elle n'existe que dans la tête des journalistes et des éditorialistes ».

Le ministre de l'Intérieur a souligné que l'Europe des médias était « une Europe de l'imaginaire ».

« L'Europe des médias est une Europe de l'imaginaire », a déclaré M. Chirac, « elle n'existe que dans la tête des journalistes et des éditorialistes ».

Le ministre de l'Intérieur a souligné que l'Europe des médias était « une Europe de l'imaginaire ».

« L'Europe des médias est une Europe de l'imaginaire », a déclaré M. Chirac, « elle n'existe que dans la tête des journalistes et des éditorialistes ».

Le ministre de l'Intérieur a souligné que l'Europe des médias était « une Europe de l'imaginaire ».

« L'Europe des médias est une Europe de l'imaginaire », a déclaré M. Chirac, « elle n'existe que dans la tête des journalistes et des éditorialistes ».

Le ministre de l'Intérieur a souligné que l'Europe des médias était « une Europe de l'imaginaire ».

« L'Europe des médias est une Europe de l'imaginaire », a déclaré M. Chirac, « elle n'existe que dans la tête des journalistes et des éditorialistes ».

Le ministre de l'Intérieur a souligné que l'Europe des médias était « une Europe de l'imaginaire ».

« L'Europe des médias est une Europe de l'imaginaire », a déclaré M. Chirac, « elle n'existe que dans la tête des journalistes et des éditorialistes ».

Le ministre de l'Intérieur a souligné que l'Europe des médias était « une Europe de l'imaginaire ».

مكتبة الشامل

DIPLOMATIE

Les suites de l'expulsion de l'opposant marocain vers le Gabon

L'avocat de M. Diouri «s'indigne» des accusations «sans preuves» du ministre de l'intérieur

M. Mourad Oussedik, avocat de M. Abdelmoumen Diouri qui a été expulsé vers le Gabon, s'est déclaré, mardi 25 juin, «indigné» par les accusations «sans preuves» portées, le jour même, contre son client par le ministre de l'intérieur. «C'est un coup bas», a-t-il déclaré, faisant allusion à une condamnation de l'opposant marocain pour fraude fiscale évoquée par M. Philippe Marchand. Le ministre a assuré que M. Diouri «pouvait partir» du Gabon «dans la minute, comme il veut». Quant à M. Roland Dumas, il a jugé que «ce n'est pas le militant ou l'opposant à un régime qui est chassé, ce n'est pas le militant ou l'opposant à un régime qui bénéficie du droit d'asile et qui a enfreint les règles relatives à ce droit d'asile».

M. Pierre Mauroy a déclaré, mardi, avoir «tout lieu de penser que c'est en connaissance de cause» que le gouvernement a pris la décision d'expulser M. Diouri. «L'appréciation des activités des étrangers est du ressort du gouvernement et c'est le gouvernement et le président de la République qui possèdent ces informations», a ajouté le premier secrétaire du

Parti socialiste. Pour sa part, M. Jean Auroux, président du groupe PS à l'Assemblée nationale, a estimé que, tout en «regrettant peut-être la procédure», les députés socialistes «pensent avoir suffisamment d'éléments d'appréciation sur le fond pour considérer que la décision difficile qui a été prise était fondée».

L'expulsion de M. Diouri n'en continue pas moins de susciter de nombreuses réactions. Un conseiller municipal de Belfort, M. Mustapha Kharroubi, élu sur la liste de M. Chevènement, a lancé, mardi, un mouvement de «grève civique» pour protester contre la décision du gouvernement. En 1977, cet opposant notoire marocain avait été l'objet d'une mesure d'expulsion dans le cadre de la «procédure d'urgence absolue», mais la justice avait annulé la décision du ministre de l'intérieur.

De son côté, l'association américaine de défense des droits de l'homme Human Rights Watch, a adressé une lettre à M. Mitterrand et à M. Edith Cresson pour protester contre l'expulsion sommaire de M. Diouri et demandé le retour inconditionnel en France de l'opposant marocain.

Au tour d'un livre

S'il avait accepté de publier son brûlot hors de l'Hexagone, M. Abdelmoumen Diouri aurait pu continuer à vivre dans son vaste et confortable appartement de Neuilly-sur-Seine, servi par ses deux employés de maison. Mais voilà, cet opposant marocain a fait le mauvais choix, n'a pas voulu suivre les conseils avisés des amis de la Place Beauvau.

Un réfugié politique averti en vaut deux : depuis quelque temps déjà, M. Diouri savait à quoi s'en tenir. La décision du gouvernement français ne l'a pas vraiment surpris. Il s'y attendait, pour ne pas dire qu'il s'y préparait. N'est-il pas évoqué son expulsion dans un long entretien enregistré, début mai, sur cassette vidéo? «S'ils ne veulent pas de moi, qu'ils me le fassent savoir, lançait-il alors. Je n'ai qu'à prendre mes bagages et partir ailleurs...» (Le Monde du 28 juin).

Pour justifier le caractère expéditif d'une mesure qui malmène quelque peu les grands principes humanitaires, les autorités françaises ont fait feu de tout bois. Elles ont avancé des explications politiques et juridiques aussi tardives qu'embarrassées, utilisées parfois de pauvres arguments comme on en lit dans des feuilles de scandale, procédé même par insinuations.

M. Diouri n'est pas, loin s'en faut, un «enfant du bon Dieu». A fouiller dans son passé et dans ses activités d'aujourd'hui, on trouve plus d'une zone d'ombre. Les «magouilles» que cet opposant marocain dénonce dans ses livres, peut-être n'est-il pas insensé d'imaginer qu'il ait pu y tremper, tant il réussit à le décrire, comme de l'intérieur. De ce point de

vue-là, les responsables français jouent sur du velours.

Mais, à qui faire croire qu'un «affairiste» n'a pas sa place en France, qu'une fortune mal acquise et des annus avec le fisc justifient une mesure de bannissement, que la «fréquentation de groupes fondamentalistes qui veulent déstabiliser le Maghreb» mérite une sanction exemplaire alors que des islamistes notoires ont, ici, pignon sur rue?

En catimini

Les «marquements répétés» de M. Diouri à un problème que doit de résoudre ne sont pas au cœur de cet imbroglio politico-diplomatique-policière. Contrairement à ce que dit M. Roland Dumas, c'est, bel et bien, le pamphlétaire qui a été visé, l'opposant à un régime qui a été chassé.

M. Mitterrand a fini par admettre ce qui se murmure dans les corridors du pouvoir. Il a invoqué, sans le nommer, la raison d'Etat. «La France, a-t-il souligné, ne peut pas entrer en difficulté grave avec tous les pays qui comptent des réfugiés politiques sur notre sol.» Le Maroc en est un et pas le moins.

Est-il sage de ménager Hassan II, de fermer les yeux sur ses «pratiques» démocratiques, pour maintenir de fortes positions commerciales dans un pays riche d'avenir? Question d'opportunité, voire de morale politique. Répondre par l'affirmative n'obligeait pas, cependant, M. Mitterrand à agir comme en catimini, même avec un réfugié jugé bien peu recommandable.

JACQUES DE BARRIN

A TRAVERS LE MONDE

LIBAN

Les preneurs d'otages rappellent leurs conditions

Les rumeurs de deux Américains au Liban ont confirmé, mardi 25 juin, que la libération par Israël de quatre cents prisonniers libanais et palestiniens était la condition nécessaire à la libération des otages. Le Jihad islamique pour la libération de la Palestine (JILP) a réitéré ses exigences dans un communiqué diffusé à Beyrouth alors que des rumeurs persistantes circulent dans la région sur des tractations en cours avec Israël en vue d'un tel échange.

Avec MM. Alan Stein et Jesse Turner (les prisonniers du JILP), il reste douze otages occidentaux — six Américains, trois Britanniques, deux Allemands et un Italien — détenus par des groupes clandestins à la rhétorique pro-iranienne, certains depuis plus de six ans. — (AFP)

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

L'Eglise catholique critique sévèrement le pouvoir

Dans une lettre pastorale, publiée mardi 25 juin à Bangui, l'épiscopat centrafricain, sortant de sa réserve, a dressé un réquisitoire sévère contre le pouvoir, accusé de ne montrer aucune volonté de satisfaire les aspirations qui s'expriment ni répondre aux questions urgentes qui se posent.

Selon ce document, signé par l'archevêque de Bangui et les six autres évêques du pays, il faut organiser très vite une «concertation nationale», une telle initiative étant seule susceptible de «redonner espoir» à la population.

Se demandant si, au sein du gouvernement, «certains ne confondent pas les ressources de l'Etat avec leurs biens person-

AMÉRIQUES

Nicaragua : charniers sandinistes

Suite de la première page

En effet, les organisations humanitaires étaient, à de rares exceptions près, interdites de séjour sur les anciens théâtres d'opérations. A travers les témoignages, on semble mieux mesurer aujourd'hui l'ampleur de la répression qui a frappé des familles entières de ces paysans, trop individualistes et réfractaires pour se plier aux mots d'ordre collectivistes des sandinistes.

Avec des préjugés favorables au début à l'égard d'une révolution qui pratiquait un discours généreux, Amnesty International et Americas Watch ont soutenu pendant des années que les cas de tortures et d'exécutions extrajudiciaires «attribués aux forces régulières étaient des «actes isolés» et ne reflétaient pas une «politique délibérée» de la part des autorités. Ce n'est qu'à partir de 1989, quelques mois à peine avant les élections qui allaient confirmer l'impopularité des sandinistes, que les deux organisations humanitaires commencèrent à publier des rapports beaucoup plus sévères à l'égard des autorités, sommées d'expliquer sur «la persistance des violations du droit à la vie» et sur «les cas de disparition».

La seule ombre au tableau surgit avec le traitement réservé aux indiens Miskitos dont l'armée détruisait systématiquement les villages à partir de 1982 pour les obliger à évacuer les désagréments du conflit près de la frontière avec le Honduras, le long du rio Coco. Americas Watch critiqua alors le déplacement forcé de quelque douze mille Miskitos, et du même coup dénonça les «violations systématiques des lois de la guerre par les forces de la Contera» : attes contre la population civile, torture et mutilation de prisonniers, prise d'otages, etc.

Il ne fait aucun doute en effet que les insurgés, recrutés d'abord dans les rangs de l'ancienne garde nationale du régime de Somoza renversé en 1979, commirent des atrocités à l'égard des civils soupçonnés de collaborer avec la révolution. Pourtant la transformation progressive de ces groupes de «mercénaires de l'impérialisme américain» en forces désignées, alors, par toujours à tort, le gouvernement sandiniste, en une véritable armée de paysans — vingt-deux mille hommes au moment de la démobilisation l'an dernier — s'est également accompagnée d'une modification des attitudes de l'armée. Les «révoltes» du coup, purent compter beaucoup plus sur l'appui décisif de la population civile.

Que les adversaires aient tenté de se discréditer mutuellement est un fait certain. Et il est bien difficile par conséquent de désigner les responsables. Avec le changement de régime au Nicaragua, on sait aujourd'hui par exemple, grâce aux témoignages recueillis sur place et à certaines confidences de dirigeants sandinistes, que certains des crimes attribués à la Contera étaient en fait plus équivoques. Quelques-uns auraient même été commis par les forces spéciales du ministère de l'intérieur. Ce serait notamment le cas de l'attentat contre un autobus qui a tué sur deux mines à la fin février 1988, faisant vingt-quatre morts parmi les passagers civils, près de la ville de Quilali, dans le nord du pays. Il

Wiwili (département de Jinotega). A cette occasion, dix dépouilles ont été découvertes à 200 mètres à peine d'une ancienne base d'artillerie de l'armée sandiniste, fermée quelques semaines plus tôt. Le médecin légiste par établir l'identité de sept des victimes, apparemment égorgées par leurs bourreaux. Selon les familles et plusieurs témoins, il s'agissait de jeunes gens arrêtés en octobre 1983 par le lieutenant Miguel Escorcia pour les enrôler dans l'armée (le service militaire allait devenir obligatoire quelques mois plus tard).

Selon le directeur de l'Association nicaraguayenne pour les droits de l'homme (ANPDH),

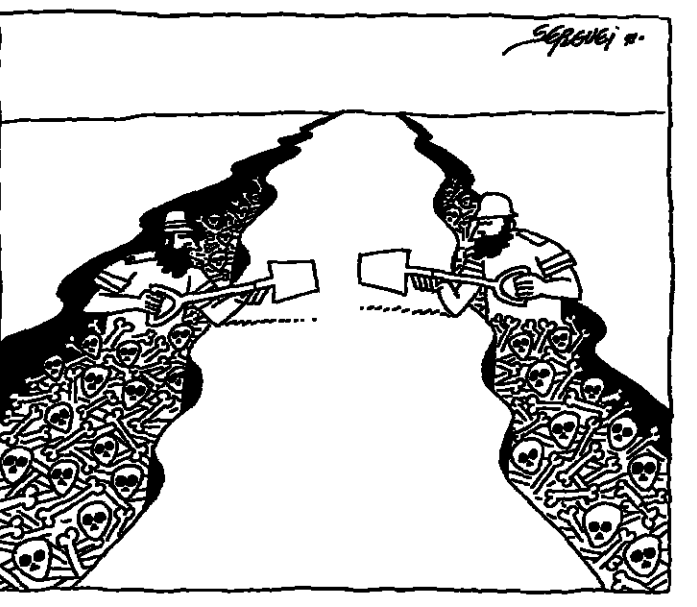
La presse sandiniste est visiblement déconcentrée par toutes ces révélations et tente d'en minimiser l'ampleur pour éviter une comparaison peu flatteuse avec le Chili où, depuis un an, on a découvert plus d'une cinquantaine de cadavres de prisonniers politiques. La présidente du Centre nicaraguayen pour les droits de l'homme (CENIDH), M^{me} Vilma Nunez, dont on dit qu'elle a activement collaboré avec le gouvernement précédent pour justifier la répression, reconnaît pourtant aujourd'hui que les forces régulières ont commis des abus, en particulier des tortures et des exécutions sommaires. Mais elle s'insurge également contre «le trafic macabre d'ossements que font certaines organisations pour discréditer la révolution».

L'exhumation de quatorze squelettes à Murra, dans le département de Nueva Segovia, a particulièrement provoqué une grande commotion dans le nord du pays car les victimes avaient toutes été fautes prisonnières par l'armée, en avril 1982, à la sortie d'un office religieux d'une petite église protestante.

Amnesty International et Americas Watch ont demandé à la présidente Violeta Chamorro de «faire toute la vérité sur les abus des dernières années» et de «purger les forces armées et l'administration publique de tous les coupables». Jusqu'à présent, le gouvernement a réagi avec circonspection, se bornant à demander, sans grande conviction, à l'Organisation des Etats américains de faire une enquête.

«Nous voulons avant tout nous concentrer sur l'avenir, affirme le ministre adjoint de la présidence, Antonio Ybarra, qui fut trotskyste et milita dans les rangs du Front sandiniste dans les années 60. Cela ne veut pas dire pour autant que nous ne souhaitons pas faire la lumière sur le passé. Ce serait d'ailleurs une excellente occasion pour évaluer les responsabilités de la gauche européenne et des mouvements chrétiens qui s'intéressaient uniquement aux crimes de Pinochet. Tous sont restés silencieux face aux massacres de Miskitos et aux multiples crimes commis par les sandinistes, qu'ils ont préféré qualifier d'«erreurs de jeunesse de la révolution» comme si la torture de gauche était plus acceptable que la torture de droite.»

BERTRAND DE LA GRANGE



Mateo Guerrero, la plupart des fosses découvertes se trouvent à proximité ou dans l'enceinte d'anciennes bases militaires, ce qui semblerait mettre en cause la responsabilité de certaines autorités dans les massacres.

Trafic macabre d'ossements

C'est notamment le cas du cimetière de Bluefields où quarante squelettes ont été exhumés à la fin avril. «Des pelles et des uniformes de prisonniers ont été découverts dans la fosse, ce qui indiquerait que plusieurs des victimes ont été fusillées alors qu'elles croisaient leur propre tombe», souligne M. Guerrero.

Peur de la répression

La peur de la répression était telle qu'un tiers de dénoncer les exactions de l'armée et surtout celles de la Sûreté de l'Etat dirigée par le ministre de l'intérieur, le commandant Tomas Borge, les familles des victimes trouvaient plus efficace de collaborer davantage avec les rebelles, en attendant des jours meilleurs.

«Nous ne pourrions quand même pas aller nous plaindre auprès de ceux qui avaient fait assassiner notre famille!», lâche Fabio Vargas, tout en continuant de creuser la tombe de ses parents. Fabio, comme deux autres de ses frères, s'était joint aux rebelles et, pour éviter les représailles contre ses proches, il se gardait de leur rendre visite. En revanche, sa sœur Marcia a assisté au massacre de sa famille, qui vivait dans une petite maison à quelques centaines de mètres de la sienne. De la maison devenue fosse commune, il ne reste que le sol en terre battue entouré de fil de fer barbelé pour protéger les dépouilles du bétail qui paît tout alentour.

«Le soir tombait quand les militaires sandinistes sont arrivés, raconte-t-elle. D'abord, ils ont tué les deux sœurs Gutierrez en lançant des grenades sur leur maison. Puis ils ont mitraillé celle de mes parents où se trouvaient aussi ma sœur, mon frère de quatorze ans et mes deux neveux de six et huit ans. Ils les ont tous assassinés sans même poser de questions, sans dire ce qu'ils voulaient. Le lendemain, ils sont revenus pour nous obliger à les enterrer sous la maison.»

Les Vargas voulaient des témoins avant de donner enfin une «sépulture chrétienne» à leur famille «pour que tout le monde sache ce qui s'est passé à Los Angeles». Sans cris, sans un mot plus haut que l'autre, ils demandent justice aujourd'hui, comme des centaines d'autres familles de la région.

Dans leurs accusations, les mêmes noms reviennent sans cesse : Miguel Escorcia, Richard Mayorga, Miguel Castro, Pedro Navaja et d'autres encore ont semé la terreur au nom de la lutte contre la subversion. Jusqu'à présent, malgré la défaite électorale du FSLN, ils ont réussi à conserver leurs fonctions en se faisant reverser dans la police ou dans l'armée après la dissolution de la Sûreté de l'Etat (celle-ci a en fait maintenu ses structures intactes, sous un autre nom, depuis qu'elle est passée sous l'autorité de l'armée qui est toujours contrôlée par les sandinistes).

Une dizaine de cimetières clandestins ont été ouverts depuis la première exhumation, le 20 juin 1990, sur les flancs du Mokoron, montagne située près de la ville de

ÉTATS-UNIS : les ennus du secrétaire général de la Maison Blanche

John Sununu, moineau ou albatros?

WASHINGTON

correspondance

En dialecte libanais, sununu signifie «moineau». Malheureusement, ce petit oiseau-là risque bientôt d'être rejeté du nid officiel... Selon le jargon politique, M. John Sununu, l'ambassadeur à la Maison Blanche, est en effet en passe de devenir un albatros, non pas celui de Baubelaire, mais du poète anglais Coleridge évoquant le destin du paillasse obtenu par un marin mais portant malheur aux navires.

La proximité du pouvoir est parfois un facteur de corruption comme l'illustre Sherman Adams, puissant chef d'état-major d'Elzenhower, obligé de démissionner pour avoir accepté un manteau de vigogne d'un ami industriel. Le cas de John Sununu est différent. «Être à la droite du président» a entretenu sa réputation bien établie d'arrogance. Aussi les médias, maltraités, ignorés ou dédaignés, ne l'ont pas raté...

Vicime des apparences

Il est vrai que M. Sununu a multiplié les erreurs de jugement. En avril dernier, il utilisa à plusieurs reprises les jets de l'armée pour des voyages politiques mais aussi pour aller faire du ski ou consulter un dentiste à des milliers de kilomètres. En mai, son droit d'emprunter les appareils de Pentagone lui fut enlevé. Quelques semaines plus tard, il emprunta une voiture de la Maison Blanche pour aller à New-York acheter 5 000 dollars de timbres à une vente aux enchères. L'ardent collectionneur désigna les avis de ceux qui lui recommandaient de prendre le train (deux heures quarante de trajet)

ou l'avion (une heure). Il justifia l'utilisation de l'automobile par son souci de maintenir un contact téléphonique permanent avec la Maison Blanche. L'intérêt national, déclara-t-il, l'exigeait...

Mais il est allé plus loin en juin en sollicitant d'être transféré à Chicago à bord d'un jet privé d'une compagnie. La pratique est admissible, à condition d'observer la règle qu'il ignore, celle de donner une indication précise à la Maison Blanche sur le financement de ce déplacement. Du coup, il a mobilisé contre lui d'importants membres du cabinet craignant que sa négligence ne jette le discrédit sur leurs propres déplacements.

La présidente a défendu mollement son secrétaire général en soulignant, avec une certaine ambiguïté, qu'il était victime des «apparences», qui, selon M. Bush, devaient être maintenues. Samedi 22 juin enfin, M. Sununu reconnut avoir commis des erreurs de nature à créer l'impression d'avoir failli aux règles en vigueur. Cet acte de contrition lui permettra-t-il de conserver sa place? Certains en doutent. D'autres, au contraire, pensent que le président le gardera, ne serait-ce que pour ne pas méconter les conservateurs de son parti qui le considèrent comme le défenseur de l'orthodoxie républicaine.

Pour le moment il est simplement tourné en dérision par les humoristes de la télévision, par exemple : «Une limousine sort en trombe de la Maison Blanche dans un grand bruit de sirènes de voitures de la police. «Qui est-ce?», demande un passant. «Sans doute Sununu qui va déjeuner», lui répond son voisin.

HENRI PIERRE

Le Monde
DES LIVRES

ASIE

CAMBODGE : l'accord sur un cessez-le-feu

Les Khmers rouges ont accepté de rentrer à Phnom-Penh

Les principales parties au conflit cambodgien ont fait des concessions, mardi 25 juin, lors des négociations sur l'avenir de leur pays, qui se déroulent à Pattaya, en Thaïlande, et que préside le prince Sihanouk. Après avoir accepté l'intervention d'un cessez-le-feu sur place, les Khmers rouges ont consenti mardi à rentrer à Phnom-Penh, avec des garanties internationales et sous la protection de leurs propres soldats. Un communiqué lu à la presse par le prince indique qu'un accord est intervenu pour l'installation dans la capitale du siège du Conseil national suprême (CNS) du Cambodge, formé des représentants de toutes les factions.

« Je pense que nous sommes sortis de l'impasse », a déclaré à ce sujet Khor Bun Heng, conseiller de Khieu Samphan, chef de la délégation des Khmers rouges. Créé dans le cadre du plan élaboré par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, le CNS est destiné à incarner la souveraineté du Cambodge pendant une période de transition.

Les Khmers rouges ont obtenu des garanties concernant la sécurité des membres du Conseil. Leurs soldats et ceux de la guérilla non communiste auront pour mission exclusive d'assurer la sécurité à l'intérieur des installations qui seront mises à leur disposition, la

tâche du maintien de la sécurité dans la ville incombant aux forces de Phnom-Penh. Parmi les autres garanties figure notamment l'installation de missions permanentes des cinq membres permanents du Conseil de sécurité. L'URSS est déjà représentée dans la capitale cambodgienne et la France y a ouvert l'an dernier une Alliance française. En outre, les ambassadeurs étrangers seront accrédités auprès du CNS. Les garanties obtenues par les Khmers rouges traduisent leur appréhension et leur souci de placer au maximum le processus de paix sous l'égide des Nations Unies.

Le rôle de l'ONU

Pour sa part, le gouvernement de Phnom-Penh a accepté que l'ONU joue un rôle dans la supervision du cessez-le-feu et que l'on discute de l'envoi au Cambodge d'un contingent limité de « casques bleus ». M. Te Banh, ministre de la défense de Phnom-Penh, a déclaré souhaiter qu'une équipe technique de l'ONU aide les Cambodgiens à constituer leur propre corps de supervision du cessez-le-feu. Ultérieurement, un contingent de l'ONU serait le bienvenu, a-t-il dit.

Pour sa part, le premier ministre de Phnom-Penh, M. Hun Sen, a déclaré qu'il avait accepté une grande partie du plan de l'ONU et qu'il souhaitait discuter des points de désaccord.

Selon un représentant de l'ONU, M. Rafeuddin Ahmed, présent aux discussions de Pattaya, l'orga-

nisation pourrait participer à la supervision d'un cessez-le-feu, même s'il n'y avait pas accord complet. « S'ils demandent une aide limitée, cela peut être envisagé. Bien sûr, et sera au Conseil de sécurité de décider. Mais ce n'est pas exclu. » Il a notamment estimé que des observateurs militaires et des spécialistes des transmissions pourraient être envoyés au Cambodge pour aider les quatre factions à rester en contact. Il a ajouté que plus de 80 % du plan de l'ONU avaient été acceptés par toutes les parties mais que « les 10 ou 15 % restants constituent des éléments parmi les plus cruciaux ».

Phnom-Penh craint que le désarmement des belligérants ne soit pas strictement appliqué dans les campagnes, contrôlées en partie par les Khmers rouges, et souhaite en outre que les documents de paix fussent référencés au « génocide » perpétré par les Khmers rouges pendant les quatre années qu'ils ont passées au pouvoir, de 1975 à 1978. (AFP, Reuters.)

■ **CORÉE DU SUD :** M. Kim Dae-jung est maintenant à la tête du principal parti d'opposition. Le comité directeur du Nouveau parti démocratique (NDP), premier parti d'opposition sud-coréen, a élu à sa tête, lundi 24 juin, M. Kim Dae-jung, contesté après l'échec de la formation aux élections locales du 20 juin (Le Monde du 22 juin). Cette décision ruine les espoirs d'une fusion entre les différents groupes d'opposition, et notamment avec le Parti démocratique dirigé par M. Lee Ki-taik. (AFP.)

Le plan de paix du prince Sihanouk favorise le régime pro-vietnamien

HANOK

de notre envoyé spécial

Une partie très importante pour le Cambodge se joue à Pattaya. Après avoir obtenu des autres Cambodgiens un accord sur un cessez-le-feu et l'arrêt des aides militaires étrangères, le prince Sihanouk tente de leur faire accepter un plan de paix sur la base de celui avancé, en novembre, par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. Si jamais le prince parvenait à ses fins, les Ching, dont la Chine, se retrouveraient devant un fait accompli : un accord entre Cambodgiens sur un plan de paix serait difficilement contournable, même s'il favorisait le régime de Phnom-Penh. Dimanche dernier, à Bangkok, le prince semble avoir bénéficié d'un sérieux coup de main des Chinois et des Thaïlandais pour faire avaler aux Khmers rouges ce qu'ils ont toujours refusé auparavant, à savoir l'intervention immédiate d'un cessez-le-feu sur place. Les Thaïlandais, par le territoire desquels transitent les armes livrées aux guérillas en lutte contre Phnom-Penh, auraient même menacé de couper les vivres aux Khmers rouges. Lundi, à Pattaya, où sont réunis les douze membres du Conseil national suprême (CNS) du Cambodge, Norodom Sihanouk a également obtenu des Khmers rouges qu'un arrêt des livraisons d'armes aux deux camps en présence soit lié à ce cessez-le-feu. Pour y parvenir, il aurait également bénéficié de l'appui de Pékin et de Bangkok.

Dans la foulée - et c'est à ce

stade qu'une épreuve de force bien différente s'est dessinée - le prince a demandé aux onze autres membres du CNS, dont les deux Khmers rouges, de s'entendre sur un plan de paix prenant seulement pour « base de discussion » le projet de l'ONU. En d'autres termes, il a proposé l'adoption d'un plan tenant compte de certains amendements exigés par Phnom-Penh et auxquels les Khmers rouges sont hostiles.

L'affaire s'est alors consignée car les Chinois ont estimé que le prince Sihanouk poussait le bouchon un peu trop loin. Et ils ont reçu, apparemment, un soutien américain. Pour une raison bien simple : les grandes puissances ne pourraient que s'incliner devant un accord entre Cambodgiens. Et ledit accord, s'il se réalise, ne paraît pas à Pékin ni à Washington, puisque ce que l'on en sait favorise le pouvoir en place, c'est-à-dire le régime de Phnom-Penh soutenu par le Vietnam.

Pressions des Américains

C'est le chef de la diplomatie vietnamienne, M. Nguyen Co Thach, qui a vendu la mèche. Mardi 25 juin en fin de matinée, la Chine, a-t-il dit en substance dans son rapport au VII^e Congrès du PC vietnamien réuni à Hanoi, fait pression pour que les douze membres du CNS ne se prononcent pas sur un plan de paix. Ironie des temps, le Vietnam a même demandé à Paris et à Moscou de soutenir le prince Sihanouk.

Un peu plus tard dans la jour-

née, Sihanouk lui-même a laissé entendre qu'il était également soumis à des pressions dans le même sens de la part des Américains, ce se demandant, en public, si le général Schwarzkopf serait capable de vaincre à la fois les Khmers rouges et l'armée de Phnom-Penh. « La question est de savoir si le président Bush est prêt à faire donner son armée contre les Cambodgiens indisciplinés », a-t-il ajouté dans ce qui ne peut être qu'une allusion à des pressions américaines pour qu'il modifie son projet. La partie qui se joue à Pattaya est donc d'une importance capitale. M. Thach ne s'y est pas trompé en déclarant aussi, devant le congrès du PC vietnamien, que Phnom-Penh avait remporté une victoire « à 70 % », ce qui ne manque pas de piquet d'ironie puisque le diplomate, qui a été avec succès chef de dossier cambodgien, doit en principe être mis sur la touche par le congrès. Les Khmers rouges peuvent encore, à Pattaya, refuser de céder à la Chine les soutiens.

On doit, cependant, interpréter comme un signe positif le fait qu'ils aient accepté, mardi soir, de retourner à Phnom-Penh dans le cadre de l'installation d'un CNS que le prince Sihanouk a qualifié, par ailleurs, de « super-gouvernement ». Les Khmers rouges ont exigé que la sécurité de leurs représentants soit assurée par leurs propres hommes et que les grandes puissances, dont la Chine, ainsi que l'ONU soient également présentes dans la capitale cambodgienne.

JEAN-CLAUDE POMONTI

AFRIQUE

Affrontements à Alger entre militaires et islamistes

Suite de la première page

La veille déjà, de violentes échauffourées avaient eu lieu entre contestataires intégristes et forces de l'ordre à l'est d'Alger.

Un prétexte a suffi pour ranimer le feu qui couvait sous la cendre : la décision prise par l'armée de remettre au front des maires la devise de la République algérienne, « Par le peuple et pour le peuple », que le Front islamique du salut (FIS), au lendemain de sa victoire électorale de juin 1990, avait remplacé par la formule « Communisme islamique », suivie parfois de « Par Dieu et pour Dieu ». Prétexte apparemment futile, mais qui exprime parfaitement les inconciliables divergences qui traversent la société.

L'armée, qui a pris l'initiative de cette opération, entend prouver que l'autorité de l'Etat l'emporte sur les excès islamistes. Dans la nuit du 24 au 25 juin, des dizaines de véhicules blindés s'étaient dirigés vers quelques communes choisies de la banlieue. Arrivés devant les maires, la troupe décrochait la devise islamique pour la remplacer par la devise officielle.

Très vite, et malgré le couvre-feu qui leur interdit de sortir entre 23 heures et 3 h 30, des manifestants intégristes, avertis par les appels des muezins déversés par haut-parleurs du sommet des minarets, faisaient front aux soldats et provoquaient les premiers affrontements.

La bataille semble avoir été particulièrement vive dans deux des quartiers les plus populaires de la capitale, Bab-el-Oued et Bab-el-Kharrouj, où des militants islamistes sans appartenance politique se sont heurtés aux forces de l'ordre à coups de pierre, de gourdins, de couteaux ou même de sabre et, selon un scénario classique, ont érigé, un peu partout, des barricades.

Les forces de l'ordre, qui avaient riposté aux premiers rassemblements par des tirs de grenades lacrymogènes, faisaient rapidement usage de leurs armes automatiques sans compter leurs munitions. Les manifestants, qui prenaient un malin plaisir à narguer les balles, n'en paraissaient pas autrement impressionnés. Les troubles devaient durer jusqu'à mardi matin à l'aube, les policiers ne parvenant à disperser les contestataires qu'avec difficulté.

Vers 5 heures du matin, le calme

paraissait revenu à Bab-el-Oued et à Bab-el-Kharrouj, mais les troubles continuaient dans plusieurs villes des alentours d'Alger, touchant notamment les stations balnéaires qui s'étendent le long de la baie. La route qui les relie à la capitale était coupée en maints endroits pour cause de violents affrontements. Mardi en fin d'après-midi, les autorités militaires annonçaient un mort et douze blessés à Bordj-el-Kiffan (ex-Port-de-l'Eau).

La valse des panneaux

Pendant ce temps-là, les combats reprenaient à Bab-el-Oued et à Bab-el-Kharrouj. Ils devaient durer jusqu'à 18 heures, mettant aux prises policiers ou gendarmes à de petits groupes extrêmement mobiles, tenus à distance par les tirs de mitrailleuses ou de grenades lacrymogènes. A Bab-el-Oued, deux photographes de l'AFP et de l'agence Reuters, traités de « journalistes CNN », étaient malmenés par les islamistes, qui les détestaient de leurs appareils.

Les policiers étaient traités de « chiens, sionistes, pharaons, soldats ». Un habitant de Bab-el-Oued, de tout cœur avec les contestataires, se plaignait que des policiers puissent tirer contre leurs compatriotes des grenades lacrymogènes d'une toxicité telle que « même les juifs n'osent pas les utiliser ».

Un peu plus loin, baïonnette au canon, les parachutistes menaçaient la garde autour de la place des Martyrs, comme pour empêcher la Casbah de déverser ses troupes vers les lieux des affrontements. A quelques centaines de mètres à peine, le reste de la ville, survolé par les hélicoptères de l'armée, paraissait indifférent. C'est tout juste si, vers 16 heures, le centre, habituellement paralysé par les embouteillages, commençait à se vider d'une foule, consciente que la suite des événements pouvait être dangereuse.

Tragique et dérisoire bilan : vingt-quatre heures après le début des premiers affrontements, la troupe se replie, et les islamistes, tels des soldats qui ont enlevé une position ennemie, replaquent, sous les vivas de la foule, mais encore en plus grands caractères, les panneaux que les forces de l'ordre étaient venues décrocher. Tout était donc en place pour provoquer, de nouveau, l'intervention des militaires, qui ne peuvent désormais plus reculer. La bataille des maires

est devenue le témoin de leur détermination à faire respecter l'ordre, alors que, pour les intégristes, elle symbolise la résistance à l'illégitimité du pouvoir. Des hommes meurent, mais aucun bilan officiel n'a donné leur nombre. Engrangeant fatal dans l'ambiance qui règne à Alger.

La brusque détérioration de la situation est un coup dur pour le nouveau premier ministre, M. Sid Ahmed Ghazali, qui a réaffirmé, mardi, dans un communiqué, la « détermination » de son gouvernement « à consolider la paix civile ». Egalement déterminé des islamistes mais aussi des jeunes, qui, dans les quartiers et les cités de la ceinture algéroise, en sont les fréquents compagnons de combat.

C'est dire que la normalisation sera au plus impossible, au mieux délicate, dans tous les cas à la merci du moindre dérapage. N'importe quel prétexte peut servir à enflammer une jeunesse qui, depuis les émeutes d'octobre 1988, n'a toujours pas de réponses à quelques questions fondamentales : comment trouver un travail, un logement, voire un peu de distraction dans une ville où, pour reprendre l'expression d'un sociologue oranais, M. Lahouari Addi, « l'émeute est tous les jours dans l'air » ?

A condition qu'il ait, sur le sujet, quelques idées. M. Ghazali, dont le gouvernement n'est là que pour organiser les élections législatives, n'aura, de toute façon, pas l'occasion de les mettre en œuvre. Quant à l'armée, chaque jour qui passe voit logiquement accroître sa détermination à rétablir définitivement le sort du FIS qui, à son avis, profite habilement des privilèges de la démocratie tout en préparant l'insurrection. C'est le sens des nombreuses déclarations faites ici ou là sur d'éventuels complots, concoctés parfois de l'étranger et dans lesquels seraient impliqués des dirigeants du FIS.

« Un danger pour le FIS »

La gendarmerie, qui dépend de l'armée, a ainsi longuement été, à la télévision et dans la presse, l'hôte d'un Français converti à l'islam, M. Didier Roger Guyan, arrêté, la semaine dernière, alors qu'il convoyait des armes avec l'assentiment de M. Ali Benhadj, vice-président du FIS. Une telle mise en scène laissait présager l'arrestation de M. Benhadj, d'autant que celui-ci, qui ne rate aucune provocation pour cimenter son destin de martyr, appelait, vendredi dernier encore, « les musulmans » à garder prêts les us armes.

Une telle issue, cependant, pourrait avoir des conséquences dont on ignore l'ampleur et dont le gouvernement, bien qu'il se dise « informé » de chaque initiative des

militaires, mesure plus particulièrement les risques. Bref, entre l'armée et le pouvoir civil, il y a quelques questions fondamentales : la dynamique engagée, ainsi que sur la marche à suivre pour enrayer ce qui pourrait bien déboucher sur une épreuve de force définitive, avec d'incalculables conséquences.

Avec le temps, le face-à-face entre le FIS et l'armée se durcit, alors que semblent s'éloigner les chances d'une solution politique. La seule embellie dans cette sombre perspective est apparue mardi.

Ce soir-là, sur le plateau de la télévision algérienne, trois dirigeants du FIS, dont le cheikh Hachemi Sahrouni, prédicateur évangélique très populaire parmi les déshérités, et Ahmed Marnani, président de la puissante commission des affaires sociales du FIS, sont venus inviter les militants à « ne plus suivre les instructions » du chef de file du mouvement intégriste, M. Abassi Madani. Dans chaque camp, a déclaré en substance l'un d'eux, il y a des gens qui ont tout fait pour saboter les chances d'un dialogue possible entre le pouvoir et le FIS. Il ne faut pas que coule le sang des musulmans, il faut tourner la page et trouver une solution politique.

M. Béchir F'Kih, le troisième intervenant, a pour sa part affirmé que, ne devant de comptes qu'à Dieu, il était de son devoir de proclamer que M. Abassi était « un danger pour le FIS et les musulmans », que le mouvement islamiste devait être « piloté » par le Majlis Echour, sa direction collégiale, et non par un président placé hors de tout contrôle.

Ces déclarations confirment les divergences internes qui agitent le FIS et dont un récent appel à l'arrêt de la grève générale, rapidement démenti par MM. Abassi et Benhadj, avait été la première manifestation. Elles constituent surtout, plus que l'opinion des trois seuls personnes qui sont apparues à la télévision, une possibilité de jouer une autre carte que l'affrontement entre l'armée et un parti qui son inertie porte plus à l'action violente qu'à la discussion contradictoire.

Ce serait pour M. Ghazali la chance de pouvoir intégrer les islamistes dans le jeu politique, la possibilité de leur faire abandonner le pavé et ses désordres. Fil tenu. Mais le premier ministre s'en est immédiatement avisé en déclarant qu'il était déterminé à sauvegarder « la paix civile ». Reste, maintenant, à observer la réaction de M. Abassi qui, dans le passé, a déjà montré qu'il savait se tirer des situations les plus désespérées.

GEORGES MARION

EN BREF

■ **Un général canadien à la tête des militaires de l'ONU au Sahara occidental.** - Le général canadien Armand Roy a été nommé à la tête de la composante militaire de la mission d'observation des Nations unies pour le Sahara occidental (MINURSO). Il commandera les quelque 1 700 observateurs militaires de l'ONU qui auront pour tâche de surveiller le respect, entre le Maroc et le Front Polisario, d'un cessez-le-feu qui pourrait être proclamé le 6 septembre, si les parties acceptent le projet de règlement du secrétaire général de l'ONU. (AFP.)

■ **L'empereur du Japon officiellement invité en Chine.** - Le ministre chinois des affaires étrangères, M. Qian Qichen, a officiellement invité, mercredi 26 juin, l'empereur du Japon Akihito à effectuer une visite en Chine l'an prochain. Il s'agirait de la première visite d'un empereur du Japon dans le pays. Le numéro un chinois, M. Deng Xiaoping, avait pour sa part rencontré l'empereur Hirohito, père de l'actuel empereur, lors d'une visite au Japon en 1978. (AFP.)

■ **AFRIQUE DU SUD :** nouveaux incidents meurtriers entre groupes noirs rivaux. - L'attaque d'un train, dans le ghetto de Soweto, près de Johannesburg, a fait, mardi 25 juin, six morts et plus de vingt blessés, selon des sources hospitalières. Les victimes comme les assaillants étaient des Noirs. Le Congrès national africain (ANC) et le parti Inkatha, à dominante zouloue, se sont accordés pour dire que cette tuerie ne remonterait pas en cause le processus de dialogue, relayé samedi dernier entre leurs deux mouvements pour faire cesser les violences (Le Monde du 25 juin). Depuis la réunion de samedi, au moins une trentaine de personnes ont été tuées lors de règlements de comptes entre groupes noirs rivaux. (AFP.)

■ **GHANA :** huit morts dans des affrontements interethniques. - Des affrontements entre ethnies goja

et nawari ont fait huit morts à Kpandai, à environ 300 kilomètres au nord-est d'Accra, a rapporté, mardi 25 juin, l'agence de presse ghanéenne GNA. Ces affrontements, qui ont débuté au week-end, ont fait 22 morts jusqu'à maintenant, malgré le couvre-feu imposé dans la région. (AFP.)

■ **MADAGASCAR :** l'opposition marque une trêve pour l'anniversaire de l'indépendance. - Les groupes de l'opposition ont annoncé la suspension de leurs manifestations pour la journée du mercredi 26 juin, à l'occasion de la célébration du 31^e anniversaire de l'indépendance. De son côté, le président Ratsiraka a commencé, mardi, à recevoir des représentants de l'opposition. (Reuters.)

■ **MALI :** deux membres de la junte au pouvoir ont été arrêtés. - Deux membres influents du Comité transitoire pour le salut du peuple (CTSP), le commandant Anatole Sangaré, ancien responsable de la sûreté de l'Etat, et le lieutenant-colonel Oumar Diallo, ancien aide de camp du président Moussa Traoré, ont été arrêtés, a-t-on appris de bonne source, lundi 24 juin à Bamako. Ces militaires avaient joué un grand rôle lors de l'arrestation de l'ex-président, ce qui avait justifié, explicitement, ce qu'on avait qualifié de « coup d'Etat ». On les a dit « acceptés tacitement » de l'intégrer dans la nouvelle équipe dirigeante. (AFP.)

■ **NIGERIA :** plus de quinze mille arrestations pour trafic de drogue en dix ans. - Le président Babangida a indiqué, lundi 24 juin à Lagos, que 15 433 Nigériens ont été arrêtés à l'étranger pour trafic de drogue, entre 1979 et 1989. Le chef de l'Etat, qualifiant ce chiffre d'« effrayant », a considéré ce fait comme « embarrassant » pour le pays. Le trafic et la consommation de drogue ont pris « une proportion alarmante » au Nigeria depuis quatre ans, souligne-t-on au ministère de la justice (Le Monde des 24, 25 et 26 avril). (AFP.)

Avec Le Monde sur Minitel

Admissibilité :

ENSAE SEA

36.15 LE MONDE

Tapez RES

La préparation

En cas d'...

disposeraient de la...

gauche plonge

M^{me} Danielle Mitterrand

quartier parisien de la Cou...

SPECIAL

Jeu

Itzhak S

inter

مكتبة الشامل

POLITIQUE

La préparation des échéances électorales et du comité directeur du PS

En cas d'élections législatives anticipées l'UPF disposerait de la majorité absolue à l'Assemblée nationale

Le tableau de bord BVA-Paris Match du mois de juin (enquête réalisée auprès de huit cent quatre-vingt-neuf personnes du 14 au 19 juin) fait apparaître une baisse, en un mois, de neuf points de la cote de popularité de M. François Mitterrand et de seize points de celle de M. Edith Cresson.

Avec 48 % de bonnes opinions, le chef de l'Etat retrouve son niveau de mars 1986, avant la cohabitation avec le gouvernement de M. Chirac. Sa cote de confiance est également en baisse, passant en un mois de 55 % à 43 %. Pour la première fois depuis juillet 1987, M. Mitterrand est devancé par M. Simone Veil et talonné par M. Valéry Giscard d'Estaing, seule personnalité à progresser dans ce sondage (+1 point) avec M. Jean-Marie Le Pen (+4 points).

Le nouveau premier ministre ne recueille aujourd'hui que 27 % de bonnes opinions, le

plus faible pourcentage jamais obtenu par un premier ministre de M. Mitterrand depuis M. Pierre Mauroy en avril 1984 (26 %). Dans le même temps, la cote de confiance de M. Cresson passe de 49 % à 29 %. 27 % des personnes interrogées contre 38 % en mai se disent en outre satisfaites de l'action gouvernementale. La plupart des personnalités de gauche enregistrent également une baisse sensible de leur cote de confiance : M. Jack Lang (-11 points), M. Jacques Delors (-5 points), M. Michel Rocard (-10 points), M. Pierre Bérégovoy (-13 points).

En cas d'élections législatives, le maintien du mode de scrutin majoritaire actuel donnerait selon les simulations de BVA (les DOM-TOM n'étant pas pris en compte) une majorité absolue à l'UPF : 37,5 % pour l'UPF et le RPR (351 sièges), 24 % pour le PS (173 sièges), 8 %

pour le PC (15 sièges), 14,5 % pour les écologistes (10 sièges), 14 % pour le FN (6 sièges).

Par rapport à mai, le FN progresse de quatre points, le PS baisse de 4,5 points, l'UDF et le RPR passent ensemble de trente-huit à trente-sept points. Les mêmes résultats montrent, en revanche, qu'en cas de retour au scrutin proportionnel la répartition des sièges d'une nouvelle assemblée se présenterait ainsi : 257 sièges pour l'UDF et le RPR, 152 pour le PS, 63 pour les écologistes, 61 pour le FN et 22 pour le PC. Un tel scrutin priverait l'UPF de la majorité absolue (278 sièges).

Dans cette matière, toutefois, les projections en sièges, qui ne tiennent pas compte des noms des candidats ni bien sûr des conditions politiques réelles du scrutin, doivent être prises avec beaucoup de précaution.

Les « fabiusiens » réaffirment leur hostilité à un congrès avancé

M. Pierre Mauroy doit avoir, à partir du mercredi 26 juin, une série d'entretiens avec les dirigeants des différents courants du Parti socialiste pour préparer la réunion du comité directeur des 6 et 7 juillet prochain, à laquelle il a prévu de soumettre la proposition d'un congrès à la fin de l'année. M. Laurent Fabius et ses amis restent hostiles à ce qu'ils considèrent d'avance comme un « Rennes bis ».

qu'ils assuraient avoir enregistré dans les fédérations. Leur position, qui transformait d'emblée l'éventuel congrès anticipé en épreuve de force, avait convaincu les jospinistes de ne pas soutenir la proposition de M. Mauroy.

Après le changement de gouvernement, les amis du ministre de l'Éducation nationale avaient paru se raviser et envisager favorablement d'imposer un congrès à M. Fabius en faisant bloc, pour cela, avec les rocardiens, lesquels étaient décidés à consolider, grâce à cette alliance, leur position au sein du PS. Le 2 juin, lors de son passage à l'émission de TF1 « Sept sur sept », M. Michel Delabarre avait apporté un renfort à cette alliance en se déclarant partisan d'un congrès anticipé, qui pourrait être suivi, quelques mois plus tard, d'un congrès ordinaire, de son accession au poste de premier secrétaire à la suite de M. Mauroy. L'alliance Jospin-Rocard-Mauroy, encore virtuelle, disposait, ainsi, d'un premier secrétaire de remplacement, présumé populaire auprès des militants et disposant d'une réputation de « rénovateur » auprès de l'opinion.

Cette offensive a ébranlé les fabiusiens, dont certains ont jugé que, face à la menace de formation d'une majorité contre eux, ils auraient tout intérêt à rechercher un accord avec M. Mauroy. Mieux vaut, pour eux, un congrès fait avec leur accord, les intégrant dans la majorité et préservant leur position de courant « moderne », ayant vocation à assumer, un jour, la direction du parti, non pas de façon conflictuelle avec les rocardiens et les jospinistes, mais en accord avec eux.

« Sabotage collectif »

La position de M. Chevènement, qui a fait adopter par ses partisans, le 23 juin, un texte affirmant : « L'après-Mitterrand ne peut se réduire au choix du pareil ou du même », et qui renvoie, ainsi, dos à dos M. Rocard et M. Fabius, va dans le sens de la formation, au sein du PS, d'une minorité naturelle que les « grands » courants se réunissent.

Le dernier numéro d'Égalité, bulletin mensuel du courant fabiusien, met en garde, cependant, les rocardiens et les jospinistes contre la tentation d'un « Rennes bis, comme ça, pour le plaisir, à la veille des cantonales et des régionales ». « Il est grand temps d'arrêter ce sabotage collectif », écrit Égalité. A tous les militants qui souhaitent travailler à l'unité et à la rénovation du Parti socialiste, nous disons qu'ils nous comptent dans leurs rangs ».

Les fabiusiens ne semblent donc pas convaincus de l'opportunité du congrès proposé par M. Mauroy. Celui-ci, qui va s'entretenir dans les prochains jours avec tous les chefs de courant pour préparer la prochaine réunion du comité directeur, les 6 et 7 juillet, peut mesurer que le problème du PS reste entier : tant qu'un mode de « gestion » de la rivalité entre M. Fabius et M. Rocard n'aura pas été trouvé, le Parti socialiste restera paralysé.

PATRICK JARREAU

La gauche plonge

Suite de la première page

La conjonction du repli de l'activité, de l'annonce de la progression régulière des demandeurs d'emploi et des « affaires », toujours présentes par tribunaux interposés (Irlandais de Vincennes, Carrefour du développement), tandis que M. Mitterrand et Chirac s'efforcent d'entretenir un dialogue « fraccassant », donne aux Français, comme le dit M. Fabius, « une impression qui doit être mauvaise ».

Cette conjonction dissipe la confiance qui, en trois ans de gouvernement Rocard, avait été globalement préservée, et renforce le crédit naissant de la droite.

M. Cresson est évidemment en droit d'attendre que le retour de cette même conjonction, espéré pour l'automne, lui permette de redresser la barre. Elle se conforme d'ailleurs scrupuleusement à un échéancier bâti sur cette perspective de renouveau, qui la conduit à concentrer d'entrée de jeu les mesures les plus douloureuses, afin de pouvoir, à l'approche du scrutin, présenter un visage plus ave-

nant, au fur et à mesure que pourraient être distribuées les traditionnelles douceurs électorales. Pour l'heure, en tout cas, elle fait preuve de courage. A défaut, cependant, d'imagination.

Il n'en faut pourtant pas beaucoup pour concevoir qu'à trop charger la barque le reflux de l'opinion peut être tel que le fait de l'alléger ensuite risque de ne produire aucun effet, tant le handicap sera lourd à surmonter.

D'autant que celui-ci, loin de pouvoir être attribué à la seule augmentation du chômage, tient à des causes plus profondes.

Une ligne jaune

La première ne devrait pas surprendre nos dirigeants. Ils avaient, historiquement, une rente de situation : la vertu. Ils l'ont perdue, et privent peut-être, ainsi la gauche, convertie au réalisme économique, de sa raison d'être. Ils se sont laissés prendre, au piège d'une banalisation par l'argent, au moment même où se développait une révolte des banlieues. Les « affaires », donc, sont au cœur du décrochage que l'on observe aujourd'hui, aggra-

vées par les polémiques sur l'indépendance de la justice. Là encore, le pouvoir avait franchi une ligne jaune, en tripotant la machine judiciaire pour se protéger. Au risque de susciter, parmi les siens, non seulement un détachement dommageable, mais peut-être même aussi un réflexe de sanction.

Le second facteur « lourd » de la perte de confiance que subit le pouvoir tient au fait que l'opinion, aujourd'hui, n'est plus en phase avec le président de la République, comme elle le fut, profondément, en 1988. Elle est, en effet, insensiblement passée d'une aspiration à l'équilibre (à laquelle répondait, en la résumant, la fameuse doctrine du « ni-ni ») à un souci d'ordre. En 1988, la mortelle était républicaine, et parfaitement incarnée par le président qui se portait garant, à la suite de M. Barre, d'un « Etat impartial ». Aujourd'hui, c'est plutôt d'ordre moral qu'il s'agit, sous la pression de la conjonction des crises que suscitent la non-maîtrise des flux migratoires, et du sentiment d'insécurité. Progressiste en 1981, conservateur en 1988, le « point d'équilibre » de la société pourrait bien être, en 1991, populiste.

Car le paysage politique français s'est déporté à droite : l'extrême droite ne masque plus ses options extrémistes ; la droite, comme viennent de le montrer MM. Chirac et Pompidou, vient aujourd'hui le discours de l'extrême droite ; la gauche tient celui de la droite, du moins si l'on en juge par les propos exclusivement « répressifs » de M. Philippe Marchand (2). Si bien qu'en matière d'immigration et de sécurité la gauche se trouve privée d'identité, au moment même où la droite choisit ses terrains pour reprendre l'offensive.

Programme commun des droites

Entre ceux qui, à droite, exploitent l'exaspération des « braves gens » et ceux qui, à gauche, se comportent en « clergymen » chaperonnant le « petit peuple », comme la société vicieuse le faisait pour la sexualité, les socialistes n'ont pas à trouver le ton juste, et se laissent glisser sur la pente droitière qui entraîne tout le monde.

JEAN-MARIE COLOMBANI

(2) Lire l'article d'Alain Duhamel dans le Quotidien de Paris du 21 juin et celui d'Éric Luciani dans nos éditions du 26 juin.

Après les déclarations de M. Chirac sur les immigrés

M^{me} Danielle Mitterrand visite le quartier parisien de la Goutte d'Or

Un millier de personnes, pour la plupart immigrées, ont manifesté, mardi 25 juin, devant l'Hôtel de Ville de Paris, à l'appel du MRAP et d'autres organisations antiracistes, pour protester contre les propos tenus, le 19 juin, à Orléans, par M. Jacques Chirac sur l'« odeur » et le « bruit » caractéristiques, selon le maire de Paris, du mode de vie des familles d'immigrés.

M. Chirac poursuivi, de son côté, son offensive politique contre le développement de l'immigration. Il a rendu public, mardi, une lettre adressée au ministre de la Justice pour attirer son attention sur « l'accroissement sensible du nombre de mariages entre Français et étrangers constaté par les officiers d'état civil de la Ville de Paris ».

M. Chirac a également reçu,

mardi, en présence du maire du dix-huitième arrondissement, M. Roger Chénard, sénateur PR, l'ensemble des associations de la Goutte d'Or qui, après ses déclarations sur une famille africaine de ce quartier, avaient dénoncé dans une lettre ouverte des propos « dignes d'un complot de bistrot ».

D'autre part, M^{me} Danielle Mitterrand, en tant que présidente de la Fondation France-Liberté, devait se rendre, mercredi 26 juin, dans les dix-huitième et vingtième arrondissements de la capitale, où sa fondation subventionne deux associations ; elle devait notamment s'entretenir avec des membres de l'Association de solidarité des femmes immigrées installées dans le quartier de la Goutte d'Or.

SPECIAL "TELEPHONE SONNE"

Jeudi 27 Juin entre 19h15 et 20h

Itzhak SHAMIR, Premier Ministre Israélien

interrogé par Ralph PINTO et Pierre WEILL

France inter

EXCLUSIF

POLITIQUE

La fin de la session parlementaire ordinaire

L'opposition n'exclut pas de déposer une nouvelle motion de censure

Avant la fin de la session ordinaire de printemps qui doit intervenir dimanche 30 juin, l'opposition envisage de censurer la politique sociale du gouvernement. L'intergroupe UDF-UDC-RPR devait en décider jeudi 27 juin. Si cette motion de censure était déposée, elle pourrait être discutée la semaine prochaine en session extraordinaire.

Ce n'est pas le grand enthousiasme, mais, les nuages sociaux s'accumulant au-dessus du gouvernement, l'opposition envisage de conclure la session par le dépôt d'une motion de censure. « Il faudrait censurer sur tout. Mais ce qu'il faut, c'est pouvoir censurer le président. Il ne maîtrise plus rien, il fait n'importe quoi », affirmait M. Jean-Jacques Hystel (UDC, Seine-et-Marne), mardi 25 juin, dans les couloirs de l'Assemblée nationale. A ses côtés, M. Jacques Barrot (UDC, Haute

Loire) reprenait l'expression de son collègue centriste, Adrien Zeller (Bas-Rhin) à propos de la « CGG », ou « carence gouvernementale globale ».

Comme les présidents des groupes RPR et UDF, le président du groupe UDC, M. Pierre Méhaignerie, était également plutôt favorable à une motion censurant globalement la politique sociale du gouvernement, même si les motifs de censure étaient, selon lui, plus vagues. « Tout ce qui se passe sur le plan de la conduite du gouvernement, de l'absence de décisions, des positions en matière de justice, des affaires Châlier et des Irlandais de Vincennes mérite une sanction politique », disait-il.

L'opposition a deux possibilités : soit riposter par une motion de censure à un éventuel engagement de responsabilité du gouvernement (article 49-3) sur le projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (DMOS) qui contient notamment la revalorisation des retraites ; soit essayer de censurer M. Cresson directement en utilisant l'article 49-2 de la Constitu-

tion (censure signée par au moins un dixième des membres de l'Assemblée). C'est cette seconde solution qui a la préférence des centristes. En effet, le risque est moins grand d'avoir des défections (celle de M. Raymond Barre par exemple) en censurant d'une façon générale le gouvernement qu'en le faisant en riposte à un 49-3 sur un texte technique (le DMOS).

La mauvaise surprise de M. Méhaignerie

M. Méhaignerie a eu, en effet, la mauvaise surprise, la semaine dernière, de voir que quelques députés centristes étaient prêts à porter secours à la réforme hospitalière de M. Bruno Durieux, pour permettre au gouvernement d'échapper à un nouveau 49-3.

C'est justement pour éviter de se retrouver dans une telle situation que M. Méhaignerie avait décidé de convoquer, mercredi 26 juin, à un petit déjeuner au siège du CDS tous les députés de son groupe. Il a expliqué, mardi, dans les couloirs du palais Bour-

bon, que les députés UDC (notamment M. Gérard Vignoble et Jean-Jacques Jegou) qui s'étaient laissés séduire par le ministre de la Santé, M. Bruno Durieux, avaient été « le jouet d'une manipulation politique inacceptable ». Les députés UDC sont donc invités à « se situer tous sans exception dans l'opposition » afin de « donner une image de cohésion et de cohérence sur les textes politiques ».

Pas question de renoncer à la politique d'« opposition constructive » adoptée depuis trois ans, mais pas question non plus, insiste M. Méhaignerie, de servir les « coups politiques » du gouvernement. Pour sa part, M. Vignoble souhaite que les centristes « marquent de plus en plus leur indépendance ». Ainsi exprimait-il, mardi, l'intention de voter à nouveau pour la réforme hospitalière quand ce texte reviendra en dernière lecture à l'Assemblée.

PIERRE SERVENT

Les députés adoptent à l'unanimité un projet destiné à favoriser l'accessibilité de la ville aux handicapés

C'est dans un climat très consensuel que l'Assemblée nationale a adopté, mardi 25 juin, deux textes traitant de problèmes de société. Pour son premier débat législatif, M. Kofi Yamgnane, secrétaire d'Etat chargé des affaires sociales et de l'intégration, a ainsi été applaudi sur tous les bancs après avoir affirmé, au terme du débat sur un projet portant diverses mesures de soutien au bénévolat dans les associations : « On est là pour s'entendre, il n'y a pas de raison pour qu'on n'écoute pas ». Ce texte a été adopté par les députés socialistes tandis que le groupe communiste s'est abstenu et que les groupes RPR, UDF et UDC ont voté contre.

Le secrétaire d'Etat chargé des handicapés et des accidents de la vie, M. Michel Gillibert, a également été applaudi par l'ensemble de l'Assemblée, juste avant l'adoption, à l'unanimité, de son projet de loi portant diverses mesures destinées à favoriser l'accessibilité aux personnes handicapées des locaux d'habitation, des lieux de travail et des installations recevant du public. En rendant hommage à l'un de ses conseillers, M. Philippe Saint-Aubin, lui-même handicapé et co-auteur du projet, M. Gillibert avait affirmé : « Pour quelqu'un qui est handicapé, il est réconfortant d'entendre les autres s'exprimer de façon unanime sur la douleur et l'injustice qui découlent d'une différence imputable au seul hasard ».

□ M. Nallet entendu par la commission d'enquête sur le financement des partis. — La commission d'enquête sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales, constituée à l'Assemblée nationale, a entendu, mardi 25 juin, M. Henri Nallet « en qualité de garde des sceaux pour faire le point sur les procédures en cours », a précisé M. Jean La Garrec (PS, Nord), rapporteur de cette commission. Celui-ci a indiqué que la commission, qui a déjà procédé depuis deux semaines à l'audition des trésoriers des partis politiques (RPR, UDF, CDS, PS, PC, Verts et Front national), devrait convoquer bientôt les trésoriers des campagnes électorales. M. Nallet, ancien trésorier de la campagne de M. François Mitterrand pour l'élection présidentielle de 1988, devrait être réentendu à ce titre par la commission.

□ M. Cresson sera entendue par la commission des finances de l'Assemblée nationale. — M. Edith Cresson, premier ministre, sera entendue, jeudi 27 juin, par la commission des finances de l'Assemblée nationale sur l'exécution du dixième Plan. C'est la première fois depuis sa nomination à Matignon que M. Cresson intervient devant cette commission.

□ RECTIFICATIF. — Nous avons indiqué par erreur, dans nos éditions du 19 juin, que M. Gérard Larcher (RPR, Yvelines) était le rapporteur de la commission des affaires sociales pour le projet de loi d'orientation pour la ville. M. Larcher est, en fait, le rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan, saisie au fond.

Enfin, l'Assemblée nationale a entamé l'examen d'un projet de loi relatif aux recherches sur l'élimination des déchets radioactifs, présenté par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre délégué chargé de l'industrie et du commerce extérieur, qui devrait bénéficier de l'abstention du groupe communiste.

□ Le soutien au bénévolat dans les associations. — Ce projet, adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale, institue un congé de représentation, de neuf jours par an au maximum, au bénéfice des salariés membres d'une association de type loi 1901 ou d'une mutuelle et qui sont appelés à ce titre à siéger dans une instance, consultative ou non, placée auprès d'une autorité de l'Etat. Il prévoit également une indemnité compensatrice payée par l'Etat en cas de réduction de la rémunération perçue par le salarié intéressé. Selon le secrétaire d'Etat aux affaires sociales et à l'intégration, M. Kofi Yamgnane, ces dispositions devraient profiter à dix-huit mille personnes environ.

Sur proposition de M. Adrien Zeller (UDC, Bas-Rhin), ce projet permet, d'autre part, à la Cour des comptes d'exercer un contrôle sur l'utilisation des fonds collectés par des organismes faisant appel à la générosité publique.

□ L'accessibilité de la ville aux handicapés. — Ce texte découle du plan « Ville ouverte » que le secrétaire d'Etat chargé des handicapés et accidents de la vie, M. Michel

Gillibert, avait présenté, avec le ministre du logement, le 22 novembre 1990. Il vise à rendre accessibles aux handicapés les lieux de travail et les établissements recevant du public. Pour ces derniers, il précise même que le permis de construire ne pourra être délivré que si la construction prévue est accessible aux handicapés. D'autre part, les associations de défense des handicapés pourront désormais se porter partie civile devant les tribunaux et, en cas d'infraction aux règles d'accessibilité, ceux-ci auront la faculté d'assortir les condamnations d'une publication dans la presse, aux frais du condamné, de leur décision et d'un message d'information à destination du public.

Dans son intervention devant les députés, M. Gillibert a apporté son propre témoignage sur les difficultés que connaissent, comme lui, plus de cinq millions de Français : « Chaque jour, malgré mes privilèges, je vis l'accessibilité de notre environnement. Sans tierce personne, je ne serais pas là aujourd'hui. Comment aurais-je pu monter les nobles marches qui conduisent à l'hémicycle ? Trottoirs, marches, tables trop basses, toilettes inaccessibles... Nous ne pouvons pas vivre, nous handicapés, dans ce qui a été construit pour les « debout ». L'accessibilité, s'il s'ajoute, doit être synonyme de confort, de liberté. En favorisant l'accessibilité, il ne s'agit pas seulement de résoudre un problème

catégoriel, mais de contribuer à la construction d'une ville plus humaine ».

□ Suppression des sanctions contre les avocats au Conseil d'Etat. — Après le Sénat, l'Assemblée nationale a adopté, mardi 25 juin, de façon définitive et à l'unanimité, la suppression des sanctions prévues par une ordonnance du 31 juillet 1943 contre les avocats au Conseil d'Etat lorsqu'ils présentent un recours en révision mal fondé. Cette proposition de loi de M. Roland Courteau, sénateur socialiste de l'Anjou, avait été directement inspirée par le médiateur.

□ Une proposition d'amnistie après les violences de la Réunion. — M. Elie Houran, député non inscrit, membre du Parti communiste réunionnais, a déposé une proposition de loi portant amnistie à la suite des événements survenus à la Réunion au mois de février et mars derniers, au terme desquels, explique-t-il, « près d'une centaine de personnes ont, pour différents motifs, été présentées aux tribunaux ». Dans l'exposé des motifs de sa proposition, M. Houran rappelle encore qu'« à la suite des événements, de nombreuses personnes ont été arrêtées et détenues à l'égard du monde pauvre et misérable d'où est parti le mouvement de colère ».

J.-L. S.

Sans en modifier l'économie générale

Les sénateurs adoptent avec scepticisme le texte réglementant les écoutes téléphoniques

Les sénateurs ont adopté après l'avoir légèrement modifié, mardi 25 juin, le projet de loi relatif au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications, présenté par M. Henri Nallet, garde des sceaux, et Michel Sapin, ministre délégué à la justice. Les centristes, les membres du groupe du Rassemblement démocratique et européen, les Républicains et indépendants et les socialistes ont voté contre, le groupe RPR et M. Jacques Thyraud (Rép. et ind., Loir-et-Cher) se sont abstenus.

Au moment du vote sur l'ensemble du texte, un élu communiste, certain d'avoir été dans le passé la victime d'écoutes indiscretes, n'a pu s'empêcher de demander au rapporteur du projet, M. Marcel Rudloff (Un. cent., Bas-Rhin), qui venait déposer son bulletin de vote dans l'urne, s'il croyait « vraiment » que le texte qui venait d'être examiné allait supprimer ces écoutes téléphoniques. Un tantinet fataliste, M. Rudloff s'est contenté d'ironiser sur « le pessimisme » de son collègue.

Est-ce, comme il l'avait avoué avec quelque nostalgie au cours de

la discussion générale, parce que ce projet « démythifiait un grand mystère de notre société » ? Toujours est-il que le rapporteur, qui avait visité quelques jours auparavant, en compagnie de M. Jacques Larcher, président de la commission des lois, le PC du groupement interministériel de contrôle (GIC) chargé des écoutes « officielles », a fait part lui aussi d'une certaine « insatisfaction » devant une loi, condamnée selon lui à être à la traîne du progrès technique, et qui « n'empêchera pas », en outre, « des écoutes sauvages ».

L'ondeur du groupe communiste, M. Charles Ledermann (PC, Val-de-Marne), s'est montré plus que réservé en assurant que le dispositif, qui permet au juge d'instruction et à l'autorité publique de procéder à des écoutes dans le cadre d'une instruction dans le premier cas, pour la sauvegarde des intérêts de l'Etat dans la seconde hypothèse, revenait à « légaliser les attentats illégitimes » aux libertés des citoyens.

Seul M. Michel Dreyfus-Schmidt (PS, territoire de Belfort), après un survol historique des attentats à la correspondance via « le cabinet noir » évoqué par Beaumarchais « où on ramollissait les cochets », est satisfait du juste équilibre trouvé dans le projet entre les exigences de l'ordre public et de la vie privée.

Malgré les bémols enregistrés çà et

là, les sénateurs n'ont pas modifié l'économie générale du projet de loi. Ils ont toutefois modifié la composition de la commission nationale de contrôle des interceptions administratives qu'autorise à titre exceptionnel le texte. Pour réduire les risques de fuites, cette commission comprendra, comme dans la version initiale du projet, trois membres au lieu de cinq, comme l'avaient souhaité les députés. Elle sera présidée par une personnalité désignée conjointement par le vice-président du Conseil d'Etat et par le premier président de la Cour de cassation et non plus par le président de la République.

D'autre part, M. Jacques Thyraud, vice-président de la Commission nationale informatique et liberté (CNIL), a attiré l'attention du Sénat sur un article remettant en cause selon lui une disposition de la loi informatique et libertés, qui prévoit que « les juridictions d'instruction et le premier ministre peuvent recueillir auprès des personnes physiques ou morales exploitant des réseaux de télécommunication les informations ou documents nécessaires pour la réalisation ou l'exploitation des interceptions autorisées ». M. Thyraud n'est cependant pas parvenu à convaincre ses collègues de la nécessité de l'article.

GILLES PARIS

Après les incidents de Narbonne

M. Cresson confirme le rétablissement des crédits en faveur des familles d'anciens harkis

Le délégué du gouvernement aux rapatriés, M. Maurice Benassayag, qui s'est entretenu des incidents de Narbonne et du mécontentement des familles d'anciens harkis, mardi après-midi 25 juin, à l'Hôtel Matignon, avec le premier ministre, a indiqué que M. Edith Cresson recevra, vendredi 28 juin, les membres de la « mission de réflexion sur la communauté rapatriée d'origine nord-africaine » instituée en décembre 1990 par M. Michel Rocard.

Celle-ci lui remettra le rapport qu'elle était chargée de déposer en principe avant le 1^{er} mars dernier. Ce document préconise une politique plus volontariste et avance une trentaine de propositions, un nombre desquelles figure la création d'augmenter le RMI aux familles d'anciens harkis, un nouveau représentant au sein du SMIC.

M. Benassayag, qui a plus délégué général à l'« action sociale », a fait également le chef du gouvernement, et aussi les représentants des familles de rapatriés rep de la communauté m que plusieurs réunions térielles seront consa chaux jours, à l'ex propositions.

La déléguée aux tout précis que M. Cresson avait confirmé la décision de l'« action sociale », prise par le gouvernement de M. Rocard, de rétablir les crédits qu'il avait initialement demandés lors de la préparation du budget de 1991 — « au moins 100 mil-

lions » — en faveur des Français musulmans et qui avaient été gelés pour cause de guerre du Golfe. A Narbonne, la situation reste tendue à la cité des Oliviers où de nouvelles barrières ont été érigées, mardi soir, par des manifestants réclamant la libération des quatre jeunes gens incarcérés à la suite des violences du week-end dernier. Au cours d'un entretien avec le sous-préfet, dans la soirée, une délégation de jeunes harkis a souhaité pouvoir être reçue en audience par le premier ministre. Réunis en coordination, les porte-parole du mouvement ont appelé l'ensemble des communautés nationales à se mobiliser à Narbonne.

M. Benassayag, qui a plus délégué général à l'« action sociale », a fait également le chef du gouvernement, et aussi les représentants des familles de rapatriés rep de la communauté m que plusieurs réunions térielles seront consa chaux jours, à l'ex propositions.

La déléguée aux tout précis que M. Cresson avait confirmé la décision de l'« action sociale », prise par le gouvernement de M. Rocard, de rétablir les crédits qu'il avait initialement demandés lors de la préparation du budget de 1991 — « au moins 100 mil-

La tension sociale en Polynésie française

Préavis de grève générale à Tahiti

PAPEETE

de notre correspondant

Au sixième jour des barrages mis en place autour de Papeete par les indépendantistes en colère contre l'introduction du Loto national en Polynésie française (parce qu'ils dénoncent le rôle économique, social et idéologique des jeux de hasard) et par les transporteurs routiers (souvent proches des indépendantistes) dénonçant les taxes sur les carburants votées par le nouveau gouvernement territorial, le « front de lutte interyndical », regroupant les principaux syndicats, a déposé, mardi 25 juin, un préavis de grève générale sans toutefois donner de date.

Les adversaires politiques du chef de l'exécutif local, M. Gaston Flosse, ancien secrétaire d'Etat chargé du Pacifique-Sud, en profi-

tent pour essayer de le déstabiliser au moment où vient d'être annoncée sa prochaine comparution en correctionnelle (le Monde du 25 juin).

Un projet de motion de censure a été mis en circulation au sein de l'Assemblée territoriale par l'Union polynésienne, que dirige M. Alexandre Léontieff, l'ancien chef de gouvernement. Elle n'a jusqu'à présent recueilli que les signatures des douze élus de cette formation, minoritaire depuis les dernières élections territoriales, mais M. Léontieff ne désespère pas de rallier, outre les quatre élus indépendants, et les deux non-inscrits, le soutien du président de l'Assemblée, M. Emile Vernaudou, et de ses quatre collègues, qui ont pourtant conclu avec M. Flosse un pacte de majorité à l'issue du scrutin du 17 mars dernier.

MICHEL YIENGKOW

Dans un communiqué

Resistenza revendique une série d'attentats en Corse

L'organisation nationaliste corse clandestine Resistenza, qui signe ses actions de la lettre « R », a revendiqué, mardi 25 juin, dans un communiqué authentifié, huit opérations de commando et six attentats à l'explosif commis au cours des derniers mois.

Le communiqué indique notamment : « Le refus de reconnaissance des droits des Corsés sur leur terre nous renforce dans notre détermination (...). Nous frapperons partout et quand nous jugerons les intérêts et les droits du peuple corse bafoués ».

Resistenza ajoute : « Le combat national unitaire doit s'amplifier. Libres à ceux qui le veulent de se situer en dehors », précise son communiqué, en faisant directement allusion à la décision du FLNC-Canal habituel, qui a décrété une trêve estivale de ses actions militaires. « Nous aurons toujours à cœur d'éviter de créer les conditions de l'affrontement entre Corsés, source d'impasse, sauf si nos militants sont agressés. Notre repositionnement militaire s'adaptera toujours à l'analyse politique du moment faite par l'ensemble des organisations se situant dans la lutte nationale ».

□ Report d'un comité interministériel sur la Corse. — Le comité interministériel sur la Corse qui était prévu le mardi 25 juin et devait être consacré notamment au développement économique de l'île a été reporté au 10 juillet. Ce report est dû, selon l'entourage du ministre de l'Intérieur, à des raisons purement techniques.

Le Monde
HEURES LOCALES

Le supplément consacré à la vie et aux initiatives des communes, départements et régions

Chaque samedi - date d'annonce

V... en faveur des Français musulmans et qui avaient été gelés pour cause de guerre du Golfe. A Narbonne, la situation reste tendue à la cité des Oliviers où de nouvelles barrières ont été érigées, mardi soir, par des manifestants réclamant la libération des quatre jeunes gens incarcérés à la suite des violences du week-end dernier. Au cours d'un entretien avec le sous-préfet, dans la soirée, une délégation de jeunes harkis a souhaité pouvoir être reçue en audience par le premier ministre. Réunis en coordination, les porte-parole du mouvement ont appelé l'ensemble des communautés nationales à se mobiliser à Narbonne.

A... pour la... Europe... Force

de son... pour échouer

la France... en 1991... de la... de la... de la...

de la... de la... de la... de la... de la...

de la... de la... de la... de la... de la...

de la... de la... de la... de la... de la...

de la... de la... de la... de la... de la...

de la... de la... de la... de la... de la...

de la... de la... de la... de la... de la...

de la... de la... de la... de la... de la...

de la... de la... de la... de la... de la...

VOUS N'AVIEZ PAS LE DROIT !

(Dessin d'enfant)

© ARTUS

Vingt-cinq pays membres du Conseil de l'Europe viennent de sanctionner la France. En refusant au Parc national des Pyrénées occidentales l'insitution nationale de protection de la nature, le renouvellement d'accréditation européenne. Parce que ce Parc n'a pas rempli sa mission fondamentale : identifier, mais surtout celle de la part des experts européens comme de la part des scientifiques français, aucun dispositif efficace de protection de l'environnement en place ; parce qu'il n'est pas un Parc qui assure une prise en compte globale et cohérente de l'écosystème et ne soit préjudiciable à la grande faune sauvage, à la flore et aux végétaux, à la biodiversité. Certes, nous sommes en contact avec les voisins de la nature à l'environnement, d'autant plus facile qu'on se situe dans la zone périphérique, mais 10 ans après que le comité des ministres du Conseil de l'Europe ait écrit : « La direction du Parc, en tant que commune écologique », parmi les autres communes "éco-économiques" devrait avoir la possibilité de participer au processus d'élaboration des plans d'occupation du sol et des plans directeurs... » Qu'a-t-on fait en zone périphérique ? Rien qui aille dans le sens de la protection du patrimoine naturel européen.

Ainsi, pour la première fois en 25 ans, le comité des ministres du Conseil de l'Europe s'est décidé le non-renouvellement de son label à l'un des 34 sites (réserves ou parcs) relevant de sa juridiction. Et pour quel ce bonnet d'âne ? Pour la France !

A fait de son mieux pour échouer

Oui, pour la France. Et qui dira qu'elle ne s'est pas scrupuleusement appliquée à le mériter, ce bonnet d'âne ? En 1923, un premier Congrès international de la protection de la nature demandait à l'Etat français de créer un Parc national pyrénéen efficacement protégé contre tout acte de chasse ou de destruction de l'ours. L'idée fit son chemin : en 1967 (quarante-quatre ans plus tard !) le Parc national des Pyrénées occidentales voit le jour. Tractations, manigances : épousant les contours d'une dentelle de Calais, d'émblée, le Parc exclut de sa superficie 95 % des zones fréquentées par les ours bruns (il en reste alors environ 25 dans le département des Pyrénées-Atlantiques).

L'Etat français attend 1972 pour interdire toute destruction de l'ours, y compris par battues administratives, et 1981 pour inscrire le plantigrade sur la liste des espèces totalement protégées sur l'ensemble du territoire.

(Dessin d'enfant)

Cependant, le conseil d'administration du Parc, cette « commune écologique », semble s'intéresser davantage à l'aménagement qu'à la protection de l'ours, du lynx, du gypaète et de l'aigle royal.

Oh ! nous n'accuserons pas plus Pierre que Paul ou Jacques : petits potentats béarnais, lobby de la chasse, lobby de l'exploitation forestière, ministère de l'Environnement, ministère de l'Agriculture et des Forêts, hôtes successifs de l'hôtel Matignon et de l'Elysée, chacun récolte ce qu'il a semé.

Mais vous n'aviez pas le droit, petits Messieurs et grands Messieurs, de conduire avec autant de constance cette politique de désintérêt, de désinvolture et de mépris pour notre patrimoine naturel !

Vous n'aviez pas le droit de rester obstinément sourds aux suppliques des associations françaises de protection de la nature comme aux directives, résolutions et recommandations des

instances européennes. Vous n'aviez pas le droit de ne pas appliquer votre propre loi !

Votre inertie, Messieurs

Que dit la Cour des comptes des Parcs nationaux ? « Le seul échec concerne, à ce jour, les ours des Pyrénées. » Plus loin : « Les administrations y sont le plus souvent représentées (...) par des fonctionnaires dont le souci essentiel est de limiter les atteintes portées à leur propre activité et, pour le reste, de ne pas heurter les élus. L'influence de ces derniers, notamment des maires de la zone périphérique, est donc prépondérante. Alors qu'ils représentent des intérêts locaux, ils sont amenés à orienter l'action d'établissements ayant une vocation nationale. » Enfin : « Cette situation ne présenterait pas d'inconvénient majeur si le secrétaire d'Etat (aujourd'hui ministre, NDLR), chargé du contrôle administratif et technique des parcs (...), assurait un contrepoint (...); mais il paraît davantage souhaitable de respecter l'autonomie des établissements que de leur imposer une ligne de conduite. »

Quand ARTUS soulignait que l'Etat français s'abstenait d'exercer son autorité légitime en matière de protection de la nature, Brice Lalonde raillait les « ayatollahs » de l'écologie, précisant que l'autorité de l'Etat s'exercerait dans la seule hypothèse d'un « échec du dialogue démocratique »...

Dialogue démocratique ? En trois ans, M. Lalonde a pris une mesure autoritaire de nature à protéger l'ours. Une seule. Eh bien ! ceux-là mêmes dont la mission officielle est d'assurer la sauvegarde de la faune sauvage dans les Pyrénées occidentales l'ont combattue, cette mesure. L'ont-ils combattue par le « dialogue démocratique » ? Non : ils ont organisé des manifestations, échauffé les esprits, enfreint la loi. Résultat : deux scientifiques connus pour être des protecteurs de l'ours ont fait l'objet de menaces de mort. Après enquête, sept personnes ont pu être inculpées. Sept présidents d'association de chasse. Cela vous suffit-il, Monsieur le Ministre, comme échec du « dialogue démocratique » ?

Le vallon du Soussouéou : voilà plus de dix ans que les associations françaises de protection de la nature en réclament le classement. Aujourd'hui, c'est le Conseil de l'Europe.

La protection de l'ours ? Voilà quelque cinquante ans qu'elle est déclarée urgente par les spécialis-



*** Frères humains qui après nous vivez
N'ayez les cœurs contre nous endurcis -
François VILLON**

tes. En cinquante ans, nous avons perdu plus de cent cinquante ours.

De quel droit, au nom de quoi
votre inertie, Messieurs ? ..

Entre 150 et 200 ours dans les Pyrénées françaises en 1937. 12 ou 13 aujourd'hui. Cela, non, vous n'en aviez pas le droit.

Tristesse, honte et colère

Conferences, colloques, symposiums. Petits fours. Déclarations. Et nous, nous sommes tristes parce que vous avez laissé menacer ruine l'un des plus beaux monuments naturels dont notre pays puisse s'enorgueillir ! Tristes parce que nous l'aimons, ce pays, et nous aimons sa faune, et sa flore.

Et nous nous sentons humiliés parce que nous voici, faute d'un peu de volonté politique de votre part, les mauvais élèves de la classe européenne. Vous qui parlez à chaque instant d'excellence, de qualité, de gagner... vous êtes en passe de perdre l'ours brun des Pyrénées occidentales. Cette perte est le symptôme de votre attitude à l'endroit de la nature.

Et nous sommes en colère. Parce que vous n'avez encore rien compris. A l'heure où toute technologie de pointe revendique sa part de « bio », le monde vivant n'est pour vous qu'un spectacle, un lieu de détente et de délassement. Quelles que soient vos dénégations. « Elle ne tient pas la forme, la planète Terre ! », lisait-on récemment dans *Le Monde* (26-27 mai 1991). Avez-vous lu cet article ?

Quand comprendrez-vous ?

Il faut agir, à présent. Il faut, comme le suggère *Le Monde*, mettre le dossier « planète Terre » sur le dessus de la pile.

Non ! vous n'aviez pas le droit de décevoir à ce point des millions de Français.

Cependant que vous discouriez, Messieurs, d'autres parcs, dans d'autres pays, se sont vu menacés de perdre leur diplôme européen : Peak District et Purbuck (Royaume-Uni), Völmattinger Ried-Untersee-Gnadensee (Allemagne) et Krimml (Autriche). Tous ont pris en temps et en heure les dispositions justifiant le renouvellement finalement obtenu.

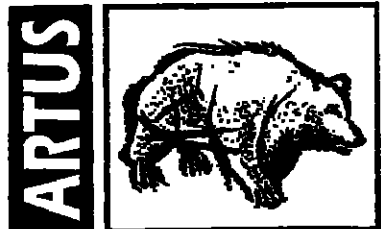
Cependant que vous discou-
riez, l'Espagne, l'Italie, l'Aut-
riche, la Norvège, la Suède pre-
naient soin de leurs ours, les pro-
tégeant, travaillant à l'augmenta-
tion de leur effectif.



« Vous êtes lents, lents, lents, dans vos vieilles godailleries...
Il s'rait temps, temps, temps que l'Europe se fasse ! »

Alain Souchon

Alain Solchen



ASSOCIATION ARTUS
BP 50 - 41353 VINEUIL CEDEX

JUSTICE

L'affaire des Irlandais de Vincennes en correctionnelle

L'innocence du témoin Paul Barril

L'ancien capitaine de gendarmerie Paul Barril a été entendu, mardi 25 juin, par la 17^e chambre correctionnelle de Paris. Celle-ci juge, depuis lundi 24, MM. Christian Prouteau, Jean-Michel Beau et José Windels, trois anciens gendarmes soupçonnés d'avoir commis le délit de « subornation de témoins » pour cacher les irrégularités commises lors de l'arrestation de trois Irlandais à Vincennes, le 28 août 1982.

Si l'affaire n'était pas aussi grave, l'audience du mardi 25 juin de la 17^e chambre correctionnelle de Paris pourrait être comparée à une comédie de boulevard où les artistes entrent et sortent à leur tour. Au lever de rideau, Bernard Jégat, quarante et un ans, barbu, s'avance vers la barre. Ancien sympathisant de la cause irlandaise, il s'est confié au capitaine Barril lorsqu'il a cru reconnaître ses amis irlandais sur les portraits-robots des auteurs de l'attentat de la rue des Rosiers.

Selon ses déclarations à l'instruction, il aurait remis à l'officier du GIGN des armes et des explosifs qu'il entreposait pour le compte des Irlandais et qui seront retrouvés dans l'appartement de Vincennes. Mais c'est lui qui sera

inculpé de « détention et transport d'armes et d'explosifs ». Sa déposition est attendue avec d'autant plus d'intérêt qu'une rumeur circule : l'ancien capitaine Barril aurait en fait accepté de venir témoigner, après avoir appris que le tribunal avait décidé de le faire conduire à l'audience « par la force publique ».

Très agité, Jégat s'approche du micro. Mais c'est pour se lancer dans un discours confus où il fustige à la fois le parquet et la presse. « J'ai honte d'être Français », hurle-t-il, en déchirant ostensiblement ses papiers d'identité. Puis il s'approche du préfet Prouteau et lui crie, familier : « Courage, Christian ! Relève-toi ! Paul est d'une perversité ! Courage Christian ! » et il quitte l'audience.

« Je ne m'occupe pas de procédure »

Un murmure fébrile secoue la salle, qui semble n'avoir jamais été aussi remplie. Paul Barril vient d'entrer, précédé par son avocat, M^{re} Jacques Vergès, qui s'assoit dans la salle. Brossé, souriant, l'ancien capitaine présente sa propre version des faits. Si Jégat a été son informateur, il précise qu'« il n'était pas son indicateur préféré ». Il avait bien d'autres sources qui lui faisaient craindre un attentat imminent à l'initiative des Irlandais. Scotland Yard l'avait informé

qu'une écoute téléphonique situait le domicile des auteurs présumés de l'attentat à proximité du zoo de Vincennes. Ce n'est donc pas Jégat qui lui a donné l'adresse ; c'est lui qui l'a trouvée en demandant aux épiciers s'ils connaissaient un homme roux.

Le président s'étonne : « Vous avez eu de la chance... Mais ce n'est pas plutôt Jégat qui vous a donné l'adresse ? Il la connaissait car, en 1980, il a payé le loyer. » M. Barril le prend de haut : « C'est moi qui l'ai trouvée, moi seul. » Un peu agacé, l'ancien officier poursuit : « Le ministre m'a appelé et m'a dit qu'il était d'accord pour l'opération, à deux conditions : pas de coups de feu, pas de bavures. » La réplique fait rire la salle.

L'opération est donc décidée et M. Barril la décrit très minutieusement, sans évoquer les irrégularités de procédure. « Moi, le problème de la perquisition, c'est quelque chose qui ne me concerne pas », lâche l'ancien capitaine. Et, si le président a l'indécence d'insister, il déclare, catégorique : « Je ne m'occupe jamais de procédure ! » Les irrégularités, il les a apprises « par la presse ». S'il évoque le communiqué de l'Elysée annonçant l'arrestation de « dangereux terroristes », c'est pour dire schématiquement : « C'est une connerie ».

Mais il faut bien parler des armes. Et, sur ce sujet, Paul Barril

est tout aussi péremptoire : il n'a pas pris d'armes ni d'explosifs chez Jégat. Il précise : « Je n'ai jamais caché quoi que ce soit à qui que ce soit. Il n'y a jamais eu de montage. » Il n'en démordra pas, même quand le président lui fait remarquer que les gendarmes du GIGN ont pourtant menti sur le déroulement de la perquisition.

C'est avec la compagne de Bernard Jégat que M. Barril est ensuite confronté. Elle raconte la visite de l'officier à leur domicile. « Paul s'est présenté ; Bernard lui a remis deux sacs, un avec des papiers, un avec des armes. » Interloqué, le président l'interrompt : « Vous vous connaissez ? Vous l'appellez Paul ? » C'est parce que, en parlant d'elle, l'ancien capitaine s'était permis de l'appeler par son prénom ! Mais le ton familier s'arrête là, car M. Barril est formel : « On ne m'a jamais remis d'armes car, en ce cas, j'aurais fait une arrestation. »

Les comptes du GIGN

Pour le commandant Jean-Michel Beau, ce témoignage est « un tissu de mensonges » et l'officier chargé de la procédure lors de l'arrestation des Irlandais ne parvient plus à qualifier l'attitude de M. Barril, qu'il affirme avoir « converti » au nom de la raison d'Etat, jusqu'au moment où il a eu l'impression d'être abandonné par sa hiérarchie. C'est donc une nouvelle colère dans le prétoire, mais, cette fois, la comédie tourne au drame psychologique, car le commandant Beau est amer et ne trouve plus ses mots.

Mais il s'agit d'un procès et, alors que Bernard Jégat arpente les couloirs du palais, le président Alain Lachabarras veut connaître la situation hiérarchique du capitaine Barril en 1982, afin d'en tirer les éventuelles conclusions juridiques. La veille, avec le préfet Prouteau, la tentative s'était soldée par un échec, car les choses ne semblent pas simples avec le GIGN. Et peut-être faut-il voir là l'une des causes de cette arrestation irrégulière. « Le GIGN est une autorité indépendante, une unité complètement autonome sur le terrain », soutient M. Barril, avant d'ajouter qu'il recevait ses ordres de la direction de la gendarmerie et du ministre de la défense.

Mais à qui le GIGN doit-il rendre compte ? Le président n'obtient pas de réponse claire et le général Boyé, chargé d'une enquête de commandement, est revenu à la barre pour dire : « C'est une unité beaucoup trop indépendante. » Et, sur le fond de l'affaire, s'il se montre prudent, le général déclare : « Mon enquête m'a amené à la conviction que le capitaine Barril m'avait menti. »

MAURICE PEYROT

Aux assises de la Haute-Saône

L'incendiaire qui voulait être quelqu'un

La cour d'assises de la Haute-Saône juge, depuis le lundi 24 juin, un jeune homme accusé d'avoir provoqué plusieurs faux volontaires à Belfort, au début de l'année 1989. Quinze personnes avaient trouvé la mort dans l'un de ces incendies.

VESOUL

de notre envoyé spécial

L'apprenti-cuisinier de vingt-cinq ans, que la cour d'assises de la Haute-Saône juge depuis lundi, est un « naïf » qui a voulu commettre « un crime de géants ». L'image est du Dr Pierre Barlet, expert en psychiatrie, qui a suggéré en ces termes l'explication de cet acte imbécile. Par son geste, Xavier Curat ne cherchait-il pas à exister à tout prix à ses propres yeux, à être enfin quelqu'un ? Sinon, pourquoi ce marginal, homosexuel et prostitué à l'occasion, dont le même expert situe le quotient intellectuel « aux limites de la débilité », serait-il devenu un incendiaire ? Et pourquoi ce raté, qui rêvait d'une carrière d'artiste travesti et s'essayait sans talent à des imitations de Dalida, aurait-il, un jour de janvier 1989, allumé son premier incendie ?

Celui-là, par miracle, ne fit pas de victime, ni les suivants, provoqués, eux aussi, dans des immeubles d'habitation. Mais, dans la nuit du 7 au 8 mars, le « pyromane de Belfort », qui compte alors à son actif une quinzaine de sinistres, dont quelques-uns qu'il continue à nier, est submergé par une nouvelle pulsion incendiaire. Il est trois heures du matin et il prétend avoir bu. Les occupants du 31 rue Thiers, une résidence de six étages divisée en petits appartements, dorment. Ce sont, pour la plupart, des jeunes gens, comme Xavier Curat, qui y habitent ; il n'y a pas d'adultes. Ce soir-là, tout est parti par sa famille pour cause d'homosexualité, en a-t-il jamais eu ?

La puissance d'un impuissant

A quoi a-t-il songé en mettant le feu à un journal d'annonces gratuit qu'il a jeté dans le local à poubelles ? Qu'une nouvelle fois son geste serait sans conséquence ? L'incendie allumé, il est monté se coucher. Quelques minutes plus tard, le vieil immeuble s'est embrasé comme une torche. Ainsi que les experts l'ont constaté depuis, « les conditions du

tinge étaient réunies pour favoriser le développement du sinistre ». L'escalier, en particulier, était en bois, qui a coupé tout espoir de retraite aux occupants.

Plusieurs se sont jetés dans la vide et ont péri ainsi. Les autres ont été asphyxiés. Enquêtu sur son lit, Xavier Curat a entendu des cris de panique et le bruit des vitres qui explosaient sous l'effet de la chaleur. Calmement, il est sorti par la fenêtre de sa chambre, réussissant à gagner le toit de la cour intérieure, puis la rue. En bas, sur le trottoir, une jeune fille gisait dans une mare de sang. Il s'en souvient encore.

Plus de deux ans après, il oppose, malgré tout, aux interrogations de la cour d'assises, un visage d'ange buté. Parfois, il a une phrase comme : « J'ai eu mal pour ces quinze victimes ». Souvent, on le dirait ailleurs, plus indifférent au récit de ses méfaits que provocateur : « Pourquoi ces incendies ? Je voulais mettre de l'ambiance dans le quartier ». Dans ces moments-là, la salle d'audience, où se pressent curieux et parents des victimes, gronde. Le président, M. Robert Paris, laisse faire. A peine le début des débats, un homme a hurlé : « Assassin ! La peine de mort pour ce chien ! ».

Xavier Curat venait de prendre place dans le box des accusés. On lui avait enfilé un gilet pare-balles et il encourait la réclusion criminelle à perpétuité. Il a été confondu pour avoir exhibé, alors qu'on ne lui demandait rien, des coupures de presse relatant les premiers exploits de l'incendiaire de Belfort. C'était lors d'une visite d'embauche dans un collège comme « tuteur », préposé aux cuisines. Quelqu'un, après le drame de la rue Thiers, s'en est souvenu.

Pourtant, Xavier Curat n'est pas un pyromane au sens scientifique et donc « compulsionnel » du terme, les experts l'affirment. L'anorak chromo-somique dit « syndrome de Klinefelter » dont il est atteint n'expliquerait pas grand chose non plus. Pour le Dr Barlet, il faut chercher ailleurs la cause de sa rage incendiaire : dans les échecs répétés que la vie lui infligeait à cette époque. Le feu donne une telle impression de puissance aux impuissants ! Il suffit d'une allumette et d'un journal froissé.

BERTRAND LE GENDRE

SPORTS

BASKET-BALL : la France battue par l'Italie au championnat d'Europe

De l'argent plein les paniers

L'équipe de France de basket-ball s'est inclinée face à celle d'Italie (75-72), mardi 25 juin, au championnat d'Europe des nations à Rome. Cette deuxième journée a été marquée par le surprenant succès des Tchécoslovaques sur les Grecs (123-113).

ROME

de notre envoyé spécial

Au pays du football, le basket-ball est prince. L'Italie, si elle voue un culte inaltérable au calcio, s'est découverte une passion effrénée pour le pallacanestro (basket-ball en italien). Certes, l'enthousiasme provoqué par le championnat d'Europe des nations n'a rien de comparable avec l'hystérie, il y a un an, du Mondial de football. Pourtant l'Italie a toujours eu un faible pour ce sport, qu'elle a adopté définitivement après la seconde guerre mondiale grâce aux soldats américains.

L'affaire tourne même à la passion. Ce pays s'affiche en chef de file d'une Europe du basket qui se donne des airs d'Amérique (le Monde du 25 juin). Il joue la carte du professionnalisme, tant sur les terrains qu'en coulisses. Sur le terrain, les joueurs italiens, victorieux des Français mardi à l'issue d'une partie très serrée, sont en mesure d'inquiéter les Yougoslaves, les champions d'Europe en titre, qu'ils devraient retrouver en finale, samedi soir.

Philippe Benetton, Ferruzzi...

En coulisses, les dirigeants des clubs ont adopté résolument une stratégie avant-gardiste. Avec eux, le basket n'a plus rien à voir avec la « balle au panier » des patronages français d'antan : c'est un sport-spectacle, comme aux Etats-Unis. « Nous devons toujours suivre l'exemple de la NBA » (National Basketball Association, la ligue professionnelle américaine), déclarait récemment M. Gianni De Michelis, président de la ligue ita-

lienne depuis 1985 et... ministre des affaires étrangères du gouvernement transalpin.

En fait, l'argent est maître du jeu. La plupart des trente-deux clubs de haut niveau portent le nom de sociétés qui renflouent leurs caisses. Celui de Milan est devenu Philips Milan, après avoir été le Tracer, du nom d'un rasoir de la firme néerlandaise. L'équipe de Trévise, qui vient d'emporter la Yougoslave Toni Kukoc pour 10 millions de francs, appartient à Benetton, le champion du pullover coloré. Originaire de cette ville du Nord, la famille Benetton contrôle aussi les clubs de rugby et de volley-ball, ainsi qu'une équipe de formule 1.

L'Italie du sport n'est pas choquée par ce genre de mariage. Si les Parisiens amateurs de football ne se sont jamais habitués à crier « Aller Matera ! » du temps du Maitre Racing, les Italiens, eux, n'ont guère de scrupules à encourager le Knorr (les potages) de Bologne ou le Messaggero de Rome, du nom d'un quotidien romain, fleuron du groupe Ferruzzi (agroalimentaire, chimie...).

En décidant d'investir dans le basket-ball depuis 1989, Ferruzzi a précipité la course aux enchères. Le groupe a dépensé 150 millions de francs en deux ans pour l'achat de joueurs de premier plan, venus renforcer une équipe dont les dirigeants espèrent qu'elle sera championne d'Italie en 1992. Les tifosi se sont pris au jeu. Cette saison, le club a attiré en moyenne 10 000 spectateurs à chaque match, soit trois fois plus qu'Antibes, le champion de France. La construction d'un palais des sports de 30 000 places à Rome est envisagée. Enfin, Ferruzzi a pris en

charge une partie de l'organisation de l'actuel championnat d'Europe. Montant de l'investissement : 23 millions de francs.

Comment expliquer cet engouement pour le pallacanestro ? « Le football arrive à saturation, même en Italie : le basket-ball, au contraire, est un sport d'avenir », estime M. Stefano Flammini, directeur général du secteur des sports au sein du groupe Ferruzzi. Depuis que nous avons enlevé des Américains, le taux de notoriété du groupe aux Etats-Unis a été multiplié par cent ! »

Ferruzzi, Philips ou Benetton ne manquent pas de projets. Ils rêvent d'un championnat d'Italie réservé aux clubs les plus riches, quitte à écarter ceux des petites villes. Ils ont milité en faveur du championnat d'Europe des clubs qui va succéder aux Coupes d'Europe de cette saison. En cas de création d'une ligue européenne, ou encore d'une ligue mondiale associant les clubs américains, l'Italie revendique déjà les places d'honneur.

PHILIPPE BROUSSARD

LES RÉSULTATS DU 25 JUIN

GRUPE A : Espagne bat Bulgarie (94-93) ; Yougoslavie bat Pologne (103-61). Classement : 1. Yougoslavie, 4 points ; 2. Espagne et Pologne, 3 ; 3. Bulgarie, 2.

GRUPE B : Tchécoslovaquie bat Grèce (123-113) ; Italie bat France (75-72). Classement : 1. Italie, 4 points ; 2. France et Tchécoslovaquie, 3 ; 3. Grèce, 2.

Les deux premiers de chaque groupe sont qualifiés pour les demi-finales du 28 juin. La finale aura lieu le 29.

TENNIS : les championnats de Wimbledon

La centième victoire de Navratilova

La deuxième journée des championnats de tennis de Wimbledon a été perturbée, mardi 25 juin, par la pluie, qui avait entraîné l'annulation de tous les matches programmés lundi 24 juin. Sur les soixante-cinq matches prévus, vingt-sept ont pu, mardi, aller à leur terme.

Avant l'averse, l'Américaine Martina Navratilova, tenante du titre et tête de série numéro trois, s'est difficilement qualifiée pour le deuxième tour du simple dames en battant la Sud-Africaine Elna Reinach 4-6, 6-2, 6-4. Neuf fois lauréate du simple dames, Navratilova, qui obtenait ainsi son centième succès sur le gazon anglais pour neuf défaites, rencontrera, au deuxième tour, la Britannique Amanda Grunfeld, victo-

rieuse, pour sa part, de la Française Alexia Dechaume 6-4, 6-4. Les qualifications de l'Espagnole Arantxa Sanchez et de l'Allemande Steffi Graf ont été plus aisées : la première, tête de série numéro 4, a battu l'Allemande Barbara Rittner 6-1, 6-2 ; la seconde, tête de série numéro 1 (à la suite du forfait de la Yougoslave Monica Seles), a éliminé la Belge Sabine Appelmans 6-2, 6-2. La Française Nathalie Herrenan a battu l'Américaine Kathy Rinaldi 7-5, 6-2.

Dans le simple messieurs, le Français Thierry Champion a éliminé le Britannique Chris Wilkinson 6-4, 6-2, 3-6, 6-4. L'Américain John McEnroe a battu le Brésilien Jaime Oncins 6-1, 6-2, 6-4. (AFP.)

Le mensuel
PASSAGES
SHOW BUSINESS
LA GÉNÉRATION MORALE
VENTE EN KIOSQUE 80 F

مكتبة الأمل

SOCIÉTÉ

Le rapport de la Commission de l'informatique et des libertés

Les saisines ont progressé de plus de 50 % en un an

La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), présidée par M. Jacques Favet, devait rendre public son onzième rapport d'activité mercredi 26 juin à Paris. Ce document de quatre cents pages, publié par La Documentation française, dresse le bilan de l'année 1990, qui avait été marquée par l'augmentation de son activité et par la polémique sur les fichiers des renseignements généraux. En un an, les saisines de la commission ont augmenté de plus de 50 %.

La Commission nationale de l'informatique et des libertés gardera sans doute un mauvais souvenir du mois de mars 1990. Le 1^{er} de ce mois, la publication au Journal officiel de deux décrets sur les fichiers des renseignements généraux avait suscité une vaste polémique sur les aspects « liberticides » du texte. Accusés de favoriser le fichage de la population, ces décrets, qui avaient fait l'objet d'un avis conforme de la CNIL, avaient été précipitamment retirés au terme d'une querelle qui avait vite pris un tour passionnel. Un an plus tard, le rapport de la commission revient longuement sur ce débat, fondé, selon M. Favet, sur un « malentendu ».

« On a cru d'une part que le gouvernement donnait aux renseignements généraux des possibilités nouvelles de fichage des individus alors qu'il s'agissait en fait de réglementer des pratiques existantes, note le rapport. D'autre part, on a considéré cette publication comme une formalité faisant partie de la routine administrative alors qu'il s'agissait de rendre pour la première fois publiques et transparentes les caractéristiques des fichiers les plus sensibles et les plus secrets de la police. » Aujourd'hui, les décrets ont été réécrits et soumis pour avis à la commission consultative des droits de l'homme (voir encadré). La CNIL, qui a été saisie de ces nouveaux textes au mois de mars dernier, devrait rendre son avis en juillet.

Cette polémique avait brusquement mis en lumière l'activité de la CNIL. Ce soudain intérêt a eu pour conséquence d'augmenter considérablement les « demandes de droits d'accès indirect » qui permettent à chaque citoyen de demander à la commission de vérifier si son nom figure sur un fichier et si les mentions qui l'accompagnent sont conformes à la loi. En un an, ces démarches ont progressé de 163,7 %. Ce gonflement lié à la violence de la polémique de mars 1990 s'inscrit toutefois dans le cadre plus général de l'augmentation de l'activité de la commission : les saisines reçues par la CNIL en 1990 ont progressé de 52,7 % par rapport à 1989.

Les « plaintes », qui sont en fait de simples lettres adressées à la commission, ont, elles, augmenté de 45,8 %. « L'application de la loi dépend aussi de la volonté des personnes d'exercer et de faire respecter au quotidien les nouveaux droits qui leur ont été reconnus, note M. Favet dans l'avant-propos du rapport. L'augmentation continue du nombre de plaintes et de réclamations adres-

sées à la commission montre que cette volonté s'affirme peu à peu. » La CNIL a reçu 16 482 dossiers de formalités préalables en 1990. Les missions de contrôle se sont multipliées : une soixantaine de fichiers ont été épluchés à Paris comme en province.

Les judokas et le Crédit lyonnais

De multiples détournements ont été débusqués. Certains avaient des buts commerciaux : le Crédit lyonnais, qui souhaitait envoyer des messages publicitaires aux enfants de douze à dix-huit ans, avait ainsi demandé à la Fédération française de judo des bandes magnétiques comportant les noms et adresses des licenciés nés entre le 1^{er} janvier 1971 et le 31 décembre 1977 pour les départements du Nord, de l'Oise, du Pas-de-Calais, de la Somme, de la Seine-et-Marne et de la Ville de Paris. La vente du fichier avait été réalisée par une société privée, la Corredis, sans que la fédération déposée à la CNIL, une demande d'avis sur la gestion de ses licenciés et sans que les intéressés soient avertis. Parfois, ces détournements ont des buts politiques : le 6 juin 1990, le maire de Pantin avait ainsi adressé à tous les chômeurs domiciliés dans cette ville une lettre appelant à une manifestation politique en utilisant le fichier des demandeurs d'emploi de la commune, ce qui est strictement interdit.

Pour lutter contre ces détournements, la CNIL a la possibilité d'adresser aux fauteurs des « avertissements ». Cinq délibérations de ce type ont été adoptées en 1990. Le ministère de la défense a ainsi été épinglé par la commission au sujet d'un fichier sur l'ex-FLNC qui avait été réalisé par les légions de gendarmerie de Corse sans autorisation de l'autorité hiérarchique et sans avis préalable à la CNIL.

La commission, qui surveille de près les fichiers sur les impayés, s'inquiète également du risque de

prolifération des fichiers sur les incidents de paiement. Les dentistes, comme la chambre syndicale des négociants en matériaux de Haute-Garonne, se sont ainsi adressés à la commission afin de constituer un fichier recensant les mauvais payeurs de leur profession. « La centralisation des informations sur les personnes au service de ces seuls intérêts économiques et commerciaux dans des fichiers mal contrôlés constitue un risque pour la vie privée », conclut le rapport.

L'Europe des libertés

Plus intéressantes encore sont les réflexions de la CNIL au sujet de l'Europe des libertés. En matière de protection des informations nominatives, les Douze ont adopté des politiques très différentes : la Belgique, l'Italie, la Grèce, le Portugal et l'Espagne n'ont aucune législation spécifique. Pour mettre fin à ces disparités, un projet de directive européenne sur la protection des données a vu le jour en juillet 1990. Le principe d'une telle initiative a été bien accueilli par la CNIL, mais la commission s'inquiète du contenu du texte adopté par le Conseil des communautés européennes. « Ce texte, bien qu'il se réfère constamment à un haut niveau de protection, comporte de graves lacunes au regard des dispositions nationales existantes, note le rapport. S'il était adopté en l'état, on peut craindre que son application n'aboutisse à une harmonisation par le bas de la protection. » La CNIL, qui a insisté pour que les accords de Schengen comportent un chapitre sur la protection des données à caractère personnel, a adressé ses propositions d'amendement à la Commission européenne et à de nombreux députés européens.

ANNE CHEMIN

(1) CNIL : 21, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris. Tél. : 45-44-40-65.

Droits de l'homme et renseignements généraux

La Commission nationale consultative des droits de l'homme a estimé que les nouveaux projets de décrets relatifs aux fichiers des renseignements généraux (RG) « ne sont pas de nature à passer toutes les épreuves », même si elle admet, dans son avis rendu le 6 juin, que certaines des modifications apportées par le ministère de l'intérieur sont « positives ». Cela vise les textes revus et corrigés par le ministère de l'intérieur (le Monde du 28 avril) après le tollé provoqué par la publication de deux premiers décrets, en mars 1990, vite annulés par le premier ministre Michel Rocard.

Rappelant que les fichiers de police font peser des « menaces particulièrement graves sur les libertés », notamment quand il s'agit d'autoriser les RG à mettre en fiches des informations « sensibles » (origine ethnique, opinions

politiques, philosophiques ou religieuses, appartenances syndicales), la commission s'inquiète de la « finalité du fichage ». Elle souligne les « risques que comporte le rassemblement dans un fichier unique d'informations dont la finalité est très différente : les uns relèvent « de la sûreté de l'Etat ou de la sécurité publique », tandis que les autres sont jugées « nécessaires pour donner au gouvernement ou à ses représentants les moyens d'apprécier la situation politique, économique ou sociale, de prévoir son évolution et de prévenir les troubles à l'ordre public ». Ce dernier type de données devraient, selon la commission, être isolées dans un fichier spécifique auquel les citoyens auraient un droit d'accès direct et de rectification.

ÉDUCATION

Pour son congrès extraordinaire

La Fédération des conseils de parents d'élèves sera contrôlée par un huissier de justice

Les cinq conseils départementaux de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), qui avaient assigné en référé leur président, M. Jean-Pierre Mailles (le Monde du 20 juin), et auxquels ont décidé de se joindre quatre autres départements, sont parvenus - à l'issue d'une audience présidée, le 25 juin, par M. Jean-Marie Coulon, juge des référés au tribunal de grande instance de Paris - à un accord aboutissant à la désignation d'un huissier de justice. Celui-ci sera chargé de vérifier la régularité du calcul des mandats et des votes au congrès ordinaire « à caractère exceptionnel » qui doit se tenir à Paris, dimanche 30 juin, pour débattre du plan de redressement de l'organisation parentale défectueuse.

Les départements demandeurs, représentés par M. Francis Terquem, souhaitent initialement que soit nommé un administrateur

judiciaire, « afin de remettre les comptes à plat et de proposer au prochain congrès des solutions alternatives » au recours à l'emprunt de 16 millions de francs qu'accorderait la CASDEN, banque « enseignante ». Un tel recours avait déjà été rejeté, lors du dernier congrès de Bourges (le Monde des 21 et 22 mai).

Après avoir rétorqué que le véritable objectif de ces départements était, en fait, de « changer les orientations politiques » de la FCPE, M. Jean-Edouard Giamarchi, défenseur de M. Mailles, se ralliant, non sans réticences, à la proposition de M. Terquem, qui demandait la désignation d'un huissier judiciaire, chargé de contrôler le déroulement de calcul des mandats, qui a été, à Bourges, sujette à de nombreuses controverses.

J. M. DY

Les réactions au plan de rénovation des lycées

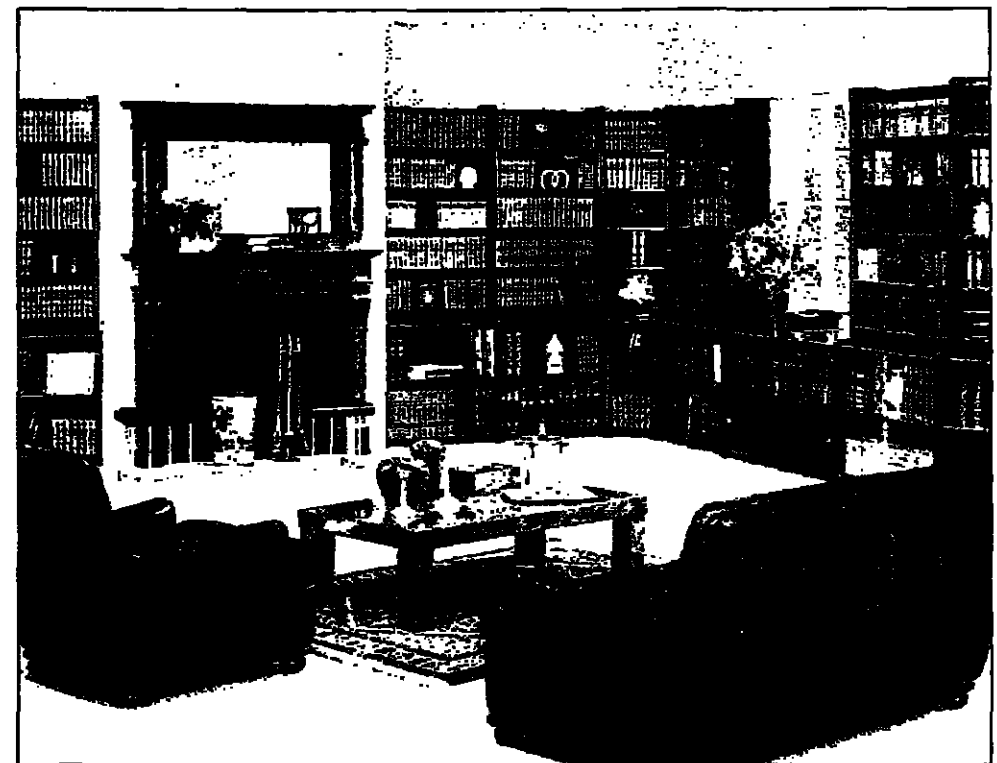
LA FEN : « Une évolution positive »

Le plan de rénovation des lycées, publié mardi 25 juin par M. Lionel Jospin (le Monde du 26 juin), représente pour la Fédération de l'éducation nationale (FEN) une « évolution positive », sous réserve que les moyens dégagés soient suffisants. Le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-CFDT) a aussi déposé des « éléments positifs », tout en regrettant que le plan n'aillie pas plus loin, notamment en ce qui concerne la réforme du baccalauréat. Le Syndicat national des lycées et collèges (SNLC-FO) craint que l'enseignement en modules se fasse au détriment des disciplines fondamentales.

La Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (FCPE) donne un « avis favorable » aux propositions de M. Jospin, alors que la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (FEP) estime que la réforme correspond à un « habillage des structures et contenus actuels ».

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

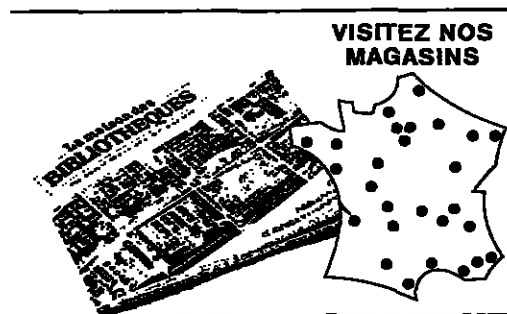
61 rue Froidevaux 75014 Paris



Bibliothèques "Ligne Standard" Acajou - Près de 200 modèles - 12 hauteurs - 4 largeurs - 4 profondeurs - 15 autres versions de teintes et placages d'essences véritables.

Du meuble traditionnel... au meuble contemporain.

500 modèles
17 lignes et styles
85 versions (coloris, teintes ou essences de bois)



CATALOGUE GRATUIT dans nos magasins

PARIS : 61, rue Froidevaux (14^e)

Magasin ouvert le lundi de 14h à 19h30 et du mardi au samedi inclus de 9h30 à 19h30 sans interruption.

- ARPAJON : 13, Route Nationale 20, (200 m avant la sortie Arpajon-centre). Tél. 83 32.84.84.
- NANTES : 16, rue Gambetta (près rue Coumiers). Tél. 40.74.59.35.
- NICE : 2, rue Offenbach. Tél. 93.89.84.55.
- PERPIGNAN : Km 3, route de Prades (zone commerciale). Tél. 88.55.39.92.
- POITIERS : 42, rue du Moulin-à-vent. Tél. 49.41.88.48.
- QUIMPER (Point Expo) : Idées Maisons, 17 av. de la Libération. Tél. 98.90.63.33.
- REIMS (Point Expo) : Espace et Volumes, 39 bis, av. de Paris. Tél. 26.04.09.01.
- RENNES : 59, bd de la Tour d'Auvergne. Tél. 99.30.58.07.
- ROUEN : 43, rue des Charrettes. Tél. 35.71.96.22.
- SAINT-ETIENNE : 40, rue de la Montat. Tél. 77.25.91.46.
- STRASBOURG : 11, rue des Bouchers. Tél. 88.36.73.78.
- TOULOUSE : 1, rue des Trols-Renards (près place Saint-Sernin). Tél. 81.22.92.40.
- TOURS : 5, rue Henri-Barbusse (près des Halles). Tél. 47.38.63.66.
- MARSEILLE : 109, rue Paradis (métro Estrangin). Tél. 91.37.60.54.
- MONTPELLIER : 8, rue Sérane (près gare). Tél. 67.58.19.32.

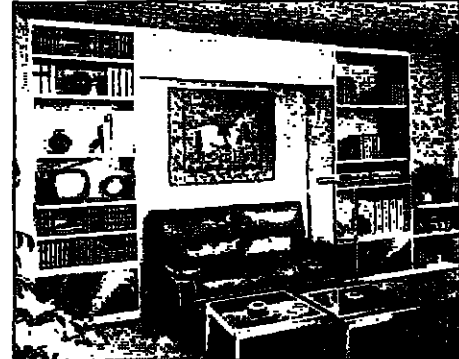
Magasins ouverts du mardi au samedi inclus par téléphone 24 h / 24 (1) 43 20 73 33 OU AVEC CE BON ➤



Bibliothèques "Ligne Standard" (version Frêne Naturel).



Bibliothèques "Rialto" - 12 modèles - Toutes hauteurs de 2,15 à 2,40 m - 2 largeurs - 1 profondeur - 3 versions.



Bibliothèques "Ligne Or" - 30 modèles - 4 hauteurs - 2 largeurs - 5 profondeurs - 6 versions.

BON POUR UN CATALOGUE GRATUIT

La Maison des Bibliothèques 75690 Paris Cedex 14. L'aimerais recevoir rapidement et gratuitement votre dernier catalogue complet sur tous nos modèles de bibliothèques, avec tarif et liste des magasins, ceci sans aucun engagement de ma part. MO 68

Mr, Mme, Mlle
Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____
Ville _____
Tél. _____
Profession _____

DOSSIER

Les résultats du recensement de 1990

Le chômage a augmenté en même temps que l'emploi

Depuis 1982, le nombre de jeunes a continué à diminuer en France, mais la population active a poursuivi sa croissance, pour atteindre 25,3 millions de personnes, grâce à la progression continue de l'activité féminine et au développement d'emplois temporaires ou à temps partiel, qui occupent aujourd'hui un salarié sur onze; cette progression n'a pas empêché une forte montée du chômage: tels sont les principaux résultats du recensement de 1990 rendus publics par l'INSEE le 26 juin.

Au cours des années 80, la France a continué à vieillir: gagnant au total 2,3 millions d'habitants entre le recensement de 1982 et celui de 1990, elle a perdu 600 000 jeunes de moins de vingt ans; un recul consécutif à la baisse de la natalité depuis une vingtaine d'années. Ces jeunes ne forment plus que 26,5 % de la population contre 28,7 % en 1982 (et 32 % en 1968). Cette proportion n'est plus dépassée, dans la Communauté européenne, que par trois pays: l'Espagne, le Portugal, et surtout l'Irlande (avec 37 %).

Parallèlement, l'allongement de la durée de vie a accru de près de 1,3 million le nombre des soixante ans et plus: avec 11,3 millions, ceux-ci représentent presque un cinquième de la population. C'est, peu ou prou, la proportion moyenne pour l'Europe des Douze, déjà dépassée dans les autres grands pays de la CEE, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et même l'Italie. Parmi ces personnes âgées, plus de 4 millions ont dépassé soixante-quatre ans: une large majorité (les deux tiers) de femmes, souvent veuves. La

France des vieux est aussi celle des femmes seules.

Ces jeunes et ces vieux continuent à se répartir inégalement sur le territoire national. Le contraste demeure, aujourd'hui comme hier, entre la France plus jeune du nord de la Loire et des Alpes, avec une proportion de moins de vingt ans supérieure à la moyenne, et une France du Centre et du Midi vieillie. «Les sept départements où la proportion de personnes de soixante-quinze ans et plus dépasse 10 % étaient déjà les plus vieux en 1982.» Parfois, ce vieillissement s'est encore accentué. Mais le schéma tend à se brouiller: certains départements, notamment dans le Languedoc-Roussillon (le Gard, l'Hérault, l'Aude), «ont moins vieilli que l'ensemble du pays». A l'inverse, des départements traditionnellement «jeunes» à l'ouest comme le Finistère, les Côtes-d'Armor, voire la Charente-Maritime, se sont rapprochés de la moyenne.

Progression du salariat

C'est qu'aujourd'hui les naissances comptent moins que les migrations dues à l'emploi. Le «croissant fertile» de la Bretagne à l'Alsace l'est moins: la bordure méditerranéenne n'attire plus seulement des retraités, mais aussi de jeunes adultes, qui trouvent davantage à s'employer dans de nouveaux secteurs, notamment dans le tertiaire.

C'est l'emploi, encore, qui apporte la surprise de ce recensement. Entre 1982 et 1990, non seulement la population active a augmenté (de 1,5 million de personnes), atteignant 25,3 millions, mais, contrairement à ce qu'on avait cru distinguer au fil des enquêtes «emploi» annuelles de

l'INSEE, l'emploi total a crû aussi de plus de 4 %, «ce qui correspond à 110 000 créations annuelles nettes contre 80 000 par an entre 1975 et 1982».

La croissance de la population active provient d'abord d'une progression rapide et persistante de l'ac-

tivité féminine: la population active masculine (occupée ou non) n'a guère augmenté. Le mouvement estant au cours des années 80 ne s'est guère ralenti. Il a joué doublement: l'entrée des jeunes femmes sur le marché du travail continue, voire s'accroît; celles qui s'y trou-

vaient déjà - les générations du «baby-boom» - ne l'ont pas quitté pour élever leurs enfants. Peu à peu, l'écart avec les hommes diminue: chez les quarante-quarante-cinq ans, on compte aujourd'hui presque 76 % d'actives - contre 62 % en 1982 et 50 % en 1975 - pour 97 % d'hommes actifs.

Dans certains départements et certaines régions (Bassin parisien, ouest de la France, Rhône-Alpes), la différence est devenue très faible, même dans des zones rurales ou de petites villes comme Mayenne. Elle demeure plus importante dans le Nord et l'Est, et aussi, de façon plus inattendue, dans le Midi méditerranéen et sur la côte aquitaine, sans que les raisons de ces différences apparaissent toujours claires. Mais, globalement, en dépit des différences régionales, les comportements se rapprochent: les taux d'activité des hommes et des femmes sont désormais parallèles, notamment en début et en fin de carrière.

La progression de l'emploi, notamment de l'emploi salarié (+1,3 million) entre 1982 et 1990 signifie-t-elle que la deuxième crise (celle qui a suivi le choc pétrolier) a été moins destructrice que la première? La différence tient peut-être, pour partie, à l'attention portée dans le recensement de 1990 à l'activité et à l'emploi, par des questions nouvelles, plus fines et plus précises. Ainsi, on émerge, en nombre plus élevé que dans l'enquête «emploi» de janvier 1990, les «formes particulières d'emploi»: contrats à durée déterminée, intérim, stages, contrats de qualification ou d'adaptation représentant près de 8 % des emplois, et occupent plus de 1,7 million de salariés, soit plus de 9 % du total.

Ainsi s'explique aussi, en partie, la progression du salariat (85 % des

emplois contre 83 % en 1982), que l'on croyait interrompue au milieu des années 80 par la popularité de la création d'entreprise et le recours à la sous-traitance. Au contraire, pour les non-salariés, les professions nouvelles, de leur côté, n'ont pas compensé la perte de 350 000 emplois traditionnels (notamment la disparition d'exploitations agricoles).

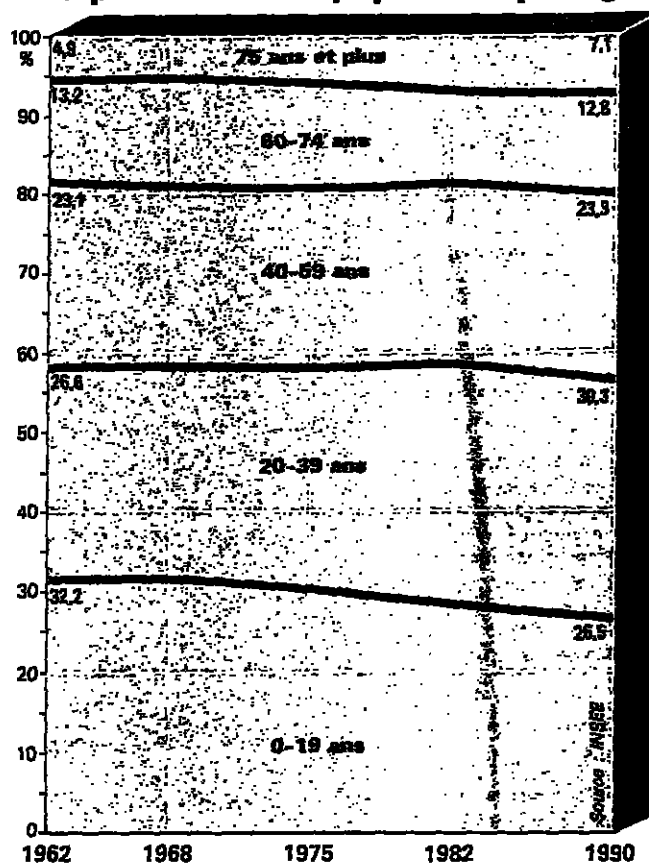
Mais la croissance de l'emploi n'a pas empêché celle du chômage. On l'a constaté depuis la «reprise» de 1987: le recensement le confirme: enregistrait tous ceux qui souhaitaient un travail (y compris des femmes au foyer et des retraités), il dénombre 2,73 millions de chômeurs, en lieu de 2,08 millions en 1982 (1).

Par un paradoxe apparent, tandis que l'activité croissait au cours des années 80, elle s'est concentrée sur une tranche d'âges plus réduite (entre vingt-cinq et cinquante-quatre ans). La prolongation accélérée de la scolarité a retardé l'âge d'entrée au travail: les deux tiers seulement des hommes de vingt à vingt-quatre ans sont aujourd'hui «actifs», contre 80 % en 1982; la retraite à soixante ans et les préretraites ont avancé l'âge de départ: entre soixante et soixante-quatre ans, un cinquième à peine des hommes restent en activité. Ce raccourcissement des carrières n'est pas sans poser des problèmes au moment où la population active vieillit, puisque les quarante-cinq-ans en forment le tiers, contre 28 % en 1982 et 29 % encore en 1982.

G. H.

(1) Les enquêtes «emploi», dont les critères sont plus stricts et le champ un peu plus restreint, évaluent le nombre à 1,79 million en 1982 et à 2,24 millions en janvier 1990.

Répartition de la population par âge



Les femmes au premier plan

par Guy Herzlich

SUR les photographies de la société française: le tiers du recensement de la population de 1990, on voit aujourd'hui moins de jeunes qu'il y a vingt ou trente ans (un peu plus d'un quart contre un tiers en 1982) et plus de vieux (7 % ont déjà dépassé soixante-quatre ans contre moins de 5 % il y a près de trente ans). Mais ce sont surtout les femmes qui apparaissent au premier plan, notamment sur l'image de la France active: elles forment aujourd'hui 44 % de la population active et ce n'est que grâce à elles que celle-ci s'est accrue au cours des années 80. La France paraît ainsi se diriger vers le modèle scandinave.

Ce bouleversement des rôles sociaux a pris plusieurs décennies, mais il apparaît aujourd'hui en pleine lumière. A tous les âges, le taux d'activité des femmes se rapproche de celui des hommes, et l'entrée comme la sortie du marché du travail deviennent parallèles. Le changement gagne des régions traditionnellement conservatrices comme celles de l'Ouest et touche les campagnes aussi bien que les villes.

Le passage a été facilité par l'évolution du niveau de formation des femmes et par la transformation de la structure des emplois. Le recensement de 1982 avait déjà montré

l'entrée de la France dans la société «post-industrielle»: le tertiaire (commerce, transports, services) occupait déjà 60 % des actifs. Mais cette forte présence féminine dans la population active correspond aussi à un changement des comportements et des modèles familiaux, notamment à la réduction du nombre d'enfants et à la multiplication des familles «monoparentales» où les femmes assument la charge des enfants. Mais, plus souvent encore, le travail des femmes est le moyen pour les couples d'améliorer ou de maintenir leur niveau de vie. Le rôle et le chômage n'ont fait qu'accroître le mouvement et renforcer l'aspiration au travail.

Au cours des années 80, la progression continue du nombre de femmes sur le marché du travail s'est faite dans un contexte bien particulier: un changement de l'emploi qui révèle aussi le recensement. Si en effet l'emploi salarié a continué à augmenter, cette croissance s'est faite surtout à travers des «formes particulières d'emploi» (intérim, contrats et stages de toutes espèces) qui occupent maintenant près d'un homme salarié sur douze et plus d'une femme salariée sur dix.

Une vaste zone grise apparaît ainsi entre le chômage et le travail,

une nouvelle conception de l'emploi. Pour beaucoup de jeunes - et parfois de moins jeunes - l'entrée ou le maintien sur le marché du travail passe désormais par ces formes d'emploi. Celles-ci n'ont pas réduit le chômage puisqu'il a continué à croître, au rythme apparent de deux demandes d'emploi pour trois créations. Comme si celles-ci ne faisaient que nourrir la demande, comme si naissait dans le sillage de ce demi-travail une faim d'emploi, chez les femmes comme chez les hommes des banlieues désertées. La constatation à s'enregistrer sur la nature et l'évolution du chômage en France et suscite un certain pessimisme: même avec une reprise économique, le chômage peut-il diminuer sensiblement tant que le taux d'activité des femmes n'a pas complètement rejoint celui des hommes?

Les résultats du recensement suscitent d'autres questions sur la transformation des modes de vie en France et sur la société française. Le travail des deux conjoints a été notamment le moyen, pour les couples, d'acquiescer un logement ou d'en trouver un plus confortable. Les difficultés des années 80, de même que le ralentissement de la construction, n'ont pas tempéré le désir des Français de devenir pro-

priétaires. Les ménages y sont souvent parvenus en quittant le centre-ville pour la banlieue (au moins temporairement) et d'autant plus souvent qu'ils habitaient une grande ville. Ainsi s'explique la reprise de la croissance urbaine déjà constatée dans le recensement de 1990 (le Monde du 30 juin 1990).

Ce départ a permis aux Français de satisfaire un autre goût, celui de l'habitat individuel. Ainsi, à côté des banlieues à tours et à barres, à côté des bunkers collectifs du logement social, largement habités d'immigrés ou de familles à problèmes, s'élevaient celles des maisons individuelles sur le modèle américain. Ce qui risquait de susciter de nouveaux problèmes d'aménagement et de transport urbain.

Enfin la présence des femmes ne se renforce pas que dans la population active: vivant plus longtemps que les hommes, elles forment les deux tiers d'une population de soixante-cinq ans et plus qui croît et va croître encore. La préoccupation montante de l'«insécurité» résulte d'une augmentation réelle de certaines formes de délinquance. Mais elle reflète aussi la croissance durable d'une population qui se sait fragile.

Plus d'un ménage sur deux en maison individuelle

Pour la première fois, plus d'un ménage sur deux (53 % contre 48,1 % en 1982) habitait en 1990 en maison individuelle. En huit ans, l'engouement pour ce type de résidence ne s'est pas démenti puisqu'on en dénombre, en 1990, deux millions de plus qu'en 1982. Souvent, les ménages quittent des appartements situés en centre-ville ou en proche banlieue pour des maisons péri-urbaines (elles constituent les deux tiers des résidences principales construites entre 1982 et 1990), plus spacieuses (4,4 pièces en moyenne contre trois en collectif).

Ce mouvement explique notamment l'accroissement de la taille des logements principaux: le nombre moyen de pièces (3,65 en 1982) a continué d'augmenter pour monter à 3,8 en 1990. Moins de 20 % du parc compte une ou deux pièces, 30 % en dénombrant plus de quatre. La taille des ménages chutant, les Français vivent de plus en plus au large: le nombre moyen de personnes par pièce est tombé à 0,68 contre 0,74 en 1982 et 1,01 en 1982. En outre, 27 % des résidences principales sont occupées par une seule personne, proportion deux fois plus importante à Paris.

Des résidences plus confortables

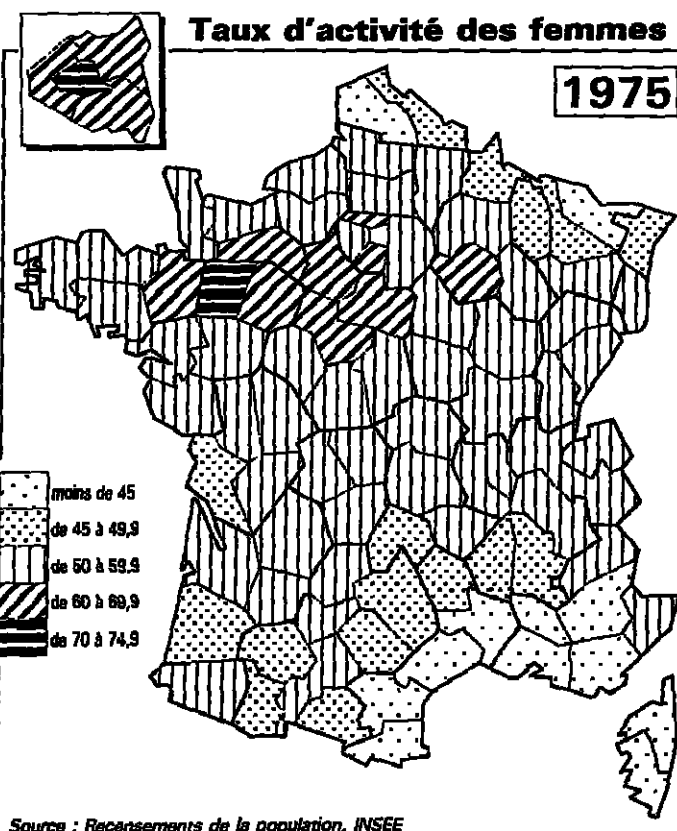
Plus grandes, les résidences principales sont aussi plus confortables: 75,8 % (82,6 % en 1982) ont tout le confort - soit 4 millions de plus qu'en 1982 - sous le triple effet de la construction neuve, de la disparition de logements vétustes et de l'amélioration de l'habitat. Depuis 1982, les travaux de mise aux normes ont concerné 1,7 million de logements (dont près de 1,2 million dans la

parc achevé avant 1949), soit 9 % du parc existant. La qualité des logements (83,4 % est équipée d'une baignoire ou d'une douche (28,9 % en 1982 et 84,7 % en 1982), chiffre comparable à celui rencontré pour les WC intérieurs).

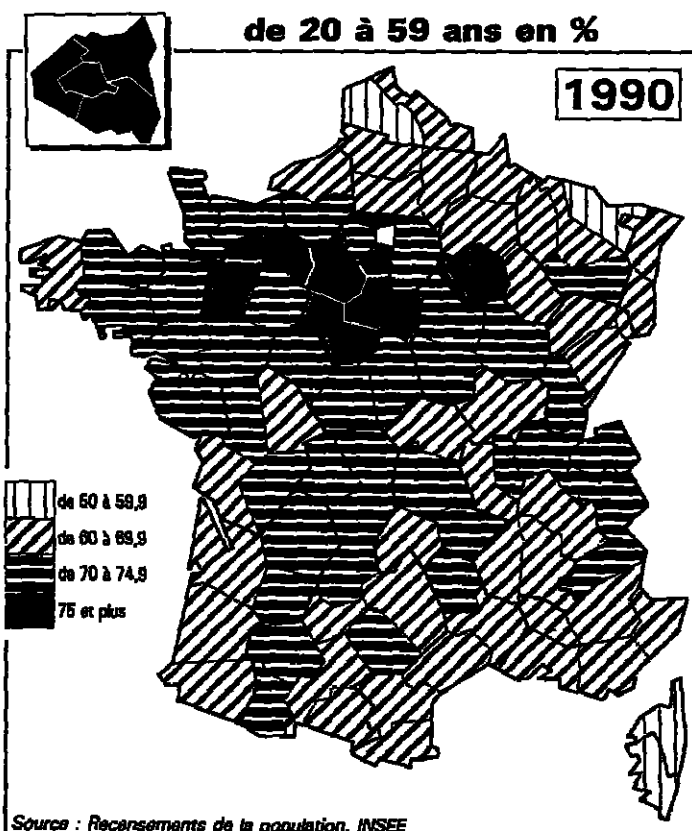
De même, les trois quarts des résidences principales sont équipées d'un chauffage central: 36 % au gaz, 28 % au fuel et 25 % à l'électricité. Peu coûteux à l'installation, le chauffage électrique: son implantation a été multipliée par dix-sept depuis 1975. Il est utilisé dans 30 % des logements individuels (dans 18 % des appartements) et dans 67 % de ceux construits depuis 1982 (55 % des appartements). De même, il y a trois fois plus de résidences principales chauffées au gaz qu'en 1975.

Plus d'un ménage sur deux (54,4 % contre 50,6 % en 1982) enfin possède son logement: jusqu'à soixante-cinq ans, la proportion de propriétaires s'élève avec l'âge. Pourtant, elle baisse chez les moins de trente ans, «conséquence probable des restrictions en matière d'aides à l'accession». A l'inverse, le nombre de locataires décroît, phénomène imputable à la régression du parc locatif privé puisqu'en huit ans, on compte quatre cent vingt-deux mille ménages de plus louant en HLM. Propriétaires (et plus âgés), les Français deviennent moins mobiles: alors que 85 % des locataires ont emménagé depuis moins de huit ans, ce chiffre tombe à 33 % chez les propriétaires. Parmi les locataires, les occupants de HLM restent plus longtemps dans les lieux que les autres puisque ce taux tombe à 60 %.

FRANÇOISE VAYSSÉ



Source: Recensements de la population, INSEE



Source: Recensements de la population, INSEE

Les DOM gardent leur jeunesse

Les quatre départements d'outre-mer comptent 1 459 000 habitants lors du recensement de mars 1990 (au lieu de 1 242 000 en 1982): 630 000 pour la Réunion, 357 000 pour la Guadeloupe, 360 000 pour la Martinique et 115 000 pour la Guyane. Depuis 1982, la croissance de la population s'est accélérée atteignant 2 % par an. La population reste jeune: 37 % des habitants ont moins de vingt ans. Pourtant, la fécondité, qui atteignait, en 1965,

6,7 enfants par femme à la Réunion et 5,7 aux Antilles, est retombée à 2,5 pour la Réunion et les deux grandes îles antillaises. Mais les difficultés de l'emploi en métropole au cours des années 80 ont changé les migrations: elles ont freiné les départs des jeunes; pour les autres générations, les retours et les arrivées dépassent les sorties.

Ce sont ces migrations qui expliquent la croissance record de la Guyane.

Le Monde EDUCATION • CAMPUS

Du rififi chez les privés

Procès avec les étudiants et avec les enseignants : les démêlés judiciaires de l'ESIG placent sur la sellette les écoles privées d'enseignement supérieur

LS sont treize, presque une classe entière, réunis par un même clan de colère. Treize mutins qui ont bravé les règles feutrées de l'enseignement supérieur privé hors contrat, pour se lancer dans un procès contre leur école. Treize anciens élèves de l'Ecole supérieure d'informatique de commerce et de gestion (ESIG), dont les plaintes viennent grossir un flot de protestations diverses. Car, depuis quelques mois, l'ESIG-Paris, navire-amiral d'une flotte de douze écoles portant le même nom, essuie tempête sur tempête. Les actions en justice se sont multipliées dans cet établissement où enseignants et élèves brandissent l'étendard du droit. Des turbulences inhabituelles dans un secteur très peu réglementé, où la formation est étroitement liée aux impératifs de rentabilité économique.

A les entendre, pourtant, l'idée même d'une revendication n'effleurait pas les étudiants lorsqu'ils se sont inscrits, en 1989, au BTS Force de vente. A l'époque, c'est une luxueuse brochure éditée par l'ESIG qui les avait séduits. Un véritable livre à couverture cartonnée, où figurait l'ensemble des programmes, assorti de quelques vigoureuses recommandations comme « soixante heures de travail par semaine, c'est le prix à payer » ou « il faudra vous débarrasser du carcan lyéen qui vous colle à la peau et opter une véritable muse. Vous êtes des étudiants, vous êtes des adultes ».

Crime de lèse-majesté

Qu'à cela ne tienne! Après dix-huit mois de scolarité, les élèves inscrits en Force de vente décident de suivre le conseil et de se comporter en « adultes », donc de montrer les dents. « La plaquette nous promettait trente-cinq heures de cours par semaine et nous n'en avons eu que vingt-six et demie en première année, puis vingt-sept en deuxième année », déclare Emmanuel. Autre sujet de courroux, personne n'a jamais entendu parler des cours de deuxième langue vivante qui devaient théoriquement figurer dans les emplois du temps. De fil en aiguille, les griefs s'accumulent, depuis la critique des contenus jusqu'à celle des horaires.

La potion paraît amère à ces jeunes, dont certains se sont endettés pour payer les quelque 40 000 francs de frais de scolarité sur deux ans. Tant et si bien



qu'en janvier dernier treize des dix-sept élèves que compte la classe Force de vente franchissent le Rubicon. Puisqu'on ne tient pas compte de leurs protestations, ils ne paieront pas le troisième terme de leur scolarité, soit 8 000 francs. Crime de lèse-majesté s'il en fut, dans un secteur où les étudiants osent très rarement se poser en usagers. La direction tempête et menace, les examens approchent et les élèves s'entourent de deux avocats.

Les vacances de Pâques à peine terminées, les rebelles trouvent une lettre de renvoi dans leurs boîtes aux lettres. Du coup, une hantise les gagne : ils craignent que la direction, par mesure de rétorsion, ne refuse de remplir leurs dossiers. Ou bien qu'elle ne les fasse passer au centre des examens d'Arcueil. « On nous a fait comprendre que nous subirions toutes les conséquences de nos actes », affirme l'un d'entre eux. Et on nous a laissé entendre que nous n'avions plus rien à attendre de l'école.

A la demande de leurs avocats, une procédure de référé s'engage alors devant le président du tribunal de grande instance de Paris. Lequel exige que l'ESIG remplisse les dossiers sans faire mention du différend qui l'oppose aux élèves, avant d'expédier normalement les

documents à Arcueil. De son côté, la direction de l'école fulmine. « Il y a certainement eu un problème de communication », explique M. Gilbert Glasman, président du groupe ESIG. Mais nous n'avons jamais eu l'intention de retenir ces dossiers, car nous n'en avons même pas le droit. Si nous l'avions eu, j'y aurais certainement réfléchi, car ils n'ont pas payé ».

Pour le reste, les responsables de l'ESIG jurent leurs grands dieux que les étudiants pouvaient parfaitement suivre avec profit des cours de première langue vivante, quel que soit leur niveau, et que le calcul des horaires prête à controverse. « Ce procès est très injuste », martèle M. Glasman. Nous n'avons pas à rougir de ce que nous faisons. Et, comme la question financière reste en suspens, l'école profite de l'action intentée par les étudiants pour demander reconventionnellement le paiement intégral des frais de scolarité.

Un expert délégué par le tribunal doit donc passer les horaires au peigne fin, avant que le juge ne tranche dans un sens ou dans l'autre. Mais les conclusions, qui devraient être rendues début juillet, ne débarrasseront pas les dirigeants de l'ESIG de tous leurs soucis. Loin de là : il leur restera

encore à affronter les procédures prud'homales engagées par dix-huit enseignants et le procès d'instance qui les oppose à deux syndicats, sans oublier la vigilance toute particulière de l'inspection du travail. Pourtant, les responsables de l'ESIG n'en démordent pas : leur école, dont le capital appartient à 75 % au puissant groupe pédagogique privé Educinvest de M. Bertrand Cluzel, épaulé par des actionnaires comme Paribas, Hachette ou la Caisse des dépôts et consignations, serait « plutôt plus généreuse en matière sociale que les autres », comme l'indique M. Glasman. Mais, justement, dans ce secteur de formation, les règles de fonctionnement social sont souvent extraordinairement floues, voire flottantes. Et c'est dans un contexte assez tendu (négociation en cours d'une convention collective) que se déroulent les conflits sociaux, chacun essayant de pousser ses pions sur un jeu dont l'ESIG-Paris est devenu l'échiquier symbolique.

Poudre aux yeux

Les conflits sociaux remontent à plusieurs années dans cet établissement dont la direction offre un singulier exemple de « recentrage ». Car M. Glasman, ancien militant communiste, ancien enseignant et ancien membre du bureau fédéral du SNES de Créteil (le tendresse dure), précède-t-il, se retrouve en position de patron face à un corps enseignant en ébullition. Dès 1987, les professeurs de l'ESIG-Paris, qui ont alors un statut de vacataires, réclament haut et fort une modification de leur mode de rémunération.

Mais lorsqu'ils obtiennent finalement d'être mensualisés, l'arrangement leur semble très vite relever de la poudre aux yeux. « En fait, la direction a été sur douze mois ce que nous gagnions avant comme vacataires », explique M. Michel Blanchard, enseignant de culture générale et délégué du personnel. Ce qui revient à retenir, chaque mois, une partie du salaire réel, pour le payer durant les périodes non travaillées. A la suite d'une grève de quinze jours en novembre 1989, les enseignants arrachent à la direction un taux plancher pour les nouveaux arrivants, mais le problème des rémunérations ne leur semble toujours pas résolu. Et les salariés qui sont allés devant les pru-

d'hommes réclament, aujourd'hui, 819 000 F d'indemnisation pour les mois où ils ont été soumis à ce régime.

L'autre point de litige porte sur la structure même du groupe ESIG et touche au fonctionnement de l'activité syndicale. M. Pascal Moussy, professeur de droit élu sous la bannière CGT, revendique en effet le titre de délégué syndical central des douze ESIG. Ce qui lui permettrait d'étendre son champ d'activité, mais surtout d'obtenir, pour les autres écoles du groupe, les « avantages » sociaux acquis à Paris. Une perspective qui ne réjouit pas la direction, laquelle conteste être à la tête d'une unité économique et sociale. Or, sans unité économique et sociale (qui suppose une communauté de moyens d'organisation et de gestion), pas de structure syndicale centrale.

« Les différents établissements ont des directeurs autonomes, certains sont franchisés, d'autres filiales. Et si mon associé et moi assistons à certains conseils de classe dans les autres ESIG, c'est parce que nous sommes responsables du produit pédagogique », affirme M. Gilbert Glasman. A quoi les délégués syndicaux répondent que les brochures commerciales sont les mêmes pour tous les établissements, que les bulletins de paie sont identiques et qu'il existe des échanges d'enseignants entre les écoles. Reste le problème du calcul des effectifs, puisqu'une unité économique et sociale doit comprendre au moins deux sites de cinquante salariés.

Or l'ESIG s'appuie, en la matière, sur la règle de droit commun des trente-neuf heures pour déterminer les temps pleins. « Pour des enseignants, la norme ne peut pas être celle-là », souligne M. Moussy, en se référant aux horaires de l'éducation nationale. A l'ESIG-Paris, soixante-seize professeurs interviennent régulièrement et les calculs de la direction ne font apparaître que vingt-trois temps pleins. « La bataille restera en suspens jusqu'au 12 septembre, date à laquelle le tribunal d'instance du troisième arrondissement de Paris se penchera sur la question. Et il y a gros à parier que son dénouement influera sérieusement sur l'avenir de l'enseignement supérieur privé hors contrat ».

RAPHAËLE RÉROLLE

Hausse des droits d'inscription

La politique de développement universitaire coûte cher, très cher même aux yeux des grands argentiers du gouvernement. Au point que le ministère de l'éducation nationale cherche actuellement à multiplier les ressources complémentaires. La démarche n'est pas nouvelle pour l'effort d'investissement : on sait ainsi que le plan Université 2 000, qui doit être définitivement arrêté d'ici au 18 juillet prochain, repose pour une bonne part (de 30 % à 50 % selon les régions) sur un cofinancement avec les collectivités territoriales.

Beaucoup plus attendu est le relèvement très sensible des droits d'inscription universitaires que vient de décider le ministère. Ceux-ci devraient être portés, pour la prochaine année universitaire, de 475 à 800 francs par an pour les premiers cycles, les deuxième cycles généraux et les diplômés d'études approfondies de troisième cycle. Pour les deuxième et troisième cycles professionnels (MST, MSG, MAGE, DESS) ainsi que pour les doctorats, les droits seront fixés à 1 000 francs par an. Et pour les écoles d'ingénieurs dépendant du ministère de l'éducation, ils seront portés à 1 500 francs.

Au même chapitre des économies, selon le SGEN-CFDT qui en fait écho dans son dernier bulletin, le ministère prévoyait également de prélever un montant de 7 % sur les fonds de roulement des universités (soit une cagnotte de l'ordre de 200 millions à 300 millions de francs). Devant les réactions suscitées par l'éventualité d'une telle ponction sur des fonds souvent indispensables au fonctionnement des établissements, le ministère aurait opté pour une formule plus discrète : il modularait les budgets de fonctionnement en fonction de l'ampleur très inégale des fonds de roulement de chaque université.

En période de forte augmentation des flux étudiants, de telles économies risquent de provoquer plus que de la grogne.

GÉRARD COURTOIS

Collèges à la dérive

Oubliés par les réformes en cours, les collèges ont pris de plein fouet la crise des banlieues. Et ils s'inquiètent de leur avenir

MADAME le principal patrouille. L'œil en alerte, l'oreille aux aguets, les clés à la main, elle sillonne inlassablement son domaine, lugubre et étrangement vide d'élèves, quatre étages de couloirs et de paliers où s'alignent des portes closes. La « sonnerie de fin de cours », à réveiller un mort, s'acharne dans le vide. Si ce n'étaient quelques cavaliers des bruyantes et des claquemets de pétards dans la cour, on pourrait croire le collège déjà en vacances. Il l'est presque. A quinze jours de la date officielle des congés, les enseignants constatent, désemparés, que les élèves ont déserté. Même les petits de sixième, raconte un professeur de français, ont déjà déclaré forfait. Une dizaine seulement sur les vingt-cinq de sa classe, viennent encore aux cours.

Le collège Descartes, au Blanc-Mesnil, fait peine à voir. Eclairage anémique, murs pisseux rapiécés de carreaux de couleurs disparates recouvrant d'anciens tags, pas de bancs, des murs nus. Seule la SES (section d'éducation spécialisée), avec ses fresques peintes, diffuse un peu de chaleur. Les locaux, « impossibles à surveiller », au dire des enseignants, abritent en temps ordinaire quelque huit cents élèves. Chaque étage est distribué autour

d'un bloc central servant à abriter le matériel des agents d'entretien et des toilettes, condamnées pour la plupart. Tout un programme.

Des profs en état de choc

Une forte odeur de brûlé ajoute encore au malaise, plus dense à mesure que l'on s'aventure dans les étages. La semaine dernière, dans des conditions encore mystérieuses, le troisième étage a pris feu. Tard dans la soirée, pendant un conseil de classe de quatrième.

Les profs sont en état de choc, « ébranlés par la situation », dit une enseignante. Cet incendie, plus sérieux que les trois ou quatre qui l'ont précédé depuis le début de l'année, a eu raison des plus résignés. « D'habitude, quand une porte flambe pendant un cours, on éteint nous-mêmes. Cette fois on a appelé les pompiers », raconte, sans rire, une enseignante. Réunis dans la salle des profs, une quinzaine d'enseignants égrènent la liste impressionnante des actes de violence et du rythme, assurant-ils, la vie du collège.

Le délégué du SNES (Syndicat national des enseignants du second degré) compulse avec nervosité l'épais dossier où sont rangés lettres d'enseignants, plaintes et

rapports. Un conseil d'administration extraordinaire, consacré à la discipline dans l'établissement, s'est tenu en janvier. Le rapport faisait état de professeurs « battus et blessés », « d'individus cagoules armés de balles de base-ball » s'introduisant dans les cours, du « démontage » des portes d'entrée, de projectiles lancés dans les classes. Sans compter, insistait le rapport, les bombes lacrymogènes, les vols, les inscriptions racistes sur les murs et les coups de pied dans les voitures. « Cela amène à reconnaître le caractère de dangerosité de l'établissement », concluait le texte.

Au troisième trimestre, le rythme des incidents s'est accru, leur gravité aussi. Une lettre, adressée au recteur le 16 mai dernier, insiste sur « le climat d'extrême violence qui se développe dans l'établissement ». « Désormais, tout est possible à tout moment », écrivent les professeurs.

Candidats au départ

Une jungle, où règne la loi du plus fort, où les sanctions et les exclusions sont sans effet et que la plupart reconnaissent fuir sitôt leurs cours achevés : les enseignants ne lésinent pas sur les images fortes et le portrait qu'il

dresse est assez terrifiant. Même si, pris séparément, les élèves « sont gentils », insistent-ils. Certains profs n'osent plus, assurent-ils, par peur des représailles, réclamer des sanctions sur tel élève pendant les conseils de classe. En salle des profs, la « déprime » semble générale, la machine à café ne fonctionne plus. « Ça c'est un signe » et les propos qui s'échangent sur les élèves paraissent d'une grande brutalité.

Un enseignant évoque les « énormes grappes d'élèves qui se battaient en s'insultant » pendant les événements du Golfe. Un autre, en poste ici depuis dix ans, dit son impression d'« enseigner à des délinquants ». Le jugement sur les familles d'élèves « qu'il faut talonner, convoquer, qu'on ne voit jamais, qui s'en foutent » paraît sans appel.

La plupart des enseignants de Descartes sont candidats au départ... depuis leur arrivée au collège. Quatre devraient réussir « à s'échapper » cette année, en quittant définitivement l'éducation nationale : l'événement est commenté comme un exploit. Chaque année, un tiers au moins obtiennent la mutation convoitée.

Tous les collèges de banlieue connaissent ce turn-over incessant de leurs équipes d'enseignants. Lors d'un colloque sur les zones

d'éducation prioritaires (ZEP), organisé récemment par des chercheurs de Paris-VIII, le principal du collège Garcia-Lorca à Saint-Denis, M. Duart, attirait l'attention des participants sur ce mal endémique. « Je perds environ la moitié de mes profs à chaque rentrée », expliquait-il. Les collèges de banlieue sont devenus la pouponnière de l'éducation nationale alors qu'ils ont besoin, au contraire, des profs les plus aguerries ».

Les lycées ont tout absorbé

Le collège Descartes n'est pas un cas isolé. Le 10 juin dernier, les enseignants du collège République, à Bobigny (Seine-Saint-Denis), se mettaient en grève pour protester contre une situation devenue « intolérable » (le Monde du 13 juin). Soutenus par le SNES qui critique haut et fort depuis plusieurs mois « la politique hyper volontariste » du recteur de Créteil, ainsi que par le SNI-PEGC et par la FCPE, des enseignants des collèges de Nandy, Meaux ou Villepinte, se sont rendus, le 19 juin, en délégation au ministère de l'éducation nationale pour protester contre leurs conditions de travail. Et les élèves-instituteurs de l'école normale de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), au retour de leur stage

« en responsabilité » de fin d'études, ont organisé une grève des cours le 20 juin pour manifester leur crainte, voire leur refus, de travailler à la rentrée dans certains établissements de banlieue.

L'onde de choc qui secoue depuis un mois certaines villes de la région parisienne a bien sûr servi de catalyseur. A l'angoisse des maîtres comme à la rage des élèves. « Depuis un mois environ, reconnaît M. Christian Forestier, recteur de Créteil, le climat dans les établissements se dégrade à une vitesse vertigineuse. Chez moi, comme dans certaines communes de l'académie de Versailles, les agressions contre les profs sont pratiquement quotidiennes. Chez les enseignants et les chefs d'établissement, le malaise est profond, inquiétant ».

Effets d'annonce, réforme, crédits et postes : depuis deux ans, les lycées ont tout absorbé. La courbe de croissance des futurs bacheliers a mobilisé toutes les énergies, brutalement réveillées par le mouvement lycéen de l'automne dernier.

CHRISTINE GARIN
Lire la suite page 14

EDUCATION • CAMPUS

POINT DE VUE

Une ambition pour l'Université

par Lionel Jospin

L'INTELLIGENCE envahit l'économie du monde. Les logiciels pénètrent la production, le génie génétique débute la culture, les nouveaux matériaux modifient constamment les prix de revient des objets. La société des signes et des sons prend une place prépondérante sur les marchés mondiaux. La matière première de la réussite économique est d'abord la matière grise.

La clé de la réussite économique de demain réside d'abord dans le niveau de formation et dans l'intelligence inventive de la force de travail. Le Japon et l'Allemagne ne s'imposent sur le marché mondial ni par leurs richesses naturelles ni par l'ampleur de leur population, mais par les qualités humaines et intellectuelles de leur force de travail.

Dans cette compétition très difficile, la France n'est pas en mesure, a priori, pourvue qu'elle s'en donne les véritables moyens. Au cœur de cet effort indispensable pour assurer l'avenir, se situent notre enseignement supérieur, nos universités et tout ce qui, dans le pays, forme au niveau le plus élevé les femmes et les hommes destinés à être les acteurs déterminants du monde de demain.

C'est pourquoi j'ai proposé au gouvernement une rénovation en profondeur de notre système d'enseignement supérieur. Son ambition ? Faire de la France l'un des tout premiers pays du monde dans le domaine de la formation supérieure et, par là même, faire de nos enseignements supérieurs l'élément essentiel de dynamisation de notre économie.

Quelles idées centrales guident cette proposition ? L'étudiant doit être au centre de notre enseignement supérieur : la dichotomie formation initiale - formation continue n'a plus de raison d'être ; enfin, notre Université doit donner sa chance à chacun. Remplacer l'étudiant au centre du système universitaire par la première vue d'une évidence. C'est en fait une idée neuve en Europe. Depuis Robert de Sorbon, le principe organisateur du système universitaire est le professeur. Il détient le savoir, qu'il crée en partie ; il le dispense à des disciples, bienheureux élus admis à profiter de la parole du maître. Pour accéder à ce qui est un privilège, il faut être dûment adoubé et sélectionné.

Métier et culture générale

Certes, le professeur, l'enseignant-chercheur, est l'élément essentiel du système universitaire. N'est-ce pas de lui, de sa qualité, de son esprit d'innovation que dépend tout le reste ? Mais il n'en est pas la finalité. Car la finalité du système universitaire est d'éduquer et de former les futurs cadres de la nation que sont les étudiants.

Comme le note Jacques Le Goff, l'antagonisme éducation-formation n'est pas nouveau. Il remonte au Moyen Âge, à l'époque où l'essor des villes demandait déjà des cadres ; il se poursuit au dix-neuvième siècle et débouchera en France sur la création des Grandes Ecoles. A ces dernières, la formation professionnelle supérieure, à l'université, la culture générale et la recherche.

Avec la croissance sans précédent du nombre des étudiants et le trop faible nombre d'élèves admis dans les Grandes Ecoles (4 %), ce débat est aujourd'hui dépassé. Education et formation ne sont pas concurrentes au sein du système universitaire, elles en sont les compléments indispensables.

La création des IUT, puis des filières professionnalisées (MST, MIAGE, etc.), a traduit cette préoccupation croissante des univer-

sités et des universitaires. Comme l'a montré la Rencontre nationale sur les formations supérieures et l'emploi que j'ai organisée en avril, la mise en place des instituts universitaires professionnalisés (IUP), qui conduiront au diplôme d'ingénieur-maître en quatre ans après le baccalauréat, correspond à ce besoin. Former des femmes et des hommes par un enseignement en alternance, pratiquer deux langues étrangères, dans des filières correspondant aux besoins de notre économie, n'est-ce pas donner les moyens de préparer l'avenir ? Former de manière moderne des futurs cadres du pays, aller formation professionnelle et formation générale, n'est-ce pas adapter les universités au monde moderne ?

Mais professionnaliser l'Université ne veut pas dire pour autant qu'elle doit abandonner son rôle de créateur, d'organisateur de savoir et de formateur des enseignants et des chercheurs. Au contraire. La professionnalisation nécessite un effort accru de recherche universitaire ainsi qu'un renforcement des formations conduisant à la thèse. Lorsqu'on dépasse la fausse opposition entre culture et savoir, on s'aperçoit que l'avenir nécessite un renforcement de l'un et de l'autre, et ainsi un véritable élargissement de notre culture.

Le gâchis de l'orientation

C'est pourquoi notre rénovation comporte à la fois la création des IUP, qui permettront de doubler le nombre de nos ingénieurs, comme l'a demandé le président de la République, et la création de filières recherche et des écoles de formation doctorale, qui doubleront le nombre de nos docteurs. Il faut à l'avenir que ceux qui sortent de l'université aient un métier et une solide culture générale, et non pas l'un ou l'autre. Sans formation, pas d'emploi ; sans culture générale, pas d'adaptation ni de reconversions. Donc, pas question d'abandonner l'une pour l'autre. L'avenir, c'est la synthèse entre ces deux exigences : éducation et formation.

Si l'université doit former les futurs cadres de demain, ses relations avec le pays doivent aussi évoluer. Elle doit recevoir pour cela des moyens accrus - et elle a commencé à les recevoir, mais elle doit aussi être évaluée en fonction de sa productivité. Sa mission n'est plus de dessiner un monde où ceux qui s'y conforment sont reçus et ceux qui ne s'y adaptent pas en sont exclus. Sa fonction est désormais de donner une qualité et une qualification à chacun, selon ses ambitions et, bien sûr, selon ses capacités. Qu'on me comprenne bien : je me refuse au développement d'une université laxiste qui accepterait d'abaisser ses exigences pour satisfaire je ne sais quel taux de réussite posé a priori. J'aspire à une université qui permette que s'épanouissent tous les talents dans leur diversité.

Comment ? Par une bonne information et par une bonne orientation de chacun, ce qui nécessite une parfaite lisibilité des cursus. Ensuite, par une meilleure maîtrise des flux d'étudiants. Comment continuer à accepter qu'on dirige dans les filières de droit ou de lettres des bacheliers venant du technique, au seul prétexte qu'il n'y a pas assez de place dans les filières où ils réussissent bien, à savoir les instituts universitaires de technologie (IUT) et les sections de techniciens supérieurs (STS). En décidant de doubler les capacités d'accueil de ces deux filières, nous avons voulu mettre fin à ce gâchis.

Mais cela ne sera pas suffisant, il faut aussi rénover l'enseignement de premier cycle en affectant à ce niveau davantage de moyens, afin de mettre en place un enseignement qui fasse une large place au travail personnel. D'où nos propositions d'initiation au travail en équipes, et de réalisation d'un bon équilibre entre expérience, travaux pratiques, stages, d'une part, et enseignement théorique, de l'autre.

Le développement du tutorat que je préconise, d'abord expérimenté en sciences, et celui des travaux en petits groupes devraient permettre d'accroître le si fructueux contact enseignant-enseignés. Le tout dans le cadre d'une évaluation juste, sans complaisance, mais adaptée à la diversité des disciplines et des individus, où contrôle continu, examens écrits et oraux se conjuguent harmonieusement.

En instaurant un système de modules capitalisables en premier cycle, nous permettons aussi d'adapter les rythmes de chacun à la poursuite des études.

Enfin, comment admettre que toute erreur de parcours d'orientation soit sanctionnée par un redoublement ? La simplification des intitulés de départ et les modules capitalisables permettront de multiples passerelles et recours. Mon objectif ? Que tous les étudiants qui entrent à l'université en sortent avec un diplôme et avec une qualification correspondant à leurs aptitudes. Chaque étudiant devra être capable de construire le parcours de sa réussite, à tous les niveaux et en utilisant toutes les possibilités offertes.

Ainsi pourrions-nous espérer faire décroître l'excessif taux d'échec actuel, qui constitue un gaspillage sur le plan humain aussi bien que sur le plan matériel.

Ce qui guide la rénovation que je propose, c'est l'abandon d'un système suivant lequel la vie serait divisée en deux parties distinctes, celle des études et celle du métier. Cette dichotomie est aujourd'hui dépassée, et même injuste pour notre pays.

A l'époque où les savoirs changent très vite, où des chapitres essentiels de la connaissance n'existent même pas il y a vingt ou trente ans (génie génétique, calcul parallèle, technique des plaques, etc.), il est déraisonnable de penser que l'on va tout apprendre à l'université puis, sa vie durant, mettre en application ce que l'on aura appris. Au risque d'être dépassé, il faut désormais apprendre et appliquer tout au long de sa vie.

Valider les acquis en entreprise

Cette constatation condamne l'allongement systématique des études en raison de l'augmentation des connaissances, entraînant une augmentation de leur apprentissage.

La solution à ce problème n'est pas d'allonger indéfiniment la durée des études initiales, mais au contraire de la compléter par une formation continue et des périodes de formation tout au long de la vie professionnelle.

Conséquence : plus que par le passé, l'enseignement supérieur doit viser à développer des méthodes de pensée ainsi qu'une capacité autonome à l'étude et à l'adaptation. Plus que jamais l'objectif de la « tête bien faite » reste prioritaire.

Mais une autre raison, bien différente et tout aussi importante, invite à revoir la conception traditionnelle. Bien sûr, l'école et l'université doivent permettre de former les cadres de la nation et faire en sorte que les plus capables obtiennent des diplômes quelles que soient leurs origines

sociales. Mais ces diplômes initiaux ne sauraient être les seuls passeports de la réussite.

Il faut développer la formation continue et, dans ce cadre, décerner des diplômes tout aussi valables que ceux obtenus en formation initiale. Pour permettre une véritable reprise d'étude, il faut non seulement prévoir des enseignements adaptés aux adultes, mais valider sous forme de diplômes les acquis individuels obtenus tout au long de la vie professionnelle. Un bon grefier ayant dix ans d'exercice n'a-t-il pas le niveau d'un DEUG de droit ? Un technicien supérieur ayant plusieurs années d'activité professionnelle ne pourrait-il pas obtenir un diplôme d'ingénieur moyennant une année de formation ?

Dans ce contexte, l'augmentation massive des places en IUT et en STS prendra une nouvelle signification. S'orienter vers des études supérieures courtes n'est pas un choix définitif d'accès à des emplois de techniciens supérieurs, c'est une voie parmi d'autres pour se former et pour accéder plus tard aux études longues.

Plus généralement, l'échec universitaire change de signification. L'irréparable disparaît du champ psychologique de l'étudiant. Le recours et l'espoir sont toujours présents.

En plaçant cette démarche de formation continue au cœur de notre rénovation pédagogique, nous voulons à la fois placer celle-ci au cœur de l'université et redonner espoir à des milliers de femmes et d'hommes dont les talents se sont épanouis dans la vie professionnelle. Ainsi pourrions-nous valider leurs acquis et obtenir les diplômes correspondant à leurs talents. N'est-ce pas là contribuer à assouplir une société que l'on dit bloquée ?

Cette rénovation que je propose à tous les établissements d'enseignement supérieur de mettre en œuvre dans la diversité de leurs initiatives, mais dans la cohérence, s'appuie sur le travail mis en œuvre depuis trois ans.

Ce fut d'abord le programme de formation et de revalorisation des enseignants du supérieur. La mise en place des centres d'initiation à l'enseignement supérieur (CIES) et des allocataires-monteurs permet aujourd'hui à 4 500 allocataires de faire leur thèse tout en s'initiant au métier d'enseignant. Ils reçoivent pour cela une rémunération de 10 000 F par mois. Ils seront bientôt 6 000.

La revalorisation des carrières des enseignants-chercheurs, dont ont bénéficié en premier lieu les maîtres de conférences et qui a enfin reconnu la diversité des tâches effectuées, a rendu le métier à nouveau attractif. Il y avait 2 000 postes vacants à notre arrivée. Pour les 3 000 postes offerts cette année, 14 000 candidats se sont présentés. Pour 1 poste de mathématiques à Bordeaux, nous avons eu plus de 100 candidats. Voilà des exemples significatifs.

Sans un corps enseignant renforcé et plus nombreux, rien n'aurait été possible.

La seconde étape de mon action a concerné les infrastructures. Comment accueillir davantage d'étudiants dans des locaux insuffisants, vétustes, mal entretenus ? Comment rendre l'université attractive sans un effort d'architecture ? Comment intégrer l'université dans la cité, comment l'ouvrir sur le monde sans un urbanisme universitaire, pensé et développé ? Le plan Université 2000 a pour objet de répondre à ces besoins, tout en bâtissant un véritable partenariat avec toutes les collectivités territoriales, sur la base de conventions de partenariat : 16,2 milliards de l'Etat en quatre ans, une mobilisation potentielle de plus de 10 milliards

des collectivités territoriales. Si rien ne vient retarder ce plan, nous aurons mis les infrastructures universitaires dans les conditions qu'exigent les temps présents et futurs.

Mais ce plan Université 2000 et le partenariat avec les collectivités territoriales n'auraient eu aucun sens s'ils ne s'étaient intégrés dans une approche d'ensemble, qui donne une plus grande autonomie aux universités tout en laissant à l'Etat son rôle de coordinateur et d'arbitre. Pour cela, nous avons développé la politique contractuelle. Les universités sont autonomes et maîtresses de leur politique dans le cadre de ce contrat quadriennal auquel les collectivités territoriales pourront désormais s'associer. Une approche accueillie avec faveur par les universités. La quasi-totalité d'entre elles ont signé leurs contrats, elles peuvent épanouir leur initiative et jouir enfin de cette autonomie si souvent invoquée, si souvent promise et jamais appliquée auparavant.

Continuité des actions

Mais comment pourrait-on avoir l'ambition de construire une université pour les étudiants sans se soucier des étudiants eux-mêmes ?

En présentant un plan social étudiant dont l'ampleur est sans précédent, nous avons donné un coup d'arrêt à la dégradation de la condition étudiante, mais, plus encore, nous avons construit les bases d'un système qui permettra, dans l'avenir, de l'améliorer significativement. Augmentation des bourses, mise en place d'un système de prêts, construction de logements étudiants (multipliés par dix depuis mon arrivée Rue de Grenelle), rénovation de la restauration, transparence accrue dans l'attribution des ressources, installation sur tous les sites universitaires de maisons de l'étudiant, etc. Comment y aurait-il égalité des chances, en effet, si les conditions matérielles des études n'étaient pas garanties à tous ceux, de plus en plus nombreux, qui viennent des milieux les plus défavorisés.

Instaurer l'égalité des chances pour tous est mon souci constant. Lorsque nous créons mille postes d'enseignants dans les académies du Nord et de l'Ouest, c'est pour rétablir l'égalité des chances, détruite par plus de vingt années de gestion bâclée. Lorsque, avec Université 2000, nous réduisons les inégalités entre régions et que nous rattrapons les retards de construction accumulés, nous recherchons l'égalité des chances.

Lorsque nous introduisons la diversité dans les cursus, dans les rythmes, dans les parcours, lorsque nous développons les passerelles, les recours, l'alternance, nous luttons pour l'égalité des chances.

Etablir l'égalité des chances, quels que soient l'origine, la région, les types de talents de chacun devant les études supérieures, est l'un des éléments essentiels de la justice et l'une des meilleures garanties de la cohésion du tissu social. C'est le rôle de l'Etat de veiller à en établir et à en garantir les conditions. Encore faut-il que les gouvernements le veuillent. C'est le cas depuis 1988. Dans le domaine dont on m'a confié la responsabilité, j'ai, en effet, voulu agir dans le sens de l'intérêt général, de celui du pays, tout en restant fidèle à mes convictions sociales, sans contradiction.

► M. Lionel Jospin est ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports.

SOURCES

Modes de vie étudiants

Malgré la création, il y a dix-huit mois, de l'Observatoire national de la vie étudiante, on manque encore cruellement, en France, d'études fines sur le mode de vie des étudiants. D'où l'intérêt de l'enquête que vient de mener François Orivel, directeur de l'Institut de recherche sur l'économie de l'éducation (IREDE), avec l'appui de la jeune chambre étudiante dijonnaise, sur les conditions de vie de vingt mille étudiants dijonnais, à partir d'un échantillon de trois cents jeunes.

M. Orivel enfonce d'ailleurs le clou sans ménagement : « On s'interroge en haut lieu sur une réforme du système d'aide aux étudiants de condition modeste sans avoir conduit au préalable les études de besoins et de budget des étudiants, susceptibles d'assurer un cadre réaliste à ces réformes : quels sont les revenus effectifs des étudiants, de quelles sources proviennent ces revenus, comment sont-ils dépensés ? »

L'exemple des étudiants dijonnais est instructif. Ils dépensent en moyenne 2 881 francs par mois, si l'on tient compte de l'ensemble des dépenses faites par l'étudiant, par sa famille ou par son conjoint. Le logement représente près d'un tiers de ces dépenses totales, la nourriture 18 %, les livres et fournitures universitaires près de 10 %. Au total, les 20 000 étudiants dijonnais dépensent donc près de 700 millions de francs par an.

Amélioration du logement

Quant aux revenus, ils proviennent pour plus de la moitié (54 %) de la famille, pour 15 % d'une bourse et pour 26 % des revenus d'un travail rémunéré, soit pendant l'année, soit pendant les vacances. En revanche, 3 % seulement des étudiants ont recours à un prêt bancaire pour financer leurs études. Mais 20 % se sont renseignés auprès d'une banque pour connaître les conditions d'obtention de prêts. Il est certain, estime M. Orivel, que si les conditions étaient facilitées par une initiative gouvernementale, ce mode de financement augmenterait considérablement.

Compte tenu du poids du logement dans le budget des étudiants, le mode de résidence est déterminant pour leurs dépenses. 31 % des étudiants vivent chez leurs parents, 14 % ont une chambre en cité universitaire et 55 % louent une chambre en ville. Mais ils sont de moins en moins nombreux à se satisfaire d'une simple chambre, encore moins en cité universitaire. Et ils sont prêts à mettre le prix pour une amélioration de leurs conditions de logement : 30 % d'entre eux seraient prêts à payer plus de 1 500 francs par mois, ce qui représente une clientèle potentielle de 4800 logements.

Enfin les étudiants constituent une population très portée sur le centre-ville et très sensible à l'environnement urbain du campus et de leur logement.

GÉRARD COURTOIS.

► « Les conditions de vie des étudiants dijonnais », par François Orivel, IREDE, faculté des sciences, Mirande, BP 138, 21004 Dijon Cedex. tél. : 80-59-54-50.

► Pénurie de scientifiques aux Etats-Unis. - La dernière lettre de l'Association Bernard Grégory publie une enquête intéressante sur la pénurie de plus en plus sensible de docteurs en sciences et en ingénierie aux Etats-Unis. Plusieurs facteurs expliquent cette situation : la croissance de l'effort de recherche et développement, la demande de professeurs d'université, l'augmentation des départs à la retraite et l'insuffisance des incitations à la recherche pour les étudiants. (Association Bernard Grégory, 53, rue de Turbigo, 75003 Paris, tél. : 42-74-27-40.)

► Universités et régions. - Au moment où le débat évolue, en France, sur le rôle des régions en matière d'enseignement supérieur, Claude Durand-Prinborgne dresse le paysage européen des relations universités-régions. Des relations en pleine évolution dans la plupart des grands pays de la Communauté. (Savoir-Education formation, n° 1, 1991, Edit. Sirey, 22, rue Soufflot, 75005 Paris.)

(Publicité)

Université Paris 7

D.E.A. « SEXES ET SOCIÉTÉS »

Formation pluridisciplinaire portant sur les rapports sociaux de sexe, le statut, l'histoire et la place des femmes, les mouvements et les théories féministes.

Ce D.E.A. prépare au doctorat (histoire, sociologie, psychologie sociale, etc.).

Ce diplôme représente également une formation complémentaire pour des praticiens du secteur médical, du travail social, de la vie associative, etc.

Responsables : Sonia DAYAN, Claude ZIDMAN

Secrétariat : UFR Sciences sociales - Couloir 24-34 - 2^e étage

Tél. : 44-27-51-78

ETUDES EN SUISSE

● Baccalauréat français, séries A, B, C, D

● Maturité suisse ● Informatique ● Traitement de texte ● Diplômes de commerce, secrétariat, de direction ● Cours d'anglais tous niveaux ● Cours de français pour étrangers

● Aussi en internat

● Cours de vacances juillet - septembre

Ecole Lémania - 3, ch. de Préville - CH 1001 Lausanne

Tél. 021 20 15 01 - Fax 021 312 87 00 - Telex 450 900

100.000 LIVRES EN STOCK

5 CATALOGUES PAR AN

LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE

42 ANNÉE

9 RUE DE LA POMPE 75114 PARIS

24 H DU MANS : PREMIER MAZDA

NOUS N'AVONS PU RÉSISTER A LA TENTATION DE GAGNER.



3 voitures au départ, 3 voitures à l'arrivée : encore une manifestation du fiable.

Dans un esprit de saine compétition, Mazda a démontré, de façon éclatante, sa supériorité aux 24 heures du Mans.

Pilotée par une équipe hors pair, le Français Gachot, l'Allemand Weidner et l'Anglais Herbert, avec, pour directeur sportif, Jacky Ickx, la 787 B n'a laissé aucune chance à ses concurrents.

Une victoire d'autant plus nette que les deux autres voitures de la marque ayant pris le départ ont terminé 6ème et 8ème.

Et nous devons écarter l'excuse de ne pas l'avoir fait exprès : depuis 5 ans, toutes les

Mazda engagées sur le circuit du Mans se sont classées, sans exception, à l'arrivée.

Une nouvelle preuve, si besoin était, du dynamisme d'une marque symbole de fiabilité.

Une fiabilité encore aujourd'hui réservée à un petit nombre d'automobilistes exigeants et privilégiés... Automobilistes auxquels nous sommes fiers de dédier cette victoire.

Automobiles

Mazda

La beauté du fiable.

3 ANS DE GARANTIE ET D'ASSISTANCE, KILOMÉTRAGE ILLIMITÉ, POUR LES VÉHICULES PARTICULIERS MAZDA.
IMPORTATEUR EXCLUSIF FRANCE MOTORS : ZAC MOIMONT II. 95670 MARLY LA VILLE. TÉL : 34 72 13 00.

Photo : D.P.P.L.

مکان من الذم

SPORTS

LES 22^{es} RENCONTRES

Amériq

L'Amérique du Nord est le continent le plus riche en ressources naturelles. Elle dispose d'un vaste territoire, d'un climat varié, d'une population jeune et dynamique. Elle est également un grand pôle d'attraction pour les investisseurs étrangers. Les rencontres sportives ont toujours été un élément important de la vie américaine. Elles permettent de rassembler une grande foule de spectateurs et de créer une atmosphère de compétition et de fierté nationale. Les rencontres sportives sont également un moyen de promouvoir le tourisme et de renforcer les liens entre les différents États. Les rencontres sportives sont donc un élément essentiel de la culture américaine.

ARTS • SPECTACLES

Les batailles de Buren

«L'AFFAIRE» du Palais-Royal a fait de Daniel Buren un artiste grand public, voire touristique, ce qui ne veut pas forcément dire à succès, et encore moins qu'on ne se méprenne plus sur la nature de son œuvre. A preuve : n'appelle-t-on pas communément son intervention parisienne – et historique – les « colonnes de Buren » ? Celles-ci ne lui appartiennent pourtant pas en propre et ne sont que le support transitoire de son vocabulaire plastique, dont les seules données fixes sont les bandes, ou, si l'on préfère, les « rayures » façon store. Dont l'artiste, depuis vingt ans et plus, se sert à diverses fins, *grasso modo*, comme révélateur de l'espace dans lequel il travaille, rue ou musée.

Champion de la critique du milieu (de la Peinture et de l'Art, avec des majuscules) par la bande, radical dans ses interventions plastiques comme dans ses propos, Daniel Buren n'a pas tardé à se faire connaître et reconnaître sur la scène internationale (en Amérique comme en Europe) où, depuis le début des années 70 et jusqu'à ces dernières années, il passait volontiers pour le seul artiste français faisant le poids.

D'aucuns diront qu'il s'est bien arrangé pour qu'il en soit ainsi. D'autres diront encore qu'il ne vit pas très bien la concurrence au chapitre de la notoriété, par exemple celle de Christian Boltanski, dont on peut justement situer l'œuvre à l'extrême opposé de la sienne. Ne peut-on penser, même, qu'elle répond particulièrement bien, par les temps qui courent, à certains besoins de contenu humain, sans pour autant pêcher par la forme ? Et, dans le même temps, que le discours plastique tenu par Daniel Buren, en raison de son trop plein de relativité, de sa solidarité avec les contextes changeants de la création – qu'il s'agit, dans ce cas, de retourner visuellement et verbalement – et de son attachement aux débats d'idées (comme en 68, ou presque), aurait perdu de son pouvoir de subversion ?

Aussi maîtrisés, splendides et spectaculaires qu'ils soient – voir comment l'artiste occupe, cet été, l'entrepôt Lainé à Bordeaux, – ses jeux visuels réglés sur l'architecture, ses constructions *in situ* avec bandes, miroirs ou plans de couleurs, ne seraient-ils plus exactement d'actualité ? Si tel était le cas, l'artiste ne devrait-il pas la fabriquer autrement, réactiver son travail en entretenant ce qu'il appelle ses « querelles avec le quotidien » ?

Qui est Daniel Buren, au fond ? Qui se cache derrière les écrans rayés de couleurs ? Le lui demander ne mène pas loin. « Je ne suis pas sûr que ce soit bien intéressant », dira-t-il, quelque peu prisonnier de son image de marque. Celle d'un dur et d'un pur, qui ne fait pas de quartier, aime la compétition et se mesure aux autres par tous les moyens, quitte à les enfoncer pour faire valoir ses points de vue. Très exactement comme il le fait en intervenant dans l'architecture, en retournant efficacement les perspectives, pour, entre autres, élargir le champ de la vision, sinon révolutionner les habitudes de voir. En soi tout un programme, qui devrait suffire, tant il y a peu de gens qui savent regarder et voir ! Mais qui ne suffit pas à l'agitateur Daniel Buren, lequel pourrait bien défendre au plasticien Daniel Buren de produire des œuvres de plus en plus réussies, formellement. On l'aura compris, Buren est un artiste exigeant. Et insupportable. (Lire notre entretien avec le plasticien page 28.)

GENEVÈVE BREERETTE



Magnolia à Juchitan, par Graciela Iturbide

LES 22^{es} RENCONTRES INTERNATIONALES DE LA PHOTOGRAPHIE D'ARLES

Amérique latine plein cadre

La consécration du Nouveau Monde arrive toujours à temps. Cinq ans après un Mois de la photo à Paris très « latino », les 22^{es} Rencontres photographiques d'Arles célèbrent (outre la photo scientifique et la région arlésienne) l'Amérique latine à partir du 5 juillet. Une cinquantaine de photographes, dix pays et onze expositions, sont au programme de cette découverte, dont « Les réalités magiques de l'Amérique latine », démonstration fleuve autour de la spécificité de ce continent, c'est-à-dire la déroutante capacité qu'ont les auteurs, de Cuba au Chili, du Mexique au Brésil, de transcender le réel dans leurs images.

Il y avait un soupçon d'air du temps, en 1990, à vouloir célébrer les pays de l'Est renaissants. Il y a,

cette année, des images qui ont mûri pendant des années sous le soleil, des images qu'il est plus difficile d'exporter que le tango, le boléro, la rumba et la samba, des auteurs qui se sont affirmés patiemment, formant une photographie solide et cohérente, où le Mexicain Alvarez Bravo est toujours bien calé au centre, mais cette fois entouré par les ombres de son compatriote Agustín Víctor Casasola, du Péruvien Martín Chambi, de l'Argentin Fernando Paillet, mais aussi par Graciela Iturbide (Mexique), Sebastião Salgado (Brésil) ou Sandra Eleta (Panama).

Cela fait des années que la réputation de « don Manuel » Alvarez Bravo a franchi les frontières du Mexique. Lorsqu'on a été l'assistant d'Eisenstein, que l'on a côtoyé André Breton et Henri Cartier-Bresson,

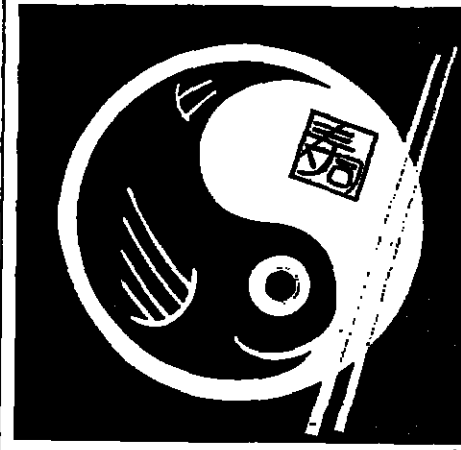
baigné dans la « Renaissance » mexicaine des années 20-30, bien digéré tous les mouvements en « isme » (dadaïsme, cubisme, surréalisme), été le photographe du muraliste Diego Rivera, produit deux ou trois images emblématiques, été sacré « père de la photo latino-américaine moderne », parcouru le monde pour monter la collection du Musée de la photographie de Mexico, alors on peut veiller tranquille, à quatre-vingt-neuf ans, sur un continent et regarder avec sagesse d'autres photographes s'imposer en Europe ou en Amérique, le grand frère protecteur et haï.

MICHEL GUERRIN

Lire la suite pages 18 et 19 et notre dossier pages 18 à 22

Jean-Luc ORMIERES présente

SUSHI
SUSHI



CERTAINS L'AIMENT CRU !

un film de
LAURENT GUERRIN

UGC

ARLES 91



Le Frère curé. Cuzco, 1933.

Paysagiste et portraitiste, le Péruvien Martin Chambi (1891-1973) est un des pères de la photo latino-américaine. Ce fils de paysans incas a décrit sans artifice la dignité du peuple indien. Retour à Cuzco, où cet admirateur de Rembrandt a laissé près de trente mille plaques de verre.

CUZCO (Pérou)

de notre envoyé spécial

JULIA CHAMBI se retrouve une nouvelle fois sur les hauteurs de Machu-Picchu. Ses mains maigres serrent nerveusement un fichu noir sur sa poitrine étroite. Une matinée fraîche et lumineuse s'est levée sur la forteresse inca. Des brumes légères montent de l'abîme, 800 mètres plus bas, où gronde le rio Urubamba. Vers le nord, pointe le glacier du Salcantay, au-delà du tapis vert sombre de la jungle tropicale. Un cadre immuable, imposant, chanté par Pablo Neruda, qui voyait dans le Machu-Picchu et le Cuzco « le cœur isolé de l'Amérique ». Un décor grandiose pour méditer sur une civilisation disparue, sur le destin tragique du peuple indien, sur le choc de deux mondes : l'occidental et l'indo-américain.

La multiple splendeur des hautes terres andines, l'Indien opprimé, humilié, sa résignation supposée, les relations féodales maintenues jusqu'au vingtième siècle, mais aussi les rites et les fêtes champêtres des communautés paysannes de la puna (ces plateaux élevés des Andes, entre 3 000 et 5 000 mètres), les sauterelles populaires et les bals compassés des notables : tous ces thèmes sont dans l'œuvre magique de Martin Chambi, né en 1891 dans une bourgade perdue du département de Puno, en territoire aymara, au nord du lac Titicaca. Étrange destin : ce fils de petits paysans quechuas très pauvres est devenu un maître de la photographie, un pionnier aussi (qui a diffusé des milliers de cartes postales), un artiste de grand talent reconnu internationalement – mais aujourd'hui bien oublié dans sa propre patrie. Qui s'en étonnera ? La société créée de Lima a toujours méconnu ou simplement ignoré le monde andin, si différent et si loin du

littoral. Elle paie aujourd'hui durement ce mépris séculaire.

Un sourire furtif éclaire le visage plat aux pommettes saillantes de Julia : elle a le nez fort et droit de son père, le cheveu noir strié de blanc. Menue comme lui, fière et ardente. Race de bronze. Devant elle, un spectacle de rêve : les ruines incasiques, les temples, les escaliers, l'Inthuatana, les ravins abrupts dominés par le triangle du Huayna-Picchu, le ciel immense, l'alignement des cordillères où d'autres Machu-Picchu restent à découvrir. Un panorama unique devenu un poster célèbre signé Chambi et qui a fait le tour du monde, mais qui le sait ?

« Je suis venue si souvent avec lui ici. Il disait : « C'est le lieu que je préfère entre tous. » C'était sa passion. Il restait des jours et des jours, méditant, observant, portant son lourd appareil allemand, un ICA 10 x 15 dont il a eu tant de mal à se séparer. Il cherchait la meilleure lumière, revenant chaque mois. Il l'a trouvée finalement en juillet. » Julia, c'est la « tia Julia », la tante Julia, comme on l'appelle dans le clan à Cuzco. La fille préférée de Martin, devenue, après sa mort en 1973, la gardienne farouche, et un peu jalouse, d'une mémoire que se disputent des héritiers étonnés de l'impact international du petit photographe de la rue Marques. « Petite, lui a-t-il dit lorsqu'elle a eu ses dix-huit ans, tu vas rester travailler avec moi. »

Elle ne l'a jamais quitté, ne s'est pas mariée pour se consacrer à ce père exigeant, drôle, qui n'aimait rien tant que la bourlingue à dos de mule à travers la sierra, les soirées et les nuits de bohème avec les amis dans les cafés de la haute ville, et bien sûr la photo.

Pour ce pèlerinage au Machu-Picchu, Julia a mis sa plus belle broche en or, un cadeau de Martin, qui avait glané quelques pépites lorsqu'il travaillait comme galibot à la Santo Domingo Mining Co., une société britannique installée sur le rio Inambari, qui descend des hauteurs de la province de Carabaya vers les plaines chaudes de la Madre-de-Dios. Il n'avait pas quinze ans. La famille, comme tant d'autres, avait dû quitter ses cultures de pommes de terre et de coca. Le Carabaya n'a pas changé : un rude pays pour des hommes durs.

Des mesures en adobe et au toit de chaume plantées dans une pente raide à 4 000 mètres d'altitude : c'est Coaza, le village natal de Martin. « Je n'y suis jamais allée, dit Julia, mais mon père est retourné

deux ou trois fois. C'est très loin. » Sans doute : le train de Puno jusqu'à Ayaviri, un camion qui va une fois par semaine à Macusani, et encore six ou sept heures de cheval... Après ce bout du monde en pleine puna, Arequipa, la ville blanche et aristocratique, c'était, même au début du siècle, une vraie ville à 2 500 mètres d'altitude au pied du Misti. Et pour Martin les années d'apprentissage chez Max T. Vargas, le meilleur studio d'Arequipa sous les arcades de la place d'armes. Le temps de l'ambition qui grandit, et du mariage avec Manuela, la compagne discrète et dévouée de toute la vie.

Martin installe son premier studio, à lui, à Sicuani, qui se trouve à mi-chemin entre Puno et Cuzco. Julia est née à Sicuani. « Mais par hasard », dit-elle, comme si cet épisode était sans grande importance et que le clan ne veuille retenir que les années glorieuses de Cuzco. Mais en fait, entre Coaza et Arequipa, Sicuani et Cuzco, Martin Chambi n'est guère sorti des montagnes farouches du Sud péruvien, si l'on excepte de brèves escapades à Lima et au Chili pour assister à des expositions de son œuvre.

LES CLARTÉS NOUVELLES

Un bourlingueur

Bottes à lacets, style leggings, celles des gamonales d'hacienda, poncho, un vieux chapeau sur le crâne, à pied ou à dos de mule, Martin Chambi n'a cessé de parcourir les hautes terres, ce Tibet de l'Amérique du Sud. « Il partait des semaines, parfois des mois, seul ou avec des amis, à la recherche des villages les plus reculés, des paysages les plus beaux. Quand il apprenait qu'une fête ou une procession se préparait quelque part, il restait sur place pour être sûr de ne rien manquer. Il partageait la vie des communautés pour être bien intégré et accepté. »

Toute la vallée du Cuzco, qu'il appelait son « éternel paradis », était son domaine. Il est le premier photographe de son temps qui ait regardé les gens de sa race avec tendresse. De 1920 à 1950, trente années de vadrouille, le cœur en fête, à travers la puna. Trente années surtout de travail dans le studio de la rue Marques, à cent mètres de l'église de la Merced, ses ors et ses cierges, son odeur de multitude fervente où l'éternel peuple des femmes en noir se signe avec le pouce, à la manière quechua, entre la statuette de Manuelita et le tombeau du conquistador espagnol



Enfant au chapeau. Cuzco, 1928.

Amérique latine

Suite de la page 17

La photo latino-américaine est née dans un sentiment d'injustice, en 1833, quand le Brésilien Hercules Florence mit au point dans son studio de fortune, entouré de liseurs, un procédé d'impression qu'il fut le premier au monde à nommer photographie, mais que jamais l'Histoire (occidentale) ne reconnut. L'humiliation est restée vivace, prenant d'autres formes à travers les images sorties de la multitude de studios, ambulants ou sédentaires, qui ont foisonné dans le continent à la fin du dix-neuvième siècle : clichés brûlants où l'on sent les traces de l'esclavage, du méprisage, de l'Espagne, des Indiens, de l'oppression sociale, de la colonisation américaine, des passions latines et des religions aux dieux multiples, où la mort et la vie se renvoient joyeusement la balle ; images documentaires, balayant vite les effets gratuits du pictorialisme, images de combat, dénuées de tout cadrage sophistiqué, pour mieux raconter, décrire, dénoncer ; images hallucinantes de la révolution mexicaine (1910) – Pancho Villa, Emiliano Zapata, groupes de combattants, exécutions, attentats – que nous a laissées Agustín Víctor Casasola.

Quand, au début des années 80, quelques Occidentaux sont partis à la chasse aux documents, l'imagerie latino-américaine ne semblait pas avoir bougé d'un iota, figée depuis un siècle, jaunie dans une double thématique (révolution sociale et recherches minimalistes ou surréalistes chères à Alvarez Bravo). C'est ainsi que l'historien Fred Ritchin s'est retrouvé en 1984 à Cuba pour visionner quelque 5 000 images du Nouveau Monde à l'occasion de rencontres latino-américaines (les troisièmes après celles de 1978 et

1981). « Je ne comprenais pas ce que je voyais. C'était remarquable mais terriblement statique, répétitif, frontal, sans aucune recherche sur le cadrage ; les scènes semblaient en place depuis des années, un peu comme Garcia Marquez qui raconte un siècle en une phrase. Tout le contraire de la photo française par exemple, qui s'évertuait, dans des cadrages audacieux, à capter des fragments d'histoire en un quart de seconde. »

Fred Ritchin était désorienté, comme l'était Hervé Guibert dès 1980, qualifiant les images d'Alvarez Bravo de « dérivatives à force de simplicité, chauffées à blanc par le soleil ; elles exhalent le silence, elle atteignent sans effort un état de mystère, de grâce, d'illumination ». Désorienté, comme si rien n'avait bougé depuis Chambi et Casasola. Désorienté comme on peut l'être face aux « visions » de Graciela Iturbide : comment peut-on traduire autant d'enchantement tout en se refusant le moindre effet, usant d'un cadrage totalement dépourvu, simplement en fixant ses modèles dos au mur ? La réponse, on la trouve dans les récits d'Octavio Paz, Gabriel Garcia Marquez et Carlos Fuentes (dont Graciela Iturbide est proche). On la retrouve dans l'image, à la fois documentaire et énigmatique, réaliste et fantastique, religieuse et païenne, catholique et préhispanique.

Élève et fille spirituelle de Manuel Alvarez Bravo, ancienne architecte et cinéaste, Graciela Iturbide (50 ans) a tenu la chronique de Juchitan (prix Engene-Smith 1987), une petite ville au sud de Mexico, près des côtes du Pacifique, où sont installés des Indiens zapotèques. C'est là que l'on peut mieux comprendre « les réalités magiques de l'Amérique latine », à Juchitan, où la vie et la mort sont étroitement mêlées en des rites d'une poésie baroque, « une place que les

Autres rendez-vous

EXPOSITIONS

(du 5 juillet au 15 août)

– « Juan Rulfo, écrivain et photographe » : en deux livres, cet Argentin appartient à l'histoire de la littérature. Ses photos, prises entre 1940 et 1955, ont été faites au cours de ses voyages. (Exposition du Centre culturel mexicain de Paris à la Librairie Actes-Sud/Espace du Méjan.)

– « Sebastião Salgado » : l'homme sud-américain au travail par un des plus importants photojournalistes d'aujourd'hui. (Chapelle Saint-Jean de Moustiers.)

– « La salle maya », par Anne Testut : les ruines mayas de différents sites du Mexique, du Guatemala et du Honduras. (Abbaye de Montmajour, Cellier de Saint-Maur, jusqu'au 1^{er} septembre.)

– « L'humour des pierres » : Hugues de Wursterberger (Prix Niepce 1990) et Philip Heying photographient les murs prestigieux de la région de Provence. (Abbaye de Montmajour, jusqu'au 1^{er} septembre.)

– « Vasco Ascolini » : en cinquante images, une vision d'Arles.

– « Alberto Schommer » : le célèbre portraitiste espagnol présente son nouveau travail.

– « Eric Poitvin » : portraits de religieux par le lauréat 1984 de la Villa Médicis.

LES SOIRÉES AU THÉÂTRE ANTIQUE

(6-10 juillet)

– « Jack Kerouac, Visions of the Road » (6 juillet).

– « Les Années Thatcher » : dix ans de pouvoir et de vie quotidienne par les jeunes représentants de la photo britannique (9 juillet).

– « Vingt ans de Médecins sans frontières » : Les douleurs du tiers-monde – famines, catastrophes, réfugiés – racontées par de grands photographes (9 juillet).

– « Crépuscule d'une nation » : vingt ans de la nation Sioux (1870-1890) par quatre photographes de l'American Frontier Photography (10 juillet).

مكتبة المجلد

ARLES 91

DE MARTIN CHAMBI

dans la sierra

Diego de Almagro : l'Espagne et l'Inca toujours présents dans cette ville symbole, symbiose parfaite de deux cultures. Le studio légendaire n'existe plus. Le patio et la maison de style andalou, si. On imagine la galerie-exposition du rez-de-chaussée, l'escalier en colimaçon qui menait au second, au studio sous le toit vitré et incliné. A Lima, régnait le dictateur Leguia (1919-1930). Cuzco connaît un renouveau culturel : la contestation apriste (mélange de nationalisme, de populisme, d'indianisme et d'anti-impérialisme) s'y développe. S'exalte aussi le mouvement indigéniste avec Luis Valcarcel et Uriel Garcia, l'homme de Mariategui, entre autres. Tous se retrouvent au studio Chambi.

Indigéniste, Chambi ? « Il n'a jamais été militant. Il était bien dans sa peau, au milieu des siens. Ses sympathies étaient naturelles », dit Teo Allain, neveu de Martin, photographe lui aussi, qui a choisi d'être le protecteur de la tante Julia dans le conflit balzacien de famille. Chambi est aussi le portraitiste préféré de la bonne société de Cuzco. Le préfet lui demande de fixer la scène de son mariage. Un chef-d'œuvre dans la collection. Le président Sanchez Cerro croise l'Indien géant

de Parure qui s'installe à son tour devant le lourd rideau de valeur importé d'Allemagne. « Mon père l'avait rencontré au marché, raconte Julia, et il a eu beaucoup de mal à le convaincre de pousser jusqu'à la rue Marques. »

Le même regard, la même attention professionnelle pour les Indiens hébétés, traînés devant le tribunal, l'enfant mendiant au visage de Murillo, le déjeuner sur l'herbe des peones au pied de l'Ausangate, la mariée figée sur l'escalier monumental de la demeure des Pardo. « Chambi, affirme Jose Carlos Huayhuaca, cinéaste et critique, est un paysan andin qui arrive à Cuzco et qui a transformé l'ambiance culturelle en introduisant la photographie aux côtés de la peinture et de la poésie. Ce que Sadoul a appelé l'école de Cuzco lui doit énormément. »

Pourquoi Chambi a-t-il soudainement cessé de produire en 1950 ? Il est mort en 1973, pauvre et oublié. Une santé altérée ? Sans doute. Mais il y a autre chose. Le 21 mai 1950, un tremblement de terre détruit une partie de la vieille ville. Des milliers de morts, trente-cinq mille sans-abri. Les tours de Santo-Domingo et de la Compania sont tombées, la cathédrale est ébranlée.



Musiciens populaires. Cuzco, 1934.

« Nous étions à la maison. Nous nous sommes précipités rue Marques. Quelques plaques de verre du Machu-Pichu étaient brisées. C'était le désespoir. »

Pour Chambi, Cuzco n'est plus dans Cuzco. Il semble qu'il perde tout intérêt, il glisse dans l'indifférence. Plus de bohème, plus d'école de Cuzco. Les fils, Manuel et surtout Victor, reprennent le studio. Mais c'est « l'étranger » qui va redécouvrir Martin Chambi. En 1977, l'Américain Edward Ranney s'enthousiasme, sélectionne et ordonne les archives (quelque trente mille plaques de verre), se bat pour l'exposition de 1979 au Musée d'art moderne de New-York. Un succès spectaculaire, la renommée à titre posthume.

Il pleut sur Cuzco, rendu à sa solitude mélancolique de ville de province. Les touristes ne viennent plus guère. L'insécurité et la violence grandissent autour de la cité fabuleuse. Victor est mort en 1984 et Manuel

l'architecte en 1987. Le clan se retrouve rue Marques, mais de l'autre côté, dans une boutique étroite, obscure et glaciale. Une simple plaque bleue : « Studio Chambi », au fond de la cour, entre deux études de notaire. Dans l'arrière-boutique, le trésor : les archives de Martin. Au mur, les reliques de la gloire : un auto-portrait de Martin, la photo de mariage du préfet Gaden et celle de l'Indien géant. Les sœurs de Julia, Celia et Mary, passent en coup de vent. Julia regarde la dédicace de sa broche fétiche. « Je suis l'arbre et toi tu es la petite branche. »

MARCEL NIEDERGANG

* Exposition présentée par le Circulo de Bellas Artes de Madrid, Espace des Arènes, jusqu'au 1^{er} septembre. Catalogue « Martin Chambi, 1920-1930 », Editions Lunweg (Espagne).

Kodak offre Arles aux jeunes talents européens de demain.

Arles, capitale de l'image.

Dans le monde de la photo, les Rencontres d'Arles sont devenues en 20 ans, cette manifestation majeure et prestigieuse où se retrouvent dans un même élan, professionnels et amateurs avertis, tous passionnés par la Magie de l'Image.

D'expositions en débats, de soirées en rencontres, se confrontent en Arles, le temps d'un été, les genres, les tendances, tout ce qui fait que l'art photographique n'est pas statique et sait toujours nous étonner, nous émuvoir.

Kodak, révélateur de talents.

Pour la 5^e année consécutive, Kodak y organise l'European Kodak Award (Grand Prix Kodak de la jeune Photographie Européenne), une façon pour Kodak de concrétiser son fidèle partenariat aux Rencontres d'Arles et de participer activement au bouil-

lonnement culturel qu'elles suscitent. Mais c'est aussi et surtout une façon d'aider et de révéler les jeunes auteurs de la photographie de demain. En les exposant en Arles, Kodak leur offre là une occasion privilégiée d'être présentés au monde de la photographie.

European Kodak Award.

Ouvert aux photographes professionnels de moins de 35 ans et aux élèves d'écoles de photo en dernière année, le concours ne se fixe pas d'a-priori et les candidats sont sélectionnés en particulier pour la créativité, l'impertinence, l'esthétisme ou le réalisme de leur regard. L'éclectisme des genres représentés et des thèmes abordés témoigne de cette ouverture d'esprit chère à Kodak. Pour chacun des 15 pays participants, un jury

composé de personnalités très diverses, attachées au monde de la photographie, a élu son lauréat national qui s'est vu doté d'une bourse de 50000 F. Les 15 lauréats concourent aujourd'hui sur le plan européen. A l'issue de la soirée du 10 juillet au Théâtre Antique, un jury international, réuni en Arles, remettra un trophée et une dotation de 70000 F au lauréat européen jugé le plus talentueux.

Découverte...

L'ensemble des travaux de ces jeunes auteurs en lice sera exposé en Arles, à l'Abbaye de Montmajour, en juillet et en Août. En cette année où « la Découverte »

est le thème fédérateur des Rencontres d'Arles, on ne peut que se féliciter de cette ouverture sur l'Europe et sur ce que seront peut-être, les images de demain.



plein cadre

conquistadores n'ont jamais atteinte », affirme Graciela, mais qui a été investie par Eisenstein, Cartier-Bresson, puis André Breton en 1938, ce dernier, émerveillé, qualifiant illico le Mexique de « pays surréaliste par excellence ».

Face aux images de fêtes religieuses (culte préhispanique et catholique) que Graciela Iturbide a prises à Juchitan mais aussi à Chalma, on comprend mieux la jubilation de Breton qui, selon le sage Alvarez Bravo, « confondait surréalisme et fantastique » : déjeuners et danses sur les tombes lors de la Fête des morts, dégradation de crânes et squelettes en sucre d'orge, procession menée par des travestis, en diables et en prostituées, angelots avec d'amples ailes au milieu de soldats romains, statues dans les églises que l'on habille de vêtements baroques, histoires farfelues de martyrs, statues de saints noirs qui saignent, offrandes qui vont d'un mouchoir à un verre de lait en passant par un morceau de fromage, Indiens zapotèques qui avancent à genoux dans l'église, suivis de chèvres et de moutons...

Graciela Iturbide montre combien réel et imaginaire sont étroitement liés, combien sont fragiles les scènes qu'elle capte, multipliant les aller et retour entre la vie et la mort : une femme portant une couronne d'ignames, Magnolia - homosexuel habillé en femme (photo de la première page) - offrant son double dans une glace et, surtout, cette jeune fille, abandonnée sur un lit, comme morte après qu'elle eut été déflorée manuellement par son futur mari pour preuve de sa virginité, la robe blanche souillée par du sang de poulet, des roses rouges et des bougainvilliers.

Mariage ou enterrement ? Chez Iturbide, on ne sait plus vraiment où on est.

« Chaque photo raconte une histoire magique, loin de la réalité », affirme Louis Mespilé, le nouveau directeur artistique des Rencontres d'Arles, à propos de l'exposition « Les réalités magiques de l'Amérique latine », dont les connivences sont évidentes avec Graciela Iturbide. Comme elles le sont avec Luis Gonzales Palma, dont l'univers est assez étrange pour que Louis Mespilé qualifie ce Guatémaltèque de « Joel Peter Witkin de l'Amérique latine ».

Comme elles le sont avec Sandra Elela, la Panaméenne qui affirme, à travers son essai sur Portobello, vouloir « saisir l'invisible réalité de [ses] sujets ». Elle aussi joue sur l'apparence et la réalité, le visible et l'invisible, mais, cette fois, pour traduire « l'esprit indomptable, libre et magique » des habitants de Portobello, fixés à l'Hasselblad dès 1977 : Catalina, la reine des Congos, Putulungo, l'homme poulpe, et Dulce, son modèle préféré, petite fille sensuelle qu'elle regarde grandir.

Dans l'exposition d'Iturbide, une seule image ne concerne en rien son Mexique natal. Elle a été prise au Japon. Deux petits garçons qui semblent marcher sur la lumière. L'enchantement est contagieux quand l'appareil devient baguette magique.

MICHEL GUERRIN

* « L'Autre Monde ou les réalités magiques de l'Amérique latine », salle des fêtes d'Arles, du 5 juillet au 15 août. Catalogue général des Rencontres, Magit, 112 p., 150 F.
* Graciela Iturbide, chapelle du Méjan, du 5 juillet au 15 août.

Enfant mendiant. Cuzco, 1934.

LES CLARTÉS NOUVELLES
bourlingueur



Amérique latine

ARLES 91

LUCIEN CLERGUE REÇOIT LE COUPLE LE PLUS ROMANTIQUE DE L'HISTOIRE DE L'IMAGE

La passion mexicaine de Tina et Edward

C'est une histoire d'amour sans cesse recommencée, la plus belle de la photographie. Tina et Edward se sont rencontrés dans le Hollywood des années 20, elle obscure actrice d'origine italienne, lui photographe de Chicago installé en Californie. Ils se sont aimés au Mexique, d'une passion brûlante, pendant trois ans - elle a vingt-sept ans, il en a trente-sept - prenant l'un et l'autre des images qui ont marqué un tournant décisif pour la photographie.

TINA ET EDWARD se perdent de vue au début des années 30. Tina Modotti met de côté son appareil, devient une militante révolutionnaire et doit s'exiler en Europe avant de revenir à Mexico. Edward Weston s'affirme vite comme un maître de la photographie moderne (nus, natures mortes, abstractions, paysages), demandant à ses fils, avant de mourir en 1958, de ne « jamais vendre ses images à moins de trente dollars ». Cinquante ans plus tard, en avril dernier, ils se retrouvent l'instant d'une vente record à New-York (165 000 dollars pour un Tina Modotti de la période mexicaine, 154 000 dollars pour un Weston) mais, surtout, sont associés pour l'éternité au panthéon des grands photographes.

Les voilà judicieusement réunis à l'Espace Van Gogh par Lucien Clergue - il avait déjà présenté Weston en 1970 - dans l'exposition la plus étonnante des Rencontres, faite de tirages d'époque (notamment des platinium d'une qualité stupéfiante, réalisés par Tina Modotti à la lumière du soleil), qui rassemble les recherches personnelles du couple mais aussi les fameux portraits et nus de Tina par Edward ainsi qu'une riche correspondance, comme cette fameuse lettre-testament où, à vingt-cinq ans, elle lègue tout ce qu'elle possède à son amant.

Tina était d'une beauté saisissante - « des courbes suaves, des yeux noirs ardents, une bouche sensuelle, des cheveux couleur prune, un front haut et des mains fines » (1). Tour à tour mariée à un peintre franco-canadien, amante de Weston, du peintre Xavier Guerrero, des révolutionnaires Julio Antonio Mella et Vittorio Vidali, modèle du peintre Diego Rivera, Tina

Modotti était d'abord au Mexique l'élève, le modèle, la muse, l'assistante et la laborantine de son amant.

Weston, pour sa part, collectionnera toute sa vie les aventures - « Pourquoi diable cette avalanche de femmes ? » (2) - mais gardera avec Tina le souvenir d'une adéquation parfaite entre amour et création. Avant de s'embarquer pour Mazatlán, il est encore dans la mouvance pictorialiste chère à Stieglitz mais il n'est pas vraiment satisfait de son travail et sent, au contact du cubisme, qu'il lui faut changer radicalement, à tel point, comme le dit Lucien Clergue, qu'il est couvert d'honneur, établi, a une clientèle, marié, père de quatre enfants, mais il plaque tout pour Mexico.

A Mexico, donc, c'est le choc. Weston est bouleversé par le pays, l'accueil enthousiaste réservé à son travail, le foisonnement intellectuel, les peintres et militants que Tina lui fait rencontrer (Diego Rivera, Orozco Romero, David Alfaro Siqueiros, Clemente Orozco). Il est frappé par la misère, « le spectacle stupéfiant des corridos », « le pittoresque des bandits mexicains ». Il commence un journal intime (ses fameux Daybooks) et rêve une nuit d'un Stieglitz mort - « Il a représenté pour moi l'idéal à atteindre » - comme pour couper avec son passé pictorialiste et mieux se plonger dans la photographie pure, réaliste.

Weston n'est pas communiste, Tina le devient. Il est un pur produit de l'Amérique puritaine, adore les

bals costumés, le tango et la rumba dans les gargotes mexicaines, mais souffre du manque d'argent, regrette parfois sa vie de famille et la multitude de chats qui l'entourent ; elle rêve de révolution, de passions exclusives, s'accommode d'une vie précaire et se plonge dans la photo, tournant résolument le dos au romantisme pour, avec son Graflex grand format, « exalter la matière et la forme, avec la production d'images abstraites doucement imprégnées de poésie », affirme Manuel Alvarez Bravo (portraits, natures mortes, scènes de rue, architecture). « Pour Tina, la photo est un coup de cœur éphémère et brillant », pense Lucien Clergue, même si aujourd'hui, après des années d'oubli, l'Amérique culpabilisée la classe au rang des plus grands.

Surtout, Tina Modotti va montrer la voie à Weston, qu'elle traduira en 1929, dans un texte antipictorialiste qui accompagnait son exposition à la Bibliothèque nationale de Mexico : « Chaque fois que l'on utilise le mot art ou artiste par rapport à mes travaux de photo, j'en retire une impression désagréable (...) Je me considère comme une photographe et rien d'autre (...) J'essaie de faire non de l'art, mais de bonnes photos, sans truquage ni manipulation, alors que la plupart des photographes cherchent des effets artistiques. »

Edward comprend le message de Tina et du Mexique. Dès son retour en Californie auprès de sa femme, il brûle ses travaux pictorialistes pour mieux se plonger vers des études de natures mortes qui feront date, entre abstraction et réalisme : il accumule les études de syphon d'évier, poireau, poivron, coquillage, cactus, choux. « C'est classique, cela me satisfait totalement - un poivron - mais un plus-que-poivron : abstrait, immatériel », écrit-il.

Tina envoie sa dernière lettre à Edward de Moscou en 1931 et l'informe qu'elle « a commencé une vie complètement nouvelle ». On la retrouve mystérieusement morte, dans un taxi de Mexico, en 1942. Au même moment, et au faite de sa gloire, Weston réalise une image représentant des pélicans morts. Il ne le sait pas encore, mais ce sont les années les plus noires qui l'attendent.

M. G.

(1) Les citations de Tina Modotti sont extraites de Tina Modotti, photographe et révolutionnaire, par Maria Caronia, éditions Des Femmes, 1981.

(2) Les citations d'Edward Weston sont extraites de la monographie publiée chez Nathan Images, collection « Les maîtres de la photographie », 1989.

* « Tina et Edward », Espace Van Gogh, jusqu'au 15 août.



Tina Modotti, par Edward Weston, Mexico 1923.

Avec Romeo Martinez disparaissait, en avril dernier, une des plus fortes personnalités de la photo des années 50 à nos jours. Responsable de la revue Caméra, de la Biennale photo de Venise, éditeur, fondateur du département iconographique du Centre Pompidou, commissaire d'expositions, collectionneur, Martinez connaissait tous les grands de l'image. Un film lui rend hommage. Un de ses « disciples » se souvient.
par Jean-Jacques Naudet

« In'y a que les crânes qui parlent d'Atget sans jamais mentionner l'importance des prostituées dans son œuvre. Sans elles, ses photos sont incompréhensibles. » C'était en 1972, au 21 de la rue de Seine. Ma première rencontre avec Romeo Martinez. Je faisais partie de ces imbéciles ignorants qu'il décrivait. Cela me valut une mise en quarantaine de six ans.

En 1978, le contact fut renoué. Nous prîmes l'habitude de déjeuner régulièrement ensemble. Le début d'une amitié de douze ans et, pour ma part, l'une des plus grandes admirations que j'ai portées à l'un de mes contemporains. J'avais compris le leçon : je me taisais, j'écoutais, j'évitais la moindre connerie qui déclencherait inévitablement une colère homérique et me vaudrait une nouvelle répudiation.

Romeo est très vite devenu mon « papa photographique ». Ce que je découvrais en même temps, c'est qu'il était de tous les photographes, critiques, collectionneurs, picture editor, conservateurs de musées et autres spécialistes de l'image fixe, un personnage rare, chaleureux, plein d'humour et de tendresse qui nous apprenait à ne pas croire aux légendes et aux lieux communs, mais à nous forger par nous-mêmes notre propre jugement.

Pour Romeo, c'était facile : tout ce qui avait un nom, petit ou grand, dans la photographie depuis 1930, il le connaissait. Non pas intellectuellement, scolairement, par les livres ou par les magazines, mais réellement. Avec tous, il avait déjeuné, dîné, fumé d'énormes cigares, partagé joies et peines, espérances et échecs, jardins privés.

Dans son entre de la rue de Seine, tous avaient défilé (sauf les imbéciles et les prétentieux peut-être) : Henri Cartier-Bresson, Robert Doisneau, Eugene Smith, Robert Capa, Irving Penn, Manuel Alvarez Bravo, Jeanloup Sieff, Josef Koudelka, Marc Riboud, Bruce Davidson, Ernst Haas... Les Italiens, les Espagnols, les Turcs, les Anglais. Tous n'avaient qu'un rêve : graver ces marches qui penchaient, tirer sur une clochette saugrenue et se frayer un chemin à travers des montagnes de livres où l'on découvrirait au fond de la pibce, dans un nuage de fumée, le crâne chauve de Romeo avec ses grosses moustaches, l'œil étincelant.



Romeo Martinez hommage

« Je n'ai jamais publié qui que ce soit sans l'avoir d'abord rencontré. Je voulais voir l'homme en premier, et ensuite seulement je pouvais me faire un jugement sur ses images. » Les mythes, quand il les expliquait, c'était limpide, juste. Il est vrai que l'on ne comprend pas Robert Capa si l'on n'a pas écouté Romeo Martinez parler de ses femmes et de ses virées aux courses dans les années 40-50 pour payer (ou ne pas payer) les échéances hebdomadaires de l'agence Magnum. Vous ne savez rien d'Eugene Smith si Romeo ne vous a pas confié les paranoïas de sa vie quotidienne. Rien de Brodovitch sans aborder son autodestruction par l'alcool.

Témoin, Romeo était beaucoup plus que cela. Tour à tour complice, père, frère, banquier, confident et parfois surveillant général. A ce tableau, il manque une personne. Jacqueline, sa compagne depuis cinquante ans. Sans elle, il n'aurait pu survivre. Romeo n'avait aucun sens de l'argent, confondant jusqu'à la fin de sa vie nouveaux et anciens francs. Il n'avait aucun sens du bouclage : Caméra, la prestigieuse revue qu'il dirigea de 1955 à 1974, eut une périodicité qui oscillait entre l'hebdomadaire et le trimestriel. Il avait aucun sens du temps. Il oubliait parfois de rentrer la nuit, et Jacqueline le retrouvait avec Doisneau au café en bas de chez lui.

Le personnage se prêtait à ce genre d'excès. Tout chez lui était démesure. La naissance d'abord, de père espagnol et de mère mexicaine, sur un cargo allemand à la limite des eaux territoriales grecques et turques un jour de 1911. Son arrivée à Paris, à la fin des années 20, quand sa famille est dépossédée de ses terres par la révolution mexicaine - Romeo se retrouve alors sans un sou et fait une foule de petits métiers. Son engagement politique : proche des anarchistes, il milita activement puis participa à la guerre civile espagnole en tant que commissaire politique du POU, qui sera ensuite anéanti par les communistes.

Ses passions et ses excès : le jeu bien sûr, les courses et le casino. Ce qui fait qu'il avait des amis inattendus comme l'Agâ Khan et Django Reinhardt.

En 1985, à Arles, Romeo anima une extraordinaire soirée sur la photographie des années 30. Le contraire d'un cours magistral, une confession tendre fourmillant d'anecdotes. Peu de personnes furent sensibles, au Théâtre antique, à ce moment exceptionnel. En fait, il y en eut trois : le collectionneur américain Sam Wagstaff, le photographe Robert Mapplethorpe et Roger Théron, le directeur de Paris-Match. Cinquante-cinq minutes de temps suspendu et retrouvé sur l'époque sans doute la plus riche, innovatrice et créatrice de la photographie contemporaine. Tout cela recréé avec des mots simples qui traduisaient un gigantesque amour pour ces oubliés : Tabard, Munkacsy, Moholy-Nagy... Il s'éclipsa ensuite jusqu'à 5 heures du matin. On le retrouva sur un banc, expliquant Kertész par son avarice et son goût des femmes à un critique italien.

Plus personne ne nous parle de la photographie comme en parlait Romeo. Il est mort en novembre dernier, à soixante-dix-neuf ans. Nous sommes devenus orphelins. « Tu n'as rien compris à Henri Cartier-Bresson si tu n'étudies pas sa jeunesse. Sois plus rigoureux, fouille, réfléchis. Plus tu as du succès, plus tu dois douter. Sinon, tu feras des impasses sur plein de choses et tu deviendras mauvais. »

Vous nous manquez, Romeo.

★ Hommage à Romeo Martinez, un film de Roger Pic et Patrick Roegiers. Projection au Théâtre antique le 7 juillet.

► Jean-Jacques Naudet est l'ancien rédacteur en chef de magazine Photo. Il vit aujourd'hui à New-York.

PHOTO ET DE LA SCIENCE

MUSIQUE

Renata Tebaldi, une leçon

Pendant vingt-cinq ans, Renata Tebaldi a régné sur l'opéra. La beauté de sa voix, la pureté de son chant, la volonté têtue avec laquelle elle choisissait ses rôles, son refus de s'aventurer en dehors du répertoire italien en ont fait l'anti-Callas. Tebaldi n'était pas une « tragédienne », elle était l'incarnation du beau chant. Decca réédite huit enregistrements qui viennent s'ajouter à la quinzaine déjà disponibles chez le même éditeur (1).

« Une chanteuse très célèbre a dit récemment dans une interview au Monde de la musique qu'il était faux de penser que l'on chantait mieux autrefois. Qu'en pensez-vous ?

— Il y a très longtemps, au tournant du XIX^e siècle, certaines prima donna faisaient ce qu'elles voulaient, il n'y avait pas de metteurs en scène et les chefs d'orchestre les laissaient chanter à leur guise. De ces chanteuses-là, dont l'art a été conservé sur les vieux disques, il n'y a, en effet, rien à apprendre, car elles prenaient vraiment trop de libertés avec la musique. Mais, s'il est vrai que les exigences se sont accrues pour le chant comme elles se sont accrues pour les instrumentistes, le plus important reste la technique vocale personnelle que chaque chanteur va développer. Et cela ne dépend pas de l'époque.

— Mais ces nouvelles exigences, qui sont techniques autant que stylistiques, n'ont-elles pas conduit les chanteurs à se spécialiser dans des répertoires très précis alors qu'autrefois les chanteurs chantaient tout de la même façon ?

— C'est ce que l'on affirme, mais lorsqu'on me dit aujourd'hui d'une chanteuse qu'elle est une grande mozartienne, je lui tire mon chapeau, car Mozart est très difficile, mais dans le même temps, je me demande si elle peut chanter Verdi ou Puccini. Il me semble, au contraire, qu'il y a trente ou quarante ans les chanteurs avaient une meilleure connaissance des styles. Mais qu'est-ce qu'une belle voix ? C'est d'abord un beau timbre, un souffle parfaitement contrôlé, une voix parfaite capable de se plier à tous les styles.

— Vous êtes un exemple pour les jeunes chanteuses, dans la mesure où vous n'avez chanté, avec le minimum d'effets extérieurs à la musique, que les rôles que l'évolution de votre voix vous permettait d'aborder. Si vous deviez commencer votre carrière aujourd'hui, pourriez-vous la mener de la même façon ?

— Je ne serais d'accord avec personne ! J'ai chanté avec les plus grands chefs, avec des collègues formidables. Chanter était une joie. Mais à cette époque on répétait sans compter. Aujourd'hui, on travaille moins, car cela coûte trop cher. A la Scala, bien sûr, c'est différent, car Muti répète au minimum un mois. Et puis il y a les metteurs en scène, les costumiers, qui aujourd'hui, n'ont souvent aucune culture musicale. Les premiers vous font chanter dans des positions impossibles, le dos au chef alors que vous devez le voir et que votre chant doit porter dans la salle. Les seconds vous font des costumes trop lourds, trop serrés, qui ne vous vont pas. Ils ne savent pas que, pour bien chanter, il faut être à l'aise physiquement et psychologiquement.

— A mon époque, on pouvait discuter de tout. C'est fini, il me semble. Je ne pourrais pas arriver aujourd'hui dans un théâtre en sachant que tout a été réglé, que je devrais me plier à tout ce que l'on me demandera, sans avoir la possibilité d'infirmer les choix du metteur en scène ou du chef. Certains chefs n'ont aucune idée des possibilités physiques des chanteurs, auxquels ils demandent des efforts impossibles, qui annoncent : « Voici mes tempos », et qui n'en démontent pas. Je n'ai jamais fait de caprices, j'ai toujours cherché des compromis. Mais un chanteur n'est pas une potiche que l'on déplace, il doit participer à la construction d'un spectacle.

— Je me souviens d'une production de la Force du destin dirigée par Mitropoulos, à Florence. A l'issue de la première répétition, mes collègues et moi étions ébahis. C'était comme si nous ne connaissions pas ce Verdi. Nous sommes tous partis retravailler avec les chefs de chants pour oublier ce que nous venions de vivre. A la seconde répétition, nous n'avons rien changé à notre façon de faire. Mitropoulos a compris, et, tout en restant très personnel, il s'est adapté à la façon italienne de diriger Verdi. Mais il était un musicien extraordinaire. Aujourd'hui, on ne parle plus dans les théâtres.

— N'est-ce pas dû au fait qu'il y a moins de troupes dans les grandes maisons d'opéra et que les spectacles



D. R.

jours travaillé leur souffle, qu'ils maîtrisent comme personne.

— Doit-on travailler son souffle indépendamment de la technique vocale ?

— Les hommes respirent naturellement avec le diaphragme, pas les femmes, qui ne le font qu'en dormant. Eveillées, elles respirent avec le haut des poumons, en levant les épaules. Ce qu'il ne faut surtout pas faire lorsque l'on chante. Les femmes doivent donc apprendre à respirer. Faut-il encore qu'on leur explique. Faisant cela, elles peuvent se muscler d'une façon extraordinaire. Birgit Nilsson, par exemple, pouvait déplacer un grand piano à queue de concert en le poussant du ventre. Il avait des roulettes mais quand même. Essayez ! Mais la technique est personnelle et dépend de la morphologie. Je ne pouvais pas uniquement respirer du diaphragme, j'utilisais donc une respiration mixte qui combinait le thorax et le diaphragme. Montserrat Caballé, elle, respire avec le ventre. A chacun sa méthode, mais avant d'apprendre à chanter, il faut impérativement apprendre à respirer, à contrôler son souffle. Mon professeur m'a fait travailler la respiration pendant un an. Encore une fois, c'est la fondation du chant.

— Avez-vous des émules ?

— Hélas ! non. Mais j'admire la Katia [Ricciarelli] quand elle chante Vivaldi, Rossini, Donizetti, je l'admire pour son legato, la pureté de sa voix, sa musicalité et sa disponibilité pour chanter tant de styles différents de musique. Je l'aime, même si elle a chanté des œuvres qui ne convenaient pas à sa voix. Mais sa ligne de chant, ses interprétations sont admirables. Une autre qui continue à chanter d'une façon incroyable est Mirella Freni.

Propos recueillis par ALAIN LOMPECH

(1) « La Tebaldi », airs de Verdi, Puccini, Rossini, Cilea, Boito, Giordano, Catalani : 2 CD 430 481-2. « Les premiers enregistrements », airs de Verdi, Puccini, acte III d'Aida : 1 CD 425 089-2. Cavalleria rusticana, de Mascagni, avec Björling, Bastianini, direction Erede : 1 CD 425 985-2. La Traviata, de Verdi, avec Poggi, Fronti, direction Molinari-Pradelli : 2 CD 430 250-2. Tosca, de Puccini, avec Del Monaco, London, direction Molinari-Pradelli : 2 CD 411 871-2. Adrienne Lecouvreur, de Cilea, avec Del Monaco, Simonato, direction Capuana : 2 CD 430 256-2. La Gioconda, de Ponchielli, avec Bergonzi, Merrill, Horne, Ghislev, direction Gardelli : 3 CD 430 042-2. Manon Lescaut, de Puccini, avec Del Monaco, Corena, direction Molinari-Pradelli : 2 CD 430 253-2.

sont souvent l'addition de personnalités qui se retrouvent un peu par hasard ?

— Autrefois, l'opéra était avant tout de belles voix ; si le chef était brillant, compétent, on s'élevait d'un cran ; si par chance le metteur en scène était bon, la représentation devenait un spectacle à part entière. Aujourd'hui, ce sont effectivement des individualités de cultures différentes qui se réunissent au dernier moment pour chanter et qui sont le plus souvent mises en scène par des régisseurs qui viennent du cinéma, du théâtre, voire de rien du tout. Des metteurs en scène qui, parfois, ne prennent même pas la peine d'étudier la partition, qui oublient le sens des paroles et qui vous font faire des choses qui sont en contradiction totale avec les situations mises en musique.

— Les mises en scène contemporaines ne me plaisent pas. J'en vois si peu de bonnes que j'ai peur maintenant d'aller à l'Opéra ; peur de me lever, de crier. Mais j'admire Ronconi et Strehler, dont les mises en scène modernes mais stylisées collent toujours à la musique et au texte, même si parfois Strehler, qui est le maître absolu des lumières, montre des choses sublimement belles mais si faiblement éclairées que l'on ne voit plus ce qui se passe sur scène, que l'on ne voit pas les visages des chanteurs.

— Enseignez-vous ?

— Plus du tout ! J'ai été invité plusieurs fois à donner des cours d'interprétation. J'ai été confronté à des élèves qui venaient pour travailler des rôles, mais qui ne savaient tout simplement pas chanter. Ils ne veulent pas écouter, veulent tout chanter, tout de suite, comme s'ils étaient paniqués à l'idée de ne pas en avoir le temps. J'ai été invité à donner deux semaines de cours de perfectionnement au Mozarteum de Salzbourg. En fait, il aurait fallu que je démonte la voix de chacun des stagiaires pour la reconstruire. En quinze jours, c'est impossible de faire cela.

— Je me souviens que certains ne savaient même pas ce qu'était le souffle. La faute incombait aux professeurs. Il n'y en a que très peu de bons. Ce n'est pas parce que l'on a été un grand chanteur que l'on est un bon professeur. Comment voulez-vous, en quelques heures de cours, apprendre à un jeune chanteur à composer un rôle, à phraser si vous devez consacrer l'essentiel de votre énergie à lui apprendre à respirer ? Or la respiration, le souffle sont la base du chant. Voyez Carlo Bergonzi, voyez Alfredo Kraus, ils ne sont plus si jeunes, leurs cordes vocales sont un peu usées, mais ils peuvent chanter car ils ont tou-

OPERA DE PARIS BASTILLE

27, 29 JUIN, 1, 3, 5, 9, 11, 13, 15, 17, 19 JUILLET 19H30

LA FLUTE ENCHANTEE

Wolfgang Amadeus Mozart

Armin Jordan / Robert Wilson

ORCHESTRE ET CHŒURS DE L'OPERA DE PARIS

Nouvelle Production

avec le partenariat de Nihon Keizai Shimbun, Inc.

NIKKI

8, 10, 12, 16, 18 JUILLET 19H30

KATIA KABANOVA

Leoš Janáček

Jiri Kout / Götz Friedrich / Hans Schavernoch / Lore Haas

ORCHESTRE ET CHŒURS DE L'OPERA DE PARIS

Co-production Music Center Opera Los Angeles

LOCATION : (1) 40 01 16 16

AGENCES AGREES, FNAC, VIRGIN, MINTEL 3615 THEA ET SUR PLACE

RENSEIGNEMENTS : (1) 43 43 96 96

Tarifs : de 40 à 520 F. Première : de 100 à 850 F.

LA SÉLECTION

MUSIQUES

Paris

Mercredi 26 juin

Beethoven

Sonate pour piano n° 30

Brahms

Sonate pour violon et piano n° 3

Mozart

Fantaisie KV 475
Sonate pour piano n° 14 KV 457

Schubert

Fantaisie op. 103

Régis Pasquier (violon),
Jean-Claude Penotier,
Georges Pludermacher (pianos).

En ouverture de l'hommage à Kempff, ce concert évoque, d'avantage que la suite, ne serait-ce que par son programme, la musique, les œuvres qu'aimait le grand pianiste. En ouverture, Georges Pludermacher ne craint pas de se confronter à l'antépénultième sonate de Beethoven, cet opus 109 que Kempff jouait d'une façon qui a découragé beaucoup de ses confrères de l'inscrire à leurs programmes.

Théâtre des Champs-Élysées, 18 h 30.
Tél. : 47-20-36-37. De 40 F à 150 F.

Jeudi 27

Beethoven

Variations Eroica

Schubert

Impromptus op. 90

Chopin

Ballade
Scherzo
Shura Cherkassky (piano).

Mis à part le fait que Cherkassky est un pianiste fêté en Allemagne depuis de nombreuses années, nous ne voyons pas en quoi son art se rapproche de celui de Kempff, auquel le Théâtre des Champs-Élysées rend hommage en cette fin juin. Tout, au contraire, les sépare. Nous ne comprenons pas davantage ce qui peut réunir (quel que soit leur talent personnel) le grand pianiste allemand, disparu récemment, avec Vladimir Ashkenazy et Maria Tipo, qui se produisent les 28 et 29 juin dans le même cadre. Si ce n'est qu'ils l'admirent peut-être, qu'ils l'ont sans doute rencontré. Le même commentaire vaut pour Bruno Leonardo Gelber. Restent quatre concerts qui ont le piano pour dénominateur commun. Quatre concerts donnés par des pianistes de haut vol. Cela suffit-il ?

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.
Tél. : 47-20-36-37. De 40 F à 280 F.

Mozart

Le Flûte enchantée
Carsten Stabell (basse),
Gösta Winberg,
David Rindgall (ténors),
Eva Matis-Godlewski/
Luciana Serra,
Cynthia Haymon,
Anne Constantin (soprano),
Christian Busch,
Wolfgang Schwan (barytons),
Orchestre national et chœurs
de l'Opéra de Paris,
Armin Jordan (direction),
Robert Wilson (mise en scène).

Dernière production de la saison pour l'Opéra-Bastille, qui n'a guère encore pu s'imposer par l'originalité, la réussite de ses productions. Mais Robert Wilson est un metteur en scène d'une autre dimension que ceux qui se sont succédés sur le plateau de Bastille jusqu'à ce jour. A un ou deux noms près, la distribution est jeune et inconnue, donc source de surprises.

Opéra-Bastille, 19 h 30 (et les 29 juin et 1^{er} juillet). Tél. : 40-01-16-16. De 40 F à 520 F.

Meyerbeer

L'Africaine
Sylvia Brunet,
Andrea Rose,
Marie-Thérèse Keller (soprano),
Vincent La Texier (baryton-basse),
Jean-Philippe Lafont,
Patrick Pelier,
Jean-François Gardell (barytons).Louis Gentile,
Thierry Tregan (ténors),
Lionel Sarrazin (basse),
Chœur et Orchestre philharmonique
de Radio-France,
Massimo de Bernart (direction).

Réputée inchantable, cette *Africaine* n'est jamais ou presque donnée à l'Opéra. Après les *Huguenots*, du même Meyerbeer, de splendides *Sansone* et *Dallia*, de Saint-Saëns, et *Werther*, de Massenet, le Châtelet donne cet opéra en version de concert. Les lycéennes, les curieux ont déjà réservé leur place.

Châtelet. Théâtre musical de Paris,
20 heures. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 295 F.

Vendredi 28

Schumann

Genève, ouverture

Mozart

Concerto pour piano n° 27 KV 595

Beethoven

Symphonie n° 7
Orchestre symphonique de la radio de Berlin,
Vladimir Ashkenazy (direction et piano).

(Lire l'annonce du récital de Shura Cherkassky, le 27 juin.)

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.
Tél. : 47-20-36-37. De 60 F à 400 F.

Mozart

Les Noces de Figaro, airs

Donizetti

L'Effort d'amour, airs
Ecole d'art lyrique de l'Opéra de Paris,
Orchestre national de l'Opéra de Paris,
Gianfranco Rivoli (direction).

Pour savoir ce que vaut vraiment l'enseignement dispensé à l'Ecole d'art lyrique de l'Opéra de Paris, pour vérifier si l'on y apprend bien aux chanteurs à respirer, à maîtriser leur souffle, ainsi que le recommande Renata Tebaldi. (Lire notre entretien, page 23.)

Opéra-Bastille, 20 heures. Tél. : 40-01-16-16. 100 F.

Rossini

Mozart
Cécilia Gasdia (soprano),
Lucille Vignon (mezzo-soprano),
Simon Esias,
Boris Martinovic.Jacques Schwarz (basse),
Jean-Luc Vida (ténor),
Chœur du Festival,
Orchestre national de France,
Alberto Zedda (direction).

Grands dieux ! Mais pourquoi donne-t-on cet opéra de Rossini dans la basilique de Saint-Denis ? Domage pour Cécilia Gasdia, qui chante Rossini comme chantant les merles, avec virtuosité et *marbidezza*, tant pis pour Alberto Zedda qui le dirige d'une façon qui met en évidence l'écriture par paliers dynamiques du compositeur. Arrêtons-nous là, il y a déjà beaucoup trop de « mais » dans cette annonce de concert. Mais qu'y pouvons-nous si l'on continue d'organiser des concerts dans des lieux inadaptes ?

Saint-Denis. Basilique, 20 h 30. Tél. : 42-43-30-97. De 120 F à 190 F.

Samedi 29

Beethoven

Concerto pour piano n° 1

Brahms

Symphonie n° 4
Maria Tipo (piano),
Orchestre symphonique de la radio de Berlin,
Vladimir Ashkenazy (direction).

(Lire l'annonce du récital de Shura Cherkassky, le 27 juin.)

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.
Tél. : 47-20-36-37. De 60 F à 400 F.

Schubert

Stabat Mater

Mozart

Messe du couronnement KV 317

Bruckner

Te Deum
Lucia Popp,
Cornelia Kallisch (soprano),
Robert Lloyd (baryton),
Joseph Probst (ténor),
Wiener Jeunesse Chor,
Orchestre symphonique de Vienne,
Gustav Kuhn (direction).

C'est à Notre-Dame, c'est donc gratuit ainsi que le veut le cardinal Lustiger. Il serait dommage de faire payer des auditeurs qui auront, de toute façon, des difficultés à apprécier l'art des interprètes (excellents) réunis dans une nef dont la qualité première n'est pas l'acoustique. Et pourtant, le programme, est idéal pour être donné dans un lieu consacré.

Notre-Dame de Paris, 22 heures. Concert gratuit.

Graduel d'Alénor de Bretagne

Ensemble Organum,
Marcel Pérès (direction).
Que les mélomanes effrayés par un tel programme se rassurent, Marcel Pérès et l'Ensemble Organum n'ont rien de ces magistres ennuieux qui ont défiguré le grégorien et le répertoire du Moyen Âge. Sans être de joyeux drilles, ils savent communiquer au public leur passion pour ce répertoire.

Saint-Ouen-l'Aumône, Abbaye de Maudouville, 21 heures. Tél. : 34-64-36-10. Le 30 juin, à l'abbaye de Royaumont, à 17 h 30, chants mozartiens.

Lundi 1^{er} juillet

Beethoven

Sonates pour piano n° 3, 8, 17 et 21
Bruno Leonardo Gelber (piano).
(Lire l'annonce du récital de Shura Cherkassky, le 27 juin.)Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.
Tél. : 47-20-36-37. De 40 F à 280 F.

Mardi 2

Schubert

Impromptu op. 90

Wanderer Fantaisie

Moussorgski

Tableaux d'une exposition

Victor Ereco (piano).

Vainqueur du Grand Prix Marguerite-Long en 1963, Victor Ereco a, depuis, beaucoup joué en Union soviétique et en France, pays dans lequel il s'est finalement installé, il y a quelques années. Ses enregistrements des concertos de Rachmaninov ont été reçus avec enthousiasme, et son jeu comparé à celui du compositeur lui-même. Pour sa rentrée parisienne, Ereco a choisi deux fortresses réputées imprenables du répertoire pianistique. Deux œuvres écrites sans souci de ménager l'interprète, sans souci de bien faire sonner le piano. La bonne musique est parfois à ce prix.

Auditorium des Halles, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. Location Fnac, Virgin, 180 F.

Mendelssohn

Schumann

Brahms

Médias et Radio
Margaret Price (soprano),
Eugene Asti (piano).

Les Parisiens amoureux du beau chant n'auront rien de mieux à faire que d'aller écouter Margaret Price, le 2 juillet. Il n'y a pas chanteuse plus intelligente, plus sensible, voix plus pure dans ce répertoire. A part Mitsuko Shirai, bien sûr, mais la France l'adoptera quand il sera trop tard (conseil désintéressé aux organisateurs qui, à part le Châtelet, ne l'invitent pas).

Saint-Denis. Maison de la Légion d'Honneur, 20 h 30. Tél. : 42-43-30-97. 170 F.

Régions

Germigny-des-Prés

Bach

Suites pour violoncelles n° 1, 5 et 3
Matt Haimowitz (violin).

La fortune sourit à ceux qui osent. Matt Haimowitz, à peine âgé de plus de vingt ans, ne craint pas de jouer les *Suites* de Bach en récital. Tout jeune, à la fin du dix-neuvième siècle, Pablo Casals eut cette audace. A l'époque, certains lui reprochaient de jouer en public ce que l'on croyait être de simples exercices. Espérons qu'aujourd'hui on ne reprochera pas à un jeune de s'attaquer à ce qui est devenu, entre-temps, un monument de la musique jugé intouchable par qui n'a pas vécu.

Le 28. Eglise, 21 heures. Tél. : 05-45-28-18.

Lyon

Mozart

Symphonie n° 25

Audrey Michail (soprano),
Carolyn Watkinson (mezzo-soprano),
Robert Gambill (ténor),
Arthur Korn (basse),
Stuttgarters Orchestersingere,
Orchestre national de Lyon,
Emmanuel Krivine (direction).

Comme les orchestres américains, celui de Lyon poursuit sa mission. L'été venu, en créant un festival. Pour l'inauguration des Nuits symphoniques, Krivine s'attaque au *Requiem* de Mozart, à la tête d'un orchestre plébiscité lors de sa récente tournée aux Etats-Unis. Mais pas à l'importance de la version du *Requiem*, puisqu'il a choisi la toute nouvelle édition mise au point par Robbins-Landon.

Les 28 et 29. Opéra de l'honneur de l'hôtel de ville, 21 h 30. Tél. : 78-60-37-13.

Sully-sur-Loire

Albeniz

Suites espagnoles pour piano

Ravel

Rhapsodie espagnole

Katia et Marielle Labèque (piano).

Katia et Marielle Labèque aiment les transcriptions, originales ou pas. On peut ne pas supporter leurs mimiques, leur toucher si particulier (façon polie de dire qu'il leur arrive de taper), mais l'on s'indigne devant le sérieux avec lequel elles préparent leurs récitals, leur capacité à communiquer avec tous les publics. Le lendemain (même lieu, à 19 heures), Jean-Marc Luisada et le Quatuor Sine Nomine se partagent un concert Schubert-Brahms, au cours duquel, ils interpréteront la *Jeune Fille et la mort* du premier et le *Quintette pour piano et cordes* du second.

Le 29. Château, 21 heures. Tél. : 05-45-28-18. De 60 F à 150 F.

Jazz

Black Ballad

En répétition, l'aventure reste en suspens. L'idée de Christian Gauffre, réalisée par Franck Cassenti, met en scène une image sonore du jazz, son histoire, son rêve, ses fantasmes et ses légendes, prend lentement. La présence sur le plateau d'un supposé régisseur musicien (Youwal Micemacher) laisse perplexe. Et puis, dès qu'elle prend corps, cette idée, avec l'irruption d'Archie Shepp et de Dee Dee Bridgewater (même avec le talon brisé lors des préparations du spectacle), ça prend. La musique prend : Jimmy Owens, Glenn Ferris, Horace Parlan, Heyn Van de Geyn... Les ballets africains... L'imagerie des décors... C'est une métaphore plus vraie que nature du jazz. Ça ne répond qu'à la musique et à son injonction. Black Ballad nous balade.

Black Ballad. Halle de la Villette, salle Charlie-Parker. Jusqu'au 30 juin à 21 heures. Tél. : 42-49-77-22.

Rennes

Festival

des Tombées de la nuit

Festival polyvalent et multiforme sur fond de Bretagne bretonnante : on ne sait pas bien par où le prendre, entre

les spectacles de rue, la poésie, la chanson, l'hommage à Mozart, le jazz et cette proposition de Guy Le Querrec, de l'agence Magnum. Ses photos du contrebandier Henri Texier, Breton comme lui, couvrent les trente dernières années. Vies et transformations d'un musicien qu'on suivra, soulignées par le groupe de Louis Scavias.

En deuxième partie, Texier commentera musicalement des photos hors jazz de Le Querrec. Bref, une histoire d'amitié et de parcours à double sens. Le Querrec est un familier du genre, c'est la première curiosité de la saison d'été.

Du 29 juin au 6 juillet. Tél. 99-79-01-98 et 99-30-38-01. De 30 à 110 F.

Rock

ZZ Top

Trio de deux barbes et un moustachu texans qui jouent du blues dur et lourd et le font passer auprès d'une jeunesse innocente pour du rock. Mais ZZ Top c'est tout à fait du blues, salace, gras, fort, maîtrisé et drôle. En première partie, le très pénible rocker canadien à destination des radios insipides, Bryan Adams.

Les 28, 29 et 30. Palais omnisports de Paris-Bercy, 20 h 30. Location Fnac, 185 F.

Benoît Bine Boy

Un excellent bluesman français, qui cherche et trouve son inspiration plutôt du côté de la Louisiane que des ghettos de Chicago. Drôle, précis, textes virtuoses, en français, Benoît Blue Boy a trouvé pour le blues une version française convaincante.

Le 28. Molière. Espace Saint-Jean, 21 heures. Tél. : 64-52-10-95. 20 F.

Gwar

Groupe de hard rock à voir. Parce que leur spectacle entre Grand Gai et happening nécessite l'utilisation de litres d'hérogas et se soucie du bon goût comme TFI de politique culturelle. Haut-le-cœur !

Le 1^{er} juillet. Espace Omnisports, 19 h 30.

James Brown

Joe Louis Walker

Un bon gros festival, copieux et irrésistible qui s'attend que le beau temps pour être une réussite. Avec James Brown, tout juste sorti de prison, qui viendra rappeler d'où viennent les trois quarts du rap et du funk contemporains (le 1^{er} avec Joe Louis Walker, le 2^e avec Mother's Finest). Avant, le trio hip hop/new wave, Age Daze. Les deux augmentent des talents considérables de Bootsy Collins à la basse, précédés d'un autre parrain du funk, George Clinton (le 30) auront continué un bal ouvert le 28 par les vétérans de Kool and the Gang (un peu anodins lors de leurs dernières apparitions en France) et des Temptations réformés, moins David Ruffin qui vient de disparaître.

Le 1^{er} juillet. Issy-les-Moulineaux, Parc de la Saint-Germain, 20 heures. Tél. : 42-93-80-34. Location Fnac, Virgin, 180 F.

Simple Minds

En ce mardi 2 juillet, le révérend Jim Kerr prêchera en l'église de Bercy. Grâce à lui, et si tout se passe bien, à l'issue du concert, la paix régnera entre les hommes et le monde tournera au rythme d'envoies de synthétiseurs et de breaks de batterie trafiquée, comme dans les clips de Simple Minds.

Le 2 juillet. Palais omnisports de Paris-Bercy, 20 h 30. Location Fnac, Virgin, 185 F.

Tournées

Joe Jackson

Fin de la tournée du chanteur anglais à personnalités multiples. Rocker hargneux, playboy jive (on parle de jazz à danser ici, pas de rap), voyou saisi, Joe Jackson est un virtuose à fortunes diverses.

Le 27 juin. Orange. Théâtre antique, 20 heures, 150 F (1^{er} partie : Yue and Cry). Le 28, Nice. Théâtre de verdure, 20 heures, 150 F. Le 29, Belfort. Festival des Eurockéennes, 170 F. Tél. : 84-21-85-85.

Jimmy O'Hair

Voilà quelque temps qu'on n'avait pas vu Jimmy O'Hair par chez nous. De toute façon on retrouvera la voix, l'intensité du chanteur. Et l'on espère que ses chansons ont pris un peu de poids, son groupe (puissant et cohérent) un peu de souplesse.

Le 28 juin. Toulouse. Festival Racines (à la Foire de Reymond), 21 heures, entrée libre (1^{re} partie : Whispy Ways, Jean-Pierre Huez, Ismaël Lo). Le 29, Villeurbanne. Centre culturel occitanique, 20 h 30, 60 F.

OPERA DE PARIS GARNIER

AMERICAN BALLET THEATRE

ROMEO ET JULIETTE
Musique Serge Prokofiev
Chorégraphie Kenneth MacMillan
du 3 au 7 juillet

PROGRAMMES MODERNES

Chorégraphies
George Balanchine, Agnes de Mille,
Kenneth MacMillan, Mark Morris,
Jerome Robbins, Twyla Tharp
5 programmes
du 9 au 14 juillet

Orchestre National de l'Opéra de Paris
Direction Jack Everly - Charles Barker

Location (14 jours à l'avance) 47 42 53 71 et aux caisses de l'Opéra de Paris Garnier
Prix des places : de 30 F à 320 F.

مكتبة الشامل

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

Chanson

Magali Noël

Magali Noël fut la complice de Boris Vian (l'incontournable *Fais-moi mal Johnny*). Elle en a gardé l'esprit, et une profonde admiration pour Vian le provocateur. Le spectacle, monté en 1990 à Paris, a suscité un album (chez EPM). Il est fait d'histoires, de chansons, d'évocations et de jazz à la française, avec une fraîcheur franche.

Le 29, Hôtel d'Albret, 21 heures. Tél. : 42-33-43-00.

Musiques du monde

Les Têtes brûlées

Enfants terribles de la nouvelle génération africaine, champions nerveux du békou, un genre traditionnel du Cameroun qu'ils ont jeté comme un pavé dans la mare de l'establishment malou.

Le 29, New Morning, 21 h 30. Tél. : 42-33-41-41.

Francis et Olivia Hime

Provenance : Brésil. Genre : bossa, bien sûr, mais plus tout à fait. Le piano de Francis, arrangeur et compositeur, la voix d'Olivia, déjà au-delà du suave, pour un soir à Paris, sans fausse lueur, sans vraie vitesse.

Le 29, New Morning, 21 h 30. Tél. : 42-33-41-41.

Marseille

Nuits blanches pour la musique

Cinquième édition de ce festival installé sur les îles du Frioul, avec, en parallèle, colloques (enseignement, diffusion, promotion) de la musique dans les pays ACP, le 26), photographie et cinéma. Au menu, la Jamaïcaine Linton Kwezi Johanson, introuvable depuis plusieurs années, les Dogons du Mali, une première attendue (le 27), la Berbère Houria Hachchi, Buddy Ony, de Louisiane, et Mudzimu du Zimbabwe (le 28). Clôture avec une nuit non-stop à tendances urbaines : Ismaël LA, Ray Lema, Zao, Tabou Ley Rochereau (le 29).

Du 27 au 29 juin, Marseille, îles du Frioul, Les 27 et 28 juin : 80 F, le 29 : 100 F. Tél. : 91-95-94-52.

La sélection « Musiques » a été réalisée par Alain Lemaître. « Jazz » : Francis Marmant. « Rock » : Thomas Sotinel. « Chanson » : et « Musiques du monde » : Véronique Montagne.

CINEMA

Tous les films nouveaux

All the King's Men

de Taiwan, couleurs. Film historique de King Hu, avec T'ien Feng, Li K'ouan, T'ang Yao-Yun, Ta'ao Kien, Li Ying, Lei Ming. Chinois de Taiwan (1 h 33). Une folle épopée baroque où il est question d'un roi fou, de frontières menacées, de médecins charlatans et d'autres consils accomplis des miracles, de jade volé et de beaucoup d'autres aventures, d'un humour débridé et d'une scrupuleuse exactitude historique.

VO : Utopia, 5 (42-26-94-65) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33).

Cellini

de Giacomo Battista, avec Udo Kier, Max von Sydow, Ben Kingsley, Bernard-Pierre Donnadieu, Florence Pernel. Italien (1 h 58). La vie et l'œuvre de Benvenuto Cellini, orfèvre et sculpteur né à Florence. Mais ce n'est pas l'opéra d'Hector Berlioz. Tant pis.

VO : Bretagne, 6 (42-22-57-97).

Jalousie

de Kathleen Formarty, avec Udo Kier, Odette Laure, Véronique Delbois, Caroline Lacour. Française (1 h 30). Photographie et solitaire, Lio tombe folle amoureux de Christian Vadim, séducteur et décorateur de théâtre. Elle est également follement jalouse. Elle s'en rend compte. Difficile de traiter un sujet si rebattu.

Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

Julia a deux amants

de Beate Shabb, avec Daphne Kaster, David Duchovny, David Cross. Américain (1 h 28). Dans la vie de Julia, il y a deux garçons, l'un qui habite près d'elle et veut l'épouser, l'autre qu'elle connaît par hasard et qui éveille sa curiosité. Et comme elle n'envisage pas la polyandrie — ou non plus — elle ne sait pas trop où elle en est.

VO : Gaumont Les Halles, handicapée, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Pathé Odéon, 5 (43-28-19-08) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Parnasse, handicapée, 14 (43-35-30-40).

Junior le terrible

de Dennis Dugan, avec John Ritter, Michael Richards, Gilbert Gottfried, Jack Warden. Américain (1 h 21). Un jeune couple bien sous tous rapports est autorisé à adopter un petit orphelin. Les futurs parents tombent sous le charme d'un gamin très intelligent. Trop peut-être, car abandonné à sa naissance, dès le berceau, il a décidé de devenir l'ennemi du genre humain.

VO : U.G.C. Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; VF : Rex, handicapée, 2 (42-35-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, handicapée, 8 (47-42-58-31) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fenêtre, 13 (47-07-55-68) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; U.G.C. Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wexler II, 18 (45-22-47-94).

Leatherface

de Jeff Burr, avec William Butler, Ken Foree, Kate Hodge, R. A. Mihaloff, Viggo Mortensen. Américain (1 h 27). Un jeune couple surpris par une famille d'anthropophages. S'en sortent-ils ? Se débarrassera-t-on enfin du psychopathe qui dépeuple les femmes pour s'en faire un masque (comme dans *Le Silence des agneaux*) ? Pour-on espérer retrouver dans cette troisième mouture la poésie baroque du premier *Massacre à la tronçonneuse* ?

VF : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

Les Martiens

de Patrick Read Johnson, avec Douglas Barr, Royce Dano, Ariana Richards, J.J. Anderson, Gregg Berger, Wayne Alexander. Américain (1 h 30). Dans *Radio Days*, le canular radiophonique d'Orson Welles annonçant l'invasion de la Terre par les Martiens brisait net le fil de la tante de Woody Allen... Ici, il déclenche pour de vrai l'invasion, mais les gens croient avoir affaire à des termites. C'est tout.

VO : Forum Horizon, handicapée, 1 (45-08-57-57) ; George V, 8 (45-82-41-46) ; VF : Pathé France, 9 (47-70-33-88) ; Fenêtre, handicapée, 13 (47-07-55-68) ; Gaumont Alésia, handicapée, 14 (43-27-84-50) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-38-10-96).

La Relève

de Clint Eastwood, avec Clint Eastwood, Charlie Sheen, Raul Julia, Santa Brega. Américain (2 h). Une sorte d'inspecteur Harry qui vient de perdre son coéquipier reprend l'éducation d'un novice à la mentalité de boy-scout. C'est la base de toutes les séries télé policières, mais il y a Clint Eastwood.

VO : Forum Horizon, handicapée, THX, 1 (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 5 (43-28-19-08) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08) ; Fenêtre, 13 (47-07-55-68) ; U.G.C. Normandie, 14 (43-27-84-50) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-38-10-96).

Sushi sushi

de Laurent Perrin.

avec André Dussolier, Jean-François Stévenin, Sandrine Dumas, Eve Darian, Frédéric Dahan, Karimou Marzou. Français (1 h 30). Un quadragénaire séduisant, écrivain et vététaire, rencontre un Japonais et décide de se lancer dans le fast-food sushi. L'initiation aux affaires se fait dans la douleur.

Ciné Beaubourg, handicapée, 3 (42-71-52-38) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; U.G.C. Odéon, 6 (42-25-10-30) ; U.G.C. Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-58-31) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; U.G.C. Convention, 15 (45-74-94-94) ; Le Gambetta, 20 (46-38-10-96).

Toujours seuls

de Gérard Mordillat, avec Annie Girardot, Marius Colucci, Yan Epstein, Claude Evar, Jolée Jézéquel, Christine Mieland. Français (1 h 36). Treize personnes vivent dans un F3 de banlieue. Ce n'est pas une banlieue chaude, elle est seulement surpeuplée, et, vu le nombre d'enfants à naître, ça ne va pas s'arranger. Version française des comédies sociales à l'italienne, avec des moments de grâce et de gentillesse.

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08) ; Sept Parnassiens, 14 (43-30-32-20) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

37°2

de Jean-Jacques Beineix, avec Béatrice Dalle, Jean-Hugues Anglade, Consuelo de Havilland, Gérard Darmon, Clémentine Célarié, Jacques Mathou. Français (3 h). Beineix a remonté et complété ce film désormais fleuve. Le metteur en scène précise que la plupart des seconds rôles qui avaient été coupés lors de la sortie de la première version — pour des raisons commerciales — sont rétablis dans leur intégrité. Une nouvelle dimension donc pour les amours torrides de Dalle et Anglade.

Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-04-67).

Veraz

de Xavier Castano, avec Kirk Douglas, Richard Bohringer, Jean-Michel Poirier, Maria Fugini. Franco-italo-espagnol (1 h 40). Un ado, adepte de l'électronique, met au point un jeu épuisant, mais les vacances se terminent, son jeu n'est pas au point, et son père, homme d'affaires surchargé, veut le mettre pendant un an chez les curés. L'ado s'enfuit sur les routes du sud-ouest de la France, pour cause de coproduction.

Forum Orient Express, handicapée, 1 (42-33-42-28) ; Reflet Logos I, handicapée, 6 (43-54-57-34) ; George V, 8 (45-82-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, handicapée, 13 (43-37-35-43) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-38-10-96).

Sélection

Delicatessen

de Marc Caro, Jean-Pierre Jeunet, avec Dominique Pinon, Marie-Laure Dougnac, Jean-Claude Dreyfus, Karin Viard, Rufus, Ticky Holgado. Français (1 h 37). On dirait que l'Histoire les a oubliés, un jour entre deux guerres. Poussière, insensés, amoureux, cannibales, ils maintiennent une ambiance à la Prévert, un univers à la Cartier-Bresson, mais l'humour du film est totalement d'aujourd'hui.

Ciné Beaubourg, handicapée, 3 (42-71-52-38) ; U.G.C. Danton, 5 (42-25-10-30) ; U.G.C. Rotonde, 6 (45-74-94-94).

74-94-94) ; U.G.C. Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Mistral, handicapée, 14 (43-35-30-40).

Dien vomit les tièdes

de Robert Gaudippan, avec Ariane Ascaride, Pierre Banderet, Jean-Pierre Darroussin, Gérard Maylan. Français (1 h 40). Un film pas comme les autres, qui entre dans la vérité des mondes oubliés du cinéma, celui de la petite bourgeoisie qui se débat, qui rêve aux lendemains qui chantent, des mondes possédés par la rage du bonheur.

Utopie, 5 (43-26-94-65).

Jungle Fever

de Spike Lee, avec Wesley Snipes, Annabella Sciorra, Spike Lee, Ossie Davis, Ruby Dee, Samuel L. Jackson. Américain (2 h 01). Un Noir et une Blanche peuvent-ils s'aimer, et d'ailleurs en sont-ils capables sans se référer aux mythes de l'ascension sociale pour l'un, de la sexualité flamboyante pour l'autre ? Spike Lee en doute.

VO : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Pathé Odéon, 5 (43-28-19-08) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08) ; La Bastille, handicapée, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Gaumont Parnasse, 15 (48-28-42-27).

Lune froide

de Patrick Bouchitey, avec Patrick Bouchitey, Jean-François Stévenin, Jean-Pierre Bizon, Laura Favali, Sylvana de Faria, Consuelo de Havilland. Français, noir et blanc (1 h 30). Deux marginaux s'en vont sur les routes, vivant au jour le jour des aventures potémquins. Un secret les lie, la plus belle des histoires d'amour, la plus étrange, la plus subversive.

Saint-André-des-Arts 1, 8 (43-26-48-18).

Le Porteur de serviette

de Daniele Luchetti, avec Claudio Amendola, Nanni Moretti, Giulio Brogi, Anna Rossini, Angela Finocchiaro, Graziano Giusti. Italien (1 h 30). Les tribulations d'un « nègre » d'un ministre. Le ministre que l'on pourrait croire un moment intègre, c'est Nanni Moretti, prodigieux dans cette satire des mœurs et des magouilles politiques.

VO : Ciné Beaubourg, handicapée, 3 (42-71-52-38) ; Lédine, 4 (42-76-47-81) ; Lucernière, 6 (45-44-57-34) ; U.G.C. Danton, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

Robin des Bois

de John Irvin, avec Patrick Bergin, Uma Thurman, Jürgen Prochnow, Edward Fox, Jason Patric. Américain (1 h 46). Le modèle du hors-la-loi défenseur des opprimés revient en force. Il est ici vigoureux, plus réaliste que ses prédécesseurs, et sa lady est une gaillarde qui n'a pas froid aux yeux. Signe des temps.

VO : Forum Orient Express, handicapée, 1 (42-33-42-28) ; George V, 8 (45-82-41-46) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-18) ; VF : U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; U.G.C. Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wexler II, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, THX, 20 (46-38-10-96).

Thelma et Louise

de Ridley Scott, avec Susan Sarandon, Geena Davis, Harvey Keitel, Michael Madsen, Christopher McDonald, Stephen Tobolowsky. Américain (2 h 08). Elles sont deux amies déçues par les hommes, qui partent en week-end sur les routes de l'Arkansas. Des hommes, elles en rencontreront, et pas des meilleurs. Mais elles sauront s'amuser à se défendre. Charme, aventures et ironie.

VO : Forum Horizon, handicapée, 1 (45-08-57-57) ; Ciné Beaubourg, handicapée, 3 (42-71-52-38) ; U.G.C. Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; U.G.C. Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, THX, 20 (45-82-41-46) ; U.G.C. Normandie, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Bastille, handicapée, 11 (43-57-90-81) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-18) ; U.G.C. Mistral, handicapée, 17 (40-68-00-18) ; VF : U.G.C. Montparnasse, handicapée, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, handicapée, 8 (47-42-58-31) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

Toto le héros

de Jaco van Dormael, avec Michel Bouquet, Murielle Perrier, Jo de Bock, Thomas Gaudet. Belgo-français-allemand (1 h 30). Devenu vieux, Toto est persuadé que sa vie lui a été volée. Alors il s'évade de sa maison de retraite et voyage dans ses souvenirs. Le film suit la logique imperturbable des enfants, bouillonne de poésie, de sensibilité, de drôlerie. Présenté à la Quinzaine des réalisateurs, il a reçu la Caméra d'or, et c'est un enchantement.

Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6 (45-23-79-38) ; Gaumont Ambassade, handicapée, 9 (43-59-19-08) ; La Bastille, handicapée, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

Une époque formidable...

de Gérard Jugnot, avec Richard Bohringer, Gérard Jugnot, Victoria Abril, Ticky Holgado, Chick Ortega, Eric Prat. Français (1 h 30). Comment un cadre au chômage devient un « nouveau pauvre ». La pauvreté, qu'elle soit nouvelle ou ancienne, vous forge une personnalité. Un néo-réalisme à la française.

Forum Horizon, handicapée, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; U.G.C. Danton, 6 (42-25-10-30) ; La Pagode, 7 (47-05-12-13) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-37-35-43) ; Pathé France, 9 (47-70-33-88) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fenêtre Bis, 13 (47-07-55-68) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; U.G.C. Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-38-10-96).

La Vie des morts

de Arnaud Desplechin, avec Thibault de Montalembert, Roch Laibovici, Marianne Denicourt, Bernard Billel, Suzel Giffay, Laurence Côté. Français (54 mn). Un garçon a voulu se suicider, la famille est réunie. Quand la mort est si proche, chacun se dévoile. Chassé-croisé, deux plus ou moins monochères. Les secrets sont épatants, et, dans ce premier long métrage, le réalisateur prouve une force, une sensibilité étonnantes.

Reflet Pénitence, handicapée, 5 (43-54-15-04) ; Élysées Lincoln, 8 (43-59-38-14).

Reprises

Le Grand Sommeil

de Howard Hawks, avec Humphrey Bogart, Lauren Bacall, John Ridgely, Martha Victoria. Américain, 1948, noir et blanc (1 h 54). On ne raconte pas un roman de Chandler, on se laisse séduire. C'est pour quoi Humphrey Bogart fut le meilleur des Philip Marlowe et le film de Howard Hawks, le plus fidèle à son auteur et le plus culte des polars noirs.

VO : Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40).

Lady for a Day

de Frank Capra, avec May Robson, Warren Williams, Guy Kibbee, Glenda Farrell, Ned Sparks, Jean Parker. Américain, 1933, noir et blanc (1 h 28). Apple Annie est clocharde, elle vend des pommes sur Time Square et sa fille, pensionnaire dans un couvent espagnol, croit qu'elle appartient à la haute société. Et elle revient pour lui présenter son fiancé, fils d'un grand d'Espagne. Capra s'amuse.

VO : 14 Juillet Odéon, 6 (43-28-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-18).

Le Retour de Frank James

de Fritz Lang, avec Gene Tierney, Henry Fonda, Jackie Cooper, Henry Hull, John Carradine, Edward Broderick. Américain, 1940, noir et blanc (1 h 32). Deux frères s'en vont dans le Missouri venger leur mère, morte de chagrin, à la suite d'une expropriation abusive. Grandeur du mélo.

VO : Action Christianine, handicapée, 6 (43-29-11-30).

La sélection « Cinéma » a été réalisée par Colette Godard.

Ben Hur à Nîmes

Le vrai Ben Hur, le premier, s'appelait Ramon Novarro — la mode latin lover avait été lancée par Rudolf Valentino. Il n'en a jamais atteint la folle célébrité, mais il avait un visage régulier, et de jolies jambes mises en valeur par les tunique romaines. Son jeu était parmi les moins extravertis — pour l'époque. Ben Hur a été son grand succès (voir photo ci-contre). Le film, de Fred Niblo, date de 1925, et son luxe, sa grandiose course de chars ont pendant quelques années fait la joie des ciné-clubs. Puis il a disparu, mais le voilà pour une projection unique au Festival de Nîmes, dans les arènes, le 2 juillet à 22 heures, accompagné en direct par Carl Davis — qui a composé la musique — avec l'Orchestre philharmonique de Montpellier.

Il y aura encore du cinéma au Festival de Nîmes, du 3 au 6 juillet, aux Jardins de la Fontaine. Et du théâtre, du flamenco, Arthur H, les Négresses vertes, Paul Simon, du musette, Willy DeVille, Royal de Luxe...

★ Du 2 juillet au 8 août. Renseignements et réservations, Bureau de location des Arènes, rue Alexandre-Dumas, Nîmes. Tél. : 66-67-35-02.



L'intégrale

هكذا من الأهل

DE LA SEMAINE

Poitiers

James Turrell

Cet artiste californien qui a le goût de la pureté, gère avec un soin infini la lumière (naturelle et artificielle) dans des environnements stricts, propices à la méditation, mais qu'il faut mériter. Comme à Poitiers, où il propose une pièce entre ciel et eau, qui, en principe, se visite à la nage. Une exposition d'été, certes, mais qui n'a rien de superficiel.

Compteur moderne, 185, faubourg du Pont-Neuf, 86000. Tél. : 49-48-08-08. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 12 heures à 20 heures. Jusqu'au 28 octobre.

Saint-Etienne

Archie Gorky

Après Marseille, Saint-Etienne accueille un ensemble très conséquent de dessins de l'artiste américain, un grand, difficilement classable. Dont l'œuvre déchirée, apparemment spontanée, marquée par le surréalisme, porte en elle les germes de l'expressionnisme abstrait.

Musée d'Art moderne de Saint-Etienne, La Terrasse, 42000. Tél. : 77-93-59-59. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 19 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 2 septembre. 22 F.

Tanlay

Pierre Bettencourt

Un marginal, ou, si l'on préfère, un irrégulier de l'art, qui s'est lancé dans le haut-relief d'images, avec incrustations de coquilles d'œufs ou de pierres, après un séjour à Chaillot, avec Jean Dubuffet, en 1953. Qui promène son angoisse entre érotisme et magie. Cette exposition d'été du château de Tanlay propose aussi les livres de Pierre Bettencourt, qui, depuis 1940, a également beaucoup écrit.

Centre d'art contemporain du château de Tanlay, 89430. Tél. : 86-75-76-33. Tous les jours de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 septembre. 10 F.

Troyes

André Derain

S'il a été futur, si le voyage primitif du cubisme ne l'a pas laissé indifférent, cela n'empêche pas Derain de fréquenter les musées, pour prendre auprès des maîtres quelques leçons notamment de modestie et de sobriété, bien avant que l'idée du « retour à l'ordre » ne fasse son chemin, sur fond de première guerre mondiale. L'exposition porte justement sur le retour du peintre à la tradition, à partir des années 20.

Musée d'Art moderne, Place Saint-Pierre, 10000. Tél. : 25-80-57-30. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 16 septembre.

Tulle

Ernest Pignon-Ernest

Esquisses, dessins, grandes sténographies (le corps de l'œuvre, pour les rues, la ville), photos : presque une rétrospective. Depuis les images commémorant la Commune (1971) jusqu'aux travaux récents menés à Naples, autour du Caravage.

Musée du Cloître et église Saint-Pierre, 19000. Tél. : 55-26-32-25. Tous les jours sauf dimanche de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 31 août.

La sélection « Arts » a été réalisée par Geneviève Brezette. Sélection « Photo » : Patrick Rogiers.

THEATRE

Spectacles nouveaux

La guerre de Troie n'aura pas lieu

de Jean Giraudoux, mise en scène de Jean Danet, avec Annie Berin, Martine Montgeron, Gisèle Tournet, Sylvia Bergé, Claire Versane, Julie Bens, Yvan Varco, Jean Danet, Michel Le Royer, Georges Tossaint, Jean Davy, Jean-Noël Sisala, Daniel Sarky, Georges Teran, René Bronin, Damien Witkacki et Gaston Vachon.

La pièce de Giraudoux, d'actualité à chaque fois qu'une guerre menace, c'est-à-dire tout le temps, est au programme d'un Festival qui annonce également la Jalousie du Barbouillé, la Malade imaginaire et le Cid.

Espace Coluche, 98, av. Général-de-Gaulle, 78000 Plaisir. A partir du 28 juin. Le mercredi à 21 heures. Tél. : 30-55-30-30.

48 heures de spectacle non stop

avec six cents comédiens, danseurs, musiciens et musiciennes.

Pendant deux jours et deux nuits, entre les Filles-du-Calvaire et la République, il va se passer énormément de choses, ce sera du théâtre de rue, des marionnettes, des salimbanques, des chanteurs, des musiciens et aussi des peintres, ce sera une grande fête libre.

Cirque d'hiver, Dejazet TLP et sur le Boulevard, 110, rue Amélie, 11. Tél. : 42-74-20-50. 60 F.

L'Allégorie du temps

d'Emmanuel Caransa, mise en scène d'Hervé Dubourjal, avec Sylvia Bergé, Hervé Dubourjal et Michel Estier.

Une nuit étouffante, un orage qui n'éclate pas, et un conflit qui se déchaîne entre un homme et une femme trop liés l'un à l'autre.

Théâtre national de l'Odéon (petite salle), 1, place Paul-Claudel, 6. Le mercredi à 15 heures, le vendredi à 18 h 30. Tél. : 43-25-70-32. 45 F et 65 F.

Belle Famille

de Victor Haïm, mise en scène de Michel Bilo, avec Christine Dardelhon, Christian Jacquemont, Catherine Tremel, Jean Guérin et Florence Hemery.

Dans un univers de roman-photo, les bons et les méchants sont clairement définis. Mais si, d'un coup, il en allait autrement...

Studio-théâtre du TEM, 19, rue Antoinette, 93000 Montreuil. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-58-92-09. 35 F et 60 F.

Sélection Paris

Callas

de Jean-Yves Ploc, d'après les interviews de Maria Callas, mise en scène de Dominique Lardenois, avec Elisabeth Macocco.

Elisabeth Macocco a repris le rôle qui l'a fait connaître et lui a valu un Molière, celui d'une femme qui possédait un trésor unique, sa voix. Callas, la divine, une star à la recherche du bonheur.

Gaîté-Montparnasse, 26, rue de la Gaîté, 14. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-22-15-15. Durée : 1 h 20. De 110 F à 180 F.

Charlotte

d'Henri Wouters, mise en scène de Micheline Uzan, avec Marie Margy, Catherine Mouchet, Sissy Myers et Micheline Uzan.

Madame se meurt. Madame est morte. Trois servantes veillent au chevet de l'impératrice du Mexique, racontent l'époque et se racontent.

Théâtre national de l'Odéon (petite salle), 1, place Paul-Claudel, 6. Les jeudi et samedi à 18 h 30. Tél. : 43-25-70-32. 45 F et 65 F.

Envoi en nombre

mise en scène d'Henri Alexandridis, avec Hélène Alexandridis, Nathalie Anselin, Thierry de Carbonnières, Natasha Cashman, Régine Cendres, Eric Doye, Philippe Faura, François Kergouley, Fabienne Luchet, Estienne Pommaret, Clotilde Ramondou, Aladin Reibel, Vincent Valler, Jacques Vincay, Vincent Winterhater et Daniel Znyk.

Dix hommes et six femmes, des projections, des gestes, de la musique, et même des paroles. C'est une expérience comme les aime le Théâtre de la Bastille.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 43-57-42-14. 70 F et 90 F.

Esther

de Jean Racine, mise en scène de Mireille Tassencourt, avec Hélène Alexandridis, Nathalie Anselin, Thierry de Carbonnières, Natasha Cashman, Régine Cendres, Eric Doye, Philippe Faura, François Kergouley, Fabienne Luchet, Estienne Pommaret, Clotilde Ramondou, Aladin Reibel, Vincent Valler, Jacques Vincay, Vincent Winterhater et Daniel Znyk.

La Bible revue par Racine, l'Empire romain par Camus (Caligula) et la bible de l'Absurde (le Léon de Ionesco) avec Roger Hanin en professeur équivoque : c'est le Festival de Versailles.

Le Grand Trianon, Devant le grand Paris, 78000 Versailles. Le mercredi à 21 heures. Tél. : 30-21-53-24. De 80 F à 210 F.

La Fausse Suivante ou le Fourbe puni

de Marivaux, mise en scène de Jacques Lassalle, avec Geneviève Coalle, Alain Pralon, Gérard Groudon, Richard Fontana, Muriel Mayette et Jean-François Rémi.

L'histoire très cruelle d'une femme qui découvre le cynisme amer de l'homme qu'elle doit épouser. Une histoire d'argent, de sentiments troubles. Du Marivaux épuré, et d'autant plus impressionnant.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Les mardi et jeudi à 20 h 30, les mercredi et dimanche à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 195 F.

Les Fourberies de Scapin

de Molière, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Daniel Auteuil, Laurence Cortadellas, Eric Elmenstien, Manonilla Gaillard, Sophie Gaudin, Etienne Lafoulet, Roger Mirmont, Vincent Rouches, Philippe Uchan, Romain Duvernois, Max Mac Carthy et Carol Stymon.

Le rude Scapin à roulaquettes de Daniel Auteuil dans la mise en scène serrée et nerveuse de Jean-Pierre Vincent fait les beaux soirs de Mogador.

C'est impeccable, intelligent et parfois drôle.

Mogador, 25, rue de Mogador, 9. Du mardi au samedi à 21 heures, le dimanche à 18 heures. Tél. : 48-78-04-04. De 60 F à 220 F.

Frégoli

de Patrick Rambaud et Bernard Haller, mise en scène de Jérôme Savary, avec Bernard Haller, Jacques Alric, Stéphane Bénez, Bernard Bilet, François Borys, Marc Dufour, Sylvie Ferro, Sylvie Fourgeot, Olivier Horeau, Mous, Alexandra Pandev, Laurence Roussarie, Katia Schuchman et Karine Zulfik.

Derniers soirs pour aller rire et s'émouvoir aux aventures plus ou moins imaginaires du plus fameux des transformistes, qui s'adonnait à son art avec tant de talent qu'il en arrivait à ne plus très bien savoir qui il était, qui il voulait aimer.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 1 h 40. De 100 F à 140 F.

Les Heures blanches

d'après le roman de Ferdinando Carron, mise en scène de Didier Bezace, avec Didier Bezace et Laurent Caillon.

Les étranges relations qui s'établissent - on peut même dire qui se nouent - entre un psychanalyste et son patient, ces dialogues où se l'un des deux parle, donnent parfois naissance à de savoureux récits.

Cartoucherie Théâtre de l'Aquarium, route du champ de manœuvre, 12. Du mercredi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-74-99-61. Durée : 1 h 30. De 50 F à 100 F.

Lectures Paris-Montréal 1991

Les éditions Théâtrales organisent des lectures d'auteurs québécois. Où l'on découvre peut-être un nouveau Garneau, un nouveau Michel Tremblay.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Maïte-Brun, 20. Du mercredi au vendredi à 20 h 30. Tél. : 43-66-43-60. F.

Lost in the Stars and Stripes

avec Sonja Mac Donald, Alan Marks et Udo Samel.

Après la Kurt Weill Revue, c'est encore la musique magique de l'exilé, avec des sketches et des chansons, avec aussi du Gershwin et du Cole Porter.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 6. Les lundi et mardi à 20 h 30. Tél. : 43-25-70-32. De 26 F à 145 F.

Le Poisson du théâtre

de Rodolfo Sivori, mise en scène d'Agathe Alexia, Florence Gargetty et Benjamin Knobil.

Une magnifique comédienne met en scène une superbe comédienne, deux tempéraments qui se joignent, ça ne peut être qu'intéressant.

Théâtre national de l'Odéon (petite salle), 1, place Paul-Claudel, 6. Le mercredi à 18 h 30. Tél. : 43-25-70-32. 45 F et 65 F.

T.S.F.

mise en scène d'Alain Sachs, avec Marinette Maignan, Dominique Vissuzaina, Jean-Yves Lacombe et Philippe Serdis.

Quand les musiciens dits classiques s'amuse, ils imitent les chœurs jazziques et ça n'est pas triste.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 47-27-81-15. De 100 F à 140 F.

La Tragédie du roi

Christophe

d'Aimé Césaire, mise en scène d'Ildress Ouedraogo, avec Catherine Samie, Alain Pralon, Dominique Razon, Roland Berin, Marcel Bocquet, Jean-François Rémi, Louis Arbessier, Nathalie Nerval, Jean-Philippe Pymartin, Thierry Hancisse, Michel Fevory, Jean-Pierre Michéali, Isabelle Gardien, Olivier Dauréty et Toto Sissantho.

De cuisinier, Christophe devient roi à Haïti. Aimé Césaire, quand il a écrit son histoire, entendait parler des pièges de la négritude. Le metteur en scène africain Ildress Ouedraogo montre un homme dépassé, trop humain, et Roland Berin est comme à son habitude formidable.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Le mercredi à 20 h 30. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 195 F.

DANSE

Ballet de l'Opéra de Paris

Push comes to shove
The envelope
In the middle... somewhat elevated
In the night

Derniers soirs de ce brillant programme américain : de l'humour avec Twyla Tharp et David Parsons, un saut dans le XIX^e siècle avec William Forsythe, et l'amour dans tous ses états avec Jerome Robbins. La soirée du 26 est donnée au bénéfice d'Amnesty International, à l'occasion de son trentième anniversaire.

Opéra de Paris-Garnier, les 26, 27, 28 et 29 juin, 19 h 30. Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 270 F.

Montpellier

Festival Montpellier danse

L'Afrique est le thème principal de ce festival qui, de plus en plus, pulvérise les frontières. Ouverture, donc, avec les Ballets africains de Guinée : danses rituelles de sorcellerie et de magie, auxquelles succèdera le jeune chanteur guinéen Prince Diabata, virtuose de la cora (1). La danse contemporaine européenne reprend ensuite ses droits avec Odile Duboc, qui propose en création mondiale la Maison d'Espagne (2), et le belge Thierry Smits, déjà remarqué l'an dernier à Montpellier, qui donne également en création mondiale Eros délégué (3). Retour à l'Afrique avec les Danseurs Logwé du Burkina Faso et la chanteuse Bakoné (4).

(1) Cour Jacques-Cœur, les 26, 27 et 28 juin à 22 heures. (2) Cour des Ursulines, les 27 et 28 juin à 22 heures. (3) Chai de la Paillade, 28 et 29 juin à 21 heures. (4) Cour des Ursulines, les 30 juin et 1^{er} juillet à 22 heures ; Grabel, La Source, le 3 juillet à 22 heures ; Chapiers, Parc du château, le 5 juillet à 22 heures. Tél. : 67-60-40-11.

Remmes

Suzanne

de Roland Fichet, mise en scène d'Anne Lucas, avec Monique Lucas, Olivier Babourin, Fabienne Rocaboy, Bernard Escalon, Alain Guillo, François Le Gallou et Daniel Marchand.

Le Festival des Tombées de la nuit occupe pendant un mois tous les lieux théâtraux ou non de la ville de Rennes et propose les spectacles les plus divers. Des créations, des lectures, des divertissements de rue.

Couvent des Jacobins, entrée rue de Saint-Malo, 35000 Rennes. Les lundi, mardi, mercredi et dimanche à 22 h 30. Tél. : 98-30-36-01. De 20 F à 100 F.

Marcelle

Le Tartuffe

de Molière, mise en scène de Marcel Maréchal, avec Luca Méltis, Marcel Maréchal.

Béatrice Aganin, Arnaud Bedouet, Marie Adam, Pierre Constant, Julien Israël, Jean-Paul Bordes, Christiane Cahendy, Richard Guedi, Cyril Lecomte et Nicolas Lartigue.

Avant les vacances, pour quelques soirs encore, les insolites relations d'Orgon et de l'aristocrate par l'entremise de sa mère. Espérons que le spectacle sera repris.

La Crée, 30, quai de Rive-Neuve, 13000 Marseille. Le mercredi à 19 heures, les jeudi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 14 h 30. Tél. : 91-54-70-54. 60 F et 120 F.

Dernière représentation le 2 juillet.

Régions

Montingon

Des siècles de paix

mise en scène d'Olivier Perrier, avec Simone Sadin, Georges Blond, Simone Le Gourrière, Olivier Perrier, Abdallah Badis, Olivier Mathiaux, Florence Lénopas, Dominique Trilquet, Riki la trille et Houdelle le jument.

Olivier Perrier travaille en France profonde, et aime mettre des animaux sur scène. Ce sont, dit-il, ses origines paysannes qui veulent ça. Il aime aussi les comédiens et son Festival pas comme les autres donne à chacun sa chance.

Centre national de création, rue des Fauchois, 03000 Montluçon. Les vendredi et samedi à 21 heures, le dimanche à 17 heures. Tél. : 70-03-88-13. De 50 F à 90 F.

Rennes

Suzanne

de Roland Fichet, mise en scène d'Anne Lucas, avec Monique Lucas, Olivier Babourin, Fabienne Rocaboy, Bernard Escalon, Alain Guillo, François Le Gallou et Daniel Marchand.

Le Festival des Tombées de la nuit occupe pendant un mois tous les lieux théâtraux ou non de la ville de Rennes et propose les spectacles les plus divers. Des créations, des lectures, des divertissements de rue.

Couvent des Jacobins, entrée rue de Saint-Malo, 35000 Rennes. Les lundi, mardi, mercredi et dimanche à 22 h 30. Tél. : 98-30-36-01. De 20 F à 100 F.

Marcelle

Le Tartuffe

de Molière, mise en scène de Marcel Maréchal, avec Luca Méltis, Marcel Maréchal.

La sélection « Théâtre »

a été établie par :

Collette Godard.

Danse :

Sylvie de Nessel.

THEATRE EUROPE LOST IN THE STARS AND STRIPES ODEON

LES 1^{er} ET 2 JUILLET A 20h30

Spectacle musical en anglais et en allemand avec SONJA MAC DONALD, ALAN MARKS et UDO SAMEL Production : FESTIVAL DE BERLIN

2 représentations exceptionnelles 43 25 70 32

Aurore PEINTURE

LE BOUL'CH

UNE EXPOSITION EXCEPTIONNELLE POUR UN PEINTRE EXCEPTIONNEL

ESPACE CARDIN 143 AVENUE GABRIEL - 75008 PARIS

DU 14h A 22h - LES 28 ET 29 JUIN 1991

SEUL A PARIS AU GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES

JEAN-JACQUES BEINEIX

JEAN-HENRI ANDRÉ - BEATRICE DALLE

LE GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES



BORDEAUX DONNE CARTE BLANCHE AU PLASTICIEN DANIEL BUREN

L'architecte dans le miroir

A Bordeaux, Jean-Louis Froment, directeur du CapcMusée, a donné carte blanche à Daniel Buren, qui en a profité pour jouer le grand jeu. Un jeu de réflexions spectaculaire sur et dans les lieux de l'exposition. Dans la grande nef de l'entrepôt Lainé, l'artiste a conçu un dispositif qui révèle et transforme l'architecture. Celle-ci faisait penser à Piranèse, elle devient presque brunelleschienne. Daniel Buren s'explique.

« Vous avez conçu pour votre carte blanche au Capc de Bordeaux un grand plan incliné couvert de miroirs qui reflète et fait basculer l'architecture de la nef de l'entrepôt Lainé. Depuis quand utilisez-vous le miroir ?

« J'ai oublié la date exacte. L'idée d'employer le miroir m'a toujours intéressé pour un tas de raisons, mêmes historiques. J'ai toujours été étonné qu'Uccello, ce champion de la Renaissance, ait pu penser à introduire le reflet réel dans sa *Bataille de San Romano* : il travaille en plan, sur la perspective, et ajoute des éléments qui viennent réfléchir l'extérieur. Vous voyez la complexité de la chose !

« J'ai donc commencé à utiliser le miroir il y a longtemps, au moins quinze ans, en Italie, d'abord à l'intérieur de mon système de signes, en bandes alternant avec les bandes blanches, transparentes, ou colorées. Beaucoup plus tard – c'était à l'ARC – il n'était plus là pour briser la réalité, j'ai joué avec lui, très discrètement, comme un leurre. Et c'est à Nagoya, au Japon, que je l'ai travaillé comme matériau vis-à-vis du lieu. J'avais fait toute une pièce qui cachait l'espace jusqu'à ce que, passant par une petite porte, on se trouve nez à nez avec un énorme miroir qui reflétait tout ce qu'on venait de quitter et qu'on n'avait pas vu... Il démultipliait l'espace. Dans l'entrepôt Lainé, il joue plusieurs de ces rôles : il bouleverse l'espace et le démultiplie, il réfléchit le lieu et le travail que j'ai fait sur le lieu avec un autre matériau.

« Vous avez aussi transformé les salles d'exposition du second étage du musée, adoptant là un parti complètement différent.

« Au second étage, le jeu est diamétralement opposé. J'ai fait disparaître ce qu'on connaît de l'architecture – les arcs et la pierre ocre, – et recréé une sorte de musée plus classique avec une suite de cellules de mêmes dimensions ouvrant sur deux longs corridors symétriques.

« Dans cette suite de salles qui sont de formats identiques mais que vous traitez différemment, vous semblez présenter tous les possibles de votre vocabulaire formel. Vous y mettez vos bandes au sol, au mur, dans toutes sortes de matériaux, en les associant cette fois à des plans de couleur. Alors que, dans la grande nef, vous semblez organiser le jeu sur le rapport architecte-

ture-dessin, au second étage, vous l'avez plutôt sur le rapport couleur-matériau.

« On peut dire ça. C'est vrai, au second étage je mets beaucoup de couleurs, je fais des recherches avec le mur peint. Je change la forme et l'espace par la couleur. J'avais fait des essais dans ce sens vers 1970, mais depuis sept ou huit ans c'est une préoccupation qui domine dans beaucoup de travaux différents. Une façon de réduire l'utilisation du signe rayé. Si, depuis toujours, je fais un travail sur la couleur, je m'en occupe de plus en plus consciemment.

« Est-ce que cela veut dire que Daniel Buren pourrait ne plus utiliser les bandes rayées, qui sont aussi sa signature ?

« Pour l'instant, je ne vois pas la nécessité de ne pas utiliser ce signe. Les bandes rayées ont des vertus qui s'accroissent avec le temps. C'est un signe qui se reconnaît aujourd'hui, sinon un signe de reconnaissance. J'ai découvert il n'y a pas tellement longtemps que les autres peuvent le lire, comprendre qu'il décrit quelque chose, sans qu'il soit besoin de mots, d'explications, sans rien d'autre que ce qui est donné à voir. Ça me permet de dire des choses différentes, qu'on va suivre. Il est efficace, ce signe, fantastique, tant que je suis dans cette ligne de recherches sur l'architecture, le milieu, la couleur, etc. ; contraignant aussi, et j'aime bien les contraintes. Mais je ne dis pas que je l'emploierais toujours.

« Les bandes d'aujourd'hui n'ont plus grand-chose à voir avec celles d'il y a vingt ans.

« Il y a vingt ans et plus, je faisais de la répétition acharnée avec mes bandes. C'était de la mise à plat, une fin du monde violente, une façon de faire une peinture zéro et d'affirmer que la peinture c'était zéro, que le problème était ailleurs, etc. Je ne renie pas cet usage des bandes, mais je ne le revendique plus du tout.

« Vous venez de réunir tous vos textes, déclarations, lettres ouvertes, tracts... depuis vingt ans (1). Cela a dû vous amener à porter sur vous-même un regard rétrospectif. Dégagez-vous des constantes dans votre parcours ?

« Ce que j'ai vu à travers ces textes, que je ne savais pas, parce que je n'y avais jamais fait attention, c'est que je n'arrête pas de revenir sur certains thèmes, mais différemment.

« Par exemple ?

« La question du lieu. Je tourne toujours autour, ou avec, depuis toujours. Une autre constante très importante, mais beaucoup plus anecdotique : mes querelles avec le quotidien. Mes lettres ouvertes à travers les institutions, avec les gens. Quelque chose revient souvent aussi : un rapport – d'ailleurs fluctuant – avec les lieux d'accueil, un rapport difficile à définir, d'ordre idéologique.

« Pouvez-vous préciser ?

« C'est très complexe. Pratiquement tous mes textes portent sur ce rapport. La manière, par exemple, dont se font les expositions de groupe : comment le musée, je parle du Musée d'art contemporain, a bougé en

vingt ou vingt-cinq ans, ce que je n'arrête pas de signaler d'ailleurs. C'était une institution complètement élitiste, élitaire, très forte. Le sceau de la consécration. Il s'est banalisé, ce qui est un avantage extraordinaire, puisqu'on peut y travailler. En même temps, il perd ses bases. Il ne sacrifie plus, il devient faible. Je ne peux plus dire comme il y a vingt ans : le musée est une chape de plomb parce que, dès que vous y mettez quoi que ce soit, cela relève désormais de l'œuvre d'art.

« Cette banalisation expliquerait le besoin qu'ont les conservateurs de sacrifier les œuvres qu'ils exposent en leur réservant beaucoup d'espace, en mettant beaucoup de blanc autour, etc.

« Plus que jamais. Avec cette évolution, c'est aussi l'œuvre qui est mise en question. La mise en scène devient l'œuvre et on ne sait plus très bien de quoi on parle. Depuis les années 80, le phénomène n'a fait que s'accroître : la perte de l'aura du musée, d'une part, la capacité à la préserver artificiellement, de l'autre, débouchent sur une production d'œuvres complètement académiques, qu'elles soient figuratives, abstraites, en deux dimensions, en trois dimensions, qu'elles soient des photos ou des objets. On a bien vu récemment, dans des expositions comme *Aperto* à la dernière Biennale de Venise, que les jeunes artistes ont compris tout ça, et savent, avec deux couteaux et une peinture à l'huile, faire ce qu'il faut pour que ça marche. Ils savent mieux présenter le travail que faire un travail qui ait beaucoup d'intérêt. Pour moi, c'est de l'académisme, du savoir-faire, comme au dix-neuvième siècle les Pompiers savaient rendre un bouton de culotte et en mettre quinze là où il fallait.

« Les artistes, aussi géniaux qu'ils soient, ne peuvent pas être complètement détachés de cette mécanique. Ils sont les acteurs de ce piège. Ils le font, mais ils peuvent aussi le changer. Je n'ai jamais cru que l'artiste avait une distance lui permettant de dire que tout ce qui lui arrive de mal, c'est la faute des autres.

« Comment expliquez-vous cette situation de la jeune création ?

« Il y a beaucoup de raisons : le marché, qui est demandeur – il existe, contrairement à il y a vingt-cinq ans ; le musée, qui s'est multiplié ; le grand développement des magazines artistiques depuis vingt ans. Je trouve que toutes ces œuvres très différentes les unes des autres, mais bien faites, ne sont pas très loin de l'efficacité glacée des photos de magazines. Je me demande si cette forme de diffusion de l'art n'influence pas la façon dont le jeune artiste produit son œuvre, non qu'il pense en travaillant faire quelque chose qui va être reproduit dans une revue. Je crois plutôt que c'est inconscient et qu'il y a une influence formelle de la photo de magazine dans la production de n'importe quoi : le glacé, le glacis, au sens pictural, qui unifie tout, le figé, le propre, le bien cadré et le bien encadré, le bon éclairage... Mais qu'est-ce que c'est toutes ces choses qu'on sait bien faire à vingt-cinq ans ? A l'inverse, ma génération, c'est plutôt celle du bricolage et du va-comme-je-te-pousse.

« Vous critiquez durement les expositions de groupe, alors que vous y participez. Or vous le répétez. Or vous reprochez aussi de toujours désemparer la visibilité des artistes français.

« Il y a de plus en plus de confusion dans les expositions de groupe. Elles n'ont même plus de thème. C'est un magma de gens connus, à la mode.

« D'où votre virulence vis-à-vis d'une exposition de l'AFAA (2) au Canada ?

« Là, le problème était très spécifique : celui des expositions nationales. Qu'est-ce que ça veut dire une exposition nationale, italienne, allemande ou française ? Je n'ai pas souvent participé à ce genre d'exposition, seulement trois ou quatre fois, et d'ailleurs récemment. J'ai trouvé que quelque chose ne fonctionnait pas et je me suis dit : soit je n'y participerai plus, soit j'en profiterai pour poser le problème. Une exposition de groupe, c'est très bien si les artistes en présence dialoguent ou se confortent mutuellement. Mais si l'on fait une exposition de type national, où les seuls critères sont que les gens vivent en France ou y sont nés, je pense que tous les participants en pâtissent.

« C'est ça que j'ai essayé de dire, en co-signant un texte avec Parmentier : non, comme cela a été interprété, que tous les artistes invités par l'AFAA étaient médiocres, mais qu'ils étaient médiocres dans cette situation. On aurait pu discuter de ce problème, mais tout le monde s'est carapaté. Ça me fait penser que, dans le milieu de l'art, on ne peut plus débattre. C'est devenu une espèce de lieu où plus rien ne peut se dire parce qu'il faut faire attention à sa carrière.

« N'aurait-il pas mieux valu laver son linge sale en famille plutôt qu'outre-Atlantique ?

« J'en ai parlé aux responsables de l'AFAA. Je leur ai dit que si on perdrait dans ce genre d'expositions où l'on met dix types dont on parle aujourd'hui entre un type de quatre-vingts ans et un type de vingt-deux ans, on ne comprend rien. Que seuls peuvent tirer leur épingle du jeu ceux qui sont déjà connus. C'est donc un coup d'épée dans l'eau. De plus, de telles initiatives servent ceux qui ont une dent contre ce qui se fait en France, et qui peuvent dire : regardez comme c'est médiocre. Je trouve ça triste, car, en ce moment, il y a plus d'artistes en France qu'il n'y en avait il y a vingt ans.

Propos recueillis par GENEVIEVE BREERETTE

(1) Daniel Buren, *Les Écrits 1965-1990*, trois volumes présentés par Jean-Marc Poinet. Éditions du CapcMusée de Bordeaux.

(2) AFAA ou Association française d'action artistique, organisme de diffusion culturelle placé désormais sous l'autorité du ministère des affaires étrangères.

* Daniel Buren, CapcMusée d'art contemporain, entrepôt Lainé, 7, rue Ferrère, 33000 Bordeaux. Tél. : 56-44-16-35. Jusqu'au 29 septembre.

30 Des mesures pour la sécurité routière
31 L'OCDE et les dérives de l'économie grecque

32 Une télévision câblée pour les médecins
Une édition régionale de « Notre temps »

36 Marchés financiers
37 Bourse de Paris

Après l'annonce d'une augmentation de 0,8 % au 1^{er} juillet

Le non-dit des hausses

Si les enjeux de l'augmentation du SMIC sont apparus très clairement — respecter les engagements antérieurs ou tenir compte du ralentissement de la croissance et protéger l'emploi, — le raisonnement qui sous-tend la hausse de 0,8 % des prestations familiales et des pensions au 1^{er} juillet reste largement dans le domaine du non-dit.

Certes, la polémique autour du maintien ou non du pouvoir d'achat n'est pas dénuée d'intérêt. Le gouvernement fait remarquer que les deux ajustements de 1991 (1,7 % au 1^{er} janvier et 0,8 % au 1^{er} juillet) sont conformes à l'inflation attendue (hors tabac) cette année, mais les syndicats lui reprochent, selon la formule de FO, de se fonder sur « une augmentation des prix qu'il espère, c'est-à-dire sous-évaluée ». Pour la commission des comptes de la Sécurité sociale, le pouvoir d'achat des retraités s'est légèrement accru depuis 1981 (+0,06 % en moyenne annuelle), bien qu'il ait un peu diminué depuis 1985 (-0,08 % en moyenne annuelle).

Pourtant, ces seules considérations statistiques ne reflètent pas toute la réalité du débat. En attendant les réformes qui doivent suivre la publication du Livre blanc sur les retraites, calculer au plus juste la revalorisation est le seul moyen dont dispose le gouvernement pour atténuer l'alourdissement structurel des dépenses. En effet, les jeunes retraités — qui ont effectué des carrières plus longues et bénéficient à plein des avantages consentis dans les années de forte croissance — perçoivent des pensions de plus en plus élevées. Quant aux allocations familiales, il s'agit d'abord de conserver les précieux excédents qu'elles dégagent (6 milliards de francs cette année, 11 milliards en 1992) pour réduire d'autant le déficit global de la « sécu ».

Or les pouvoirs publics se gardent bien de développer publiquement un tel argumentaire, et les mesures d'économies sur l'assurance-maladie qui touchent les assurés (hausse de 0,9 point de cotisation d'assurance-maladie, forfait hospitalier porté de 33 à 50 francs) ne les incitent guère à tenir un langage aussi direct. Quant aux syndicats, quelque peu gênés par le débat sur les retraites et conscients que les retraités ont été épargnés par la hausse de 0,9 point de la cotisation d'assurance-maladie, ils ne tiennent visiblement pas, eux non plus, à s'aventurer sur ce terrain.

JEAN-MICHEL NORMAND

La revalorisation des retraites déçoit les syndicats

La revalorisation de 0,8 % au 1^{er} juillet des retraites de la Sécurité sociale et des prestations familiales a été jugée nettement insuffisante par les syndicats, qui revendiquaient un rattrapage sur les évolutions antérieures et une prise en compte des gains de pouvoir d'achat des salariés.

La CFTC réclamait une revalorisation de 3 % « au moins » des prestations familiales, « compte tenu de l'augmentation de 0,9 % du taux de cotisation d'assurance-maladie applicable aux salariés », alors que la CFDT demandait + 1,7 % au minimum pour les retraites.

FO s'étonne que « le gouvernement fixe les revalorisations en

fonction d'une augmentation des prix qu'il espère, c'est-à-dire sous-évaluée, ce qui n'est même pas une indexation de fait », et la CGT dénonce « une aumône ».

L'Union nationale des associations familiales considère que la mesure décidée par le gouvernement « est loin du compte ».

En revanche, M. Jean Auroux, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, s'est félicité, mardi 25 juin, d'une décision qui « maintient le pouvoir d'achat des retraités », mais il a demandé au premier ministre « que l'on évite à l'avenir ce débat bi-annuel sur la revalorisation des retraites », en adoptant un « système de référence, admis par tout le monde ».

FO s'étonne que « le gouvernement fixe les revalorisations en

Applicable au 1^{er} juillet 1993

Une directive communautaire exigera un contrat de travail écrit pour les salariés

LUXEMBOURG
(Communautés européennes)

de notre correspondant
Les employeurs seront désormais tenus de faire connaître par écrit à leurs salariés les principales modalités de leur relation de travail. Cette garantie, qui pourrait être fournie sous diverses formes — contrat de travail, lettre d'embauche, simple déclaration — permettra au salarié de connaître l'ensemble des éléments de son statut et lui facilitera la tâche s'il veut apporter la preuve que tel ou tel engagement pris par son patron n'a pas été respecté. Tel est le sens de la directive — la première concernant le droit du travail — que les ministres des Douze ont approuvée, mardi 25 juin à Luxembourg.

accord politique, l'adoption formelle ne pouvant intervenir qu'après l'avis du Parlement européen. Les Britanniques, tout en observant qu'à leurs yeux ce type de protection devrait plutôt relever de la législation nationale, ont annoncé qu'au moment du vote ils s'abstiendraient et ne bloqueraient donc pas l'adoption de la directive, qui exige l'unanimité.

Son entrée en vigueur a été fixée au 1^{er} juillet 1993. Les informations écrites que l'employeur sera tenu de fournir dans un document unique sont les suivantes : l'identité des parties, le lieu du travail, le titre, le grade, la qualité du salarié, la description sommaire de son activité, la date du début de la relation de travail et, en cas d'embauche temporaire, sa durée prévisible.

Cette directive communautaire

modifiera de façon sensible la situation en France, où la législation actuelle ne fait pas obligation aux employeurs de coucher sur le papier les conditions dans lesquelles ils embauchent leur personnel. Ainsi, selon M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, aujourd'hui « une grande majorité » de contrats de travail ne comportent pas de trace écrite.

D'autre part, les Douze ont approuvé le programme PETRA, dont l'objet est d'intensifier les échanges de jeunes non universitaires entre les différents pays de la CEE. Ce programme, doté d'un budget de 177 millions d'écus (1.230 milliard de francs), devrait permettre de prendre en charge 100 000 stages échelonnés sur une période de trois ans.

PHILIPPE LEMAITRE

En tête dans les cinq nouveaux Länder

La France a quadruplé ses acquisitions d'entreprises en Allemagne depuis 1986

En tête dans les cinq nouveaux Länder pour les investissements étrangers directs, la France a en quatre ans quadruplé ses acquisitions en Allemagne. L'année dernière, les acquisitions françaises en Allemagne ont continué à fortement progresser : 70 acquisitions au total, ce qui met la France en deuxième position derrière la Grande-Bretagne (90), mais devant la Suisse (69) et les Etats-Unis (68). De leur côté, nos voisins ont fait preuve d'un certain attentisme avec seulement 23 rachats allemands en France (contre 40 acquisitions en 1989) en raison de la mobilisation sur l'ex-RDA (voir graphique).

FRANCFORT
correspondance

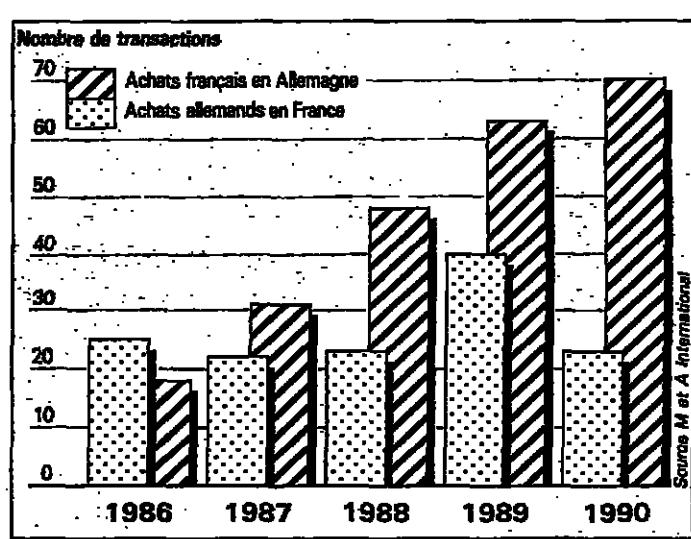
Le rythme soutenu des rachats français en Allemagne s'explique par la proximité du grand marché européen, où la taille joue de plus en plus un rôle décisif dans la compétition mondiale que se livrent les entreprises. La nécessité, pour les sociétés françaises, de s'assurer une présence rapide en Europe, grâce à l'acquisition de parts de marché significatives et d'un savoir-faire technique ou technologique, explique aussi leur intérêt pour le rachat de sociétés allemandes. Celles-ci, pour la plupart des entreprises familiales, ont besoin de capitaux frais à cause des problèmes de succession auxquels elles sont confrontées. Depuis la réunification de l'Allemagne, le 3 octobre 1990, il faut

également rajouter à cette liste l'accès aux marchés publics allemands ainsi que la constitution d'une plate-forme idéale pour l'approche des pays de l'Est.

Les acheteurs français outre-Rhin restent, en majorité, des grandes entreprises avec quelques rachats spectaculaires. En 1990, comme celui du fabricant d'articles de sport Adidas par Bernard Tapie pour 1,6 milliard de francs. Les autres exemples concernent la distribution, avec le rachat par Promodès pour 1 milliard de francs des 47 grands magasins de Coop après le démantèlement du groupe de Francfort ainsi que l'électroménager avec le rachat de Rowenta par SEB, ou encore de Krupp par Moulinex pour 500 millions de francs. Tous les secteurs sont concernés mais, pour les rachats français, les services, la chimie, l'électrotechnique et les transports arrivent en tête, si l'on prend en compte la répartition des acquisitions françaises en Allemagne au cours des cinq dernières années.

Un travail préparatoire fructueux

Phénomène nouveau : les PME françaises s'engagent et viennent de plus en plus nombreuses sur le marché allemand. Quelques exemples en 1990 concernent le rachat de la société allemande Frankia (150 millions de francs de chiffre d'affaires) par le fabricant de camping-cars Pilote (200 millions de francs de chiffre d'affaires) ou celui de Kleifisch (100 millions de francs de chiffre d'affaires) par les Acieries et Fonderies de l'Est (A.F.E.) dont le chiffre d'affaires a atteint 830 millions de francs. Ces efforts sont systématiquement encouragés par les autorités françaises dans la mesure où l'économie allemande



est dominée par plus de 400 000 PME formant un tissu industriel dense et stable (le Mittelstand) qui constitue le plus gros réservoir d'entreprises d'Europe.

A un autre niveau, celui du département, le soutien à l'internationalisation est aussi devenu une priorité. Ainsi, un « objectif Allemagne 1991 » a été proposé le 14 mars à près de 500 PME/PMI de l'Essonne sélectionnés par un « Comité de pilotage » pour les aider dans leur approche du marché allemand : recherche de réseaux commerciaux, de partenariats, de joint-ventures, de nouveaux produits, de technologies, etc. Cette initiative concerne des entreprises de petite taille et fait suite à un « Euro-objectif Grande-Bretagne 1990 » qui s'est traduit par dix accords de partenariat avec des entreprises de l'Est Sussex et sept en cours de montage sur la cinquantaine d'entreprises ayant

au préalable été mobilisées à l'opération.

Encouragé par ce succès initial, le Comité pour le développement économique de l'Essonne et la Direction régionale de l'Industrie, de la recherche et de l'environnement, initiateurs de l'opération, ont décidé, cette année, de s'attacher au marché de l'Allemagne réunifiée. Environ 35 entreprises essonnaises ont ainsi pu participer du 8 au 12 juin à une série de séminaires organisés à Cologne et à Bielefeld par le Landkreis de Stuttgart avec lequel le département de l'Essonne est jumelé. Au programme : une préparation sous forme d'ateliers de travail, puis des entretiens personnalisés avec des partenaires potentiels sélectionnés par le cabinet de consultants DML en Allemagne et le poste d'expansion économique de Cologne.

De retour en France, les entre-

prises sont suivies jusqu'à la signature d'un accord qui peut prendre plusieurs mois. Mais, d'ores et déjà, le travail préparatoire semble avoir porté ses fruits en ce qui concerne l'Allemagne. Ainsi, la société ADE, spécialisée dans la conception et la fabrication de composants électroniques à usage militaire et de systèmes de télécommunications, a déjà été en mesure de sélectionner un partenaire à l'issue de ce premier voyage.

Pour M. Philippe Guillet, responsable de l'export chez ADE, qui travaillait avant dans le département commercial de Matra, l'Allemagne est devenue l'objectif n°1 dans la perspective du grand marché européen. « Même si nous étions prêts à nous lancer tout seuls, des initiatives collectives relayées par les pouvoirs publics sont salutaires pour des entreprises aussi petites que la nôtre », explique-t-il. ADE emploie 33 personnes et réalise un chiffre d'affaires de 10 millions de deutschemarks. Pour les trois sociétés avec lesquelles M. Guillet a été en contact, avec, comme objectif, la recherche d'un agent commercial ou la cession d'une licence de fabrication à un partenaire industriel, c'est la première solution qui l'a emporté. A compter de septembre, ADE devrait confier la commercialisation de ses produits en Allemagne à la société Digisound de Hambourg (chiffre d'affaires : 26 millions de DM et 30 employés) pour laquelle ils constitueront un complément de gamme.

CHRISTINE
HOLZBAUER-MADISON

Croissance ralentie en 1990

L'activité internationale prend une part déterminante dans l'assurance

Essor de l'international et dégradation des résultats d'exploitation, tels ont été les faits marquants de l'assurance française en 1990, dont le bilan a été présenté le 26 juin par M. Denis Kessler, président de la Fédération française des sociétés d'assurance (FFSA).

Fruit de l'expansion des assureurs français à l'extérieur de l'Hexagone au cours des dernières années, l'étranger a tiré la croissance du secteur en 1990. Représentant près d'un quart (24,1 %) du chiffre d'affaires global (534 milliards de francs) contre 14 % en 1986, l'activité internationale a augmenté de 19,4 %. Marché unique oblige, l'Europe est devenue le marché intérieur des compagnies françaises en totalisant 90 % de leur activité internationale.

Dans son ensemble, l'assurance française a connu une croissance ralentie l'an dernier avec une progression de 8,2 % (en valeur). Ce ralentissement, très marqué sur le marché français (+ 4 %) est pour une bonne part dû à la chute des bons de capitalisation.

Résultat de ces mouvements, la répartition du chiffre d'affaires de l'assurance française tend à se modifier. La vie-capitalisation se tasse à 38,7 % contre 40,6 % en 1989. Les dommages se stabilisent à 37,6 % après une régression sensible au cours de ces dernières années puisque leur part s'établissait à 54,7 % en 1986. Les filiales à l'étranger, dans le cadre de l'expansion internationale, voient leur contribution s'élever à 18,9 %. Enfin, la réassurance se maintient à 4,8 %.

Autre évolution marquante de 1990, la dégradation des condi-

tions d'exploitation, qui semble se poursuivre sur l'année 1991 au vu des premières tendances données par M. Denis Kessler. Toutes les branches sont frappées par cette évolution et seuls les résultats financiers, dus aux plus-values dégagées sur les cessions d'actifs, permettent de compenser les résultats d'exploitation négatifs. En vie-capitalisation, le résultat d'exploitation s'établit à -1,7 milliard de francs et le résultat global à 7,8 milliards. En dommages, les chiffres sont respectivement de -0,3 et de 9,4.

La branche dommages a notamment supporté la charge cumulée de plusieurs facteurs. Les catastrophes naturelles ont déjà représenté 9,7 milliards de francs de remboursements et devraient s'élever jusqu'à environ 11 milliards. L'assurance automobile, dont la prime moyenne est restée prati-

quement stable de 1983 à 1990, a vu en revanche ses coûts augmenter. Enfin, la couverture des risques des entreprises pâtit de la diminution du niveau des primes, due à la concurrence, et de la hausse de la sinistralité en fréquence comme en montant de chaque sinistre.

M. Kessler s'est montré inquiet devant la poursuite de ces tendances sur le début de 1991. « Il faut retrouver l'équilibre technique, sinon ce sera préoccupant pour les assurés comme pour les assureurs », a-t-il déclaré. Parmi les moyens envisagés pour rectifier le tir, une augmentation des primes mais aussi une meilleure couverture des risques, une plus grande innovation (notamment dans les risques des entreprises encore largement sous-assurées) et des actions de prévention.

C. B.

eslsca

3^e CYCLES SPÉCIALISÉS

Un plus pour votre formation en Management

Ces 4 programmes d'un an dispensés par un corps professoral et des spécialistes experts vous assurent une formation de haut niveau dans les domaines les plus porteurs du management.

TRADING
INGÉNIERIE FINANCIÈRE
MANAGEMENT DES ENTREPRISES
GESTION DE PATRIMOINE

Renseignements : 3^e Cycles Spécialisés GROUPE ESLS.C.A.
1, rue Bougainville - 75007 Paris - Tél. : (1) 45 51 32 59

ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE
DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES
Fondée en 1949 - Reconnue par l'État

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

OPA amicale de BSN
sur le biscuitier
irlandais W & R Jacob

BSN, le groupe de M. Antoine Riboud, va lancer une OPA amicale sur la totalité du capital du biscuitier irlandais W & R Jacob, dont il détient déjà près de 30 % du capital. Le groupe français propose aux actionnaires de racheter les actions ordinaires au prix unitaire de 300 pence irlandaises, valant ainsi l'ensemble à 530 millions de francs. W & R Jacob a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires de 630 millions de francs et un bénéfice de 27 millions de francs. La société irlandaise détient environ 50 % du marché des biscuits en Irlande du Sud et plus de 20 % en Irlande du Nord.

BSN, deuxième biscuitier mondial, réalise actuellement près de 24 % de son chiffre d'affaires consolidé (53 milliards de francs) dans ce secteur du biscuit.

Un fabricant de poussettes de poupées condamné à des dommages et intérêts. — La société Monneret Jouets a été condamnée, mardi 25 juin, par le tribunal civil de Lons-le-Saunier (Jura), à verser des sommes allant de 7 000 à 46 000 francs de dommages et intérêts à dix familles dont les enfants avaient été blessés par des poussettes pour poupées fabriquées par cette entreprise. En 1985 et 1986, quatre-vingt-cinq enfants de moins de quatre ans ont eu des doigts mutilés par ces poussettes. Monneret Jouets a aussi été indemnisée les victimes, mais certains parents, soutenus par l'Union féminine civique et sociale (UFCV), ont jugé la réparation insuffisante. La société Monneret a aussi été condamnée à verser 20 000 francs à l'UFCV.

Lançant 3,9 milliards de francs d'obligations convertibles en actions

Euro Disney commence le financement de son deuxième parc

C'est pour assurer un premier financement à son deuxième parc de loisirs à Marne-la-Vallée qu'Euro Disney vient de lancer 3,9 milliards de francs d'obligations convertibles en actions (jusqu'au 3 juillet pour les actionnaires, qui bénéficient d'une priorité, jusqu'au 15 pour les autres acheteurs). L'ouverture de ce parc a été avancée à avril 1994, au lieu de l'année 1995 envisagée auparavant.

Le projet comporte des studios et un parc de loisirs sur le thème d'Hollywood et du cinéma, «calqué» sur celui que Disney possède et exploite en Floride, un hôtel de «classe économique» de 2 700 chambres, un centre de congrès de 31 000 mètres carrés avec un hôtel de 700 chambres, une extension

du terrain de camping, 75 000 à 88 000 m² de bureaux (destinés pour l'essentiel à Euro Disney et à Disney Europe), des centres commerciaux, un parc aquatique à thème et un millier de logements. En revanche, il exigera, selon les responsables d'Euro Disney, peu d'infrastructures nouvelles (il serait situé à proximité de la gare du RER et du TGV installée devant le premier parc).

Ce parc devrait accueillir 8 millions de visiteurs, soit avec le premier parc (qui ouvrira le 12 avril 1992), plus de 20 millions de visiteurs par an. D'autre part, la présence du deuxième parc amènerait des visiteurs supplémentaires et allongerait d'un jour au moins la durée de séjour dans les hôtels.

Pour le premier parc, les travaux ont suivi le calendrier et le coût prévu, selon M. John Forsgreen, vice-président financier d'Euro Disney; toutefois l'addition d'attractions nouvelles a entraîné un surcoût de 900 millions de francs, et les réserves prévues (entre autres pour les frais de marketing) ont été relevées de 450 millions de francs. Quarante mille nuitées auraient déjà été réservées dans les hôtels actuellement en construction.

Le lancement des obligations convertibles présente pour Euro Disney l'avantage d'apporter des fonds à un taux inférieur à celui du marché.

G. H.

Motivée par d'anciennes relations d'affaires avec le promoteur Jeandet

Une perquisition de la direction des enquêtes fiscales
a eu lieu au siège de l'Immobilier Phénix

Le siège de l'Immobilier Phénix a été perquisitionné, jeudi 20 juin, par la direction nationale des enquêtes fiscales. Cette opération concernait, indique-t-on au siège de l'Immobilier Phénix, les relations d'affaires entretenues jusqu'en 1990 par l'Immobilier Phénix avec M. Pascal Jeandet, un jeune promoteur qui a multiplié les achats sur le marché immobilier parisien, en forte hausse, avant de se lancer dans l'hôtellerie (le Monde du 23 février 1990).

Après plusieurs mois d'association avec M. Pascal Jeandet (pour le rachat du Gray d'Albion à Cannes et celui d'un immeuble rue Bassano à Paris), l'Immobilier Phénix reprenait au début de l'année 1990 la totalité du Gray d'Albion, la tour de bureaux Pariphré (40 000 m² sur trente-cinq étages), en bordure du périphérique parisien (rebaptisée depuis tour La Villette), et une chaîne d'une vingtaine d'hôtels parisiens (huit cent

cinquante chambres), la Compagnie d'exploitation d'hôtels, rebaptisée Liberté.

M. Pascal Jeandet, en voyage à l'étranger, a fait publier à Paris, lundi 24 juin, un communiqué affirmant simplement que les «transactions» avec l'Immobilier Phénix, «profitables pour les deux parties, ont été définitivement soldées fin avril 1990». Au siège de l'Immobilier Phénix, on indique aussi «ne plus avoir aucune relation avec M. Pascal Jeandet».

CIRCULATION

A l'occasion de l'été

Le gouvernement prépare des mesures
pour la sécurité routière

Le conseil des ministres a entendu, mercredi 26 juin, des communications des ministres chargés de la mer et des transports routiers sur les mesures de prévention décidées pour limiter, cet été, les accidents de la route et des loisirs nautiques. Des projets de campagnes médiatiques à destination des futurs vacanciers ont été présentés au premier ministre, qui a pu, d'autre part, constater la mobilisation des préfets pour la mise en place du balisage des plages pour faire respecter les règles de navigation ainsi que les limitations de vitesse.

M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports en charge de la sécurité routière, commence à être rassuré. Depuis trois ans qu'il se battait pour contenir l'hécatombe routière aux alentours des 10 000 morts par an, il se demandait si la multiplication des conseils interministériels, le renforcement de la répression, la lutte des amendes forfaitaires, les contrôles préventifs d'alcoolémie et les campagnes télévisées pour convaincre les automobilistes de lever le pied servaient à grand-chose. Au regard de cette mobilisation qui peut paraître plutôt pénible pour les conducteurs, les résultats tardaient à paraître: on relevait 10 548 morts en 1988 sur les routes de France, 10 528 en 1989, et 10 289 en 1990. Pas de quoi pavoiser, quand les Allemands déplorant «seulement» 8 550 morts, et les Britanniques 6 500!

Et puis est arrivée l'heureuse nouvelle, confirmée depuis six mois par les statistiques mensuelles: depuis la fin de l'année 1990, sous l'effet de l'obligation de ne pas dépasser le 50 km/h en ville et de boucler la ceinture de sécurité aux places arrière, comme l'analyse M. Sarre, «on roule un peu moins vite, les accidents sont un peu moins graves qu'avant. Bien sûr, ces résultats sont fragiles, mais ils nous permettent d'espérer passer durablement sous la barre fatidique des 10 000 morts par an». Les chiffres des douze mois s'élevaient au 31 mai dernier sont étonnants: en un an, on a enregistré 131 636 accidents (-10,7 % par rapport à la période correspondante précédente), 9 701 morts (-9 %) et 210 770 blessés (-10,3 %).

Le secrétaire d'Etat ne se fait pas d'illusions. Les comportements des automobilistes ne changeront pas en un jour. Ils étaient 64 % à dépasser les 60 km/h en ville en 1990; ils ne sont plus que 59 % en

1991 à réaliser cette «performance». Le gain est réel, mais modeste. M. Sarre sait que les automobilistes parisiens devaient de moins en moins respecter le code de la route, des sens interdits et des feux. «Je souhaite que la police réagisse, dit-il, car si la laxisme l'emporte à Paris, ce sera encore plus difficile à combattre ailleurs».

Dans la perspective de l'entrée en vigueur du permis à points, le 1^{er} janvier prochain, deux décrets sont en cours d'élaboration. L'un d'eux concerne les violations des limitations de vitesse. Il devrait rendre automatiques les sanctions des «petits» excès: par exemple, le nouveau permis comportera six points et, pour une vitesse supérieure à la vitesse autorisée de 20 km/h en ville, et de 30 km/h sur autoroute, le contrevenant perdra un point et devra payer l'amende forfaitaire. La perte de points s'élèvera à deux pour des vitesses supérieures. D'autre part, les forces de l'ordre ont reçu quinze voitures banalisées équipées de radar, qui silloneront les routes de France cet été.

Le confort
des conducteurs

Mais le gouvernement ne souhaite pas se cantonner dans ce rôle de croquemanteau, et il veut contribuer à rendre la route plus conviviale et «agréable». Pour cela, il joue sur tous les registres. Le véhicule, d'abord: 750 millions de francs ont déjà été affectés à des programmes de recherche Drive, Prométhée ou Isis. Ils sont destinés à rendre la voiture plus intelligente et capable de détecter le brouillard, la pluie, l'obstacle. On travaille sur la résistance à la déformation des habitacles, la norme de survie des vies à 60 et 70 à l'heure. L'information, ensuite, pour que les conducteurs ne soient plus sourds et aveugles: «La circulation intéresse autant les parents, explique M. Sarre, qu'elle intéresse les enfants. Nous allons profiter des Jeux olympiques pour expérimenter avec les sociétés d'autonomes des systèmes d'information qui facilitent la vie des automobilistes, en Savoie et près de la frontière espagnole».

Le confort des chauffeurs routiers ne sera pas oublié. Un schéma directeur sera adopté, avant la fin du mois de juin, pour la construction d'une vingtaine de «centres routiers» où ils trouveront chambres à 100 F, douches et repas à 50 F. Le nombre des poids lourds étant appelé à croître de 60 % d'ici à l'an 2 000, il y a de la sécurité des autres usagers que les routiers gardent toutes leurs facultés pour faire face aux aléas de la circulation.

ALAIN FAUJAS

EN BREF

□ **Nouvel impôt immobilier en Italie.** — Le gouvernement italien a confirmé mardi 25 juin la création d'un nouvel impôt immobilier, qui devrait rapporter 36,5 milliards de francs. Les impôts sur le parc immobilier des entreprises seront établis sur une assiette revalorisée. Les sociétés d'assurances seraient les premières touchées. La baisse inattendue de l'impôt sur le revenu et sur les sociétés a provoqué ces derniers mois un manque à gagner évalué à 27,4 milliards de francs, aggravant un déficit budgétaire estimé à 600 milliards de francs. Après avoir reculé de 4,5 %, la Bourse de Milan a regagné 0,44 % mardi.

□ **Nouvelles dates de versement des cotisations sociales: la CGPME proteste.** — Le gouvernement a décidé d'avancer du 15 au 5 de chaque mois la date de versement des cotisations sociales (le Monde du 26 juin) dues par les entreprises de 50 à 400 salariés. A partir d'octobre, cette mesure permettra à la Sécurité sociale de disposer de 15 milliards de francs un peu plus tôt dans le mois, alors qu'elle connaît habituellement un trou de trésorerie vers le 8 du mois. Pour sa part, la CGPME a protesté le 25 juin, dans un communiqué, contre ce «diktat insupportable dans une période préjudiciable aux PME» et estime que ces versements anticipés vont «créer une difficulté de trésorerie absolument insurmontable dans de très nombreuses PME-PMI».

□ **Usinor-Sacilor va supprimer 600 emplois en Lorraine.** — La direction d'Usinor-Sacilor devrait annoncer le 26 juin, devant les comités centraux d'établissement

concernés, la fermeture de deux hauts-fourneaux et d'une mine de fer, entraînant la suppression de 600 emplois. Les deux hauts-fourneaux de Lorraine à Uckange (Moselle) vont être arrêtés à la fin de 1991 et 330 emplois seront supprimés, la fabrication de fonte hématite étant regroupée sur deux autres sites. La mine de fer de Mairi-Mainville (Meurthe-et-Moselle), qui appartient à Lorraine et emploie 280 salariés, cessera son exploitation au cours de l'année 1992, en raison de la baisse de la demande de minerai phosphoré.

□ **La SNAT désarme quatre navires.** — La direction de la Société nouvelle d'armement trans-Manche (SNAT) a décidé, lundi 24 juin, de mettre en chômage technique à compter du 26 juin 0 heures quatre des cinq navires affectés aux liaisons entre la France et la Grande-Bretagne, ainsi que le personnel navigant «auquel l'entreprise ne peut trouver une affectation de substitution». Au siège de la SNAT, on indique que cette mesure touche environ 550 personnes.

□ **Les mineurs de Carmaux ont bloqué AEM.** — Une centaine de mineurs de Carmaux (Tarn) ont bloqué Albi pendant quelques heures dans la journée du mardi 25 juin. Ils étaient venus dans la ville, la veille au soir, avec leurs énormes engins de chantier et n'ont accepté de se déplacer que dans la soirée de mardi. Cette réaction des mineurs a été provoquée par la réclamation de leurs émissaires de la direction des Houillères, qui confirmaient le plan de suppression de 334 emplois, sur les 629 que compte le site de la «Grande Découverte».

(Corresp.)

ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE
ORDINAIRE
DU 21 JUIN 1991

Bénéfice net
consolidé par
action : 50,20 F

Dividende : +28%

II F hors avoir fiscal

16,50 F avoir fiscal
compris

Mise en paiement
du dividende
le 2 juillet 1991

"La progression spectaculaire
de notre chiffre d'affaires
consolidé confirme notre
position de 1^{er} assureur français
et de numéro 2 européen..."

Jean Peyrelevade

GROUPE UAP 1990



Vous pouvez obtenir un exemplaire du Rapport Annuel 1990
par téléphone, Service Actionnariat, au 42 86 71 87.



CPA / BROAD STREET

ÉCONOMIE

Paris accepte
de dette au

Le gouvernement français a accepté, mardi 26 juin, de verser à la Banque mondiale une somme de 100 millions de dollars pour financer des projets de développement en Afrique. Cette somme sera versée sous la forme d'un prêt à long terme, dont le premier versement sera effectué au cours de l'année 1992.

Havane souffre de pénurie alimentaire

La pénurie alimentaire à l'Havane s'aggrave. Les stocks de nourriture sont épuisés et les prix augmentent. Les habitants doivent se contenter de produits de mauvaise qualité et en quantité limitée.

Les autorités cubaines ont tenté de limiter la consommation de viande et de poisson, mais ces mesures ont eu peu d'effet. Les habitants continuent de chercher à acheter des produits alimentaires sur le marché noir.

Bergie

Les soudures defectueuses ont été
dans quatre centrales nucléaires

Des défauts de soudure ont été détectés dans quatre centrales nucléaires françaises. Les autorités ont ordonné l'arrêt de ces centrales jusqu'à ce que les défauts soient réparés.

Bergie

Les soudures defectueuses ont été
dans quatre centrales nucléaires

Les autorités ont ordonné l'arrêt de ces centrales jusqu'à ce que les défauts soient réparés. Les réparations sont en cours et devraient être achevées dans quelques semaines.

INSAM

INSAM

INSAM

INSAM

INSAM

INSAM

INSAM

INSAM

EUROCONTROL

Devenez



La carrière de contrôleur de la circulation aérienne est un perpétuel défi qui offre des satisfactions exceptionnelles et exige un sens aigu des responsabilités, ainsi que de nombreuses aptitudes et un grand professionnalisme. En votre qualité de contrôleur (m/f) de la circulation aérienne d'EUROCONTROL, vous serez appelé à contrôler des aéronefs dans l'une des régions où le trafic est le plus dense du monde, au moyen des équipements et des techniques les plus modernes, dans l'un des centres les plus perfectionnés d'Europe, le Centre de Maastricht.

EUROCONTROL recrute pour sa prochaine session de formation qui doit commencer au début de l'année prochaine. La formation dure de 3 à 4 ans et est assurée par l'Institut qu'EUROCONTROL possède en propre à Luxembourg, ainsi qu'au Centre EUROCONTROL de Maastricht aux Pays-Bas. Pendant leur formation, les stagiaires bénéficient d'une rémunération intéressante. Un contrôleur formé est aussi bien payé que doit l'être un professionnel responsable et de confiance.

Les postes de contrôleurs sont accessibles tant aux femmes qu'aux hommes. Les candidats doivent être nés après le 2/2/1966 et avant le 1/2/1974 et être titulaires d'un diplôme de fin d'études secondaires. Ils doivent être ressortissants d'un Etat membre d'EUROCONTROL (Allemagne, Belgique, France, Royaume-Uni, Grèce, Irlande, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Portugal, Turquie et Chypre) ou d'Autriche, d'Italie, d'Espagne ou de Suisse. Ils doivent être médicalement aptes et posséder une bonne maîtrise de l'anglais parlé et écrit.

Nous recherchons avant tout des jeunes gens et des jeunes filles mûrs et sûrs d'eux-mêmes, faisant preuve de bon sens et de motivation, capables de se plier à une formation intensive. A l'issue de leur formation, les candidats retenus travailleront dans l'environnement harmonieux d'une équipe internationale solidaire. Ils en tireront de nombreuses satisfactions, tant au niveau de leur salaire que de leur épanouissement personnel. Si vous êtes intéressé et pensez pouvoir répondre à nos exigences, écrivez-nous pour nous demander un formulaire de candidature à l'adresse suivante: EUROCONTROL, Division du Personnel (Recrutement), rue de la Loi 72, 1040 Bruxelles, en mentionnant la référence BO/48. Tél.: 32.2/729.3746.

Les formulaires de candidature dûment remplis devraient être retournés à la même adresse, au plus tard le 19 août 1991.

EUROCONTROL
Organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne.



Derivative product dealer

A subsidiary of one of Europe's leading banking groups, our client is a highly profitable European investment bank which has seen steady growth since its foundation in 1980.

You will join the derivative products team for the development in activity on the Japanese market, where the group has a seat on the Tokyo Stock Exchange. Based in Tokyo, you will report to the head of the Tokyo Office and be a member of the local management team. Probably aged 26-30, you will ideally

have a strong technical capability together with a significant experience in derivative products dealing. Your professional and management skills will enable you to build and motivate a team in your area of expertise. In addition to English, a knowledge of Japanese would be particularly appreciated.

Please send your application (hand written letter, photo, curriculum vitae), quoting ref. 20951, to Media-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, France, who will forward.

MEDIA-SYSTEM

INTERNATIONAL ORIENTED CANDIDATES...

RESPONSABLE ADMINISTRATIF, COMPTABLE ET FINANCIER

Vous êtes attirés par la vie en province ? Nous avons choisi d'implanter notre filiale française à LANGRES (Dpt 52, à 40 minutes au N.E. de Dijon par autoroute). Nous y produisons des disques compacts en très grandes séries avec un effectif d'une quarantaine de personnes.

Nous recherchons un candidat de formation Ecole Supérieure de Gestion, section Audit, titulaire du DECS (ou niveau similaire), pratiquant couramment l'anglais.

Il sera chargé de démarrer, construire et encadrer la gestion de notre nouvelle filiale au niveau administratif, comptable, financier et reporting au siège (Hollande).

Sa formation sera assurée dans une société de notre groupe aux U.S.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet à notre conseil sous réf. 501.

MANAGING

SEPAM
43, rue de la Courbe
68400 RUEDISHHEIM

STRASBOURG - METZ - MULHOUSE

MULTINATIONAL MARKETING STRATEGISTS

Develop a visionary technology company's export business

The European organisation within a major \$2 billion US corporation has its growing Export operation located north of London in the UK. To increase export business particularly in Eastern Europe, the Middle East and Africa, two degree-level, computer-literate, results-orientated managers are needed, who have international marketing experience in blue-chip organisations, a working knowledge of a second or third European language, and are prepared to travel and relocate regularly.

MARKETING MANAGER

c.£50,000 + bonus + car

In this new director-level position, you will head up the export marketing group, develop a comprehensive long-term marketing strategy for the company, and approve detailed marketing and annual sales plans with Area Managers to achieve financial objectives. Probably aged 35-45, with 10 + years' experience in an

international corporation, you must have a proven and successful track record in marketing management at a senior level encompassing consumer, business and product marketing, and first-hand overseas experience. Ref.: 5155/CB/LM.

CONSUMER PRODUCTS MARKETING MANAGER

c.£30,000 + bonus + car

Liaising with Area Managers, you will plan and manage the implementation of marketing strategies and activities to achieve planned growth targets for all the consumer division's products, including new product introductions

and dealing with distributors. Probably in your late 20s to mid-30s, you must have 5+ years' successful in-depth FMCG or consumer durables marketing experience. Ref.: 5154/CB/LM.

To apply, please send your cv, quoting the appropriate reference, to Cynthia Balogh, PA Consulting Group, 123 Buckingham Palace Road, London SW1W 9SR, England. Facsimile: (19) 4471-333 5050.

PA Consulting
Group

Creating Business Advantage



LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

est chargée de la conception et de l'exécution des politiques communes, elle participe à l'élaboration du droit communautaire et veille à son application.

En raison des nouveaux développements de l'intégration européenne, le Service commun interprétation-conférences, placé sous l'autorité du Président de la Commission, dispose encore d'emplois pour de

JEUNES ÉCONOMISTES, JURISTES, SCIENTIFIQUES...

souhaitant exercer la fonction d'interprète de conférence

L'actualité politique, économique, sociale, scientifique et culturelle vous intéresse, vous avez une faculté d'analyse rapide, des qualités de communication orale et une profonde connaissance d'au moins trois langues (langue maternelle comprise).

Vous envisagez une expérience valorisante dans un environnement international, une carrière intéressante et diversifiée dans la fonction publique européenne.

Nous vous proposons, après réussite d'une formation de haut niveau - assurée en six mois par le Service - la fonction d'interprète de conférence. Vous travaillerez en équipe dans des réunions touchant tous les secteurs d'activités, dont ceux pour lesquels vos connaissances universitaires seront particulièrement utiles. Résidence à Bruxelles, nombreux déplacements dans la Communauté européenne, mais aussi en dehors.

Le Service commun interprétation-conférences assure chaque jour l'interprétation à plus de 50 réunions tenues dans diverses institutions: Conseil de ministres, Commission, comité économique et social, Banque européenne d'investissement.

Merci d'adresser votre curriculum vitae et photocopie de votre titre universitaire le plus élevé au

SERVICE COMMUN INTERPRÉTATION-CONFÉRENCES, CCAB 5/38, rue de la Loi 200, 1049 Bruxelles.

Renseignements complémentaires: Madame BORNALW, téléphone - Bruxelles: 32-2/235.90.46 de 10 à 12h.

IL EST RAPPELÉ AUX INTERPRÈTES DE CONFÉRENCE PROFESSIONNELS QU'ILS PEUVENT ÉGALEMENT PRÉSENTER LEURS OFFRES DE SERVICE À L'ADRESSE CI-DESSUS.

HIGH TECH. FUTURE. EUROPE. RAPID GROWTH. CAREER.

LOCATION BRUSSELS

Interested?

PRODUCT MANAGER

The Company:

Our client is an international company worldwide leader in his domain of activities, technology driven with its European Headquarters in Brussels and a strong presence in all European countries.

The company manufactures and sells a modern high tech industrial product enjoying a very fast market growth.

Company's sales are in excess of US\$ 3 billion and it employs 1700 people worldwide.

The Challenge:

as Product Manager for one of the company's manufacturing divisions;
participate in the elaboration of its market segments strategy;
coordinate its implementation;
stepping stone to Senior Management positions within the company.

Major Accountabilities:
update market, customers and competitive intelligence;
provide guidance to sales, planning, technical support manufacturing functions.

The profile:

university degree in Engineering completed ideally with an MBA;
2 to 4 years business experience in sales or manufacturing with an industrial company;
age 25-30;
fluency in English is mandatory with a good command of French.

The ideal candidate will have a good analytical and synthetic mind, be an excellent communicator (verbal and written), team player, flexible and adaptable.

This is a challenging position with definite career growth possibilities offering an attractive remuneration package, commensurate with the overall standing of the company. To know more about this interesting opportunity, please send your handwritten career résumé to the attention of Christian Goffin, under reference 283JM, rue d'Ascorge 15, 75008 Paris.

A.R.B.

PARIS-SOPHIA-ANTIPOLIS

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
75 PARIS			18^e ARRONDISSEMENT			93 - SEINE-SAINT-DENIS		
4^e ARRONDISSEMENT			19^e ARRONDISSEMENT			94 - VAL-DE-MARNE		
2 PIÈCES 50 m², 1 ^e étage	43-45, rue Vieille-du-Temple CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	4 950 + 515 3 834	2 PIÈCES 51 m² + balcon parking	75, rue Philippe-de-Girard CIGIMO - 48-00-89-89 Frais de commission	3 080 + 870 2 473	3 PIÈCES 65 m², 6 ^e étage Parking	ÉPINAY-SUR-SEINE 2, avenue Gallieni SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	4 000 + 850 2 880
11^e ARRONDISSEMENT			78 - YVELINES			95 - VAL-D'OISE		
STUDIO MEUBLÉ 20 m², sur jardin	HOME PLAZZA SAGGEL - 40-09-40-00	5 500 + 825	2 PIÈCES 54 m², 1 ^e étage Parking	46 ter, rue de Mouzats SAGGEL - 42-88-61-05 Frais de commission	4 700 + 487 3 384	STUDIO 26 m², 5 ^e étage, terrasse, parking	PANTIN 21, avenue Jean-Louis LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	2 054 + 281 1 782
2 PIÈCES MEUBLÉ 50 m², sur jardin	HOME PLAZZA HOME PLAZZA - 40-21-22-23	9 500 + 1 275	4 PIÈCES 89 m², rez-de-ch. Parking	46 bis, rue de Mouzats SAGGEL - 42-88-61-05 Frais de commission	7 345 + 808 5 288	3 PIÈCES 76 m² cave, parking	PIERREFITTE 52-64, avenue Gallieni AGF - 48-24-45-45 Frais de commission	3 080 + 1 032 2 198
12^e ARRONDISSEMENT			92 - HAUTS-DE-SEINE			95 - VAL-D'OISE		
3 PIÈCES 79 m², 1 ^e étage parking	106, rue de Charenton SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	6 015 + 760 4 331	2 PIÈCES 52 m², rez-de-ch. Parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 14-18, rue du Docteur-Timsit LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de commission	3 488 + 990 2 790	2 PIÈCES 57 m², 5 ^e étage Parking	NOGENT-SUR-MARNE 39, rue du Port SAGGEL - 42-86-61-05 Frais de commission	3 900 + 410 2 808
13^e ARRONDISSEMENT			BOULOGNE			NOGENT-SUR-MARNE		
2 PIÈCES 48 m², balcon 1 ^e étage	57, bd Auguste-Blanqui CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	3 680 + 1 020 2 919	3 PIÈCES IMMEUBLE NEUF 89 m² + balcon 6 m² 3 ^e étage	33-37, rue Pasteur SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	8 500 + 907 6 781	4 PIÈCES 84 m², 4 ^e étage Parking	NOGENT-SUR-MARNE 4 bis, rue Hoche SAGGEL - 42-86-61-05 Frais de commission	5 270 + 873 3 794
14^e ARRONDISSEMENT			BOULOGNE			SAINT-MANDÉ		
2 PIÈCES 53 m², 7 ^e étage cave, parking	80-84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 48-24-45-45 Frais de commission	6 150 + 525 4 376	5 PIÈCES IMMEUBLE NEUF 179 m², duplex 4 ^e et 5 ^e étages terrasse 75 m²	33-37, rue Pasteur SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	26 000 + 1 440 1 950	4 PIÈCES 88 m², 3 ^e étage balcon 2 parkings	SAINT-MANDÉ 7, rue Fays LOC INTER - 47-45-15-71 Frais de commission	7 501 + 886 5 670
3 PIÈCES DUPLEX 104 m², 9 ^e et 10 ^e ét. cave, parking, terr.	80-84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 48-24-45-45 Frais de commission	13 500 + 1 045 9 907	COURBOVOIE-LA DÉFENSE			VINCENNES		
4 PIÈCES 89 m², 3 ^e étage cave, parking	80-84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 48-24-45-45 Frais de commission	8 850 + 891 6 298	5 PIÈCES 107 m², 2 ^e étage	23, rue des 4-Vents SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	5 400 + 1 900 3 888	4 PIÈCES 84 m², 7 ^e étage terrasse 2 parkings	NOGENT-SUR-MARNE 39, rue du Port SAGGEL - 42-86-61-05 Frais de commission	7 270 + 897 5 528
4 PIÈCES 108 m² en duplex 9 ^e et 10 ^e étages cave, parking	80-84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 48-24-45-45 Frais de commission	14 500 + 1 085 10 318	2 PIÈCES 57 m², 2 ^e étage parking	GARCHES 23, rue des 4-Vents SAGGEL - 46-08-96-55 Frais de commission	3 510 + 949 2 527	2 PIÈCES 57 m², 5 ^e étage Parking	NOGENT-SUR-MARNE 39, rue du Port SAGGEL - 42-86-61-05 Frais de commission	3 900 + 410 2 808
5 PIÈCES 119 m² en duplex 9 ^e et 10 ^e étages cave, parking	80-84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 48-24-45-45 Frais de commission	18 000 + 1 176 12 808	3 PIÈCES 73 m², 3 ^e étage balcon, possibilité parking	GARCHES 5, rue du Regard CIGIMO - 48-00-89-89 Frais de commission	5 500 + 700 4 286	4 PIÈCES 84 m², 4 ^e étage, parking	NOGENT-SUR-MARNE 4 bis, rue Hoche SAGGEL - 42-86-61-05 Frais de commission	5 270 + 873 3 794
STUDIO 35 m², rez-de-ch. parking	189-201, avenue du Maine LOC INTER - 47-45-15-58 Frais de commission	3 823 + 297 3 078	3 PIÈCES IMMEUBLE NEUF 70 m², rez-de-ch. Parking	MEUDON 2, square des Capucins SAGGEL - 46-08-96-55 Frais de commission	6 000 + 900 4 320	4 PIÈCES 84 m², 5 ^e étage balcon 2 parkings	SAINT-MANDÉ 5, rue Fays LOC INTER - 47-45-15-71 Frais de commission	7 501 + 886 5 670
4 PIÈCES 87 m², 4 ^e étage 2 parkings	189-201, avenue du Maine LOC INTER - 47-45-15-58 Frais de commission	9 780 + 703 7 328	6 PIÈCES 142 m², 4 ^e étage terrasse, parking	MEUDON 2, square Maurice-Denis SAGGEL - 46-08-96-55 Frais de commission	18 500 + 1 200 11 880	4 PIÈCES 88 m², 3 ^e étage balcon, 2 parkings	SAINT-MANDÉ 7, rue Fays LOC INTER - 47-45-15-71 Frais de commission	7 490 + 886 5 670
16^e ARRONDISSEMENT			NEUILLY			VINCENNES		
3 PIÈCES 90 m², 3 ^e étage Parking	4, rue Félié-David SOLVEG - 40-67-06-99	12 087 + 1 080	STUDIO 44 m² cave, parking	47-49, rue Perronet AGF - 48-24-45-45 Frais de commission	5 400 + 570 3 842	4 PIÈCES 84 m², 7 ^e étage terrasse 2 parkings	NOGENT-SUR-MARNE 39, rue du Port SAGGEL - 42-86-61-05 Frais de commission	7 270 + 897 5 528
5 PIÈCES DUPLEX 132 m², 5 ^e et 6 ^e étages Parking	4, rue Félié-David SOLVEG - 40-67-06-99	19 553 + 1 593	2 PIÈCES 51 m² cave, parking	PUTEAUX 1, rue Volta AGF - 48-24-45-45 Frais de commission	4 071 + 420 2 898	5 PIÈCES 93 m², rez-de-ch. parking	ENGHEN-LES-BAINS 101, rue du Général-de-Gaulle SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	7 000 + 1 143 5 040
17^e ARRONDISSEMENT			SAINT-CLOUD					
5 PIÈCES 125 m², 1 ^e étage balcon 2 parkings	19-21, rue Selveuve LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de commission	12 528 + 1 100 9 290	STUDIO 42 m² rez-de-chaussée parking	6, place du Moutier SAGGEL - 46-08-96-55 Frais de commission	3 850 + 400 2 772			

Le Monde

CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

VOS
RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 888 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements 46-62-73-43

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE

AG FRANCE
GROUPE
CASSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

RESIDENCES HOTELIÈRES
HOME PLAZZA

CIGIMO
GROUPE GTF

SAGGEL
VENDÔME
GROUPE UAP

LOC INTER
Transactions Tél. : 47-45-19-07

PHENIX
GESTION
GROUPE DES
ASSURANCES
GÉNÉRALES
DE FRANCE

SOLVEG
LOCATION, VENTE ET GESTION D'IMMOBILIER

MARCHÉS FINANCIERS

En dépit du contentieux sur la vente de frégates à Taïwan

La France accorde à la Chine une assistance de 2 milliards de francs

PÉKIN

de notre correspondant

La France a accordé à la Chine, pour 1991, le plus gros protocole financier d'assistance économique qu'elle ait jamais fourni, d'un montant de 2,14 milliards de francs. La signature de cet accord, mardi 25 juin à Pékin, a été officiellement célébrée par la presse officielle chinoise comme la preuve que la coopération économique franco-chinoise était, selon les termes d'un ministre-adjoint de Pékin, « fructueuse ».

Avec 1,7 milliard de francs, la firme Citroën s'ajoute à la plus grosse partie de ce neuvième protocole financier pour son projet d'usine automobile à Wuhan. Le reste est destiné à quatre autres projets d'équipement, dont un aéroport dans l'île méridionale de Hainan, à Sanya, par Aéroport de Paris et Spie Batignolles, et une

centrale thermique en Mongolie-Intérieure pour laquelle Alstom est associé à des firmes chinoises.

La signature de ce protocole, qui porte à près de 11,5 milliards de francs le total de l'assistance française à la Chine sous la forme de financement public au développement depuis 1985, intervient alors qu'un orage menace d'éclater dans le ciel des relations entre les deux pays avec le projet de vente de frégates françaises à Taïwan. S'exprimant sur ce sujet mardi, à titre privé, un responsable du ministère chinois des affaires étrangères nous a exprimé, sur un ton plus embarrassé que courtois, la « crainte » des autorités de Pékin devant cette perspective, tout en évoquant la nécessité pour les deux parties de parvenir à « un compromis ». Il n'a pas précisé si Pékin avait une idée de la nature du « compromis » souhaitable.

FRANCIS DERON

14,7 % du capital, n'a pas fait encore connaître sa décision. A 95 pence par action, la filiale du groupe Schneider réaliserait une mauvaise opération puisqu'elle a acquis sa participation pour un montant deux fois et demie plus élevé (235 pence par action). Davy Corp, qui a dû réaliser d'importantes provisions (plus de 100 millions de livres) sur le chantier du puits de pétrole Ocean Emerald en mer du Nord, a annoncé la semaine dernière près de 86 millions de livres de pertes (860 millions de francs) pour son exercice clos en mars dernier.

Les marchés doutent

Suite de la première page

La Banque de France doit également par contrecoup, défendre la parité du franc vis-à-vis du mark allemand. Cette défense lui a donc coûté très cher, au plus grand bénéfice de la Banque d'Espagne, dont les réserves de devises dépassent maintenant 50 milliards de dollars — plus de 300 milliards de francs —, contre 110 milliards de francs pour la France.

Dans ces conditions, l'institut d'émission français s'est vu contraint de maintenir à Paris un taux de l'argent à court terme suffisamment élevé pour empêcher le cours du mark de dépasser 3,40 francs, à 3 centimes de son plafond au sein du système monétaire européen. Tout cela s'est traduit par des sorties de capitaux, qui ont réduit les liquidités bancaires et contribué à la tension actuelle sur le marché de l'argent à Paris. Ces jours-ci, la situation s'est aggravée, la réunion du groupe des Sept à Londres dimanche 25 juin n'ayant débouché sur rien de concret en ce qui concerne notamment le niveau des taux d'intérêt dans le monde, la discordance continuant à régner entre les États-Unis, partisans de la baisse, et l'Allemagne, défenseur acharné d'une politique restrictive.

Retour aux incertitudes

Au-delà de ces facteurs techniques, on trouve à l'origine de la déprime actuelle, une dégradation de l'image de la France aux yeux des milieux financiers internationaux, qui, à tort ou à raison, ont vu dans le changement de gouvernement un retour aux incertitudes, avec un soupçon d'aventurisme. M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, a beau réaffirmer que la rigueur antérieure sera maintenue, et M. Cresson déclarer à l'avance reprises qu'elle ne cessera de l'épauler, l'étranger a l'impression qu'un énorme problème politique se pose en France.

Il se demande de plus en plus comment le nouveau gouvernement pourra gérer la montée inexorable du chômage et celle des conflits sociaux, allant même jusqu'à le soupçonner de laxisme, notamment après le relèvement de 2,3 % du SMIC, déconseillé par les experts de l'OCDE. Ajoutons-y le flirt avec les communistes, pourtant bien diminués, qui réveille de vieilles craintes à l'extérieur de nos frontières, des inquiétudes sur l'évolution de la conjoncture économique en France d'ici à la fin de l'année, malgré l'optimisme « raisonnable » de M. Bérégovoy, et on aura réuni tous les ingrédients d'une crise de confiance externe aggravée par les propos musclés du nouveau premier ministre.

« L'effet Cresson nous a coûté une prime de réserve de plus d'un demi-point de taux d'intérêt supplémentaire », avoue un expert officiel, tandis qu'un autre soupire : « La nouvelle occurrence de l'effet Maitland, par ses sorties imprévisibles, a compromis le travail de nombreux mois pour persuader l'étranger de notre conversion définitive à l'orthodoxie et à la rigueur. » Ces propos sont un peu injustes car, pour l'instant, rien n'a vraiment changé, mais ils donnent la mesure des dégâts psychologiques causés en si peu de semaines. « C'est un problème de communication », affirme un autre expert, et « seulement un mauvais moment à passer d'ici à la fin de l'année avant un retour à la confiance ».

Effectivement, les fameuses données fondamentales sont en faveur de la France : inflation sous contrôle et en passe de devenir égale ou inférieure à celle de l'Allemagne, déficit budgétaire maintenu alors que les autres dérapent, salaires en progression moins rapide qu'ailleurs. Mais le résultat est que, dans notre pays, les taux d'intérêt, déjà à leur plus haut niveau historique, ont continué à monter et tout juste supportables en période de prospérité, deviennent tout à fait meurtriers en période de ralentissement, surtout pour les petites et moyennes entreprises, qui paient de 12 à 15 % et davantage leurs découverts bancaires : leur mortalité augmente dangereusement.

M. Michel Camdessus, ancien gouverneur de la Banque de France et actuel directeur général du Fonds monétaire international, avait énoncé une théorie qui porte son nom : « Lorsque les taux d'intérêt réels sont durablement supérieurs au taux de croissance, la machine économique, à terme, risque de s'arrêter. » En France, ces taux réels sont trois fois supérieurs au taux de croissance. Tout se passe donc comme si notre machine tentait d'avancer tous feux serrés. Sans doute est-ce, en partie, la faute de l'Allemagne, qui a relevé massivement ses taux d'intérêt pour financer la réunification, de son territoire. Mais la France devra-t-elle longtemps financer, elle aussi, cette réunification qui renforce, sur le long terme, l'un de ses plus dangereux concurrents ?

Il faut, maintenant, se le demander et ne pas attendre que la montée inexorable du chômage rende la facture communautaire encore plus douloureuse, surtout quand chez le voisin d'outre-Rhin l'emploi ne cesse de s'améliorer. Le masochisme est déjà une déviation du comportement individuel, mais quand il s'étend à une nation, il devient intrinsèquement pervers et tout à fait dangereux.

FRANÇOIS RENARD

NEW-YORK, 25 juin ↓

Petite baisse

Après la vive baisse de la séance précédente, la Bourse de New York était prudente mardi 25 juin. L'indice Dow Jones des valeurs vadiettes a clôturé à 2 910,11, en baisse de 2,90 points (0,10 %).

Quelques 155 millions d'actions ont été échangées. Le nombre des titres en baisse a dépassé celui des valeurs en hausse dans un rapport de près de trois contre deux : 886 contre 612. Le cours de 536 titres est resté inchangé.

La chute de lundi, provoquée en partie par la démission au Japon des présidents de deux maisons de titres impliquées dans un scandale financier, a encouragé les opérateurs à la prudence mardi. Une remonte passagère des taux d'intérêt à long terme a fait échouer une tentative de reprise à l'ouverture. Les taux ont en effet progressé après l'annonce d'un bond de 5,8 % des commandes de biens durables en mai aux États-Unis.

C'est la plus forte hausse de ces commandes depuis plus d'un an, ce qui laisse à penser que l'économie américaine arrive au bout de la récession, selon de nombreux experts. Les perspectives d'entreprises américaines au deuxième trimestre paraissent toutefois peu encourageantes, alors que la banque Wells Fargo a indiqué que ses résultats sont nettement inférieurs aux prévisions des experts.

VALEURS	Cours de 25 juin	Cours de 26 juin
Alcoa	87 3/8	86 5/8
AT&T	37 1/4	37 7/8
Boeing	45 3/8	45 3/4
Chemical Bank	48 1/8	48 1/8
Deere & Co	38 1/2	38 1/2
Exxon	41 1/8	41 1/8
Ford	38 5/8	38 5/8
General Electric	73 3/4	73 3/8
General Motors	41 1/4	41 1/4
Goodyear	33 7/8	33 1/2
IBM	87 3/8	87 3/8
ITT	67 5/8	67 5/8
Johnson & Johnson	64 1/2	64 1/4
Kodak	58 5/8	58 7/8
McDonald	58 1/8	58 1/8
Merck	50 5/8	50 3/4
Union Carbide	30 1/8	30 1/8
Union Pacific	22 1/8	22 1/8
Westinghouse	32 3/8	32 3/8
Xerox Corp.	52 5/8	51 3/4

PARIS, 26 juin ↓

Mitigée

La Bourse de Paris est restée hésitante, mercredi, après la séance atone de la veille. En progression de 0,22 % au début des transactions, les valeurs françaises ont subi une brève incursion dans le rouge, affichant des gains identiques en fin de journée. Toutefois en début d'après-midi, elles ont reviré et ont gagné au rouge (-0,07 %). Plus tard dans la journée, peu avant l'ouverture de la Bourse de New York, l'indice CAC 40 s'inscrivait en légère baisse de 0,3 %.

En effet, l'injection de liquidités en Allemagne, plus tôt dans la journée, a entraîné une petite amélioration du franc français qui a apporté un petit ballon d'oxygène au marché. Cette hausse a toutefois été de courte durée.

En effet, l'injection de liquidités en Allemagne, plus tôt dans la journée, a entraîné une petite amélioration du franc français qui a apporté un petit ballon d'oxygène au marché. Cette hausse a toutefois été de courte durée.

Du côté des valeurs, à la mi-séance, Carrefour se représentait légèrement en hausse à 1,8 % pour 34 000 titres. Selon les opérateurs, Carrefour, considéré comme une valeur de croissance justifiant un P/E élevé, subit les conséquences du rachat d'Euromarché. Au printemps, Carrefour avait acquis un moment de 10 % de la participation d'ordre par un opérateur de l'industrie, ce dernier vendant 1 000 titres à 2 040 F au lieu de 2 240 F. L'ordre pourrait être annulé si tous les contreparties s'alignent sur la Bourse de Paris, le titre s'est rattrapé pour coter 2 238 F (moins 25 F) pour un volume de 1 030 pièces.

TOKYO, 26 juin ↓

Recul de 0,5 %

Le mouvement de reprise enregistré en début de séance à la Bourse de Tokyo, mercredi, a été stoppé par la chute de l'indice terminant sur un recul de 141,04 yens (-0,5 %) à 23 766,38, après avoir fini la matinée en progrès de 0,6 %.

La chasse aux bonnes affaires et des achats d'arbitrage encouragés par la stabilité des obligations gouvernementales et par la chute du yen face au dollar, expliquent la hausse de la matinée, les effets néfastes du scandale des effets nippons, qui a conduit les investisseurs à se tourner vers des valeurs étrangères, et Nikko Securities à démissionner, ont remis en cause cette reprise, soulignant les courbes.

VALEURS	Cours de 25 juin	Cours de 26 juin
Alcoa	1 280	1 280
Boeing	1 020	1 020
Chemical Bank	510	510
Deere & Co	2 850	2 850
Exxon	1 480	1 480
Ford	1 510	1 510
General Electric	6 110	6 110
General Motors	1 680	1 680

FAITS ET RÉSULTATS

Attaqué par un petit groupe d'actionnaires, Nestlé a gain de cause devant le Tribunal fédéral (plus haute instance judiciaire suisse) en déboutant, mardi 25 juin, un groupe d'actionnaires minoritaires de Nestlé, dénommé Cane, qui avait attaqué la société au sujet de modifications de statuts adoptées en 1989. L'association Cane, dont les membres possèdent moins de 1 % de Nestlé, avait saisi la justice helvétique pour contester, notamment, la création d'actions de réserve et l'adoption de modifications statutaires décidées au cours de l'assemblée générale de mai 1989. Le Tribunal fédéral a estimé légale la décision de l'assemblée générale d'augmenter le quorum d'actions de réserve, mais a annulé les décisions, alors que certaines ont été prises par un conseil d'administration. Concernant la création d'actions de réserve, sous-cries par un pool de banques et mises à disposition du conseil d'administration, le Tribunal fédéral a aussi estimé que les petits actionnaires n'étaient pas lésés.

Saint-Louis rachète avec Tate and Lyle une sucrerie hongroise. Le groupe Saint-Louis (sucre, plats cuisinés et papier) poursuit son développement européen en achetant, en association avec le britannique Tate and Lyle, 34 % de la sucrerie de Pest de la Hongrie, a annoncé mardi 25 juin M. Bernard Dumon, président de Saint-Louis, au cours de l'assemblée générale des actionnaires. La sucrerie de Kaba a une capacité de production sucrière de 6 500 tonnes/jour. Elle produit annuellement 80 000 tonnes de sucre, soit 15 % de la production hongroise, a-t-il poursuivi. Saint-Louis, le premier producteur de sucre en France, et Tate and Lyle, le plus important producteur mondial d'édulcorants, se sont associés à 50-50 pour acquérir les 34 % du capital. Mais, a-t-il dit, « est la privatisation se poursuit, nous avons un droit préférentiel pour aller au-delà ». En attendant, les deux groupes ont la majorité au sein du conseil d'administration et géreront cette sucrerie.

Le groupe André : progression de 53 % du bénéfice semestriel. Le groupe André (chaussures-habillement) a enregistré au premier semestre de son exercice 1990-1991 (1^{er} septembre 1990-28 février 1991) un bénéfice net consolidé de 119,5 millions de francs, en hausse de 53 % sur l'exercice précédent. Les résultats, qui intègrent pour la première fois les contributions des sociétés Kookai et Kookoo, entrées dans le groupe au début de l'exercice, font apparaître un chiffre d'affaires en hausse de 13,9 %, à 4,30 milliards de francs. Le groupe indique que la conjoncture morose a été compensée par une croissance des ventes plus favorables au cours de la saison automne/hiver, qui s'est traduite par une croissance des ventes de 13,9 % à 3,75 milliards de francs (hors dégrèvements conditions météorologiques peu satisfaisantes au printemps et d'un environnement économique toujours déprimé, le groupe André s'est aidé d'une amélioration sensible de ses résultats pour la totalité de l'exercice.

Telenorma (groupe Bosch) : bénéfice en hausse de 12 % pour 1990. Le groupe allemand Bosch, spécialisé dans la communication privée, a annoncé mardi 25 juin un bénéfice net de 46 millions de deutschmarks (156,4 millions de francs) pour 1990, en hausse de 12 % par rapport à 1989. Les ventes du groupe ont atteint 2,234 milliards de deutschmarks (7,6 milliards de francs), soit 7 % de moins que l'année précédente, mais cette baisse s'explique uniquement par la cession de la production de systèmes de communication pour le secteur public à une autre filiale du groupe Bosch, Bosch Telekommunikation GmbH. Cette activité représentait 280 millions de deutschmarks (952 millions de francs) de ventes et 1 231 employés en 1989. A périmètre comparable, les ventes consolidées de Telenorma ont progressé de 5,5 % en 1990 à 2,234 milliards de deutschmarks (7,6 milliards de francs) contre 2,117 milliards de deutschmarks (7,2 milliards de francs) un an plus tôt.

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcoa Cibles	3480	3425	BOA	331	330
Amstel Assoc.	291	295	Imcom	128	128 70
B.A.C.	134	137 50	Imcom H&M	831	840
Bouygue	809	809	IP&M	104 50	104
Boiron (Ly)	348	345	Locinvest	248 50	248
Boussat (Ly)	212	212	Locinvest	76	76
CAL-de-Fr. (C.C.I.)	1025	1008	Mesa Comm.	126	122 30
Cabotage	402	402	Mobis	188	188
Carif	630	612	Polifilipachi	375	372
CESEF	153 50	153 50	Rand	620	618
C.F.P.	280	280	Rhone-Alp. Ex (Ly)	310	318
CALM	820	815	S.H.M.	180	180
Codanor	280	280	Select Invest (Ly)	103	103
Conforama	1135	1138	Serbo	410	399
Crédit	238	238	S.M.T. Group	120	120
Dauphin	400	399 50	Supra	225	226
Dalson	1134	1134	TFI	333	325 50
Demachy Worms Co.	500	500	Thomson H. (Ly)	278	278
Dunlop	1025	1050	Unilog	211	209 10
Deville	343	343	Val de Ca.	800	800
Dofaco	123	120	Y. St-Laurent Group	740	733
Edisons Bedford	207 80	202 80			
Europ. Propulsion	287	279 50			
Finacor	127	127 50			
Frankopart	130	129			
IFF (group. Lon.)	235	235			
Grand Lure	385	385			
Géograph	218	218			
Groupe Origny	732	733			
Gulmet	830	830			
L.C.C.	245	238			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 25 juin 1991

Nombre de contrats : 82 525

COURS	ÉCHÉANCES			
	Jun 91	Sept. 91	Déc.	
Dernier	104,64	104,00	104,82	
Précédent	103,94	104,28	104,36	

Options sur notional				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 91	Déc. 91	Sept. 91	Déc.
105	0,57	0,65	1,53	1,61

CAC40 A TERME			
Volume : 9 129		(MATIF)	
COURS	Jan	Février	Avril
Dernier	1 772,50	1 763,50	1 780,50
Précédent	1 774	1 765	1 796

CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	Jun	Jul	Août
Dernier	1 772,58	1 765,68	1 760,08
Précédent	1 774	1 765	1 759

CHANGES

Dollar : 6,096 F ↑

A Paris, mercredi 26 juin, le dollar était en légère progression à 6,096 F au fixing, contre 6,0845 F à la clôture des échanges interbancaires de mardi 25, et 6,0915 F au fixing du même jour.

FRANC (DM)	25 juin	26 juin
Dollar (en DM)	1,789	1,793
TOKYO	25 juin	26 juin
Dollar (en yens)	138,38	138,53

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (26 juin)	9 15/16-13/16
New-York (25 juin)	5 3/4

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-89)

Valeurs françaises	24 juin	25 juin
Valeurs étrangères	115	114,98
(SBF, base 100 : 31-12-81)	118,98	119,60
Indice global CAC	471,86	471,44
(SBF, base 1000 : 31-12-87)	175,63	175,53
Indice CAC 40	175,63	175,53

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industrielles	24 juin	25 juin
Industrielles	2 913,01	2 918,11

LONDRES (indice Financial Times)

100 valeurs	24 juin	25 juin
100 valeurs	2 458,30	2 461,20
30 valeurs	1 921,10	1 921,60
20 valeurs	200,70	195,60
Fonds d'Etat	85,66	85,54

FRANCFORT

Dax	24 juin	25 juin
Dax	1 691,56	1 691,47

TOKYO

Nikkei Dow Jones	23 juin	26 juin
Nikkei Dow Jones	23 907,42	23 766,38
Indice global	1 852,67	1 847,84

TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E-U	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8
Yen	117/16	117/16	117/16	117/16	117/16	117/16	117/16
DM	117/16	117/16	117/16	117/16	117/16	117/16	117/16
DM	117/16	117/16	117/16	117/16	117/16	117/16	117/16
FR (100)	117/16	117/16	117/16	117/16	117/16	117/16	117/16
FR	117/16	117/16	117/16	117/16	117/16	117/16	117/16
FR (100)	117/16	117/16	117/16	117/16	117/16	117/16	117/16
FR	117/16	117/16	117/16	117/16	117/16	117/16	117/16
FR (100)	117/16	117/16	117/16	117/16	117/16	117/16	117/16
FR	117/16	117/16	117/16	117/16	117/16	117/16	117/16

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	1er mois	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
\$ E-U	6,0940	6,0970	+ 217	+ 222	+ 403
DM	5,3361	5,3417	+ 68	+ 19	+ 119
Yen (100)	4,3984	4,4038	+ 80	+ 91	+ 151

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde-RTL

ENTREPRISES à 22h15 sur RTL

Mercredi 26 juin

Bernard Calvet, PDG de Fruit de la Loom pour la France et la Belgique.

Jeudi 27 juin

président de la Chambre syndicale de l'industrie du pétrole. « Le Monde Affaires » du 28 juin publie une interview de Serge Tchuruk, président du groupe Total.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 26 JUIN

[illegible]

COMPTANT

COMPTANT (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernière cours	VALEURS	Cours préc.	Dernière cours
Obligations								
Emp.État 8,95/87...	121 25	0 81	CLM	978	990	Mugent	750	750
Emp.État 8,95/78	102 45	9 37	CITRAM RR	2260	2476 d	Midat Midpat	890	1117
10,80/5 78/84	100 26	8	Cofinag	567	581	Midat	1160	117
Emp.État 13,49/83	105 58	60	Comptex	532	581	Mugent (ind.)	205 50	225 40
Emp.État 12,25/84	103 08	8 72	Co Indefinable	458	450	Oxygord	370	380
Emp.État 11/85	105 35	3 97	Coq Lyon Almond	408	400	Oréal (S)	282	...
10,20/5	102 45	2 78	Credit Mut. Prov.	37	35 45	Orsay-Darmois	1105	1085
OAT 10/6 15/20/00	104 35	0 82	Credit Sédit	320	318	Paris Houshold	1085	1082
OAT 9/5 1/21/97	102 30	5 28	C U Manned (Ch)	980	957	Patel Houshold	600	605 20
OAT 8,95/1 1/88/...	102	3 94	Calidat	113	115 50	Performance	182 80	182
OTT 10,30/5 1885	1802	...	Canary	...	...	Perfex (CP)	580	548
PTT 11,25/85	104 81	5 88	Carlyon	1750	1782	Pink Finance	380	255
CFP 10,30/5	100 01	3 38	Cherbourg	1082	1082	Pink Finance	245	245
CFP 10,25/5 new 90	102 10	2 88	Cherbourg	1650	1680	Porteur Invest.	330	339 90
CNA 10/5 1978	100 70	3 3	Dalmei Victor	3800	...	Pugot Union	855	...
CNB Bepas 5000/...	99 40	4 83	Dalmei Victor	1050	1050	Piper Houshold	1820	1820
CNB Porteur 500/...	100 50	4 50	Esar Roma Vichy	2581	2450	Porteur	545	...
CNB SCS 5000/...	99 80	4 53	Esar Roma Vichy	955	958	Pranodex (S)	1119	...
CNB 11,05/5 05/...	101 45	0 85	Elec-Pum	275	278 70	Publicis	780	778
CN VEG 5000/...	98 45	4 3	Electro-Pum	714	...	Recherches	103	111
CNT 9/5 88/...	98 70	1 77	Steno-Bepas	331	327	Rosart	275	280
CNT 10,80/5 05/85	105 70	4 76	St-Ming. Pm	3600	3600	S.A.C.E.R.	455	457
CHAB FCE 95/...	137	...	Stm Per (Berm)	1545	1554	S.A.C.E.R.	430	430
CNA	961	...	ORF	246	246	S.A.F.I.C. Alcon	290 20	300 10
CMCA	...	...	FAPP	151	...	SAFT	1271	...
Alcatel 6/5 1st Jan.	952	...	F.M.A.C.	1555	1540	Saga	370	370
L. Ranc et 6,5/...	770	...	Forclat (Ch)	535	551	Saint Dominique F.L.	122 90	119 20
Thomson 9,25/85	...	...	Forcl. Lyonnet	775	784	Stiles du Mch	880	888
			Forcl.	555	540	Strochiana M	165	...
			Forproge	811	811	S.C.A.C.	820	825
			For La Roch	613	613	Suisse (Lebanon)	401 50	412

SICAV (sélection)[illegible]

Cote des Changes

Cote des Changes				
MARCHE OFFICIEL	COURS prix.	COURS 26/6	COURS DES BILLETS	
			achat	vente
Euro-Union (1 unit.)	6 081	6 088	5 800	6 300
Esc.	4 387	4 588		
Allemagne (100 dm)	338 450	338 400	329	348
Belgique (100 f.)	18 481	18 475	16	17
France (100 F)	301 340	301 310	290	300
Italy (1000 lire)	9 982	9 982	430	4 000
Denmark (100 kr.)	87 910	87 910	84	82
Switzerland (100 Sfr.)	4 939	4 939	9 650	10 350
Spain (100 pes.)	166 640	166 640	2 400	3 000
Greece (100 drachmes)	3 101	3 101	381	401
Sweden (100 kr.)	383 460	383 460	90	98
United Kingdom (100 lb.)	95 980	95 980	83	91
Norway (100 kr.)	86 980	86 980	83	91
Austria (100 sch.)	48 232	48 232	5 150	5 700
Portugal (100 esc.)	5 886	5 886	5 600	4 300
Canada (1 \$ can.)	5 338	5 338	5 100	5 400
Japan (100 yens)	4 387	4 387	4 280	4 480

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 26/6
tin (pale en barre)	70400	70700
tin (en lingot)	70800	71050
spolien (250)	403	410
once Fr (10 li)	365	.....
once Suisse (20 li)	415	410
once Londres (20 li)	397	408
once Londres (20 li)	487	525
once 20 dollars	2395	2225
once 10 dollars	1120	1200
once 5 dollars	860	.....
once 50 pesos	2805	2850
once 10 florins	420	420

Hors-cote

Buen Hoyo Energy	280	.....
Bullock	876	100
Burns	108	100
C H F Corporation	49 80	114
C. Ochoa, Foresters	.....	.....
Chemistry (M)	878	100
Cochran	389	100
Comcast	581	591
Conoco Assurances	420	.....
El Estimar	1400	.....
Equipe	30	.....
Equi Studies Int.	30	.....
Goodrich S.A.	65 10	66
Group Extension	62	100
Harcourt	510	.....
Hedco Highex Zam	217	.....
Hogomoro	280	.....
ICI	300	.....
Indesat	126 40	.....
Jaguar	.....	.....
Lacoste du Monde	310	.....
Manila	775	.....
Marathon (M)	1410	.....
Melrose, Powder	351	.....
Morales	240	.....
Quintan N.V.	198 60	.....
Sa-Gulda-Centrolife	2000	.....
Sears	201	500
S.E.P.R.	1534	.....
S.P.R. INC.	348	.....
Télécommunications Dist.	3350	.....
U.R.O.	1390	.....
Wassenaar	1522	.....

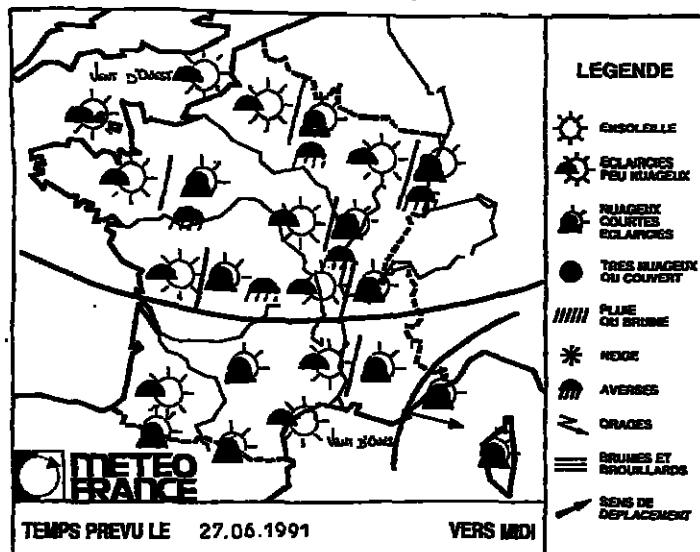
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45 62 72 67

Renseignements :
46-62-72-67

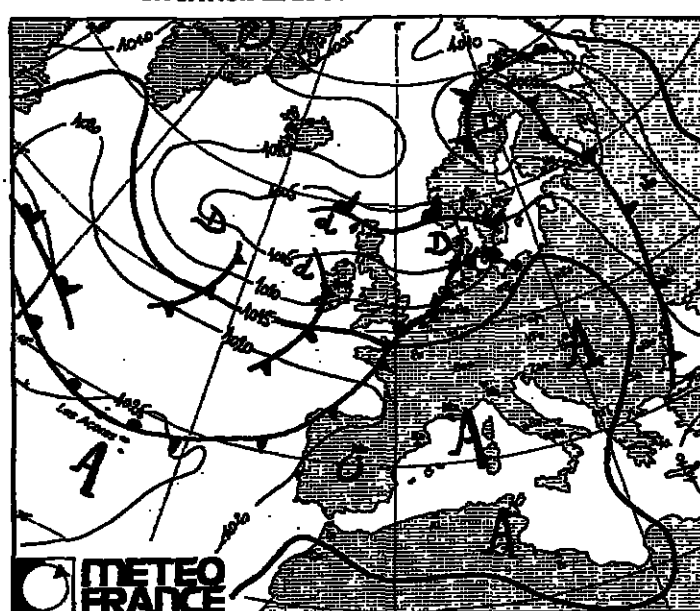
c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le jeudi 27 juin 1991
Nuages, éclaircies, averses



SITUATION LE 26 JUIN 1991 A 0 HEURE TU



Vendredi, le temps sera à nouveau frais et agité avec de fréquentes averses, voire des orages. Samedi, une amélioration se dessinera, les éclaircies redeviendront plus fréquentes mais les températures resteront fraîches pour la saison. Ce n'est que dimanche que des dérives accuseront une nette hausse, mais en contrepartie nuages et précipitations reviendront également.

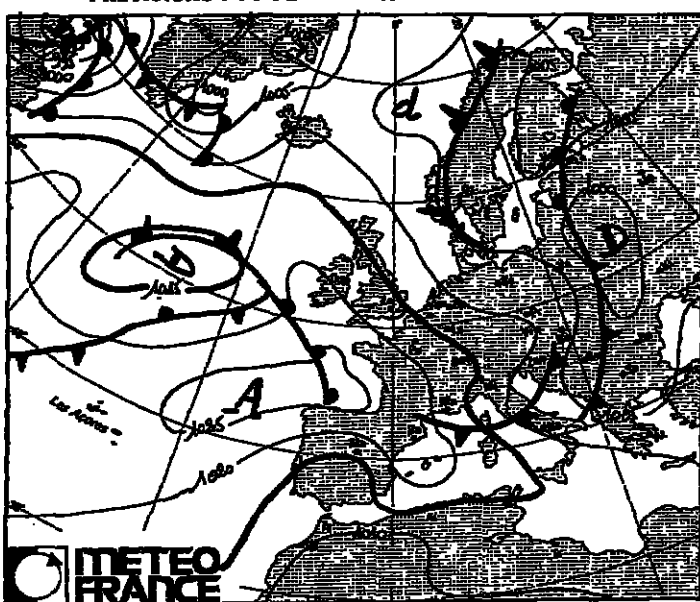
Vendredi 28 juin : fraîcheur, averses et orages. Cette journée sera particulièrement maussade. Si en début de journée quelques belles éclaircies apparaîtront, rapidement les nuages se développeront à nouveau. Ils deviendront de plus en plus menaçants et dès la mi-journée occasionneront des averses et des ondées orageuses. Seul le Sud-Ouest devrait être à l'abri de ces précipitations.

Dans l'après-midi, une accalmie touchera les côtes atlantiques, les pluies cesseront et quelques éclaircies se développeront de nouveau. Mais vers l'est les averses deviendront plus violentes et il s'agira alors d'orages, en particulier sur le relief. Vosges, Jura, Alpes et Massif Central.

Le tremblement soufflera à 50-60 kilomètres-heure, le mistral se lèvera en cours de journée.

Les températures seront fraîches pour la saison. Le matin le thermomètre ne dépassera pas 8-10 degrés en général, localement 12 degrés près de la Méditerranée. L'après-midi les températures maximales atteindront à peine 16-18 degrés près des côtes de la Manche, 17-19 degrés sur le reste de la moitié nord, 19-21 degrés vers le sud, localement 22 ou 23 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 28 JUIN 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
le 25-6-1991 à 18 heures TU et le 26-6-1991 à 6 heures TU

FRANCE			TOULOUSE			LUXEMBOURG			
ALGER	25	16	C	22	19	C	21	16	C
BARCELONE	21	17	C	22	16	C	33	18	D
BORDAUX	22	17	C	22	16	C	41	24	D
BRESCIA	24	16	C	22	16	C	24	15	P
CARIN	23	13	N	22	16	C	34	15	N
CHERBOURG	20	12	N	22	16	C	30	19	D
CLERMONT-FR	20	15	C	22	16	C	28	15	P
DIJON	27	17	C	22	16	C	25	15	N
GRENOBLE	31	17	D	22	16	C	25	15	N
LILLE	22	14	N	22	16	C	30	19	D
LIMOGES	26	18	D	22	16	C	25	15	N
LYON	26	18	D	22	16	C	25	15	N
MARSEILLE	33	19	D	22	16	C	25	15	N
NANCY	25	16	C	22	16	C	25	15	N
NANTES	21	14	D	22	16	C	25	15	N
NICE	22	19	N	22	16	C	25	15	N
PARIS-MONTS	23	16	C	22	16	C	25	15	N
PAU	31	16	C	22	16	C	25	15	N
PERPIGNAN	33	21	D	22	16	C	25	15	N
RENNES	22	13	D	22	16	C	25	15	N
STRASBOURG	25	15	C	22	16	C	25	15	N
ÉTRANGER			TOULOUSE			LUXEMBOURG			
ALGER	31	17	D	22	16	C	21	16	C
AMSTERDAM	18	14	P	22	16	C	33	18	D
ATHÈNES	32	25	D	22	16	C	41	24	D
BANGKOK	32	27	C	22	16	C	24	15	P
BARCELONE	26	16	D	22	16	C	34	15	N
BERLIN	28	17	D	22	16	C	30	19	D
BUDAPESTE	21	17	D	22	16	C	28	15	P
CAIRO	34	21	D	22	16	C	25	15	N
COPENHAGUE	17	12	P	22	16	C	25	15	N
DAKAR	27	22	D	22	16	C	25	15	N
DIJON	27	12	D	22	16	C	25	15	N
GENÈVE	29	15	D	22	16	C	25	15	N
HONGKONG	29	25	P	22	16	C	25	15	N
ISTANBUL	27	31	N	22	16	C	25	15	N
JERUSALEM	28	17	D	22	16	C	25	15	N
LA CAIRE	34	21	D	22	16	C	25	15	N
LISBONNE	28	17	D	22	16	C	25	15	N
LONDRES	19	11	C	22	16	C	25	15	N
LOS ANGELES	22	16	D	22	16	C	25	15	N
A	B	C	D	N	O	P	T	*	
averse	brume	gel	pluie	ciel	orage	pluie	tempête	neige	
		confort	dégât	ausséjour					

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

PIERRE GEORGES

Les bouffons de la République

C'EST une grave question et qui provoque actuellement de doctes débats : « La bête-show » menace-t-elle la sécurité de la République ? Est-ce de nature à nourrir la bête poujadiste qui sommeille en chaque téléspectateur et à ridiculiser l'élite de nos élus ?

C'est une grave question qui n'a pas lieu d'être. D'abord parce que pour accéder, enfin, à la caste des marionnettes, à l'absolu signe de réussite médiatique que constitue l'entrée dans ce cercle fermé, on en sait qui seraient fait des bassesses. Être ridiculisé, ou moqué, ou caricaturé, c'est d'abord être. Ce n'est donc pas après l'avoir souhaité

vivement ou craint désespérément qu'il faut se plaindre du privilège.

La seconde raison, et en définitive la vraie, est plus sérieuse : la liberté, même celle de moquer, ne se discute pas. Elle, aussi, est ou n'est pas. Sans restrictions ni contrôle, autres que ceux que les auteurs, de leur propre responsabilité, sauront s'imposer. Les bouffons, dans leur sagesse, sont toujours les premiers à savoir qu'ils sont allés trop loin.

Car cela arrive. « La bête-show » dérape parfois dans la trivialité, le ridicule, la méchanceté ou simplement le procédé. Parce que l'actualité parfois n'a pas de talent ; les auteurs, certains jours, une moindre inspiration, ou que

l'on n'a pu résister au plaisir, à l'occasion suave, des pires jeux de mots.

Mardi « La bête-show » donnait effectivement l'air d'avoir sérieusement besoin de vacances. Dieu, Kermit, c'est une affaire entendue, est un vieux dégueulasse. Il jure, en grenouille mâle, comme un sapeur. Il parle comme un charretier. Il adore les plaisanteries salaces. Il tyrannise son monde en permanence. Et là, pour que la fête soit complète, on lui fit passer son temps d'attente à rendre un petit déjeuner saucisses-choucroute pris avec l'ami Kohl.

Ce n'est pas là, évidemment, une représentation tout à fait

convenable de la fonction présidentielle. Pas plus que ne l'est celle de premier ministre. Michel Rocard, Rocco, ou quelque chose comme cela, fut un corbeau servile et faux cul. Edith Cresson, Amabotte, a été promise tigrasse servile et en perpétuel besoin d'affection. Le moins qu'on puisse dire est que Colloro et ses complices n'ont pas, ces dernières semaines, ménagé leur plus récente recrue, par ailleurs ravie d'en être.

Mais c'est ainsi. La règle du jeu est cruelle. Les bouffons bouffonnent. Et la République devrait, normalement, y survivre.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 26 juin

TF 1

- 20.50 Variétés : Sacré soirée.
- 22.45 Magazine : En quête de vérité. Thème : « Les assassins ordinaires ».
- 23.50 Divertissement : Le Bébête show.
- 23.55 Journal, Météo et Bourse.
- 0.20 Série : Intrigues (rediff. et à 5.35).

A 2

- 20.45 Téléfilm : Les Grandes Familles (dernière partie, rediff.).
- 22.15 Téléfilm : Venise en hiver.
- 23.45 Journal et Météo.
- 0.05 Série : L'Homme à la valise (rediff.).

FR 3

- 20.45 Magazine : La Marche du siècle. Quel est le plus grand ?
- 22.20 Journal et Météo.
- 22.40 Magazine : Faut pas rêver. France : rêve en miniature ; Vietnam : les montagnes de marbre ; Sri-Lanka : un éléphant de Ceylan.
- 23.35 Magazine : Minuit en France. Christian Plassat ou la poursuite d'un rêve.
- 0.30 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

- 21.00 Cinéma : Gold. □

LA SEPT

- 21.00 Documentaire : All Under Heaven.
- 22.00 Documentaire : Les Herbes aux cinq parfums.
- 23.00 Cinéma : Ah Ying. ■ Film chinois de Fong Yuk Ping (1983).
- 0.30 Court métrage : Hongkong. Allen Fong, cinéaste.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Antipodes. L'enjeu de Dieu en Afrique.
- 21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
- 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Entretien avec Alain Tanner, cinéaste (2).
- 22.40 Les nuits magnétiques. Jazzoduc.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Magazine : Coda. Rock père et fils.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 17 juin au Châtelet) : Inconnu pour vingt-quatre instruments, de Nono ; L'orchestre de Dallapiccola ; Furin No Kyo, de Zander ; Fanel, de Heller, par l'Ensemble InterContemporain, dir. Hans Zander ; sol. : Nancy Shade, soprano, André Trounet, clarinette, Jean-Jacques Gaudon, trompette.
- 23.07 Poussières d'étoiles. Jazz club.

Jeudi 27 juin

Présenté par Caroline Tresca. Invités : Roger Hanin, Jean-Jacques Belin.

0.20 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

- 13.30 Cinéma : Scandal. ■■ Film britannique de Michael Caton-Jones (1989). Avec John Hurt, Joanne Whalley-Kilmer.
- 15.20 Magazine : 24 Heures (rediff.).
- 16.20 Cinéma : Invasion Los Angeles. ■■ Film américain de John Carpenter (1988). Avec Roddy Piper, Keith David, Meg Foster.
- 17.00 Dis Jérôme... ?
- 18.05 Canaille peluche.

En clair jusqu'à 20.30

- 18.30 Ça cartonne.
- 18.50 Top albums.
- 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
- 20.30 Cinéma : Nouvelle Vague. ■■■ Film franco-suisse de Jean-Luc Godard (1969). Avec Alain Delon, Dominique Girard, Roland Amstutz.
- 21.55 Flash d'informations.
- 22.00 Cinéma : Working Girl. ■ Film américain de Mike Nichols (1988). Avec Melanie Griffith, Harrison Ford, Sigourney Weaver (v.o.).
- 23.50 Cinéma : Tumultes. ■■ Film franco-belge de Bertrand Van Effenterre (1990). Avec Bruno Cremer, Nelly Borgeaud, Julie Jézéquel.

- 1.20 Cinéma : Captain Kronos contre les vampires. ■ Film britannique de Brian Clemens (1972). Avec Hort Janson, John Carson, John Cater.

LA 5

- 14.25 Série : L'inspecteur Derrick.
- 15.30 Série : Soko, brigade des stup.
- 16.25 Tierscé à Evry.
- 16.45 Youpi ! L'école est finie.
- 17.45 Série : Superkid.
- 18.10 Série : Shérif, fais-moi peur.
- 19.05 Série : Kojak.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.25 Sport : Tennis. Wimbledon 1991.
- 20.40 Journal des courses.
- 20.50 Cinéma : Indomptable Angélique. □ Film français de Bernard Borderie (1967).
- 22.25 Feuilleton : Le Bateau (2-épisode).
- 23.25 Magazine : A la cantonade.
- 23.45 Journal de la nuit.

M 6

- 14.05 Série : Cagney et Lacey.
- 15.40 Variétés : Bleu, blanc, clip.
- 16.40 Jeu : Hit hit hit hounra !
- 16.45 Jeu : Zygomatic.
- 17.15 Série : L'Homme de fer.
- 18.05 Série : Mission impossible.

- 19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Cosby Show.
- 20.35 Cinéma : Christine. ■ Film américain de John Carpenter (1983). Avec Keith Gordon, John Stockwell, Alexandra Paul.
- 22.30 Cinéma : Aux frais de la princesse. □ Film français de Roland Quignon (1969).
- 0.00 Six minutes d'informations.
- 0.05 Magazine : Dazibao.
- 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

- 16.20 Magazine : Cinéma de poche.
- 17.20 Téléfilm : La Rue.
- 18.20 Téléfilm : La Part de singe.
- 18.55 Documentaire : Les Rêves des enfants du dragon.
- 19.55 Chronique : Le Dessous des cartes (et à 22.55).
- 20.00 Documentaire : Histoire parallèle.
- 21.00 Magazine : Avis de tempête.
- 23.00 Documentaire : Orgues, toccate et fantasies.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Dramatique. Textes d'Eugène Ionesco.
- 21.30 Profils perdus. Bernard Guillemin, le colporteur de bonnes nouvelles (2- partie).
- 22.40 Les nuits magnétiques. Les musiciens et son double.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda. Rock père et fils.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Opéra (en direct du Châtelet) : L'Africaine, opéra en cinq actes, de Meyerbeer, par le Chœur et l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Massimo de Bernart ; sol. : Sylvia Brumet, Randa Fleming, soprano, Marie-Thérèse Keller, mezzo-soprano, Jean-Philippe Lafont, Patrick Pellet, baryton, Vincent Le Texier, Lionel Sarazin, Jean-François Gardel, basses, Louis Gentile, Thierry Tregan, ténors.
- 23.07 Poussières d'étoiles. La boîte de Pandora.

Du lundi au vendredi, à 9 heures

sur FRANCE-INTER

« ZAPPING »

Une émission de GILBERT DÉNOYAN avec ANNIK COJEAN et la collaboration du « Monde »

A l'appel de la Fédération nationale autonome de la police

Inspecteurs et commissaires vont
« déposer les armes » le 28 juin

Les inspecteurs, les commissaires et les enquêteurs sont appelés à « déposer les armes », vendredi 28 juin, par la Fédération nationale autonome de la police (FNAP, majoritaire chez les personnels en civil). Dans un climat agité, cette forme de revendication a été décidée à l'issue d'une rencontre entre les syndicats représentatifs de la police et le ministre de l'Intérieur, mardi 25 juin, sous la présidence de M. Philippe Marchand.

Faisant suite aux récentes manifestations des organisations majoritaires dans la police en « tenue », la FNAP, qui juge « désarmante » l'attitude du ministre, invite donc les quinze mille inspecteurs, quatre mille enquêteurs et deux mille commissaires, à déposer leur revol-

ver, le 28 juin. Les armes ne seront reprises qu'en cas de « nécessité absolue », mettant en cause la sécurité des personnes et des biens. Quant aux dix mille membres du personnel administratif, ils sont invités à déposer leur machine à écrire.

Comment en est-on arrivé à ce type d'action, dont le précédent remonte à 1984 ? « Nous nous interrogeons sur la volonté politique du ministre de l'Intérieur sur la réforme de la police », a expliqué M. Alain Brillet, secrétaire général de la FNAP. On n'entend plus parler de cette réforme, lancée par Pierre Joxe, pour moderniser les structures, les corps et les carrières de la police. Alors que la fédération avait demandé à M. Marchand de « clarifier la situation » à l'occasion de son discours du 25 juin, le ministre s'est, selon elle, contenté de répéter les grandes lignes de son projet de loi sur la sécurité intérieure, qui veut

coordonner les missions de la police, de la gendarmerie, des polices municipales, des sociétés de vigiles.

Le ministre a déçu l'attente d'une fédération majoritaire chez les « civils » qui, depuis la fin 1990, avait joué le jeu de la concertation ouverte au ministère de l'Intérieur autour de la réforme des corps et carrières. Or M. Marchand s'est contenté de renvoyer les syndicalistes à la négociation reprise par le préfet Jean Clauzel, qu'il a nommé récemment pour satisfaire une revendication exprimée par la FASP. En outre, le ministre a refusé d'appliquer « immédiatement » les mesures de revalorisation salariale contenues dans le protocole d'accord Durafor pour la fonction publique sur la période 1990-1996. Enfin, la FNAP regrette que M. Marchand n'ait pas annoncé l'extension de la territorialisation des services de

police, déjà expérimentée dans cinq départements depuis un an, à une vingtaine de départements supplémentaires.

La Fédération nationale autonome de la police se pose, enfin, en défenseur du directeur général de la police nationale, M. François Roussely, dont la démission avait été demandée par la FASP majoritaire chez les policiers en tenue. « S'attaquer au directeur général de la police nationale serait s'attaquer à l'œuvre de Pierre Joxe, avertit M. Brillet. Si le ministre cédait aux lobbies qui demandent des départs, il signerait le retour à l'immobilisme et au conservatisme, notamment dans la forteresse qu'est la préfecture de police de Paris ». Le mouvement d'action prévu le 28 juin n'est, annonce la FNAP, que le prélude à une « mobilisation générale » prévue pour la rentrée.

ÉRIC INCYAN

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Un entretien avec M. Daniel Cohn-Bendit : « Pour une encyclopédie audiovisuelle », par Jean-Marie Drot... 2

La préparation

du sommet des Douze
Les pouvoirs du Parlement européen... 4

La recherche de la paix

au Cambodge
Le plan du prince Sihanouk favorise le régime de Phnom-Penh... 6

Les débats au sein du PS

Les amis de M. Fabius réaffirment leur hostilité à un congrès anticipé... 7

La fin de la session

parlementaire
L'opposition envisage de déposer une nouvelle motion de censure... 8

La révolte des harkis

M. Cresson va rétablir les crédits gâchés pour cause de guerre du Golfe... 8

Irlandais de Vincennes

L'ex-capitaine Barril au tribunal... 10

ÉDUCATION • CAMPUS

• Du rufi chez les privés • Collèges à la dérive • Les chantiers de la rénovation universitaire 13 à 15

SECTION B

ARTS • SPECTACLES

• Les 22^{es} Rencontres internationales de la photographie d'Arles : Amérique latine plein cadre : Un bourgeois dans la sierra : Un poète retranché : Entre l'écrivain et la plume : La passion mexicaine de Tina et Edward : Voir et savoir • Musique : Renata Tebaldi, une leçon • L'architecture dans le miroir... 17 à 28

Les Français achètent

des entreprises allemandes
Un quadruplement en quatre ans 29

Contrat de travail écrit

dans la CEE
Les Douze approuvent une directive applicable le 1^{er} juillet 1993... 29

Sécurité routière

Des mesures en préparation à l'occasion de l'été... 30

La télévision des médecins

Canal Santé cherche un accès au câble... 32

Services

Abonnements... 2
Annonces classées... 33 à 35
Automobile... 38
Carnet... 38
Marchés financiers... 36-37
Météorologie... 39
Mots croisés... 38
Radio-Télévision... 39
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM
Le numéro du « Monde » daté 26 juin 1991 a été tiré à 485 951 exemplaires.

M. Joxe maintiendra
le statut militaire
de la gendarmerie

Le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a affirmé, mardi 25 juin, à Melun (Seine-et-Marne), son attachement au statut militaire de la gendarmerie, qui doit « l'assumer non seulement à cause de ses missions, mais aussi en raison de l'efficacité » qu'il lui confère. M. Joxe assistait au baptême de la 95^e promotion de l'École des officiers de gendarmerie.

Déclarant à la presse que, du temps où il était ministre de l'Intérieur, il n'avait jamais eu envie de « civiliser » la gendarmerie comme on lui en avait prêté l'intention, le ministre de la défense a expliqué : « Je suis attaché au caractère militaire de la gendarmerie et, personnellement, j'entends la préserver et même la renforcer. » M. Joxe a estimé qu'« il n'y a pas de raisons pour qu'il y ait des tensions » avec la police. « Le problème des bandes, a-t-il ajouté, le ministre de la défense, illustre la complémentarité entre la police et la gendarmerie. En coopérant mieux, la police nationale et la gendarmerie nationale ne craindront plus une quelconque domination de l'une par rapport à l'autre. »

Au conseil des ministres

L'augmentation du SMIC
est « un devoir de justice »

déclare M. Jack Lang

M. Jack Lang, porte-parole du gouvernement, a indiqué que, sur le plan intérieur, le conseil des ministres du 26 juin avait été « très largement consacré à la vie quotidienne des Français » avec l'évolution de la sécurité routière et de la sécurité nautique pour cet été, la rénovation pédagogique de l'enseignement supérieur (lire par ailleurs) et l'augmentation attendue de 2,3 % du SMIC qui constitue, a déclaré M. Lang, « un devoir de justice ». M. François Mitterrand a estimé que les mesures prises en faveur de l'éducation étaient « importantes, novatrices et positives ». M. Kofi Yamgnane, secrétaire d'État aux affaires sociales et à l'intégration, a présenté au conseil son premier projet de loi, qui touche à la modernisation des entreprises coopératives.

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a

évoqué d'autre part la récente réunion du G 7 pour souligner que « la volonté de coopération des Sept sur le plan monétaire a été renforcée de manière à ce que les marchés financiers soient mieux ordonnés et plus stables, au besoin par une action concertée sur les marchés des changes ».

Sur le plan européen, à propos du problème de l'union économique et monétaire, M. Lang a enfin affirmé en son nom propre, en commentant les déclarations au conseil de M. Bérégovoy : « Au sein de l'opposition on ne peut pas ne pas observer avec humour ou tristesse que paraissent s'allier ceux qui en cette matière en voudraient plus et ceux qui en voudraient moins ». M. Lang a ajouté que cette « coalition des contraires » fait partie des « aspects pittoresques » de la vie politique française.

« L'impopularité fait partie
de l'ordre des choses »

estime le porte-parole du gouvernement

En marge du conseil des ministres du mercredi 26 juin, M. Jack Lang, porte-parole du gouvernement, est revenu sur l'affaire Diouri qui, a-t-il dit, n'a pas été évoquée pendant le conseil lui-même. M. Lang a jugé, à propos de cette affaire, qu'il n'y a « pas de zone d'ombre (...) sur le respect de la liberté d'expression » en France. Il a insisté sur le fait que « même si M. Diouri n'est plus sur le sol de France, rien ne s'oppose à ce qu'il écrive et publie d'autres livres en France ». « S'il y a une zone d'ombre, a souligné M. Lang, c'est M. Diouri lui-même (...). Dans cette affaire, la France a respecté tous ses devoirs, c'est M. Diouri qui n'a pas respecté les siens. »

Plus généralement, M. Lang a affirmé : « Nous vivons une période dans laquelle beaucoup font feu de tout bois : opposition, organismes divers, libelles, pamphlets se multiplient contre le gouvernement (...) et contre le... Edith Cresson. Nous sommes blindés. Nous en avons vu d'autres. Ce n'est pas ça, bien au contraire, qui altère notre énergie et notre détermination. »

A propos de la popularité de l'actuel premier ministre, M. Lang a continué : « Un gouvernement

doit avoir pour première qualité le courage. C'est une bonne chose que nous ayons à la tête du gouvernement une femme courageuse et qui n'ait pas peur de prendre des décisions parfois difficiles. Et si provisoirement se produit telle ou telle impopularité, cela fait partie de l'ordre des choses. Il faut savoir prendre ses décisions quand on est à la tête d'un gouvernement. La France ne se gouverne pas aux sondages. »

DES CIGALES

RÉAGISSENT...

La fable raconte que la cigale se trouva fort démunie lorsque l'hiver fut venu...

N'attendez pas l'automne pour penser à rénover ou isoler vos portes et fenêtres contre le froid et le bruit : ISOLPHONE 2000 14, rue Ernest-Renan, Paris-15^e. Tél. : (1) 43-06-47-64. Spécialiste Fenêtres et Isolation depuis 30 ans. (Ouvrez parait, sur rendez-vous, Ile-de-France).

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Vieilles affaires

On est vraiment pas chic avec mon Mimi, nous ici au journal. On est toujours à le soupçonner de mensonge : T'es la nez qui remue, tu veux pas nous la dire, hein, la vérité sur les scandales qui ont terni ton règne ! Vous vous rappelez ce papier de l'ami Planel intitulé : « Les cachotteries de l'Elysée » rapport aux tréfonds de Vincennes et aux fausses factures ? Ces affaires, à peine la presse les déterre que le pouvoir les enterré.

Pas définitivement, soyons honnêtes, juste le temps, ça dure de cinq à dix ans, de passer à la machine à laver le linge sale des copains. Après quoi, c'était le cas, hier, devant le tribunal de Paris, on le sort, on l'étale, on le met à sécher devant les projecteurs de la télé avant de le ranger sous une pile de dossiers.

Général, l'arrivée de Super-Barril sur les marches du palais : Tiens, ça par exemple, vous ici ! On vous croyait en vacances. Ça que c'est gentil d'avoir interrompu votre bronzage pour venir vous branler. Les armes trouvées dans

l'appart de ces trois zéros ? Pas vues. Pas touchées. D'ailleurs, c'est à peine s'il y a mis les pieds. Il leur a passé les menottes, ça a pris trois minutes, et il les emboussa.

Fallez bien obéir aux ordres. De qui ? Ben, du ministre de l'Époque, Charles Hernu, avant que les vagues du Rainbow Warrior ne l'emportent. Vous avez carte blanche, mais faites gaffe, pas de coup de feu, pas de bavure, attention ! Et en contrepoint, Châlier, à deux doigts de passer aux assises — tout arrive ! — pour avoir mis nos sous dans sa poche, qui menace sur la Cinq : Gare aux éclaboussures ! S'il a pu dans la caisse, c'est avec la complicité de l'État. Attendez-vous, le renouveau dans le box des copains et vous verrez un peu qui va aller à la barre des témoins !

Nucci ? Alors là, ça m'étonnerait ! Entre l'amnistie et l'arnaque causée par une chaine de vidéo, il se souvient plus de rien. Ou ça s'est passé ? A un carrefour ? Même pas ! Simple histoire de développement, il a trop appuyé sur la pédale.

EN BREF

■ M. Mitterrand et les morts de Dun-les-Places. — M. François Mitterrand, comme chaque année, s'est rendu à Dun-les-Places, près de Clamecy (Nièvre), mercredi 26 juin, pour se recueillir devant l'église et les tombes des vingt-huit hommes morts pour la France, tués par les Allemands le 26 juin 1944.

■ La Suisse choisit l'aviation américaine F-18. — Le conseil fédéral en Suisse a opté, mercredi 26 juin, pour l'achat de trente-quatre avions de combat F-18 après la société américaine McDonnell-Douglas. Ce contrat est évalué à quelque 14 milliards de francs. Le Parlement suisse doit encore entériner ce choix du gouvernement. Le chef du département militaire à Berne a écarté le rival du F-18, la version modernisée Mirage 2000-5 du groupe français Dassault, que le premier ministre français, M. Edith Cresson, a vigoureusement soutenue au dernier salon du Bourget (le Monde du 26 juin). En 1990, déjà, le F-18 avait été sélectionné par les Suisses qui, néanmoins, avaient accepté de procéder à une nouvelle évaluation de l'avion français.

■ Espace : sortie de cinq heures pour les Soviétiques. — Les deux cosmonautes soviétiques en mission depuis un mois dans la station orbitale Mir ont effectué, mardi 25 juin, une sortie dans l'espace de 4 h 58 mn. Au cours de cette opération, Anatoli Arsebarski et Sergueï Krikalev ont remplacé une antenne, installé le module astrophysique Kvant, qui permet de guider les vaisseaux spatiaux lors de leur ancrage sur le complexe orbital Mir.

■ La Croix-Rouge française présente des comptes positifs pour 1990. — Les comptes de la Croix-

Rouge française affichent, pour 1990, un résultat positif de 20 millions de francs, pour un chiffre d'affaires de 2,6 milliards de francs. A l'issue de son assemblée générale, qui s'est tenue les 22 et 23 juin, la Croix-Rouge nationale rappelle qu'elle a, quelques mois avant l'été, financé la Croix-Rouge d'Algérie.

■ Plusieurs centaines de manifestants se sont rassemblés, mercredi 26 juin, devant la Chambre de commerce et d'industrie de Marseille (PAM), en raison d'un mouvement de grève surprise des marins de trois bateaux (le Corse, le Napoléon et le Liberté). Le mouvement est parti du car ferry Corse, qui devait appareiller lundi 24 juin au matin et s'est élargi, mercredi 26 juin au matin, à ceux du Napoléon et du Liberté. Vers midi, toutefois, un quatrième navire (le Djazair), qui était bloqué depuis le matin, était en train de charger et devait partir, selon des informations recueillies auprès du PAM. Les portes du port étaient bloquées depuis mercredi matin à 4 heures par des salariés du groupe Sud Marine-Entreprises, afin de protester contre les menaces de dépôt de bilan pesant sur leur entreprise.

■ Graves perturbations sur la ligne A du RER. — A la suite de la panne d'une rame entre les stations Aubert et Nation de la ligne du RER, à Paris, plusieurs centaines de voyageurs ont été bloqués, le 25 juin, en fin d'après-midi, pendant deux heures. Certains ont dû évacuer à pied les cinq rames immobilisées.

Mercredi 26, jeudi 27,
vendredi 28, samedi 29
de 9 h 30 à 19 heures

smalto

SOLDE

DE 30 A 50 %
ainsi que collections précédentes :
costumes à partir de 1.900 F, vestes à partir de 1.200 F.HOMME : 44, RUE FRANÇOIS-1^{er}
HOMME ET FEMME : 5, PLACE VICTOR-HUGO

jeudi 27, vendredi 28, samedi 29

SOLDES D'ÉTÉ

Costumes, vestes, pantalons légers,
chemises, chemisettes, polos,
les meilleures griffes parisiennes soldées à

LA VOGUE

38, bd des Italiens (près Opéra)
et Centre commercial Vélizy 2 - Détaxe à l'exportationDÉCOUVREZ
LA SUÈDE

MINITEL

36-14 SUÈDE

مكتبة الشرق